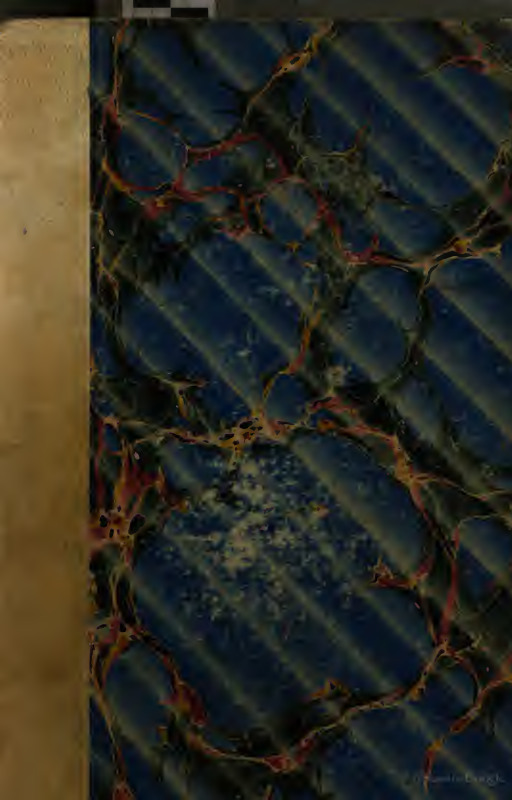






15.4.559. 15.4.559

MÉMOIRES SECRETS
SUR
LE RÈGNE DE LOUIS XIV
LA RÉGENCE
ET
LE RÈGNE DE LOUIS XV

PAR DUCLOS

HISTORIOGraphe de France, Membre de l'Académie Française
et de celle des Inscriptions et Belles-Lettres

NOUVELLE ÉDITION

AUGMENTÉE D'UNE NOTICE SUR LA VIE ET LES OUVRAGES DE DUCLOS
DE NOTES ET D'UN INDEX ALPHABÉTIQUE

TOME SECOND

PARIS
CHEZ JULES GAY, ÉDITEUR
Quai des Augustins, 41

—
1864

4. 559.

MÉMOIRES SECRETS

DE DUCLOS

Tiré à 195 exemplaires en papier de Hollande.

N° 58

*

7494 — Paris, imprimerie de JOURNALISTE ET FILS, 338, rue S.-Honoré.

MÉMOIRES SECRETS

SUR

LE RÈGNE DE LOUIS XIV

LA RÉGENCE

ET

LE RÈGNE DE LOUIS XV

PAR DUCLOS

HISTORIOGRAPHE DE FRANCE, MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
ET DE CELLE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTERS

NOUVELLE ÉDITION

AUGMENTÉE D'UNE NOTICE SUR LA VIE ET LES OUVRAGES DE DUCLOS
DE NOTES ET D'UN INDEX ALPHABÉTIQUE

TOME SECOND

PARIS

CHEZ JULES GAY, ÉDITEUR
Quai des Augustins, 41

1864

MÉMOIRES SECRETS
SUR LE RÈGNE
DE LOUIS XIV
LA RÉGENCE
ET LE RÈGNE
DE LOUIS XV

SUITE DE LA RÉGENCE.

Le jeudi 25 fut employé à prendre les mesures nécessaires. On convint d'abord que le lit de justice se tiendrait portes ouvertes, parce qu'alors les affaires s'y traitent comme aux grandes audiences, et que le garde des sceaux, y prenant les voix tout bas, les rapporterait comme il le voudrait, et l'on était sûr de lui; 2° que monsieur le duc, lorsqu'il serait question de la surintendance, sortirait comme partie intéressée, et obligerait par là les légitimés de sortir aussi.

Pour parer à tous les inconvénients, on avait prévu tous les cas. Si le parlement refusait de venir, l'interdiction était prête, avec l'attribution des causes au grand conseil. Si une partie venait et qu'une autre ne vint pas, interdire les refusants. Si le parlement venait refusait d'opiner, passer outre.

Si, non content de ne pas opiner, il sortait, tenir également le lit de justice, et, huit jours après, en tenir un autre au grand conseil, pour enregistrer le tout. Si les légitimés, ou quelques-uns de leur parti, faisaient de l'éclat, les arrêter dans la séance ou à la sortie, suivant les signaux dont on conviendrait avec les officiers des gardes du corps.

Les ordres ne furent donnés aux commandants des troupes de la maison du roi que le 26, à quatre heures du matin. Le duc du Maine, qui revenait d'une des fêtes que sa femme recevait souvent, ou se donnait elle-même, ne faisait que se mettre au lit, lorsque Contade lui fut annoncé. Le duc, craignant que ce ne fût pour l'arrêter, demanda si Contade était seul, et se rassura lorsqu'il apprit que c'était pour assembler les gardes suisses.

A cinq heures, les troupes prirent leurs postes, et à six, le parlement et tous ceux qui devaient se trouver au lit de justice, déjà éveillés par le bruit des tambours, reçurent les lettres de cachet et les billets d'invitation. A huit heures, le conseil de régence était déjà assemblé aux Tuileries. Le garde des sceaux faisait disposer dans une chambre particulière tout l'attirail du sceau; et, aussi froid que s'il ne s'était agi que d'une audience de police, déjeunait tranquillement, pour se préparer contre la longueur d'une séance qui retarderait son dîner.

Chacun s'étant rendu dans la pièce du conseil, le régent y arriva d'un air riant et rassuré. Tous n'avaient pas le maintien si libre. Le duc du Maine, pâle et embarrassé, prévoyait qu'il serait question d'autre chose que de cassations d'arrêts. Plusieurs se joignaient, examinaient, se parlaient bas, cherchaient à deviner ce qui allait se passer.

Le duc du Maine et le comte de Toulouse étaient venus en manteau de pair, quoiqu'ils n'eussent point reçu de billets d'invitation. On avait affecté de ne leur en point envoyer,

sons prétexte que , depuis l'édit de 1717, qui révoquait celui de 1714, ils ne voulaient plus se trouver au parlement. Le régent s'était flatté, là-dessus, qu'ils se dispenseraient du lit de justice, ce qui l'aurait fort soulagé. C'est pourquoy, s'adressant au comte de Toulouse : *Je suis surpris, lui dit-il d'un ton d'amitié, de vous voir en manteau; je ne vous ai pas fait avertir, sachant que vous n'aimiez pas vous trouver au parlement. — Cela est vrai,* répondit le comte de Toulouse; *mais quand il s'agit du bien de l'État, j'y fais céder toute autre considération.* Le régent, touché de cette réponse, le prit en particulier, lui confia tout; et le comte de Toulouse, ayant joint son frère, lui en dit assez pour qu'ils prissent le parti de se retirer.

Le régent, les voyant sortir, jugea qu'il n'y avait plus d'inconvénient à faire au conseil le rapport de tout ce qu'on s'était proposé d'y tenir caché. Ils étaient vingt en séance (1).

Dès qu'on fut en place, le régent, avec un air d'autorité, ordonna au garde des sceaux de lire ce qu'il avait à rapporter. Le régent annonçait chaque pièce par un discours sommaire que le garde des sceaux paraphrasait suivant l'importance de la matière.

Le régent, dans ce conseil, opina le premier, contre la règle ordinaire, et prit toujours les avis en commençant par la tête du conseil, pour que les préopinants, dont il était sûr, fissent pressentir aux autres le parti qu'il y avait à suivre.

(1) Le régent, monsieur le duc, le prince de Conti, le garde des sceaux d'Argenson, les ducs de Saint-Simon, de la Force, de Guiche, le maréchal de Villerol, le duc de Noailles, le maréchal duc de Villars, le duc d'Antin, le maréchal de Tallard, le maréchal d'Estrées, le maréchal d'Uxelles, le maréchal de Bezons, l'ancien évêque de Troyes, Bouthillier de Chavigny, le marquis de Torcy, le marquis de la Vrillière, le marquis d'Effiat, le marquis de Canillac, le Pelletier de Soury, conseiller d'Etat.

Les deux légitimés s'étaient retirés. (D.)

Lorsqu'on opina sur l'arrêt de cassation, ceux qui se trouvaient gênés des entraves qu'on mettait au parlement se contentèrent de s'incliner, pour marquer leur acquiescement à l'avis ouvert. Le maréchal de Villeroi dit simplement, à voix étouffée, au sujet du parlement : *Mais viendra-t-il ? — Je n'en doute pas*, dit le régent d'un ton sec et en élevant la voix : *il m'a fait dire par des Granges (1) qu'il obéirait.*

Le régent annonça l'édit de la réduction des légitimés à leur rang de pairie par un discours en faveur des pairs plus fort que l'édit même. Le duc de Saint-Simon dit qu'étant partie, il ne pouvait pas être juge, et que, pour tout avis, il n'avait que des remerciements à faire de la justice que Son Altesse Royale rendait aux pairs. Le régent, saisissant cette idée, ne demanda pas l'avis des autres pairs, et ceux qui les suivaient n'opinèrent qu'en s'inclinant. Cependant le duc de Saint-Simon, pour obvier à ce que les maréchaux ducs de Villeroi et de Villars pourraient objecter, s'ils prenaient la parole, avait mis sur la table la requête que les pairs avaient présentée l'année dernière contre les légitimés, et au bas de laquelle ces deux maréchaux pouvaient lire leurs noms en gros caractères. Monsieur le duc prit ensuite la parole, et, s'adressant au régent, dit que, puisqu'on faisait justice aux pairs, il réclamait aussi les droits de sa naissance; que monsieur du Maine, n'étant plus prince du sang, ne pouvait garder la surintendance; qu'un homme du mérite de monsieur le maréchal de Villeroi ne devait pas être précédé par son cadet dans la pairie; que lui, monsieur le duc, aujourd'hui majeur, demandait cette place, qui ne pouvait être refusée à sa qualité, ni à son attachement pour le roi, et qu'il n'oublierait rien pour profiter des leçons de monsieur de Villeroi et mériter son amitié.

(1) Le maître des cérémonies.

Le régent, opinant le premier, dit que la demande était juste, et, portant les yeux sur tout le monde, ordonna plutôt qu'il ne prit les opinions. Le maréchal de Villeroi, faisant effort pour parler, dit en soupirant : *Voilà donc toutes les dispositions du feu roi renversées ! Je ne le puis voir sans douleur : monsieur du Maine est bien malheureux !*—Monsieur, répondit le régent d'un ton vif et haut, *monsieur du Maine est mon beau-frère ; mais j'aime mieux un ennemi découvert que caché.* Ce peu de mots, et quelques regards portés sur plusieurs, jetèrent la terreur dans l'âme de ceux qui avaient des reproches à se faire.

Dans ce moment on demanda le garde des sceaux à la porte. Il sortit, rentra aussitôt et parla à l'oreille du régent. Celui-ci, dont la fermeté croissait par la consternation du conseil, dit qu'on lui donnait avis que le premier président avait proposé de ne point aller aux Tuileries, où l'on n'aurait point de liberté, et qu'on délibérait actuellement là-dessus. Le régent demanda au garde des sceaux quel parti il y avait à prendre, si le parlement se portait à une désobéissance si formelle. Le garde des sceaux répondit qu'il n'y en aurait pas d'autre que l'interdiction, et fit entendre que tous les cas étaient prévus et les remèdes prêts.

L'avis de la désobéissance du parlement était faux. J'ai actuellement sous les yeux un journal très-fidèle de ce qui s'y passa : il ne fut question que d'arrêter ce que le premier président dirait à un lit de justice dont on ne pouvait prévoir absolument l'objet. On se fixa à demander la communication de ce qui serait proposé aux Tuileries, et l'on se mit en marche.

Aussitôt qu'on vit le parlement entrer dans la cour des Tuileries après avoir traversé la ville à pied, le régent défendit à qui que ce fût de sortir avant que les magistrats fussent en place, afin qu'on ne pût pas les prévenir de ce qui avait

été décidé dans le conseil. On passa tout de suite chez le roi, et la députation étant venue l'inviter, on le conduisit au trône. Le régent, voulant prévenir ce que le maréchal de Villeroi serait tenté de dire au lit de justice, et qu'il avait eu tant de peine à retenir au conseil, le fit assurer de son estime, de sa confiance, lui en fit dire assez pour dissiper une frayeur qui quelquefois rend téméraire, et pas assez pour lui inspirer du courage. On recommanda aussi à Lamoignon de Blanchmesnil, premier avocat général, aujourd'hui chance- lier, d'être sage; et on lui dit à l'oreille que toute sa fortune répondrait de la moindre ambiguité dans ses conclusions.

Tant de précautions étaient superflues. La consternation avait gagné depuis le duc du Maine jusqu'au dernier huissier du parlement. Plusieurs conseillers avaient déserté pendant la marche. Le président de Blamont, qui avait tant fait le tribun dans les assemblées du parlement, se trouva mal sur l'escalier des Tuileries; on le transporta dans la chapelle, où l'on employa le vin des burettes pour lui rendre la connaissance. Enfin, hors d'état de paraître en séance, il se fit conduire chez lui (1).

Je ne m'arrêterai pas aux formalités d'un lit de justice, on les trouve partout. J'observerai seulement que le garde des sceaux, au milieu d'un parlement dont il était détesté, était aussi libre dans ses démarches, ses discours et son ton, que s'il n'eût vu autour de lui que des commissaires de police.

Après la lecture de l'arrêt de cassation, le premier président se borna à demander qu'il fût communiqué au parlement, vu l'importance de la matière, pour en délibérer. Sur quoi le garde des sceaux ayant pris l'ordre du roi pour la forme, dit : *Le roi veut être obéi, et obéi sur-le-champ*. Tout le reste se passa avec tranquillité : les enregistrements faits en pré-

(1) Voyez le procès-verbal imprimé du lit de justice. (D.)

sence du roi, Sa Majesté se leva, retourna dans son appartement, et le parlement s'éconla en silence.

Comme les bagatelles font mieux connaître la disposition des esprits et le caractère que les affaires majeures, je citerai deux traits qui feront voir l'opinion générale qu'on avait du régent, et donneront une idée de son désœnci sur les affaires, quand il s'agissait de ses plaisirs.

Lorsque le duc de Saint-Simon alla chez Fontanieu (1) pour convenir avec lui du lit de justice, il commença par lui dire qu'il s'agissait d'une affaire importante, mais qu'il s'agissait avant tout de savoir si Son Altesse Royale pouvait compter sur lui. Fontanieu devint pâle, ne doutant point qu'il ne fût question de quelque expédition tragique dont il aurait le malheur d'être l'instrument; il répondit en balbutiant que tant que son devoir lui permettrait.... il serait.... Le duc de Saint-Simon le rassura par un sourire et un geste, moitié de compassion, moitié d'indignation. Fontanieu revint à lui, et, par des excuses embronillées, acheva de faire voir la crainte qu'il avait eue, et ce dont on croyait le régent capable.

Le second trait est que le régent, ayant paru très-pressé d'apprendre ce que Saint-Simon aurait arrangé avec Fontanieu, lui ordonna de lui en venir rendre compte sur-le-champ. La conférence chez Fontanieu ayant exigé de longs détails, lorsque Saint-Simon revint, le régent était dans ses cabinets, et c'était l'heure des *roués*, heure où tout devait céder à la débauche. Saint-Simon fut réduit à lui écrire, encore fallut-il bien des mystères pour rendre le billet. Ce n'était pourtant pas que ce prince n'eût tiré une ligne de séparation très-marquée entre ceux qui avaient part aux affaires

(1) Maître des requêtes, intendant de Grenoble, conseiller d'État, contrôleur des meubles de la cour, mort en 1767.

et ses compagnons de plaisirs; ce qui faisait dire au due de Brancas, un des *roués*, qu'il avait beaucoup de faveur et nul crédit. Le régent s'était fait d'ailleurs un système de discrétion auquel il était fidèle jnsque dans l'ivresse. La comtesse de Sabran, une de ses favorites, ayant voulu profiter d'un de ces moments-là pour lui faire une question sur les affaires, il l'amena devant une glace et lui dit : *Regarde-toi, vois si c'est à un si joli visage qu'on doit parler d'affaires.*

Puisque je me suis permis une digression sur la domesticité du régent, je ne dois pas oublier un homme d'une vertu rare, qui n'était ni du rang ni de la naissance des *roués*; mais il n'aurait voulu aucune liaison avec eux, et ne leur dissimulait guère son mépris. C'était d'Ibagnet, concierge du Palais-Royal. Attaché à la maison d'Orléans dès son enfance, il avait vu naltre le régent, l'aimait tendrement, et le servait avec zèle, lui parlait avec la liberté d'un vieux domestique, et avec la droiture et la vérité d'un homme digne d'être l'ami de son maître. Le régent avait pour d'Ibagnet cette sorte de respect où la vertu oblige. Il n'aurait osé lui proposer d'être le ministre de ses plaisirs : il était sûr du refus. Quelquefois, un bougeoir à la main, d'Ibagnet conduisait son maître jusqu'à la porte de la chambre où se célébrait l'orgie. Le régent lui dit un jour, en riant, d'entrer : *Monsieur*, répondit d'Ibagnet, *mon service finit ici; je ne vais point en si mauvaise compagnie, et je suis très-fâché de vous y voir.* Une autre fois, il traita comme le dernier des hommes Cauche (1), valet de chambre et mercure du régent, sur ce que ce domestique avait séduisit une jeune fille de douze à treize ans, pour la livrer à son maître.

Revenons à la suite du lit de justice. Il était fini, que la

(1) C'est sous le nom de ce Cauche que l'abbé de Saint-Albin, archevêque de Cambrai, fils du régent et de la Florence, actrice de l'Opéra, a été baptisé. (D.)

duchesse d'Orléans, étant à Saint-Cloud avec Madame, mère du régent, ignorait encore qu'il y en eût eu un. Qu'on se rappelle sa folie sur sa naissance, qu'elle croyait du moins égale à celle de son mari, on jugera quel coup c'était lui porter que de lui apprendre la dégradation du duc du Maine. Il fallait cependant bien l'en instruire, et le régent chargea de cette cruelle commission le duc de Saint-Simon. Il en instruisit d'abord Madame, qui, élevée dans les principes ou, si l'on veut, les préjugés allemands, en fut ravie, et dit que son fils aurait dû, depuis longtemps, prendre ce parti (1). Pour la duchesse d'Orléans, elle fut saisie d'une douleur morne, revint sur-le-champ à Paris, et, déposant pour la première fois de sa vie son orgueil, dit au régent que l'extrême honneur qu'il lui avait fait en l'épousant étouffait tout autre sentiment dans son cœur; qu'il fallait que son frère fût bien coupable pour s'être attiré le châtement qu'il recevait, et qu'elle était réduite à le désirer.

Les deux frères, en sortant de la pièce du conseil, s'étaient enfermés avec leurs familiers dans le cabinet du duc du Maine, aux Tuileries, pendant le lit de justice. De là le comte de Toulouse se retira chez lui, où la duchesse du Maine vint avec ses enfants. Elle était dans des convulsions de fureur, reprochait au comte de Toulouse d'avoir été distingué de son frère, et prétendait qu'il ne pouvait s'en laver qu'en renonçant à l'indigne grâce qu'on lui faisait. Le comte de Toulouse fut enchanté; mais Valincourt, homme d'un grand sens et fort

(1) Après l'édit de 1714 et la déclaration de 1715, les légitimés furent dans l'Almanach royal immédiatement après les princes du sang, et sans séparation. Après l'édit de révocation de 1717, ils furent séparés par une ligne. Après la réduction des légitimés à leur rang de pairie, en 1718, le comte de Toulouse fut inscrit seul dans l'Almanach, et séparé par une ligne. Le duc du Maine n'y fut pas inscrit; mais il ne le fut pas aussi avec les pairs. D.)

attaché au prince, le prenant en particulier, lui représenta les suites d'une telle démarche. Le marquis d'O, qui avait été son gouverneur, lui tint le même langage; et le chevalier d'Hautefort, son premier écuyer, échauffé par un intérêt plus vif que celui de son maître, parla encore plus efficacement : *Monseigneur, lui dit-il, seriez-vous assez dupe pour vous associer aux fureurs d'une folle ? Quand vous aurez fait pendant trois jours l'admiration des sots, vous serez pendant quarante ans la risée des gens sensés. Pour moi, en m'attachant à vous, je comptai être avec un prince du sang, vrai ou apparent ; sur ce pied-là, j'y resterai toute ma vie ; mais, si vous voulez cesser de l'être, ni moi, ni tous ceux de votre maison qui valent quelque chose, ne pourrons y demeurer.*

Le comte de Toulouse, frappé du néant où il allait se précipiter, laissa partir pour Sceaux le duc et la duchesse du Maine, rendit le lendemain au régent une visite qui tenait lieu de remerciement, sans le prononcer ; et le jour suivant, se trouva au conseil de régence.

Le samedi 27, les chambres s'assemblèrent ; on gémit plus qu'on ne délibéra ; on s'écria beaucoup sur l'installation d'un garde des sceaux, sans qu'il eût, suivant les règles, présenté sa requête ; on prit acte, comme cela se pratique en pareille occasion, du défaut de liberté ; l'assemblée fut continuée au lundi 29. Mais ce jour-là le parlement fut occupé d'un nouveau sujet de délibération. A trois heures du matin, le président de Blamont, Feydau-de-Calande et Saint-Martin, conseillers, furent enlevés de chez eux, chacun par huit mousquetaires et un officier, et conduits, le premier aux îles d'Hyères, le second à Belle-Ile, le troisième dans l'île d'Oléron.

Le parlement envoya aussitôt une députation demander au roi la liberté de ces magistrats. Le garde des sceaux répondit que ce qui s'était fait, étant pour affaire d'État, deman-

daît le silence, et que la conduite du parlement déterminerait les sentiments du roi à cet égard. La même députation continua ses sollicitations, et reçut toujours les mêmes réponses, jusqu'à la clôture du parlement. Quelques-uns proposèrent de cesser le service, et il fut suspendu un jour; d'autres, de ne point prendre de vacances jusqu'à ce qu'on eût satisfaction; mais les plus avisés aimèrent mieux sortir librement de Paris que de s'exposer à s'en voir exiler. Le parlement se sépara donc, et la chambre des vacations fut chargée de continuer à demander les exilés.

Le parlement de Bretagne écrivit en leur faveur au régent, qui le trouva très-mauvais. Les ministres étrangers, au nom de leurs maîtres, lui applaudirent d'avoir réprimé ces légistes; langage de princes qui veulent que rien ne résiste à leurs volontés. Il est sûr que l'autorité doit toujours être respectée, pour la tranquillité des peuples mêmes; mais si aucun corps n'élève la voix en leur faveur, ils seront donc livrés au despotisme des ministres, et même des commis.

Ce fut pendant les vacances, le 3 octobre, que le cardinal de Noailles publia son appel de la constitution au futur concile. L'Université, presque tous les curés du diocèse, et quantité de communautés séculières et régulières adhérèrent à l'appel. Le cardinal se retira le même jour du conseil de conscience, qui dès lors ne subsista plus, et dont la chute entraîna celle des autres conseils. Il y avait déjà du temps que ce n'était plus qu'une vaine représentation; Law faisait tout dans les finances, et l'abbé Dubois dans les affaires étrangères. Celui-ci, sachant que le chapeau de cardinal, où il tendait, dépendrait du crédit qu'on lui verrait en France, se fit nommer seul ministre des affaires étrangères. Leblanc (1) fut déclaré en même temps secrétaire d'État de la

(1) Claude Leblanc, né en 1669, secrétaire d'État au département de la guerre en 1718, mort en 1728.

guerre. Tous les membres des différents conseils furent remerciés de leurs services, et conservèrent leurs appointements, qui étaient de douze mille livres. Le marquis de Canillae les refusa; mais il entra au conseil de régence, où la place valait vingt mille livres. Tous ces nobles membres des conseils ressemblaient à des gens qui, en sortant d'une maison, en emportent les meubles. Le comte d'Évreux conserva le détail de la cavalerie; Coigny, celui des dragons; d'Asfeld (1), les fortifications et le génie; le marquis de Brancas eut les haras; le premier écuyer, Béringhem, les ponts et chaussées; l'archevêque de Bordeaux, Bezons, prit les économats; ainsi des autres. Le régent ne savait rien refuser, et ce qu'il ne donnait pas, on le lui arrachait. Il avait des conséquences singulières. Le changement dans l'état des légitimés embarrassa fort l'évêque de Viviers, Chambonas, dont le frère et la belle-sœur étaient de la maison du duc du Maine. Le prélat, chef de la députation des états de Languedoc, demanda au régent de quelle manière il traiterait le prince de Dombes, gouverneur en survivance. Le régent lui dit d'en user comme à l'ordinaire; en conséquence, l'évêque traita d'altesse sérénissime le prince de Dombes, qui n'y pouvait plus prétendre.

Le régent se laissa enfin fléchir en faveur des exilés. Ils revinrent successivement, et le parlement, devenu souple, en fit des remerciements, comme d'une grâce. Cela ne l'empêcha pas de faire des difficultés sur l'enregistrement de la banque royale. On trouvait très-indécent de voir le roi devenir banquier. L'événement prouva que cela était encore plus malheureux.

Le coup d'autorité frappé au lit de justice avait étourdi les ennemis du régent, mais ne les avait pas abattus. La fureur

(1) Claude-François Bidal d'Asfeld, directeur général des fortifications en 1715, maréchal de France en 1734, mort en 1743.

que la duchesse du Maine était obligée de cacher n'en était que plus vive, et sa correspondance avec l'Espagne plus fréquente. Le prince Cellamare, attentif à tout ce qui se passait à Paris et en Bretagne, cherchait à faire des créatures à son maître, et beaucoup d'officiers avaient pris des engagements avec lui. Le projet était de faire révolter tout le royaume contre le régent, de mettre le roi d'Espagne à la tête du gouvernement de France, et sous lui le duc du Maine. On comptait sur l'union des parlements. Tout s'était traité assez énigmatiquement dans des lettres qui pouvaient être surprises; mais Albéroni voulut, avant d'éclater, voir les plans arrêtés, et les noms de ceux dont on devait se servir. Il était très-dangereux de confier de pareils détails à un courrier, que l'abbé Dubois n'aurait pas manqué de faire arrêter.

Cellamare imagina qu'il n'y aurait rien de moins suspect que le jeune abbé Porto-Carrero, neveu du cardinal de ce nom. Ce jeune homme était depuis quelque temps à Paris. Montéléon, fils de l'ambassadeur d'Espagne en Angleterre, était aussi venu de Hollande, et ces deux jeunes gens, se rencontrant ensemble à Paris, se lièrent naturellement, cherchaient les mêmes plaisirs, s'embarrassaient peu d'affaires, et firent partie de s'en retourner ensemble.

Cellamare crut que de pareils courriers seraient à l'abri de tout soupçon; l'abbé Dubois n'en prenait point en effet, et cependant tout fut découvert.

Il y avait alors à Paris une femme nommée la Fillon, célèbre appareilleuse, par conséquent très-connue de l'abbé Dubois (1). Elle paraissait même quelquefois aux audiences du

(1) Le régent fut obligé, dans la suite, de paraître sacrifier cette femme; elle disparut. Elle eut ordre de passer pour morte; on lui donna douze mille livres de rente et trente mille francs d'argent; elle devint madame la comtesse de *** , qui alla vivre déceint dans une petite ville d'Auvergne où Castanès se trouva quelques années après elle,

régent, et n'y était pas plus mal reçue que d'autres. Un ton de plaisanterie couvrait toutes les indécences au Palais-Royal, et cela s'est conservé dans le grand monde. Un des secrétaires de Cellamare avait un rendez-vous avec une des filles de la Fillon, le jour que partait l'abbé de Porto-Carrero. Il y vint fort tard, et s'excusa sur ce qu'il avait été occupé à des expéditions de lettres dont il fallait charger nos voyageurs. La Fillon laissa les amants ensemble, et alla sur le champ en rendre compte à l'abbé Dubois. Aussitôt on expédia un courrier muni des ordres nécessaires pour avoir mainforte. Il joignit les voyageurs à Poitiers, les fit arrêter; tous leurs papiers furent saisis, et rapportés à Paris le jeudi 8 décembre. Ce courrier arriva chez l'abbé Dubois précisément à l'heure où le régent entrait à l'Opéra (1).

L'abbé ouvrit le paquet, eut le temps de tout examiner et de mettre en réserve ce qu'il voulut: nous verrons pour quoi. Au sortir de l'Opéra, l'abbé joignit le régent, lui rendit compte de la capture. Tout autre prince aurait été pressé de s'éclaircir; mais c'était la précieuse heure du souper, et rien ne l'emportait là-dessus. L'abbé eut jusqu'au lendemain assez tard pour prendre ses mesures, avant d'en conférer avec le régent, qui, dans les premières heures de la matinée, avait encore la tête offusquée des fumées de la digestion, n'était pas en état d'entendre affaires, et signait presque machinalement ce qu'on lui présentait.

L'abbé Dubois, en aspirant à tout, sentait pourtant qu'il

sans la reconnaître; elle le prit à part et lui révéla son secret. (V.) — Voyez, sur la Fillon, les *Mémoires du maréchal de Richelieu*, par Soulavie.

(1) Lenglet-Dufresnoy rapporte, dans sa notice sur la conspiration de Cellamare, t. VI des *Mémoires de la Régence*, que ce fut par les déclarations d'un nommé Buvat, employé de la Bibliothèque du roi, qui servait de copiste aux conjurés, que Dubois fut éclairé.

n'était rien par lui-même, prévoyait les révolutions qui pouvaient arriver par la mort de son maître, et voulait se ménager des protecteurs en cas d'événements.

Il résolut de s'emparer tellement de l'affaire, qu'il pût sacrifier ceux dont la perte serait sans conséquence, et sauver ceux auprès de qui il s'en ferait un mérite. Le régent ne vit rien dans cette affaire que par les yeux de l'abbé. Le garde des sceaux et Leblanc en furent les seuls confidents, et l'abbé, saisi des pièces du procès, se trouva maître de la condamnation ou de l'absolution des coupables.

Le prince Cellamarc, instruit par un courrier particulier de ce qui était arrivé à Poitiers, et se flattant que ses deux Espagnols n'avaient été arrêtés que parce qu'ils voyageaient avec un banquier fugitif pour une banqueroute, prit un air d'assurance, et alla, le vendredi 9, sur le midi, chez Leblanc, réclamer le paquet de lettres dont il avait, dit-il, chargé par occasion l'abbé Porto-Carrero. L'abbé Dubois était déjà chez Leblanc. L'un et l'autre répondirent à l'ambassadeur que ces lettres avaient été lues, et que, loin de les lui rendre, ils avaient ordre de faire en sa présence la visite des papiers de son cabinet, et tout de suite le prièrent de monter avec eux en carrosse, pour se trouver tous trois ensemble à cet inventaire.

Cellamarc, jugeant que les mesures étaient prises en cas de résistance, ne fit aucune difficulté, et fut ramené à son hôtel, dont un détachement de mousquetaires avait déjà pris possession. On ouvrit les bureaux et les cassettes. Le scellé du roi et le cachet de l'ambassadeur furent mis sur tous les papiers, à mesure qu'on en faisait l'examen et le triage. Après cette opération, les deux ministres se retirèrent, laissant l'ambassadeur à la garde de Dulibois, gentilhomme ordinaire du roi.

Durant la visite des papiers, Cellamarc, d'un air libre,

affecta de traiter Leblanc avec politesse, et l'abbé avec un mépris froid. Cela fut au point que Leblanc allant ouvrir une cassette : *Monsieur Leblanc*, dit l'ambassadeur, *cela n'est pas de votre ressort, ce sont des lettres de femmes ; laissez cela à l'abbé, qui toute sa vie a été maquereau*. L'abbé sourit, et feignit d'entendre plaisanterie.

Le soir, il y eut conseil, où l'on rendit un compte sommaire de la conspiration ; on y lut des lettres de Cellamare au cardinal Albéroni, et le régent y justifia très-bien son procédé à l'égard de l'ambassadeur, qui, ayant violé lui-même le droit des gens, avait perdu les privilèges de son titre. Les lettres furent imprimées, répandues partout ; aucun des ministres étrangers ne prit la défense de Cellamare, qui parti de Paris, accompagné de Dulibois et de deux capitaines de cavalerie. Ils s'arrêtèrent à Blois, où Cellamare fut gardé jusqu'à l'arrivée en France du duc de Saint-Aignan, notre ambassadeur à Madrid ; après quoi, on le laissa continuer librement sa route.

Le matin du samedi 10, le marquis de Pompadour, dernier de son nom, père de la belle Courcillon, et aïeul de la princesse de Rohan, fut mis à la Bastille.

Le comte d'Aydie, cousin (1), beau-frère et du même nom que Riom, prit la fuite et se retira en Espagne, où il est mort longtemps après, assez bien établi. Le soir même que Cellamare fut arrêté, d'Aydie, étant dans une maison où il devait souper, voyait jouer une partie d'échecs. On vient dire que Cellamare était arrêté ; d'Aydie, très-attentif à une nouvelle si intéressante pour lui, ne montra pas la moindre émotion. Un des joueurs ayant dit qu'il ne pouvait plus gagner la partie, d'Aydie offrit de prendre le jeu, fut accepté, joua tranquille-

(1) Sa femme, sœur de Riom, mourut en 1716, dame d'honneur de la duchesse de Berri. Le chevalier et l'abbé d'Aydie étaient frères du comte. (D.)

ment et gagna. Quand on servit le souper, il sortit sous prétexte d'incommodité, prit la poste et partit.

Foucault de Magny, introducteur des ambassadeurs, et fils du conseiller d'État, se sauva aussi; c'était un fou qui n'avait jamais rien fait de sage que de s'enfuir (1). Un abbé Brigault, fort enfoncé dans cette affaire, fut arrêté à Montargis, sur son signalement, et emmené à la Bastille. Il ne se fit pas presser pour déclarer tout ce qu'il savait, ajoutant qu'on en verrait le détail dans les papiers qu'il avait laissés au chevalier de Ménil, qui fut arrêté; mais il avait déjà brûlé les papiers, que le régent regretta fort. On arrêta successivement beaucoup de personnes avant d'en venir au duc et à la duchesse du Maine. Cela ne tarda pas : le duc fut arrêté à Sceaux, par la Billarderie, lieutenant des gardes du corps, conduit au château de Doullens, en Picardie, et laissé sous la garde de Favancourt, brigadier des mousquetaires.

La duchesse, en considération de sa naissance, fut traitée avec plus de distinction. Ce fut le duc d'Ancenis, capitaine des gardes du corps, qui l'arrêta dans une maison de la rue Saint-Honoré, qu'elle avait prise pour être plus à portée des Tuileries. Le duc d'Ancenis la quitta à Essonnes, d'où un lieutenant et un exempt des gardes du corps la conduisirent au château de Dijon.

Le duc du Maine ne montra, dans son malheur, que de la soumission, protesta souvent de son innocence et de son attachement au roi et au régent. Pour la duchesse, elle se plaignait beaucoup du traitement qu'on faisait à une princesse du sang, et déclama avec fureur contre son neveu, monsieur le duc, quand elle se vit dans le château de Dijon, dont il était gouverneur; et le public n'approuva pas qu'il devint le geôlier de sa tante.

(1) Voyez, sur Foucault de Magny, Saint-Simon et Lemontey, *les Filles du régent*.

Tous les domestiques de la maison du Maine furent arrêtés en même temps que leur maître et renfermés à la Bastille. Mademoiselle de Launay, qui depuis a été madame de Staal, fut du nombre. Ses *Mémoires* méritent d'être lus ; ses portraits sont assez fidèles, à l'exception de celui du chevalier du Ménil, qu'elle aimait trop pour en bien juger. Je l'ai quelquefois rencontré chez elle, et il m'a paru au-dessous du médiocre (1).

Pendant que ces choses se passaient à Paris, le duc de Saint-Aignan, notre ambassadeur à Madrid, y était très-désagréablement (2). Quoiqu'on n'y sût encore rien de ce qui était arrivé à Paris, la rupture entre les deux couronnes paraissait si prochaine, et la violence d'Albéroni si connue, que le duc de Saint-Aignan ne se crut pas en sûreté. Il partit secrètement avec sa femme et peu de domestiques, et arriva au pied des Pyrénées. Là, ne doutant point qu'Albéroni ne fût courir après lui, il prit des malles pour lui, sa femme et les valets absolument nécessaires, traversa les montagnes, et ne s'arrêta qu'à Saint-Jean-Pied-de-Port. Il avait pris la précaution de laisser dans son carrosse un valet de chambre et une femme qui s'annonçaient, en continuant leur route, pour l'ambassadeur et l'ambassadrice. Le duc avait à peine avancé une lieue dans les montagnes, que des gens détachés par Albéroni investirent le carrosse. Les domestiques jouèrent bien leur jeu, crièrent fort haut contre la violence, et furent

(1) Quelqu'un a reproché à madame de Staal de ne s'être peinte qu'en buste dans ses *Mémoires*.

(2) Nous avons vu ce duc mourir plus de cinquante ans après. Son père était né en 1610 ; en sorte que le père et le fils ont parcouru entre eux les trois longs règnes de Louis XIII, Louis XIV et Louis XV, qui forment une période de cent soixante-quatre ans. Il épousa sur la fin mademoiselle Turgot, qui se trouva ainsi la bru d'un homme né en 1610, et la belle-sœur du duc de Beauvillier, gouverneur du duc de Bourgogne, père de Louis XV. (V.)

rameués à Pampelune. Lorsque le duc de Saint-Aignan fut arrivé à Bayonne, il envoya réclamer ses équipages, qui furent rendus, et le gouverneur manda la méprise au cardinal ministre, qui fut dans la plus grande fureur.

Pendant que la guerre s'allumait au midi, le nord eut le bonheur d'être délivré du roi de Suède Charles XII. Un coup de fauconneau en fit justice au siège de Frédérickshall. Ce prince avait des qualités estimables qui l'auraient fait chérir, s'il n'eût été qu'un particulier; une frénésie guerrière en fit un fléau pour le genre humain. Son père, tyran obscur, avait accablé ses sujets, abattu le sénat et la noblesse, anéanti les lois. Le fils, destructeur plus éclatant, fut moins hat, par le brillant de cette gloire qui en impose au vulgaire, admirateur insensé des héros qui font son malheur. Charles fit celui de ses États et de ses voisins. Des milliers d'hommes détruits par le fer et le feu furent les fruits de son règne. La dévastation, la dépopulation de la Suède, étaient, à la mort de Charles XII, au point qu'il ne restait plus d'hommes, que des enfants et des vieillards. On ne voyait plus que des femmes et des filles labourer les terres, servir les postes, et jusque dans les bains publics. On était réduit à les employer à toutes les fonctions que la faiblesse et la déceance semblent leur interdire. Je tiens ces faits du comte Céreste-Branca, l'homme le plus vrai et notre ministre en Suède immédiatement après la mort de Charles XII.

Les Suédois profitèrent des circonstances pour rentrer dans le droit d'élire leurs souverains. Sans égard pour les prétentions du duc de Holstein, fils de la sœur aînée de Charles, ils élurent pour reine Ulrique-Éléonore, sa sœur cadette. Ils consentirent ensuite à lui associer son mari, le prince de Hesse, mais avec une telle limitation de pouvoir dans leurs personnes et celles de leurs descendants, que le despotisme ne peut renaître de longtemps.

Cette année s'ouvrit par la déclaration de guerre contre l'Espagne. Elle avait été précédée d'un manifeste (1), pour prévenir les esprits sur la justice de nos motifs. Les ennemis du gouvernement ne s'oublièrent pas dans cette occasion, et répandirent quatre pièces séditieuses. La première était un manifeste du roi d'Espagne adressé aux trois états de la France; la seconde, une lettre de Philippe V au roi; la troisième, une lettre-circulaire aux parlements; et la quatrième, une prétendue requête présentée à Philippe V de la part des trois états de France. Le parlement se contenta de supprimer, par arrêt, ces libelles, qui méritaient beaucoup plus.

Les officiers qui devaient servir contre l'Espagne furent nommés, et l'on fut, pour le moins, surpris de voir le maréchal de Berwick, décoré de la grandesse et de la toison, et dont le fils, duc de Fitz-James, jouissait des mêmes honneurs en Espagne, accepter le commandement d'une armée contre Philippe V. D'Asfeld, depuis maréchal de France, fit un parfait contraste avec Berwick, qui le demandait pour servir sous lui; il alla trouver le régent: *Monseigneur*, lui dit-il, *je suis Français, je vous dois tout, et n'attends rien que de vous*; puis, montrant sa toison: *Que voulez-vous que je fasse de ceci, que je tiens du roi d'Espagne? Dispensez-moi de servir contre un de mes bienfaiteurs.*

Il eût été bien étrange que le régent, facile sur tout, n'eût résisté qu'à une action aussi honnête; aussi dispensa-t-il d'Asfeld de servir, et ne l'en estima-t-il que plus. Le roi

(1) Ce manifeste fut composé par Fontenelle, sur les mémoires de l'abbé Dubois. Cette pièce et les quatre autres, dont je parle ensuite, sont imprimées partout, et principalement dans les *Mémoires de la Régence*, ouvrage d'ailleurs aussi mauvais que j'en connaisse. L'auteur et l'éditeur, qui a joint des notes, sont également mal instruits. (D.)

d'Espagne lui en sut beaucoup de gré, et les nations y applaudirent.

Le prince de Conti eut le commandement de la cavalerie, tira beaucoup d'argent pour ses équipages, fit payer jusqu'à ses frais de poste, et ce fut tout ce qu'il recueillit de gloire de sa campagne.

Les jeux de hasard avaient été défendus. Le duc de Tresmes prétendait, comme gouverneur de Paris, avoir le droit d'en de ces coupe-gorge privilégiés. Le lieutenant de police Machault, qui ne trouvait pas ce privilège-là dans les ordonnances, déclara qu'il tolérerait tous ces repaires, si celui du gouverneur subsistait.

Le régent, pour ne mécontenter personne, acheta le désistement du duc de Tresmes de deux mille livres de pension. Pen d'années après, sous le ministère de monsieur le duc, la dévote princesse de Carignan obtint de faire tenir un jeu dans son hôtel de Soissons. Aussitôt le duc de Tresmes reprit le sien, en gardant sa pension. Des fripons galonnés, brodés, et même décorés de croix de différents ordres, faisaient les honneurs de ces deux antres, où les enfants des bourgeois venaient perdre ce qu'ils volaient à leurs familles. Plusieurs aventures tragiques firent enfin connaître que ces lieux étaient les séminaires de la Grève. Le cardinal de Fleury, devenu ministre, les défendit. Ce vil droit de gouverneur subsiste encore dans plusieurs provinces. Les protecteurs ne rongissent point de la source infâme du revenu qu'ils en tirent, et pensent apparemment, comme Tibère, que *l'argent n'a point d'odeur* (1).

Ce fut dans ce temps-là que parurent les *Philippiques*, poème contre le régent, composé par Lagrange (2). Cet ouvrage, où il n'y a que très-peu de strophes poétiques, est un

(1) Ce mot est de Vespasien.

(2) Lagrange avait été page de la princesse de Conti, fille de Louis XIV. Il a fait plusieurs pièces où l'on trouve des situations, de

amas d'horreurs où la calomnie la plus effrénée s'appuie de quelques vérités. Les copies s'en répandirent par toute la France. Le régent en entendit parler, et voulut les voir. Le duc de Saint-Simon prétend que ce fut lui qui, pressé par les sollicitations du prince, lui fit lire cet effroyable libelle. Il ajoute que, lorsque le régent en fut à l'endroit où il est représenté comme l'empoisonneur de la famille royale, il frémit, pensa s'évanouir, et, ne pouvant retenir ses larmes, s'écria : *Ah ! c'en est trop ! cette horreur est plus forte que moi, j'y succombe !* Il ne revint que difficilement de son désespoir.

Lagrange fut arrêté et envoyé aux îles Sainte-Marguerite, d'où il sortit pendant la régence même, et se montra librement dans Paris. J'ai toujours cru que c'était pour détruire l'opinion où l'on était que le régent l'avait fait assassiner, sans quoi c'eût été le comble de l'impudence. Un auteur qui en aurait fait la moitié moins contre un conseiller au parlement eût été envoyé aux galères.

On a pu voir jusqu'ici que je ne dissimule ni les mœurs dépravées, ni la mauvaise administration du régent ; mais je dois rendre justice à sa bonté naturelle. Quand on ne fait attention qu'à son caractère d'humanité, on ne peut s'empêcher de regretter qu'il n'ait pas eu plus de vertus de prince.

Dès que le duc et la duchesse du Maine furent arrêtés, l'alarme se répandit dans leur parti. Le maréchal de Villeroi perdit sa morgue, Villars son audace ; d'Uxelles, Tallard, Cannillac, d'Effiat et le premier président montraient leur crainte par les efforts qu'ils faisaient pour la cacher. La meilleure protection que les accusés pussent avoir était dans le cœur du régent. Les bons et les mauvais procédés, les services et les offenses le touchaient faiblement ; il ne donnait et ne récom-

l'intérêt, et toutes mal ou faiblement écrites. (D.) — Voyez, sur Lagrange-Chancel, l'édition des *Philippiques* publiée par M. de Lescure.

pensait point, pardonnait facilement, n'estimait guère et haïssait encore moins.

D'ailleurs, l'abbé Dubois sentait qu'il serait chargé par le public d'avoir animé, ou du moins de n'avoir pas arrêté la sévérité du régent. L'impétuosité de monsieur le duc faisait craindre que, s'il était une fois délivré du contre-poids des légitimés et de leurs partisans, il ne s'élevât lui-même sur les ruines du régent, et ne recueillît seul le fruit de tout ce que celui-ci aurait fait pour affermir l'autorité. L'abbé comptait, en sauvant le duc du Maine et le premier président, se faire, en cas d'événement, une protection contre le parlement même, qui pouvait le rechercher un jour. Ce qu'il faisait pour sa propre sûreté, il persuada aisément au régent qu'il en était seul l'objet, l'effraya sur le caractère de monsieur le duc, et lui fit entendre que le public ne regardait pas absolument les accusés comme criminels de lèse-majesté, mais comme des hommes attachés à l'État et qui n'avaient cherché qu'à mettre les jours du roi en sûreté. Les mœurs du régent, son irrégion affichée, les bruits anciens et nouveaux, ne favorisaient que trop ces idées. Ce prince en fut frappé; sa paresse naturelle, la crainte de troubler ses plaisirs se joignant à ses réflexions, il laissa l'abbé maître unique de cette affaire.

Il n'y eut point de procès en règle, ni renvoi au parlement. Le garde des sceaux et Leblanc interrogeaient les prisonniers, et chaque jour on en amenait de nouveaux. On avait vu, par les papiers de Cellamare, que ce ministre entretenait différentes correspondances qui n'avaient aucun rapport à la duchesse du Maine, et qui, toutes cependant, se rapportaient à l'Espagne, sans que les coupables eussent aucune relation entre eux. Par exemple, on mit à la Bastille le duc (aujourd'hui maréchal) de Richelieu et le marquis de Saillans (1) (d'Estaing). Le jour

(1) Voyez, dans le *Journal de Louis XV*, par Barbier, t. I, les détails d'un pari extravagant fait par le marquis de Saillans, et relatif à une course de chevaux.

qu'ils furent arrêtés, le régent dit publiquement qu'il avait dans sa poche de quoi faire conper au dnc de Richelieu quatre têtes, s'il les avait. C'étaient quatre lettres adressées au cardinal Albéroni, signées du due, et par lesquelles il s'engageait à livrer à l'Espagne Bayonne, où son régiment et celui de Saillans étaient en garnison. Ce jeune étourdi, qui n'a guère changé de tête, comptait être l'auteur d'une révolution dans le royaume, et avoir pour récompense le régiment des gardes. Ce complot, que le dernier officier de la place eût fait échouer, n'excita que la risée publique. Ce jeune homme se crut un personnage en se voyant traiter en criminel d'État, et prit sa prison avec la légèreté qu'il a toujours montrée en amour, en affaires et à la guerre. Le régent, qui trouva cela fort plaisant, fit procurer au jeune prisonnier tout ce qu'il demanda, valet de chambre, deux laquais, des jeux, des instruments, de sorte qu'au lieu de liberté, il eut toute la licence possible.

Pendant que le régent était occupé des affaires d'État, il était encore tourmenté de tracasseries domestiques. La duchesse de Berri, emportée par le plus fol orgueil, ou avilie dans la érapule, donnait des scènes publiques dans l'un et l'autre genre.

L'ambassadeur de Venise étant venu pour lui rendre visite, elle s'avisa de le recevoir, placée dans un fauteuil, sur une estrade de trois marches. L'ambassadeur s'arrêta un moment, s'avança ensuite avec lenteur, comme un homme qui médite son parti, fit une révérence, et aussitôt tourna le dos et sortit sans avoir dit un mot. Il assembla, le jour même, les ministres étrangers, et tous déclarèrent publiquement qu'aucun d'eux ne remettrait le pied chez la princesse, s'ils n'étaient assurés d'être reçus comme il leur convenait (1).

La vie domestique de cette princesse faisait un étrange con-

(1) Jamais reine qui ne l'est pas de son chef n'a donné d'audience sur une estrade. (D.)

traste avec ses saillies d'orgueil en public. J'ai déjà parlé du vil esclavage où le comte de Riom la tenait, et il se relâchait d'autant moins de son insolence avec elle, qu'il s'en était fait un système, et que ses duretés, ses humeurs, ses caprices affermissaient la constance de sa maîtresse. On n'a pas oublié non plus que des retraites aux carmélites précédaient on snivaient des orgies. Une religieuse qui accompagnait la princesse à tous les offices du convent, étonnée de la voir prosternée, mêlant des soupirs aux prières les plus ferventes : *Bon Jésus! madame, est-il possible que le public puisse tenir sur vous tant de propos scandaleux qui parviennent jusqu'à nous? Le monde est bien méchant! vous vivez ici comme une sainte.* La princesse se mettait à rire. Ces disparates marquaient certainement un degré de folie. C'était avec le plus violent dépit qu'elle apprenait qu'on osât censurer sa conduite. Elle devint enfin grosse; et, quand elle approcha de son terme, elle se tint assez renfermée, et souvent au lit, sous des prétextes de migraine. Mais les excès de vin et de liqueurs fortes, qu'elle continua toujours, lui allumèrent le sang. Dans sa couche, une fièvre violente la mit dans le plus grand danger. Cette femme hardie, impérieuse, bravant toutes les bienséances, qui avait hautement affiché son commerce avec Riom, se flatta d'en cacher les suites au public; comme si les actions des princes pouvaient jamais être ignorées! Il n'entrait dans sa chambre que Riom, la marquise de Mouchy, dame d'atour, digne confidente de sa maîtresse, et les femmes absolument nécessaires à la malade. Le régent même n'entrait que des instants; quoiqu'il ne fût pas possible de le snpposer dans l'ignorance de l'état de sa fille, il feignait devant elle de ne s'apercevoir de rien, soit dans la crainte de l'aigrir s'il paraissait instruit, soit dans l'espoir que son silence arrêterait l'indiscrétion des autres. Tant de précautions n'empêchaient pas le scandale, et allaient bientôt l'augmenter. Le danger fut

si pressant qu'il parvint à la connaissance du curé de Saint-Sulpice, Languet. Il se rendit au Luxembourg, y vit le régent, lui parla de la nécessité d'instruire la princesse du péril où elle était, pour la disposer à recevoir les sacrements, et ajouta qu'au préalable il fallait que Riom et la Mouchy sortissent du palais. Le régent, n'osant ni contredire hautement le curé, ni alarmer sa fille par la proposition des sacrements, encore moins la révolter par le préalable du pasteur, essaya de faire entendre au curé que l'expulsion de Riom et de la Mouchy causerait le plus grand scandale. Il chercha des tempéraments; le curé les rejeta tous, jugeant bien que, dans une occasion d'éclat telle que celle-là, au milieu des querelles de la constitution, où il jouait un rôle, il se serait décrié dans le parti contraire, s'il ne se montrait curé en toute rigueur. Le régent, ne pouvant persuader le curé, offrit de s'en rapporter au cardinal de Noailles. Languet y consentit, et n'eût peut-être pas été fâché que la complaisance du cardinal, en débarrassant un prêtre subordonné, qui aurait eu l'honneur de la morale sévère, prêtât le flanc aux constitutionnaires, et belle matière à paraphraser. Le cardinal, prié de se rendre au Luxembourg, y arriva, et, sur l'exposé du régent, approuva la conduite du curé, et insista à congédier les deux sujets de scandale.

La Mouchy, ne pouvant se dissimuler le danger où était sa maîtresse, croyait avoir tout prévu en faisant venir un cordelier pour confesser la princesse, et ne doutait pas que le curé n'apportât ensuite le viatique. Elle ne soupçonnait pas qu'elle fût elle-même le principal sujet de la conférence, lorsque le régent la fit demander. Elle entr'ouvrit la porte, et le régent, sans entrer ni la faire sortir, lui dit quelles conditions on mettait à l'administration des sacrements. La Mouchy, étourdie du compliment, paya pourtant d'audace, s'emporta sur l'affront qu'on faisait à une femme d'honneur, assura que sa maîtresse ne la sacrifierait pas à des cagots,

retra, et, quelques moments après, vint dire au régent que la princesse était révoltée d'une proposition si insolente, et referma la porte. Le cardinal, à qui le régent rendit la réponse, représenta que ce n'était pas celle qu'il fallait chasser qu'on dût charger de porter la parole; que c'était au père à s'acquitter de ce devoir et à exhorter sa fille à remplir le sien. Le prince, qui connaissait le caractère violent de sa fille, s'en défendit; et, sur son refus, le cardinal se mit en devoir d'entrer et de parler lui-même. Le régent, craignant que l'aspect du prélat et du curé ne causât à la malade une révolution qui la fît mourir, se jeta au-devant du cardinal, et le pria d'attendre qu'on l'eût préparée à une telle visite. Il se fit encore ouvrir la porte, et annonça à la Mouchy que l'archevêque et le curé voulaient absolument parler. La malade, qui l'entendit, entra dans une égale fureur contre son père et contre les prêtres, disant que ces enfards abusaient de son état et de leur caractère pour la déshonorer, et que son père avait la faiblesse et la sottise de le souffrir, au lieu de les faire jeter par les fenêtres.

Le régent, plus embarrassé qu'auparavant, vint dire au cardinal que la malade était dans un tel état de souffrance, qu'il fallait différer. Le prélat, las d'insister inutilement, se retira, après avoir ordonné au curé de veiller attentivement aux devoirs de son ministère.

Le régent, fort soulagé par la retraite du cardinal, aurait bien voulu être encore délivré du curé. Mais celui-ci s'établit à poste fixe à la porte de la chambre; et, pendant deux jours et deux nuits, lorsqu'il sortait pour se reposer ou prendre quelque nourriture, il se faisait remplacer par deux prêtres qui entraient en faction. Enfin, le danger étant cessé, cette garde ecclésiastique fut levée et la malade ne pensa qu'à se rétablir.

Malgré ses fureurs contre les prêtres, la peur de l'enfer

l'avait saisie. Il lui en resta une impression d'autant plus forte, que sa santé ne se rétablissait pas parfaitement, et que sa passion était aussi vive que jamais. Riom, aidé des conseils du duc de Lauzun, son oncle, résolut de profiter des dispositions de sa maltresse pour l'amener à un mariage qui tranquilliserait sa conscience et assurerait ses plaisirs. Le duc de Lauzun imaginait le plan, les moyens, les expédients, et Riom agissait en conformité.

Ils ne trouvèrent pas grande difficulté avec une femme éperdue d'amour, effrayée du diable, et subjuguée de longue main. Riom n'avait qu'à ordonner pour être obéi; aussi le fut-il, et il ne se passa pas quatre jours du projet à l'exécution. Quelques dates rapprochées le prouveront; et comme la duchesse de Berri mourut fort peu de temps après, je rapporterai tout de suite ce qui la regarde.

Cette princesse tomba malade le 26 mars; Pâques était le 9 avril, et, dès le mardi saint 4, elle fut hors de danger. Il faut savoir que l'usage des paroisses de Paris est de porter, pendant la semaine sainte, la communion à tous les malades, sans qu'ils soient dans le cas de la recevoir en viatique; il suffit qu'ils soient hors d'état d'aller faire leurs pâques à l'église. Il y avait donc une double raison de porter les sacrements à la princesse : celle de son état et celle du temps. Loin que le public eût vu remplir ce devoir, les motifs du refus avaient éclaté, et la semaine de Pâques n'en était que plus embarrassante à passer dans Paris.

Quoique cette princesse fût en convalescence, elle était encore loin de soutenir la fatigue d'un voyage; cependant, quelques représentations qu'on lui fit, elle partit le lundi de Pâques, et alla s'établir à Meudon. Son mariage était déjà fait, c'est-à-dire qu'elle et Riom avaient reçu la bénédiction d'un prêtre peu difficileux et bien payé. Cela suffisait pour calmer ou prévenir des remords, mais non pas pour constater

le mariage d'une princesse du sang, petite-fille de France.

Le régent le savait, et s'y était faiblement opposé. Il supposa que, si sa fille retombait dans l'état où elle avait été, une confiance faite au curé le rendrait plus flexible et lui ferait éviter un éclat. La complaisance de ce prince n'en est pas moins inconcevable, et faisait penser qu'il y avait eu entre le père et la fille une intimité qui passait la tendresse paternelle et filiale, et que le père craignait un aveu de sa fille dans un accès de dépit furieux. Malheureusement, tout était croyable de la part de deux personnes si dégagées de scrupules et de principes. De toutes les horreurs des *Philippiques*, le régent n'avait paru vraiment sensible qu'à l'article du poison, dont il était incapable.

Quoi qu'il en soit, Riom, qui n'avait pas désiré le mariage par motif de conscience, ne pouvait satisfaire son ambition que par la publicité. Les plus grands établissements en devenaient une suite nécessaire. Il échauffa là-dessus la tête de sa maîtresse, et l'obligea d'en importuner le régent. Ce prince lui opposait en vain des raisons; elle y répondait par des fureurs.

Les altercations entre le père et la fille transpirèrent. Madame et Son Altesse Royale, duchesse d'Orléans, en apprirent la cause. Son Altesse Sérénissime ne fut peut-être pas trop fâchée de l'humiliation d'une fille dont elle éprouvait continuellement des hauteurs. A l'égard de Madame, elle n'y voyait aucun embarras; et, outrée de colère, elle ne trouvait rien de si simple que de finir tout en jetant Riom par les fenêtres ou dans la rivière.

Le régent était le plus peiné, et il aurait pu suivre les conseils de Madame, s'il n'eût craint la vengeance et peut-être les aveux d'une fille effrénée. Pour éviter ses persécutions, il la vit rarement, sous prétexte des affaires et de l'éloignement de Meudon; et, pour gagner du temps, fit ordonner à Riom de joindre son régiment, qui était de l'armée du maréchal de

Berwick. Tous les colonels étaient déjà partis, et l'honneur ne permettait pas à Riom de différer. Il obéit sur-le-champ, malgré les pleurs de sa maîtresse. Elle en fut au désespoir, et déclara à son père, qui la vint voir quelques jours après, qu'elle était résolue de déclarer son mariage; qu'elle était veuve, maîtresse de sa personne et de ses biens, qu'elle en voulait disposer à sa volonté, et répéta enfin tout ce que Riom lui avait appris de mademoiselle de Montpensier. Le régent, excédé des emportements de sa fille, lui donna des espérances, lui demanda du temps, et la quitta, bien résolu de ne plus revenir.

Au bout de quelques jours, la princesse, inquiète de ne point revoir son père, craignit que cette rareté de visites ne parût une diminution de crédit, le fit prier de venir souper à Meudon, où elle voulait lui donner une fête. C'était dans les premiers jours de mai. Le régent n'ayant pu le refuser, elle voulut que le souper se fit sur la terrasse, quelques remontrances qu'on pût lui faire sur la fraîcheur de la nuit et sur le danger d'une rechute dans une convalescence mal affermie. Ce fut précisément ce qui la fit s'opiniâtrer, s'imaginant qu'une fête de nuit et en plein air détromperait le public de l'opinion qu'elle fût acconchée.

Ce qu'on lui avait annoncé arriva : la fièvre la prit et ne la quitta plus. Le régent s'étant excusé sur les affaires de la rareté de ses visites, elle prit le parti de se faire transporter à la Muette, où la proximité de Paris engagerait son père à la voir plus fréquemment.

Le trajet de Meudon à la Muette aggrava encore les accidents de sa maladie. Elle se trouva si mal vers la mi-juillet, qu'on fut obligé de lui faire entendre le terrible nom de la mort. Elle n'en fut point effrayée, fit dire la messe dans sa chambre, et reçut la communion à portes ouvertes, comme elle aurait donné une audience d'apparat. L'orgueil inspirait

ou soutenait son courage ; car, aussitôt que la cérémonie fut achevée, elle fit congédier les assistants, et demanda à ses familiers si ce n'était pas là mourir avec grandeur. Le même jour elle fit retirer tout le monde, à l'exception de la Mouchy, lui ordonna d'apporter son bague, qui valait plus de deux cent mille écus, et lui en fit présent. La Mouchy l'ayant reçu sans témoins, craignit qu'on ne l'accusât de l'avoir volé, accusation que sa réputation n'aurait pas détruite. Elle jugea donc à propos de le déclarer pendant que la princesse vivait encore, et alla avec son mari en rendre compte au régent. Ce prince, pour toute réponse, demanda le bague, le prit, examina s'il n'y manquait rien, le serra dans un tiroir, et les congédia avec défense de retourner à la Muette.

La mourante ne parut pas s'apercevoir, pendant deux jours qu'elle vécut encore, de l'absence de la Mouchy ; uniquement occupée de son dernier moment, sans ostentation ni faiblesse, elle demanda ses derniers sacrements, et fut administrée en présence du curé de Passy, par l'abbé de Castries, son premier aumônier, nommé dès lors archevêque de Tours, et qui depuis l'a été d'Alby. Les médecins n'ayant plus d'espérance, on proposa l'élixir de Garus (1), qui était alors dans sa première vogue. Garus le donna lui-même, et recommanda surtout qu'on ne donnât aucun purgatif, sans quoi son élixir tournerait en poison. En peu de moments, la malade parut ranimée, et le mieux se soutint jusqu'au lendemain : on prétend que Chirac, par un point d'honneur de médecin, qui sacrifierait plutôt le malade que de laisser la gloire de la guérison à un empirique, fit prendre un purgatif à la malade, et qu'aussitôt elle tourna à la mort, tomba en agonie, et mourut la nuit du 20 au 21 juillet. Garus cria au meurtre contre Chirac, qui ne s'en émut pas davantage, regarda l'empirique

(1) Voyez, sur Garus, Saint-Simon, t. XXXIII, p. 81.

avec un mépris froid, et sortit de la Muette, où il n'avait plus rien à faire.

Ainsi finit, à vingt-quatre ans, une princesse également célèbre par l'esprit, la beauté, les grâces, la folie et les vices. Sa mère et son aïeule apprirent cette mort avec plus de bien-séance que de douleur. Le père fut dans la plus grande désolation ; mais, sans y faire peut-être réflexion, il se sentit bientôt soulagé de ne plus éprouver les caprices, les fureurs d'une folle, et la persécution d'un mariage extravagant. Cette princesse ne fut d'ailleurs regrettée de personne, parce que les appointements et le logement furent conservés à toute sa maison, à l'exception de la Mouchy, qui fut exilée dans ses terres.

Le due de Saint-Simon prétend qu'à l'ouverture du corps de la duchesse de Berri, on trouva qu'elle était déjà devenue grosse. En tout cas, elle n'avait pas perdu de temps depuis sa couche. Saint-Simon devait pourtant être instruit, puisque sa femme avait assisté à l'ouverture, comme dame d'honneur de la princesse.

On porta le cœur au Val-de-Grâce et le corps à Saint-Denis. Il n'y eut point d'eau bénite de cérémonie ; le convoi fut simple, et au service on s'abstint prudemment d'oraison funèbre. Le deuil du roi fut de six semaines ; et quoique la cour ne porte les deuils de respect qu'autant que le roi, on le porta trois mois, comme le régent, et les spectacles furent fermés huit jours.

Une bagatelle peut encore fournir un trait du caractère de la princesse. Dans le commencement de sa maladie, elle voua au blanc pour six mois elle et sa maison ; et, pour accomplir son vœu, elle ordonna carrosse, harnais et livrées en argent, voulant du moins ennoblir par le faste cette dévotion monacale.

La fille de la duchesse de Berri et du comte de Riom, que

j'ai vue dans ma jeunesse, est actuellement religieuse à Pontoise, avec trois cents livres de pension.

Une mort qui ne fit pas tant de bruit que celle dont je viens de parler, fut la mort de madame de Maintenon (1), dont le nom avait, pendant trente-cinq ans, retenti dans toute l'Europe. Du moment qu'elle eut perdu le roi, elle se renferma dans Saint-Cyr, et n'en sortit plus. Elle y était avec une étiquette équivoque de reine douairière. Lorsque la reine d'Angleterre (2) allait dîner avec elle, chacune avait son fauteuil; les jeunes élèves de la maison la servaient, et tout annonçait l'égalité. Quelques anciens amis de la vieille cour lui rendaient des visites, et toujours après l'en avoir fait prévenir, afin qu'elle donnât le jour et l'heure. Aimée, crainte et respectée dans la maison, elle partageait toutes ses journées entre les exercices de piété et l'éducation d'un certain nombre d'élèves qui étaient attachées à sa chambre.

Le duc du Maine était le seul qui pût aller la voir sans le lui faire demander. Il lui rendait des devoirs fréquents, et en était toujours reçu avec une tendresse de mère. Elle fut plus sensible à la dégradation de ce fils adoptif qu'elle ne l'avait été à la mort du roi. En apprenant qu'il était arrêté, elle succomba à la douleur; la fièvre la prit, et, après trois mois de langueur, elle mourut à quatre-vingt-trois ans, le samedi 15 avril.

Les mémoires et les lettres de madame de Maintenon étant imprimés, me dispensent de m'étendre davantage à son sujet (3). J'ajouterai seulement qu'elle n'a jamais nié ni assuré formellement qu'elle eût épousé le roi; mais elle le laissait facilement croire. La belle princesse de Sonbise, mère du

(1) Le 15 avril 1719.

(2) Marie de Modène, la femme du roi exilé d'Angleterre Jacques II.

(3) Les mémoires et les lettres de madame de Maintenon ont été publiés par la Beaumelle.

cardinal de Rohan, mort en 1749, ayant signé, *avec respect*, une lettre adressée à madame de Maintenon, celle-ci finit sa réponse en disant : *A l'égard du respect, je vous prie qu'il n'en soit plus question entre nous ; vous n'en pourriez devoir qu'à mon âge, et je vous crois trop polie pour me le reprocher.* Cette réponse, que j'ai lue, est une défaite. Si elle avait épousé le roi, la princesse de Soubise lui devait beaucoup de respect ; sinon, madame de Maintenon en devait elle-même à madame de Soubise. Si elle fût morte avant le roi, c'eût été un événement dans l'Europe ; et deux lignes dans la gazette apprirent sa mort à ceux qui ignoraient si elle vivait encore.

La banque, le Mississipi, la constitution, la guerre d'Espagne, occupaient tous les esprits. L'union entre la France et l'Angleterre était telle que le marquis de Senecterre, nommé notre ambassadeur à Londres, ayant demandé ses instructions, l'abbé Dubois répondit qu'il n'en avait point d'autres à donner que de suivre ce que lui prescriraient les ministres du roi Georges.

Stairs, ministre du roi d'Angleterre à Paris, était trop avantagenx pour ne pas chercher les occasions de faire de nouvelles tentatives. Il fit une des plus magnifiques entrées qu'on eût vues ; et, quand il vint prendre son audience du roi, il prétendit entrer dans la cour en carrosse à huit chevaux. On l'arrêta à la porte, où il y eut une contestation assez longue ; mais il fut à la fin obligé de faire dételer six chevaux, et d'entrer à deux, suivant l'usage. Il ne s'en tint pas là. Après avoir fait sa visite aux princes du sang, il attendait la leur. Le prince de Conti, qui vint le premier pour la rendre, ne voyant point Stairs au bas de l'escalier pour le recevoir, ce qui est de règle, attendit quelque temps dans son carrosse ; mais l'ambassadeur ne paraissant point, le prince fit tourner, et alla tout de suite se plaindre au régent. Sur-le-champ, les princesses, à qui Stairs avait déjà demandé au-

dience, furent averties de ne le pas recevoir qu'il n'eût rendu aux princes ce qu'il leur devait. Il se passa deux mois de disputes et de négociations là-dessus, et il fallut enfin que Stairs rentrât dans la règle.

Le régent, toujours importuné des querelles sur la constitution, les aurait arrêtées avec de la fermeté; il avait des exemples de ce que peut un prince qui parle en maître. L'archevêque de Malines, de Bossu, ayant voulu se faire un des apôtres de la constitution, l'Empereur lui fit défendre de parler ni d'écrire sur cette matière, et le prélat demeura tranquille.

Le roi de Sardaigne, instruit des premières disputes sur le même sujet, manda les supérieurs des jésuites, leur déclara qu'il ne prétendait pas qu'on en usât chez lui comme en France, et que, s'il était question le moins du monde de constitution, il les chasserait tous. Les respectueux pères essayèrent de lui persuader qu'ils n'avaient aucune part à ces disputes : *Je n'entre point*, dit le roi, *en éclaircissement là-dessus ; mais, si j'en entends parler davantage, je vous chasse tous sans retour*. Il les congédia d'un signe de tête, leur tourna le dos, et depuis n'entendit jamais parler de constitution.

Il n'en était pas ainsi en France, où il y avait guerre ouverte entre les constitutionnaires et les appelants. Le parlement, très-opposé à la cour de Rome, en réprimait les entreprises, et rendit un arrêt contre le décret de l'inquisition, qui dénonçait au saint-office tous les opposants. Quelque temps auparavant, un huissier du Châtelet, nommé Legrand, était allé à Rome, où, se mêlant dans la foule de ceux qui présentaient des placets au pape, il lui remit en mains propres l'acte d'appel des quatre évêques; le soir, il l'afficha au Vatican, au champ de Flore, et repartit en poste. Il rencontra, en revenant, le courrier du nonce Bentivoglio, qui lui demanda ce

qu'il y avait de nouveau à Rome. *Quand vous y serez*, lui répondit Legrand, *vous y apprendrez de mes nouvelles*. Paulucci, secrétaire d'État de Clément XI, fut fort étonné de trouver, parmi les placets que le pape lui renvoya, une signification faite à Sa Sainteté, *parlant à sa personne*.

Cependant l'armée de France agissait en Navarre. Fontarabie et Saint-Sébastien étaient pris, et l'armée d'Espagne n'était pas en état de s'opposer à la nôtre. Leur flotte avait été battue l'année précédente par l'amiral Byng (1), commandant de la flotte anglaise, et le capitaine Byng, fils de l'amiral Byng, en apporta la nouvelle à Paris. C'est celui qui depuis a payé de sa tête le malheur qu'il avait eu devant Mahon, au commencement de la guerre présente. Son sang, justement ou injustement répandu, a été la semence de toutes les victoires des Anglais. Quelques malheurs que nous ayons essuyés, nous pourrions nous relever un jour, si nous avions appris de ces rivaux qu'il faut récompenser et punir.

Pendant qu'on faisait la guerre à l'Espagne, on s'appliquait à découvrir ceux qui avaient eu des intelligences avec Albéroni. Le régent ne voulait pas qu'on fit le procès en forme au duc et à la duchesse du Maine; mais il craignait aussi qu'on ne lui reprochât de les avoir fait arrêter par une haine personnelle. C'est pourquoi il exigea que la duchesse du Maine donnât une déclaration de toute son intrigue avec Cellamare et Albéroni. De quelques détours qu'elle usât dans ses aveux, il en résultait toujours que le projet était de faire révolter contre le régent Paris, les provinces, et particulièrement la Bretagne, où les vaisseaux espagnols devaient être reçus. Pour disculper son mari, elle déclarait qu'il était trop timide pour qu'elle lui eût jamais confié un dessein dont il aurait été

(1) Georges Byng, né en 1663, vice-amiral, pair d'Angleterre, chevalier du Bain, mort en 1733.

effrayé, et qu'il aurait sûrement dénoncé. Si le duc du Maine fut soulagé de se voir justifier, il ne dut pas être fort flatté des motifs.

Elle nomma d'ailleurs tous ceux qui étaient entrés dans la conspiration, parmi lesquels se trouvaient plusieurs gentils-hommes bretons.

J'ai lu le procès de ceux qui furent exécutés à Nantes ; je me suis entretenu plusieurs fois de cette affaire avec quelques-uns des juges et de ceux qui furent effligés ; je n'ai jamais vu de complot plus mal organisé. Plusieurs ne savaient pas exactement de quoi il était question, ou ne s'accordaient pas les uns avec les autres. Le plus grand nombre pensait seulement qu'il se ferait une révolution, s'était engagé de la seconder, et beaucoup avaient donné leur parole et leur signature sans entrer en plus d'examen. Il y en a qui m'ont avoué une folie dans laquelle je n'aurais pas cru possible de donner, si leur récit n'était pas confirmé par la déclaration de la duchesse du Maine. Ils comptaient, disaient-ils, enlever le roi à un voyage de Rambouillet, le conduire en Bretagne, et de là faire la loi au régent. En suivant les différents chaînons de cette affaire, tel Breton s'y trouva impliqué à qui le nom de la duchesse du Maine n'était jamais parvenu. On ne pouvait se défendre de la compassion pour certains complices que j'ai connus, quand on considérait leur peu de valeur personnelle (1).

Le duc et la duchesse du Maine obtinrent enfin leur liberté, et le régent la fit rendre successivement à tous ceux qui étaient à la Bastille pour la même affaire. Il y a grande apparence qu'il en eût usé avec la même clémence à l'égard des

(1) Voyez dans les *Mémoires de Saint-Simon* les détails de cette conspiration de Bretagne, et les noms de tous ceux qui y ont été impliqués. Voyez aussi les *Mémoires du maréchal de Richelieu*, par Soulavie.

gentilshommes bretons, si l'on ne lui eût pas persuadé de faire quelques actes de sévérité. On nomma donc une commission, qui alla s'établir à Nantes pour instruire le procès des accusés. Ainsi on sacrifia les plus innocents ou du moins les plus excusables. L'amour de ma patrie ne me rendra point partial, ni ne me fera pas trahir la vérité; mais je rendrai justice à une province noblement attachée au roi, et qui réclamait contre la violation de ses privilèges. Les peuples les plus jaloux de leurs droits sont les plus attachés à leurs devoirs, et le mécontentement des Bretons était fondé dans son origine. Les états avaient voulu faire rendre compte à Montaran, leur trésorier; rien n'était plus juste et n'intéressait moins l'État. Le régent devait au contraire approuver une conduite si régulière. Malheureusement pour la province, Montaran avait un frère, capitaine aux gardes, gros joueur et fort répandu. Un tel sujet est un homme intéressant à Paris. Il employa le crédit de plusieurs femmes, qui prouvèrent clairement qu'on devait beaucoup d'égards au frère d'un homme si utile à la société, et les états eurent le démenti de leur entreprise. De là l'humeur gagna les bons citoyens, et s'ils cessèrent de l'être, le régent devait s'imputer d'en avoir été la première cause, en sacrifiant la justice et le bon ordre à des intrigues de femmes. Nous en verrons les malheureuses suites, lorsque j'aurai rapporté quelques événements antérieurs, pour ne pas trop intervertir l'ordre des temps.

Le duc de Richelieu fut un des premiers qui obtinrent la liberté. Il ne parut pas d'abord à la cour; mais, après deux ou trois mois de courses à différentes campagnes, il se montra avec un vernis d'importance que lui donnait une prison pour affaire d'État, et l'air brillant d'un jeune homme qui doit sa liberté à l'amour. J'aurai quelquefois occasion d'en parler, si je continue ces mémoires jusqu'au terme que je me propose. On verra un homme assez singulier, qui a

toujours cherché à faire du bruit, et n'a pu parvenir à être illustre ; qui , employé dans les négociations et à la tête des armées , n'a jamais été regardé comme un homme d'État , mais comme le chef des gens à la mode, dont il est resté le doyen.

On a vu ce qui faisait son crime. Pour entendre ce qui lui valut son absolution , il faut savoir que , lors de la chambre de justice , Bertelot de Pléneuf (1), enrichi dans les vivres et dans les hôpitaux de l'armée, s'enfuit à Turin. Comme il n'avait pas moins l'esprit d'intrigue que celui des affaires, il se lia avec les commis des bureaux, s'insinua par degrés auprès des ministres de cette cour, et, pour se faire un mérite qui pût lui procurer un retour agréable en France, il entreprit de négocier le mariage de mademoiselle de Valois avec le prince de Piémont, fils du roi Victor. Quand il vit la proposition assez bien reçue à Turin, il chargea sa femme, qu'il avait laissée à Paris, d'en instruire le régent, qui goûta fort ce mariage et chargea l'abbé Dubois de suivre cette affaire. Il ne pouvait pas s'adresser plus mal. L'abbé, dans le dessein de se rendre agréable à l'Empereur, dont la protection devait lui procurer le chapeau de cardinal , favorisait le projet que ce prince avait d'enlever la Sicile au roi Victor ; il n'avait donc garde de faire prendre au régent aucun engagement avec la cour de Turin. Il prit le parti de montrer beaucoup d'ardeur pour le succès de ce mariage, de peur que la négociation n'en fût donnée à un autre, et cependant de la faire échouer. Il se servit très-habilement des circonstances, et de la connaissance qu'il avait du caractère de Madame, mère du régent.

Pendant qu'on négociait le mariage de mademoiselle de

(1) Père de la marquise de Prie, maîtresse du duc de Bourbon, premier ministre.

Valois, cette princesse s'était prise de passion pour le duc de Richelieu; la fatuité de l'un, l'étourderie de l'autre, firent assez d'éclat pour que Madame en fût instruite. Elle le prit avec autant de hauteur que de vertu, retint le plus qu'elle put sa petite-fille auprès d'elle, et fit avertir le duc de Richelieu que, s'il se souciait de ses jours, il eût à ne pas approcher des lieux où elle serait.

Le duc de Richelieu fut assez prudent pour profiter de l'avis; d'ailleurs, il avait tiré de l'aventure le fruit le plus précieux pour lui, celui de l'éclat.

L'abbé Dubois saisit ce moment pour laisser transpirer ce qui se négociait au sujet du mariage du prince de Piémont. Cela fut jusqu'à Madame, qui entretenait avec la reine de Sicile une correspondance d'amitié assez suivie. Dans l'access d'humeur où elle était contre sa petite-fille, elle n'eut rien de plus pressé que d'écrire à la reine de Sicile qu'elle était trop son amie pour lui faire un aussi mauvais présent que mademoiselle de Valois. Quelques jours après, et lorsque la lettre devait être rendue, Madame déclara au duc et à la duchesse d'Orléans le bel acte de franchise qu'elle avait fait. La duchesse d'Orléans en fut au désespoir; mademoiselle de Valois ne s'en soucia guère; l'abbé Dubois joua le fâché, et s'applaudit intérieurement de son manège de coquin; le régent ne fit que rire de l'incartade allemande de sa mère, et s'inquiéta peu du chagrin de sa femme.

Cependant, il songea à se débarrasser de sa fille, craignant qu'elle ne suivit les traces de la duchesse de Berri, sa sœur; et, quoiqu'il ne fût pas fort délicat sur les mœurs de sa famille, il voulut prévenir des écarts, plus frappants encore de la part d'une fille que d'une veuve, et ne tarda pas à conclure le mariage de mademoiselle de Valois avec le prince, fils du duc de Modène, qui se trouva très-honoré de cette alliance; et, quelques propos qui lui fussent parvenus ou

non sur la princesse, il n'était pas en droit d'être si difficile (1).

Mademoiselle de Valois ne prit pas son parti avec autant de facilité; mais il fallait obéir. Elle exigea du moins, pour prix du sacrifice, la grâce du duc de Richelieu, qui obtint de l'amour ce qu'il eût à la fin obtenu de la clémence du régent.

Ce prince s'inquiétait beaucoup moins de ses disgrâces domestiques que des difficultés du parlement. Cette compagnie, d'abord consternée du lit de justice, était revenue de son étonnement; son principe est de ne regarder comme juridiques que les enregistrements faits librement et après examen. L'enregistrement n'est point, suivant ses maximes, un simple acte de notoriété; elle pense, sans toutefois le dire formellement, qu'elle donne la sanction à la loi qu'elle enregistre, et que tout ce que le roi fait d'autorité et sans liberté de suffrages est nul. Je n'entrerai pas dans une discussion si délicate. Toujours est-il à désirer qu'il y ait, à une autorité absolue, un contre-poids qui l'empêche de devenir arbitraire. J'ai cherché quelquefois à éclaircir ces principes avec des hommes très-instruits de nos lois et de notre histoire. Un des plus éclairés et des plus zélés parlementaires, à qui je demandais de me marquer précisément les bornes qui séparent l'usurpation d'avec le droit des parlements : *Les principes*, répondit-il, *en cette matière, sont fort obscurs; mais, dans le fait, le parlement est fort sous un roi faible, et faible sous un roi fort.* Un ministre de bonne foi donnerait peut-être la même réponse, s'il était obligé de s'expliquer sur la puissance royale, relativement à la nation.

(1) Ce mariage ne fut pas heureux. Voyez Lemontey : *les Filles du régent*, dans la *Revue rétrospective*, t. I, 1^{re} série.

Le régent, très-mécontent de la résistance du parlement contre les opérations de Law, avait pris le parti de se passer d'enregistrement ; mais il n'en sentait pas moins la nécessité de compter avec l'opinion publique, parce que le public compte le parlement pour beaucoup. Cependant Law n'avait rien à désirer pour le succès de son système. Les billets de banque, les actions, tous les différents papiers étaient préférés à l'argent, qui a une valeur fixée par toutes les nations ; au lieu que les effets en papier, ayant une valeur idéale, sont toujours susceptibles de celle que l'imagination y met. On ne ferait pas comprendre aujourd'hui la frénésie qui avait saisi toutes les têtes. Il y a des folies qui ne sont concevables que dans le temps où règne leur épidémie. Law, qui prévoyait mieux que personne quel serait le dénouement de sa pièce, aurait fort désiré de s'appuyer de l'approbation du parlement, et par là mettre un jour l'auteur à couvert de la vindicte publique. Mais le régent trouva toujours dans le parlement la plus grande opposition, peut-être autant contre la nouveauté que contre la folie du système.

Law, n'ayant plus espérance de réussir auprès de cette compagnie, conçut le projet de l'anéantir. Appuyé de l'abbé Dubois et du duc de la Force, il persuada au régent de rembourser en papier toutes les charges de judicature. Le public, prétendaient-ils, verrait avec plaisir supprimer la vénalité des charges ; le roi deviendrait ainsi maître du parlement, et chaque place de président ou de conseiller ne serait plus qu'une commission amovible.

Quelles que soient les déclamations contre la vénalité des charges, on comprend, après un examen réfléchi, qu'il est aussi dangereux de supprimer que d'établir de certains abus.

Le remboursement des charges, suivi du nouveau plan d'administration qu'on proposait, anéantissait la magistrature ; et de quelle nécessité n'est-elle pas en France ! Si le

parlement a quelquefois embarrassé mal à propos la marche du gouvernement, quels services n'a-t-il pas rendus ! Si tous les membres ne se préservèrent pas du poison de la Ligue, c'est le corps qui l'a étouffée. Ceux mêmes qui formaient le parlement de la Ligue se déclarèrent, au milieu des Guises et des Espagnols, pour les principes de la monarchie. C'est donc le parlement qui a conservé la couronne dans la maison régnante. Quelque exagérées que soient ses prétentions, si le roi fait craindre sa puissance, c'est le parlement qui la fait respecter. Quel avantage n'est-ce pas pour le roi d'avoir un corps dont les principes, toujours subsistants, s'opposent aux entreprises de la cour de Rome, à celles mêmes du clergé de France, séculier ou régulier ! Quel avantage pour les sujets, que ce même corps puisse mettre quelques entraves aux excès du crédit ministériel ! Le parlement peut suppléer à la faiblesse d'un prince timide, éclairer un roi puissant, mais superstitieux, contre les suggestions d'un confesseur fanatique. Dans combien d'occasions un roi ne peut-il pas laisser faire un bien que sa prudence l'empêche d'opérer lui-même ouvertement !

Quoiqu'une nomination de bénéfices ne soit pas un événement d'histoire, je parlerai de celles qui auront quelque chose de singulier. L'abbé de la Tour-d'Auvergne fut nommé à l'archevêché de Tours. L'abbé de Thésul, qui écrivait la liste sous la dictée du régent : *Ah ! monseigneur, quel sujet !* s'écria-t-il ; *faites attention au scandale. — Que diable !* dit le régent, *je le sais bien ; mais les Bouillon me persécutent ; je veux m'en délivrer ; écris toujours.* Thésul écrivit. On nomma en même temps évêque de Sisteron le jésuite Lafitteau, chargé des affaires à Rome, où il vivait comme le nonce Bentivoglio à Paris ; de sorte qu'avant de se faire sacrer, il fut obligé de faire, chez un chirurgien, une quarantaine qui lui tint lieu d'une retraite au séminaire. C'était un des grands

arcs-boutants de la constitution. Ce ne fut pourtant pas ce qui le fit évêque. L'abbé Dubois lui ayant fait part du désir d'être cardinal, le payait à Rome pour en préparer les voies. Le jésuite, qui avait les mêmes vues, preuait l'argent et s'en servait pour lui-même. Les coquins se devinent ; l'abbé s'en aperçut, et, n'étant pas encore assez puissant pour en prendre une vengeance, qui eût dévoilé ses desseins, résolut de s'en débarrasser, sous prétexte de récompenser ses services. Lafitteau, si différent des anciens évêques, le fut, comme eux, malgré lui. Également éloigné de Rome et de la cour, il se vit honnêtement relégué à Sisteron.

Leblanc, secrétaire d'État, profitant de son crédit, fit, dans la même promotion, donner l'évêché d'Avranches à l'abbé Leblanc, son frère, curé de Dammartin, honnête homme et bouecclésiastique.

L'abbé Guérin de Tencin alla remplacer Lafitteau à Rome, afin qu'on ne s'y aperçût pas qu'on y eût rien perdu. Celui-ci, à beaucoup d'égards, valait mieux que son prédécesseur. Fils d'un président au parlement de Grenoble, né avec de la figure et de l'esprit, surtout celui d'intrigue, sans scrupules ni mœurs de son état, il parvint à la plus haute fortune, puisqu'il est mort cardinal et archevêque de Lyon. Il fut parfaitement secondé dans sa carrière par une sœur chanoinesse, qui ne faisait qu'une âme et un cœur avec ce frère, reporta sur lui toute l'ambition qu'elle aurait eue, si son sexe la lui eût permise. Elle ne se réserva que la galanterie, qu'elle a aussi souvent employée comme moyen de réussir que pour ses plaisirs. Je l'ai beaucoup connue ; on ne peut pas avoir plus d'esprit ; elle avait toujours celui de la personne à qui elle avait affaire. Le frère et la sœur s'étaient fait un système suivi de flatterie, et, quoiqu'ils eussent l'indiscrétion de l'avouer, et qu'ils le portassent jusqu'au dégoût, il leur a toujours réussi. Le génie des plus habiles intrigantes s'éclipsait devant celui de la Ten-

ein. Elle était très-jolie étant jeune, et conserva, dans l'âge avancé, tous les agréments de l'esprit. Elle plaisait à ceux mêmes qui n'ignoraient rien de ses aventures.

Ses parents la firent religieuse malgré elle dans le convent de Mont-Fleury, près de Grenoble. En faisant ses vœux, elle songea aux moyens de les rompre, et son directeur fut l'instrument aveugle qu'elle employa pour ses desseins. C'était un bon ecclésiastique, fort borné, qui devint amoureux d'elle sans qu'il s'en doutât le moins du monde. La pénitente ne s'y trompa nullement, profita habilement du faible du saint homme, en fit son commissionnaire zélé, en tira les éclaircissements nécessaires, et lorsque les choses furent au point où elle les désirait, elle réclama contre ses vœux et réussit enfin à passer de son cloître dans un chapitre de Neuville, près de Lyon, en qualité de chanoinesse. Je tiens tout ceci d'elle-même. Bientôt elle fut aussi libre qu'elle pouvait le désirer. L'inclination que l'abbé Dubois prit pour elle acheva le reste. J'ai ouï dire qu'elle eut avec le régent une intrigue qui ne dura pas; elle se pressa un peu trop d'aller à ses fins, et dégoûta le prince, qui ne la prit qu'en passade, et dit qu'il n'aimait pas les p..... qui parlent d'affaires entre deux draps. Elle tomba du maître au valet, et le crédit qu'elle prit sur l'abbé Dubois la consola. Ce n'était pas son coup d'essai; elle avait déjà en un enfant en 1717 de Destouches, appelé communément Destouches-Canon (1).

Elle aimait passionnément son frère, l'abbé de Tencin, dont l'avancement devint presque l'unique objet de toutes ses in-

(1) Cet enfant est devenu un homme illustre, et qui a autant de vertus que de lumières. C'est d'Alembert. (D.)

On sait que cet enfant fut abandonné par sa mère sur les marches de l'église Saint-Jean-le-Rond, dont il prit le nom. Recueilli par une vitrière, d'Alembert eut pour elle toute l'affection d'un fils; plus tard, quand il fut devenu célèbre, madame de Tencin voulut le reconnaître, mais il refusa en disant que sa vraie mère était la vitrière.

trigues. Nullement intéressée, elle regardait l'argent comme un moyen de parvenir, et non comme un but digne de la satisfaire. Elle n'a jamais joui que d'un revenu très-médiocre, et ne voulait de richesses que pour son frère, afin qu'elles pussent aider à l'ambition. Elle était d'ailleurs très-serviable quand elle n'avait point d'intérêts contraires. Elle ambitionnait la réputation d'être amie vive ou ennemie déclarée, saisit habilement quelques occasions de le persuader, et s'attacha ainsi beaucoup de gens de mérite.

Elle n'eut pas besoin de tout son crédit sur l'abbé Dubois pour l'intéresser en faveur de l'abbé de Tencin. Le premier reconnut bientôt que l'autre était l'ouvrier qu'il lui fallait. Il commença par le charger d'une opération ecclésiastique qui n'était pas difficile, et devait cependant faire du bruit : c'était la conversion de Law. Cet Écossais connaissait déjà assez la France pour savoir qu'on n'y punit guère les coupables qui ont occupé de grandes places. En conséquence, il voulut se faire contrôleur général. Il ne le pouvait sans être naturalisé, ni se faire naturaliser sans se faire catholique. Il se portait pour protestant, et l'abbé de Tencin fut chargé de ce prosélyte. Après le temps supposé nécessaire pour une telle conversion, Law fit son abjuration à Melun, de peur qu'elle ne fût prise en plaisanterie dans la capitale, et l'abbé de Tencin retira de ce pieux travail beaucoup d'actions et de billets de banque. Je vois cependant, dans une de ses lettres à sa sœur, qu'il se plaint de ce que sa fortune ne répond pas à l'opinion publique, et regrette fort de ne l'avoir pas justifiée. Quoi qu'il en soit, cette espèce de simonie ne lui fit point d'affaires ; mais il fut déféré au parlement pour une autre, par un abbé de Vessière, et fit une étonnante majenne dans ce procès, où il assista en personne à la plaidoirie. Aubry, avocat adverse, ayant paru faiblir dans ses allégations, l'avocat de l'abbé de Tencin voulut s'en prévaloir, cria contre une accusation vague et destituée

de preuves, et nia le marché simoniaque. Aubry joua l'embarras. L'abbé crut faire merveille de saisir ce moment pour confondre la calomnie, et s'offrit de s'en purger par serment, si la cour le permettait. Aussitôt Aubry l'arrêta, dit qu'il n'en était pas besoin, et produisit le marché en original. Ce fut un coup de théâtre. Les juges montrèrent leur indignation; les huées partirent de l'assemblée; l'abbé, confondu, essaya de s'évader; mais des gens charitables lui fermèrent le passage, et ne le laissèrent fuir qu'après l'avoir donné longtemps en spectacle.

L'abbé de Tencin, n'ayant plus rien qui l'engageât à rester à Paris, partit pour l'ambassade de Rome. Je vois encore dans ses lettres qu'il a toujours eu cette affaire-là sur le cœur. Nous le verrons bientôt à Rome, profitant de la leçon de prudence qu'il avait reçue au parlement, montrer lui-même quel parti on peut tirer d'un marché signé.

Le motif qui m'a fait parler d'une nomination de bénéfices, qui exigeait quelques remarques, m'engage à m'arrêter un peu sur une nomination de cardinaux de cette même année. Belluga, évêque de Murcie en Espagne, fut de cette promotion. Ce prélat avait rendu les plus grands services à Philippe V dans la guerre de la succession. Lorsque ce prince fut obligé de fuir de sa capitale, Belluga exhorta ses diocésains à la fidélité, et, joignant aux prédications pathétiques un exemple qui l'était encore plus, il vendit tout ce qu'il possédait, paya de son bien deux mois de solde aux troupes, fit subsister l'armée, enflamma enfin tous les Espagnols d'un héroïsme qui remit le roi sur le trône. Belluga, croyant n'avoir fait que son devoir, ne parut point à la cour après le rétablissement du roi, et ne s'occupa, dans son diocèse, que des fonctions épiscopales.

Nous avons vu qu'Albéroni, pour subvenir aux frais de la guerre contre l'Empereur, fit demander au pape, par Phi-

lippe V, un indult, en vertu duquel on taxa tous les biens ecclésiastiques. La taxe fut poussée bien au delà de l'indult. Belluga, regardant la surtaxe comme un abus de l'autorité, refusa de payer. L'exemple d'un prélat si respecté fut suivi de tout le clergé. Le pape, mécontent de Philippe V, révoqua l'indult; et le roi, voulant, de son autorité, faire continuer la levée de l'imposition, menaça inutilement l'évêque de Murcie, qui persista dans son refus.

Dans ces circonstances, le pape fit une promotion de dix cardinaux, et y comprit Belluga. Ce prélat déclara qu'il n'accepterait pas sans la permission du roi son maître, qui était fort éloigné de la donner. Philippe V, regardant cette nomination comme une injure personnelle à lui, ne l'eut pas plutôt apprise, qu'il envoya défendre à Belluga d'accepter; mais le refus avait prévenu l'ordre du roi. Le pape, alors plus mécontent que le prince, écrivit à Belluga un bref portant ordre de prendre la pourpre, en vertu de la sainte obéissance. Belluga répondit au saint-père qu'il était indifférent pour la religion qu'il fût cardinal ou non, mais qu'il était du devoir d'un sujet d'obéir à son prince. Le pape menaça le prélat, qui ne fut pas plus ému des menaces du saint-père qu'il ne l'avait été de celles du roi sur l'imposition, ne s'en fit pas le moindre mérite à la cour, et refusa aussi constamment le chapeau que la taxe.

Plusieurs mois après, l'accommodement se fit entre les deux cours, sans que Belluga daignât s'en informer; alors le roi envoya à Rome sa nomination au cardinalat en faveur de Belluga, à qui il donna ordre en même temps d'accepter. Le cardinal vint à Madrid, présenta sa calotte au roi, la reçut de sa main, et retourna dans son diocèse.

On ne croirait jamais qu'une telle conduite fût celle d'un prélat espagnol; en voici le contraste dans un cardinal français de la même promotion.

Mailly, d'une ancienne noblesse de Picardie (1), né pauvre, et qui le fut longtemps, était enfin parvenu à être archevêque d'Arles, et ensuite de Reims. Il ne lui manquait, pour couronner sa fortune, que le chapeau de cardinal, et il y avait aspiré dès le temps où il était à peine en état de se vêtir. Il entretenait une correspondance suivie avec tout ce qui tenait à Rome, et gardait, sur ce commerce, un secret d'autant plus exact, qu'il avait pensé être perdu sous le feu roi, pour avoir écrit au pape. C'était alors un crime d'État, pour un ecclésiastique, que d'écrire à Rome autrement que par le ministre des affaires étrangères ou par les banquiers expéditionnaires. Il fallut, pour le sauver et le faire nommer depuis à Reims, tout le crédit du père Tellier. Mais dès que la constitution eut fait oublier nos principes, et que le régent eut permis toute licence, Mailly ne se contraignit plus. Jaloux de la considération dont jouissait le cardinal de Noailles, il entreprit de se distinguer dans le parti opposé, et y laissa bientôt derrière lui les plus fanatiques, qu'il appelait les tièdes. Il fut si flatté de voir une de ses lettres pastorales brûlée par un arrêt du parlement, qu'il fonda une messe *en actions de grâces*, disait-il, *d'avoir été digne de participer aux opprobres de Jésus-Christ, et de souffrir pour la justice*. Il espérait que le parlement l'attaquerait là-dessus; mais on voyait si clairement qu'il ambitionnait le titre de martyr, dont la couronne serait le chapeau de cardinal, que, pour le punir, on le laissa en paix.

Cependant ses incartades faisaient merveilleusement pour lui à Rome, et il acheva de gagner le cœur du pape en le priant de lui faire part de ses homélies, *dont on parlait*, di-

(1) Il était frère du comte de Mailly, qui épousa une nièce de madame de Maintenon. La comtesse de Mailly fut dame d'atour de la duchesse de Bourgogne. Le marquis de la Vrillière épousa une fille du comte de Mailly. Le comte de Saint-Florentin et la comtesse de Maurepas sont enfants de cette Mailly. (D.)

sait-il, avec admiration. C'était l'endroit sensible du bon Clément XI, qui se piquait d'écrire supérieurement en latin, et cela pouvait bien être, avec le secours du jésuite Joveney et autres. Le pape, charmé de trouver à la fois dans Mailly tant de religion et de goût, le nomma cardinal *proprio motu*.

Le régent, déjà très-mécontent de l'archevêque, entra dans la plus violente colère, et ordonna aussitôt à Villeron (1), enseigne des gardes du corps, d'aller à Reims défendre à l'archevêque d'en sortir et de porter la calotte, de la lui arracher, s'il la lui trouvait, et s'il le rencontrait en chemin, de le faire rétrograder.

La Vrillière, neveu de l'archevêque, lui avait dépêché un courrier, pour le prévenir de la colère du régent et parer aux imprudences que l'engouement de la calotte lui ferait faire. Cela ne l'empêcha pas de partir pour Paris, et il avait déjà passé Soissons lorsque Villeron le rencontra. Heureusement l'archevêque n'avait pas sa calotte : il était trop bien averti. Villeron fut fort aise de n'avoir pas de violence à faire, notifia ses ordres à l'archevêque, l'exhorta à retourner sur ses pas, et, après beaucoup de pourparlers, le ramena à Soissons, où ils couchèrent. Le lendemain, il fut question de continuer la route vers Reims. L'archevêque dit à Villeron qu'il était inutile de le conduire, que cela ne ferait qu'un éclat désagréable, que l'ordre était censé exécuté, que, pendant qu'il retournerait à Reims, Villeron irait à Paris rendre compte au régent de l'obéissance avec laquelle ses ordres avaient été reçus. Villeron se rendit; mais à peine était-il parti, que l'archevêque le suivit assez lentement pour ne le pas retrouver, et assez vite pour arriver le même jour à Paris, où il se tint caché.

(1) Gentilhomme provençal, fils d'une sœur du cardinal de Janson. Il s'appela, dans la suite, le comte de Cambis, fut chevalier des ordres et ambassadeur à Londres, où il est mort. (D.)

RÉGENCE.

L'abbé de la Fare (1), intrigant, actif, bavard, ne doutant jamais de rien, difficile à déconcerter, et très-propre à essayer la première bordée de l'abbé Dubois, vint le trouver de la part de l'archevêque, dont il était grand vicaire. Dubois, enragé de voir deux cardinaux français (2) nommés à la fois, sentant qu'un troisième chapeau, auquel il aspirait sans oser encore le dire, n'en serait que plus difficile à obtenir, avait lui-même enflammé la colère du régent. On peut juger de là comment il traita la Fare. L'orage fut violent : la Fare laissa tout couler ; puis, d'un air affectueux, il représenta à l'abbé Dubois qu'il ne convenait pas à un homme de son mérite, à un grand ministre comme lui, fait pour être cardinal, de s'opposer aux grâces du pape, le supplia d'y faire réflexion, et se retira.

L'abbé Dubois profita de l'avis, comprit que tôt ou tard il faudrait accommoder cette affaire, et qu'il valait encore mieux s'en faire un mérite à Rome que de le laisser à d'autres. Il était d'ailleurs si flatté que l'abbé de la Fare le trouvât fait pour la pourpre ! Le projet était donc naturel ; mais il ne fallait pas non plus y mettre soi-même obstacle.

Il manda l'abbé de la Fare, et, sans passer trop brusquement de la fureur de la veille à des caresses maladroites, il ne montra plus qu'un reste d'humeur et d'embarras. La Fare le pénétra, résolut de lui abréger la moitié du chemin en prenant lestement son parti : *Monsieur*, lui dit-il, *je vais vous parler franchement ; je n'ai aucun ressentiment de la manière*

(1) Il s'agit ici de l'abbé de la Fare-Lopis, et non pas de l'abbé de la Fare qui fut successivement évêque de Viviers et de Laon.

(2) Le cardinal de Gesvres, archevêque de Bourges, était l'autre. Il avait eu successivement la nomination du roi de Pologne, Auguste, puis de Stanislas, et une seconde fois du roi Auguste après son rétablissement. Il se démit ensuite de son archevêché en faveur de l'abbé de Roye, qui a été le cardinal de la Rochefoucauld. (D.)

*dure dont vous me traitâtes hier ; je vis bien que vous me parliez en ministre. Vous autres, grands politiques, vous ne pouvez pas faire autrement ; mais vous n'êtes sûrement pas fâché de faire quelque chose d'agréable au pape , dont vous aurez incessamment besoin ; car on voit bien que vous ne pouvez pas manquer d'avoir bientôt le chapeau. La Fare partit de là pour se répandre en éloges , avec une fausse naïveté dont le ministre fut la dupe. L'abbé Dubois , très-content de l'ouverture que la Fare lui donnait pour sortir d'embarras , lui dit en souriant : Vous êtes trop clairvoyant , l'abbé : il faut bien que j'avoue que vous m'avez deviné ; laissez-moi ramener monsieur le régent ; mandez seulement à votre archevêque de se rendre secrètement ici , et de s'y tenir caché , jusqu'à ce que je l'avertisse ; ce ne sera pas long. Nos deux fripons s'embrassèrent , se louèrent réciproquement sur leur pénétration , et se séparèrent fort contents l'un de l'autre , chacun s'applaudissant en soi-même , la Fare cependant avec plus de raison que Dubois. Il fut enfin convenu que l'archevêque se rendrait secrètement au Palais-Royal , ferait au régent les plus respectueuses excuses , de là retournerait à Reims , n'y prendrait ni titre ni marque de la dignité de cardinal ; que dans toutes ses lettres adressées dans l'intérieur du royaume , il ne signerait qu'*archevêque de Reims* , avec permission cependant de signer *cardinal de Mailly* dans celles qu'il écrirait pour le pays étranger.*

Tout fut ponctuellement exécuté. L'archevêque , retourné à Reims , y languit plus de trois mois , avec la consolation de tirer tous les jours de sa poche la précieuse calotte , de la regarder , de la baiser , de l'essayer devant un miroir , mourant d'impatience de l'arborer en public.

Le régent voulut tirer parti de cette situation pour procurer , sinon la paix , du moins une trêve dans l'Église. Le cardinal de Noailles venait de donner un corps de doctrine , approuvé

des cardinaux de Rohan et de Bissi, et qu'ils eurent pourtant l'art de faire échouer dans la suite, par un tour de prêtres. Il s'agissait de faire signer l'ouvrage par les prélats absents. On n'avait garde d'oublier l'archevêque de Reims, dont la signature ferait d'autant plus d'impression sur les autres, qu'il était ennemi déclaré du cardinal de Noailles; et cela faisait craindre un refus.

L'abbé Dubois proposa cette commission à la Fare, qui était resté à Paris le négociateur de son archevêque. La Fare objecta la difficulté d'obtenir la signature d'un homme qu'on laissait depuis si longtemps dans une position humiliante. Il ajouta qu'il n'y avait, pour l'y engager, d'autre moyen que de lui accorder enfin les marques de sa dignité, et lui donner en même temps une distinction qui pût réparer le traitement qu'il avait essuyé. Le corps de doctrine n'était porté aux autres prélats que par des ecclésiastiques du second ordre; la Fare proposa de l'envoyer par Languet, évêque de Soissons, premier suffragant de Reims; nous verrons pourquoi. Le régent y consentit; mais, pour flatter la vanité de l'archevêque, et s'assurer en même temps de la signature, il chargea Languet de deux lettres cachetées. Dans l'une il ordonnait à l'archevêque de signer sur-le-champ, sans quoi il devait renoncer pour toujours au chapeau et passer sa vie en exil. Dans la seconde, il l'exhortait à signer dans les termes les plus flatteurs, lui laissant néanmoins toute liberté, et l'assurant que, refusant ou acceptant, il pouvait venir recevoir sa calotte des mains du roi. L'archevêque, à la lecture des deux lettres, fut bientôt déterminé. Il signa tout ce qu'on voulut, montra la seconde lettre à tout le monde, supprima la première, et vint jouir de l'objet de ses vœux, en recevant la calotte.

Le dessein de la Fare, en proposant Languet, n'avait pas été seulement d'honorer le cardinal de Mailly, mais encore de relever son triomphe par l'humiliation du prélat qui avait le

plus déclamé contre la promotion. Si la pourpre était le prix du fanatisme, Languet n'avait pas absolument tort d'être jaloux. Mailly avait eu un mandement brûlé par la main du bourreau ; mais Languet en avait eu deux. Son zèle n'en fut pas refroidi ; il continua de servir Rome en troublant l'Eglise, et mourut enfin sans calotte plus de trente ans après.

La promotion de dix cardinaux ne fit pas tant de bruit en Europe que la chute du seul Albéroni.

Nous avons vu le soin qu'il prenait d'écarter de Madrid tous les Parmesans, pour n'avoir pas de témoins de son ancienne bassesse, on par crainte qu'ils n'eussent plus de facilité que d'autres d'approcher de la reine. Il ne put cependant réussir à empêcher cette princesse de faire venir sa nourrice, Laura Piscatori, dont elle fit son *assafeta* ou première femme de chambre, place plus distinguée en Espagne qu'en France, où elle donne pourtant le crédit qui suit toujours l'intimité domestique (1).

Laura, paysanne aussi fine que rustre, sachant tout ce qu'Albéroni avait fait pour l'empêcher d'arriver, ne fut pas la dupe des ménagements extérieurs du ministre, aperçut la haine et la rendit. Le cardinal insinuait sourdement à la reine la distance qu'elle devait mettre dans sa confiance entre elle et sa nonrrice. Laura, sans entrer dans ces distinctions fines, attaquait brutalement le ministre, n'aiguissait pas ses traits, mais portait des coups assommants.

Le régent voulait se délivrer d'Albéroni, son ennemi personnel. L'abbé Dubois, instruit par ses espions de l'ascendant de Laura sur la reine d'Espagne, etsachant par le sien sur son maître combien ce ressort est puissant, entreprit de s'en servir pour accabler le ministre. Il fit offrir à Laura tout l'ar-

(1) Sur le rôle joué par Laura à la cour d'Espagne, voyez la *Régence*, par J. Michelet.

gent qu'elle voudrait ; car elle ne pouvait pas prétendre autre chose de sa faveur. Ainsi, l'intérêt réuni à la haine déterminait la nourrice. Il n'était pas difficile de lui persuader que le bien de l'État s'accordait avec le sien. Quelque idée avantageuse qu'Albéroni eût pu donner de ses projets à Leurs Majestés Catholiques, il lui était impossible de cacher les mauvais succès : la flotte détruite, des places prises, des troupes battues ou forcées de se retrancher, un roi sans alliés, obligé de soutenir une guerre ruineuse et malheureuse contre les premières puissances, les projets du ministre, grands si l'on veut, mais sans moyens satisfaisants, et dès là insensés.

Laura profita de tous ses avantages, fit envisager à la reine, et par elle au roi, l'ambition et la folie d'Albéroni. On est trop heureux quand les princes jugent, comme le peuple, les ministres et les généraux par les succès : c'est le plus sûr. La reine, consternée de ses désastres, humiliée de son choix, se dégoûta de son ministre ; et comme tous les manifestes des États ligués contre l'Espagne n'attaquaient directement qu'Albéroni, elle crut, en le sacrifiant, mettre à couvert l'honneur de la monarchie ; et Albéroni reçut, par un billet de Philippe V, ordre de sortir en vingt-quatre heures de Madrid, et dans quinze jours de la domination d'Espagne, avec défense de voir personne, d'écrire au roi, à la reine et à qui que ce fût. On mit en même temps auprès de lui un officier des gardes du corps pour veiller sur sa conduite jusqu'à la frontière.

A Barcelone, le lieutenant du roi lui donna une escorte de cinquante cavaliers qui lui furent très-utiles, car deux cents miquelets l'ayant attaqué à Trenta-Passos, le cardinal, à la tête de l'escorte et de ses domestiques, fit face à ces brigands, et parvint à les écarter.

Pendant qu'Albéroni s'éloignait, on s'aperçut à Madrid qu'il emportait des papiers de conséquence, et entre autres le testa-

ment de Charles II, qui instituait Philippe V héritier de la monarchie. Il avait apparemment dessein de gagner la protection de l'Empereur en lui livrant un titre si précieux. On fit courir après lui, et il fallut user de violence pour le foniller; mais le détachement qui l'avait défendu contre les miquelets, obéissant alors aux ordres du roi, l'officier fit défaire le bagage et ouvrir les coffres du cardinal. Tout, jusqu'à sa personne, fut exactement visité. Le testament et généralement tous ses papiers furent saisis, et l'officier, jusqu'à ce moment respectueux pour le cardinal, le traita en exécuteur militaire, et le quitta en l'envoyant, en termes formels, à *tous les diables*. Jamais victoire n'avait fait éclater en Espagne autant de joie que la disgrâce du ministre; chacun en publiait ce qu'il savait et ne savait pas. Des actes de despotisme ministériel sont toujours si communs, qu'on n'est pas réduit à citer faux. Le roi était le seul à les ignorer; la reine devait les savoir, mais, pour son honneur, elle feignait de les apprendre. Les puissances étrangères félicitèrent, à cette occasion, Leurs Majestés Catholiques, et dès ce moment on ne douta plus de la paix.

La manière dont Albéroni venait d'être visité, et les insultes qu'il craignait encore en Espagne, lui firent presser sa marche vers la France, et y entrer avant même qu'il eût reçu le passeport qu'il avait fait demander.

Le chevalier de Marcieu, qui l'avait fort connu avant sa fortune, reçut ordre d'aller le joindre à la frontière, sous prétexte de civilité et de sûreté pour sa personne, sans souffrir pourtant qu'il lui fût rendu aucun des honneurs d'usage, de l'engager à parler sur les affaires d'Espagne, le roi, la reine, le ministère actuel, et surtout ce qu'il nous importait de connaître, et de ne le quitter qu'à son embarquement à Antibes, d'où il comptait passer en Italie.

Le cardinal, en voyant le chevalier de Marcieu venir à sa rencontre, ne douta pas que ce ne fût pour l'observer et en

rendre compte, et le lui dit franchement. Marcieu s'en défendit toujours, et, quoique le cardinal sût à quoi s'en tenir, il ne se contraignit pas davantage sur le roi et la reine, qu'il traitait d'ingrats. *Si la reine, disait-il, qui a le diable au corps, trouve un bon général, elle troublera l'Europe. Il lui est facile de gouverner son mari, qui, dès qu'il a dit à voix basse : Je veux être maître, moi, finit par obéir, et à qui il ne faut qu'un prie-Dieu et les cuisses d'une femme.* Il ajoutait que lui, Albéroni, loin d'avoir excité la guerre, s'y était toujours opposé; qu'il n'avait eu aucune part à la conjuration du prince; que le duc du Maine n'y avait point paru; mais que la duchesse était une *méchante diablesse*, et que la plupart de ses partisans, qu'il ne nommerait jamais, ne valaient pas un *écu de bon argent*; que le débarquement en Bretagne était une folie qu'il avait toujours blâmée; qu'il avait même traversé l'embarquement en Espagne; qu'il serait partout, pour monsieur le régent, tel que ce prince pourrait le désirer; et que les écrits contre la régence avaient tous été faits en France. Il prétendait que le ministère qu'il laissait en Espagne ne serait plus composé que d'ignorants obligés à des égards pour tous ceux qui approchaient un roi faible. Il ne doutait pas qu'on n'eût voulu le faire assassiner par les miquelets, en l'obligeant de passer par la Catalogne, dont il avait fait punir la rébellion, au lieu de le laisser sortir par Pampelune, comme il l'avait demandé.

Le chevalier de Marcieu, suivant ses ordres, fit prévenir secrètement la douane de Narbonne de visiter exactement le bagage du cardinal, sous prétexte de voir s'il n'y avait rien de sujet aux droits. On n'y trouva que douze cents pistoles, et aucun bijou de prix. Il fallait, vu l'état qu'il tint dans la suite à Rome, qu'il eût placé à tout événement, pendant sa faveur, des sommes considérables chez les étrangers. Il voulut persuader qu'il était pauvre, mais qu'il s'en inquiétait peu,

attendu qu'il n'avait de parents qu'un neveu qu'il avait, disait-il, *fait châtre*, c'est-à-dire fait prêtre, et une nièce qu'il faisait religieuse. Ces détails et plusieurs autres se trouvent dans les lettres du chevalier de Marcieu, des 6 janvier 1720 et jours suivants, jusqu'au 1^{er} février qu'il vit embarquer à Antibes, sur une galère génoise, le cardinal, qui le chargea d'un mémoire et d'une lettre où il lui offrait les moyens de faire à l'Espagne la guerre la plus dangereuse. Le régent ne l'honora pas d'une réponse. J'ai rapporté ailleurs ce que le cardinal dit, en passant à Aix, sur le renvoi de la princesse des Ursins.

Albéroni passa d'Antibes à Livourne et se rendit à Parme, où il reçut tous les honneurs dus à sa dignité, par ordre du duc de Parme, dont il était né sujet. Cette vaine étiquette ne le consolait pas de n'avoir d'asile qu'au milieu de ses compatriotes, qui l'avaient méprisé dans son origine, jaloué dans son élévation, haï par l'abus de son pouvoir, ce que les Italiens expriment par la *prepotenza*, et qui triomphaient de son abaissement. Il sortit de Parme et fut plus d'un an errant, fugitif et comme exilé de la terre entière. Le respect pour la pourpre romaine ne lui parut pas une sauvegarde suffisante, à Rome, contre le ressentiment du pape, qu'il avait traité insolemment. Ce ne fut qu'en 1721 qu'il se rendit à Rome, au conclave qui suivit la mort de Clément XI.

Le plus vif chagrin d'Albéroni fut de n'avoir pas obtenu les bulles de l'archevêché de Séville, après avoir donné sa démission de l'évêché de Malaga; et, comme s'il eût été en droit d'attester le ciel, il entra quelquefois en fureur, en s'écriant que le pape, l'Empereur et Leurs Majestés Catholiques en répondraient devant Dieu. Il est sûr que, s'il fût resté en possession d'un siège considérable, il aurait pu, aidé de la superstition espagnole, lutter souvent contre la puissance royale.

Je terminerai cette année par quelques événements particuliers qui auraient coupé la narration de faits plus importants.

Le régent accorda à l'Université l'éducation gratuite, c'est-à-dire que par arrêt du conseil du 14 avril, enregistré au parlement le 8 mai, on assigna le vingt-huitième du prix du bail des postes et messageries pour le payement des professeurs, au moyen de quoi la jeunesse serait instruite gratuitement. Cette grâce a peut-être beaucoup nui à l'émulation. Il ne faut pas que les gens de lettres soient dans le besoin, mais qu'ils aient intérêt de réussir et de se distinguer. Je sais que, depuis cet établissement, plusieurs professeurs se sont fort relâchés. Le *gratis* fera dans les lettres ce que l'ordre du tableau fait dans le militaire.

Par édit du mois de mai, les compagnies des Indes orientales et occidentales furent réunies sous le nom de compagnie des Indes. Cet édit, ayant trouvé des difficultés au parlement, fut regardé par le régent comme enregistré, en conséquence du règlement fait au lit de justice de 1718, au sujet des remontrances et des enregistrements.

Le conseil en usa encore ainsi pour l'édit du mois d'avril 1719, par lequel le roi créait des officiers dans l'ordre de Saint-Louis, à l'instar de celui du Saint-Esprit. Le garde des sceaux d'Argenson en fut chancelier, Leblanc, prévôt-maitre des cérémonies, et Fleuriau d'Armenonville, greffier. On trouva un peu étrange de voir trois hommes de robe porter sur leur habit une étoile d'or, avec ces mots inscrits autour : *Præmium bellicæ virtutis*. On disait avec assez de raison que le cordon rouge ne devait se porter que par ceux qui l'avaient teint de leur sang.

On essaya, cette année, un nouveau plan de perception pour la taille, afin d'en ôter l'arbitraire. Cela n'a pas eu de succès, ou n'a pas été suivi, soit qu'on s'y prit mal, soit par

la raison qu'il n'y a rien de si difficile à faire que le bien, surtout en France, où le particularisme l'emporte toujours sur l'intérêt général.

Le fameux père Quesnel, dont le nom serait peut-être déjà oublié, s'il n'eût pas été l'occasion de la bulle *Unigenitus*, mourut à Amsterdam. Le jésuite Tellier, quelques mois avant la mort de Quesnel, rendit son âme atroce. Après avoir été le fléau des gens vertueux, l'horreur du public, la terreur de sa compagnie, dont il était détesté, relégué à la Flèche, méprisé de ses confrères, il succomba à la rage de ne pouvoir plus faire de mal.

Pecoil, maître des requêtes, mourut aussi cette année. Je ne parlerais pas d'un si petit événement, s'il ne me rappelait la terrible fin de son père, qui avait fait une fortune immense en partant des plus bas emplois de la gabelle. Il ne jouit jamais de ses richesses, et ne songea qu'à les accumuler. Il avait fait faire un caveau fermé à trois portes, dont la dernière était de fer. Il y allait de temps en temps jouir de la vue de son trésor; quoique ce fût le plus secrètement qu'il pouvait, sa femme et son fils s'en étaient aperçus. Un jour qu'il y était allé et qu'on le croyait sorti, sa famille, ne le voyant point rentrer le soir, s'en inquiéta. La mère et le fils n'osèrent, pendant deux jours, enfoncer la porte de la cave, dans la crainte de le mettre en fureur, s'il venait à rentrer. Ils s'y déterminèrent à la fin. Après avoir enfoncé les deux premières portes, ils se trouvèrent arrêtés par celle de fer, qu'ils ne pouvaient ni rompre ni desceller sans maçon; et comme ils avaient commencé cette opération à la nuit, il fallut encore attendre jusqu'au jour. Alors, ayant fait démonter la porte, dont la clef était en dedans, comme celle des deux premières, ils trouvèrent le malheureux vieillard étendu mort entre plusieurs coffres-forts, les bras rongés, et à côté de lui une lanterne dont la chandelle était finie.

Quelques précautions qu'on pût prendre, cet affreux spectacle avait eu trop de témoins pour que cette aventure ne fût pas connue. Ce fut à Lyon que cela arriva. La mère et le fils vinrent s'établir à Paris, où le fils acheta une charge de maître des requêtes, comme tant d'autres. Il n'en fit presque aucunes fonctions, épousa une fille de Legendre, honnête et illustre négociant de Rouen, et mourut cette année, laissant une fille unique, mariée au duc de Brissac, frère aîné de celui d'aujourd'hui.

Law, s'étant déclaré catholique, prit des lettres de naturalité; et le régent, lui trouvant alors toute l'orthodoxie et les qualités nécessaires à ses desseins, le déclara contrôleur général. Le garde des sceaux, prévoyant dès lors quelle serait l'issue du système, se retira de l'administration des finances.

Il y avait déjà longtemps que Law était obsédé de solliciteurs qui soupiraient après ses grâces; mais aussitôt que son état parut assuré, il eut une cour dans toutes les formes. Des femmes titrées se montraient courageusement sur le devant du carrosse de sa femme et de sa fille, et des hommes du plus haut rang assiégeaient son antichambre. Ils croyaient se disculper de leur bassesse en la tournant en plaisanterie. Mais le ton plaisant, déjà usé, est en cette matière le dernier symptôme de l'incurabilité. Cette noblesse, qui sacrifie si gaîement sa vie à son honneur, immolait sans scrupule son honneur à la fortune. Nous verrons dans la suite la gangrène de la cupidité gagner la classe de la société dévouée par état à l'honneur (le militaire). Si la régence est une des époques de la dépravation des mœurs, le système en est une encore plus marquée de l'avilissement des âmes.

Il n'était pas possible qu'au milieu de tout l'encens qu'on brûlait devant Law, la fumée ne lui portât pas à la tête. Il demanda que son fils fût admis parmi les jeunes seigneurs

qui devaient danser avec le roi dans un ballet que le maréchal de Villeroi avait imaginé comme la plus précieuse partie de l'éducation. Le régent ne trouva rien d'étrange dans la demande de Law, mais le maréchal en fut avec raison très-révolté. Le petit Law fut inscrit, et voulut vivre de pair avec les premiers enfants de l'État. Ces petits seigneurs, qui n'avaient encore que l'orgueil de leur naissance, n'eurent point du tout la politique de leurs pères, et firent justice du fils de l'aventurier par toutes les niches possibles. Leurs parents les réprimandaient; mais le public, plus juste et moins poli que la cour, leur applaudissait; ainsi, ils n'avaient garde de cesser. Heureusement pour le petit intrus, il tomba malade, ce qui le priva de danser avec le roi, mais le délivra de mille désagréments.

Le prince de Conti joua au père un ton un peu plus sérieux. Law, fatigué de prodiguer à ce prince les actions et les billets, refusa à la fin de se prêter à sa cupidité; aussitôt le prince envoya demander à la Banque le paiement d'une si grande quantité de billets, qu'on en ramena trois fourgons chargés d'argent. Law se plaignit au régent d'un exemple qui, s'il était suivi, allait renverser le système. Le régent ne le sentit que trop, fit au prince de Conti la plus forte réprimande, le contint pour la suite; et le public, également indigné de l'avidité et de l'ingratitude, se déclara pour Law contre le prince de Conti.

C'étaient là en effet les attaques que Law redoutait; il ne s'inquiétait plus guère de celles du parlement: cette cour avait été si consternée du lit de justice, qu'au lieu de s'occuper de remontrances sur les opérations de finances, elle s'était bornée à demander le rappel des exilés, comme une grâce; et lorsque le régent rendit la liberté au président de Blamont, l'arrêté du parlement fut qu'on ferait au prince les remerciements les plus forts. Blamont, jugeant de là que sa

compagnie était un frêle appui, y fut depuis l'espion du régent. On a quelquefois vu dans le parlement de ces sortes de conversions.

Le premier président, loin de ranimer alors le feu de sa compagnie, en craignait la vivacité. Le régent avait sur ce magistrat un avantage qu'on ignorait, et qui est encore aujourd'hui une anecdote très-peu connue, si ce n'est de cinq ou six personnes; la voici. Lorsque le duc et la duchesse du Maine furent arrêtés, le premier président, qui ne se sentait pas net, et désirait fort s'éclaircir de ce que le régent pouvait en savoir, lui fit demander une audience secrète par mademoiselle Chausseraie, dont j'ai déjà parlé. Le régent la chargea de faire entrer le premier président par une petite porte de la rue de Richelieu, qui est au bas d'un escalier dérobé répondant aux cabinets intérieurs; et pour cet effet on confia la clef à Duplessis (1). Le premier président, introduit par Duplessis dans le cabinet du régent, qu'il trouva avec mademoiselle Chausseraie, arrivée par la porte ordinaire, débuta par un grand étalage de respect, de reconnaissance, d'attachement inviolable, sentiments dont il était, disait-il, bien aise de renouveler les assurances dans un temps où tant d'autres s'écartaient de leur devoir.

Il cherchait, en parlant, à lire dans les yeux du régent - quelle impression faisait son discours. Le prince s'observa si

(1) Ce Duplessis, qu'on nomme aujourd'hui et depuis longtemps Bussy, très-honnête homme, était alors d'une figure fort aimable, fort connu du régent, et l'homme de confiance de la Chausseraie. Bussy des affaires étrangères, qui a été deux ou trois fois ministre de France à Londres, passe pour le neveu de celui dont il s'agit, et il y a apparence qu'il est le fruit de l'intimité domestique de Bussy et de la Chausseraie; au surplus, c'est un homme de mérite. Je dinai hier avec le vieux Bussy, et nous remîmes sur le tapis l'affaire dont je parle; il me la récapitula avec beaucoup d'autres qui étaient dans les mémoires de la Chausseraie. Elle les fit tous brûler avant sa mort, à la persuasion de l'abbé Dandigné, son parent et son directeur. (D.)

exactement, que le magistrat, n'apercevant aucun nuage, s'échauffa en nouvelles protestations, et allait se retirer fort content de lui-même, lorsque le régent, lui présentant un papier, lui dit froidement : *Reconnaissez-vous cela ? lisez.* C'était une lettre de la main du premier président par laquelle il répondait du parlement à l'Espagne, et s'expliquait si clairement, qu'il n'y avait point de commentaire à proposer.

Le premier président, frappé comme d'un coup de foudre, tomba aux pieds du régent, protestant de ses remords et implorant sa grâce. Le prince, sans lui répondre, lui lança un regard d'indignation et passa dans une autre chambre.

La Chausseraie, étonnée de la scène, reprocha au premier président de l'avoir engagée à demander cette audience, dont le régent la soupçonnerait d'avoir su les motifs. De Mesmes, pour toute justification, la conjura de suivre le prince et de tâcher de le fléchir. La Chausseraie, émue de pitié, alla trouver le régent, qui s'écria sur le crime et l'audace du magistrat, qu'il voulait, disait-il, faire arrêter. La Chausseraie, sachant à qui elle avait affaire : *Vous êtes trop habile, monseigneur*, lui dit-elle en souriant ; *vous n'en ferez rien, cela est trop heureux pour vous. Voilà un homme dont vous ferez tout ce que vous voudrez dans le parlement. Vous avez quelquefois besoin de pareils coquins* (car elle ne ménagea pas le coupable pour le sauver). *Il suffit*, ajouta-t-elle, *monseigneur, de le tenir entre l'espérance et la crainte. Je vais lui remettre un peu l'esprit, afin qu'il ait la force de se retirer.* Là-dessus elle revint trouver le premier président, le rassura et le remit entre les mains de Duplessis, qui le soutint comme il put dans cet état d'abattement, et le fit enfin sortir comme il l'avait fait entrer.

Le premier président resta dans la plus cruelle inquiétude tant que durèrent la prison de la duchesse du Maine et la commission de Bretagne. Aussitôt que l'affaire fut finie, et l'am-

nistie publiée, il reprit un ton d'assurance, se ménagea entre sa compagnie et le régent, se fit acheter aussi cher que jamais, et retira toujours de ses différentes intrigues tout l'argent nécessaire à un faste qui imposait au prince même qui en fournissait les moyens. Il y a apparence que l'abbé Dubois appuya le conseil de la Chausseraie, dans la vue qu'il pouvait un jour avoir besoin pour lui-même d'un juge corrompu.

Le cardinal de la Trémouille, étant mort à Rome, laissa vacant l'archevêché de Cambrai. L'effronté Dubois ne crut pas la place au-dessus de lui, alla la demander au régent, et, pour entrer en matière : *Monseigneur, lui dit-il, j'ai rêvé, cette nuit, que j'étais archevêque de Cambrai.* Le régent, regardant l'abbé avec un sourire de mépris : *Tu fais des rêves bien ridicules,* lui dit-il. L'abbé, d'abord déconcerté, se remit aussitôt : *Mais pourquoi, monseigneur, ne me feriez-vous pas archevêque comme un autre ? — Toi ! archevêque de Cambrai ! toi ! c'est actuellement que tu rêves.* L'abbé, sans lâcher prise, lui cita tous les mauvais, les plats, les ignorants sujets, les garnements dont le régent et Tellier avaient farci l'église ; mais il n'y en avait aucun qui, à quelque égard de naissance, de rang ou d'alliance, ne valût mieux ; au lieu qu'il réunissait en lui sent ce qu'on pouvait leur reprocher à tous.

Le régent, ennuyé de la liste et fatigué de la persécution, espéra s'en défaire en lui disant : *Mais tu es un sacre ! eh ! quel est l'autre sacre qui voudra te sacrer ? — Oh ! s'il ne tient qu'à cela, mon affaire est bonne ; j'ai mon sacre tout prêt. — Eh ! que diable est celui-là, dis donc ? — Votre premier aumônier, monseigneur l'évêque de Nantes (Tressan) ; il est dans votre antichambre, je vais vous l'amener ; il sera charmé de la préférence, car vous me promettez l'archevêché ; et là-dessus* accable le prince de remerciements, sort dans l'antichambre, dit à Tressan la grâce que lui Dubois vient d'obtenir, et le désir qu'a le régent que Tressan soit

le consécrateur; celui-ci accepte, Dubois le prend par la main, le présente au régent, redouble de remerciements, et Tressan ajoute l'éloge du sujet. Le prince est si étonné, qu'il ne répond rien, et Dubois sort et publie qu'il est archevêque de Cambrai, pour arrêter toute demande. Les routés applaudissent, les libertins en rient, et les honnêtes gens les moins scrupuleux témoignent leur indignation.

Quoique le régent parût avoir de la répugnance pour cette nomination, ce n'était de sa part qu'une comédie, car Dubois était très-sûr d'obtenir l'archevêché, puisque dans ce temps le régent cherchait à lui procurer le chapeau de cardinal, en avait écrit au pape deux mois auparavant, et que le jésuite Lafitteau en était le négociateur à Rome. Je vois dans la correspondance des deux cours, que, dès 1718, le prétendant, réfugié à Rome, était dans une telle détresse, qu'il avait offert sa nomination à Dubois, s'il lui faisait payer la pension promise par le régent, et qui était fort en retard. Mais l'abbé n'avait garde d'accepter une nomination qui l'aurait décrédité à Londres, auprès du roi Georges. Il prit le parti de se faire un mérite de son refus, pour engager ce prince à s'intéresser lui-même auprès du régent, en faveur d'un ministre auteur de leur union. Le roi Georges sollicita en effet, en faveur de l'abbé, le régent, et même l'Empereur, sur qui il avait beaucoup de crédit. Clément XI était assez disposé à lui donner le chapeau, pourvu que la France voulût concourir à l'ôter au cardinal de Noailles, dont l'abbé Dubois aurait alors la dépouille. Il n'était pas facile de satisfaire le pape sur le cardinal de Noailles. Cependant, comme le saint-père destinait alors le même traitement au cardinal Albéroni, fugitif d'Espagne, Dubois essaya de le faire arrêter par les Génois, pour l'envoyer prisonnier à Rome, mais ils le refusèrent.

Pendant que Lafitteau intriguait à Rome (1) pour la promo-

(1) Dans la correspondance de Dubois avec Lafitteau, pour prévenir

tion de Dubois, celui-ci jugea que la dignité d'un siège tel que Cambrai préparerait très-bien la décoration de la pourpre, et rendrait le candidat plus présentable. Il prit donc, pour se faire archevêque, la même voie qu'il suivait déjà pour le chapeau. Il écrivit à Néricault-Destouches (1), qu'il avait laissé à Londres, chargé des affaires à sa place, d'engager le roi Georges à demander au régent l'archevêché de Cambrai pour le ministre auteur de l'alliance. Destouches, homme d'esprit, sentant que toute sa fortune dépendait de l'abbé Dubois, et avec quelle ponctualité il voulait être servi, fit la proposition au roi d'Angleterre. Ce prince la reçut d'abord avec un éclat de rire. Il avait de la bonté pour Destouches, et lui permettait une sorte de familiarité : *Sire, lui dit-il, je sens, comme Votre Majesté, la singularité de la demande; mais il est de la plus grande importance pour moi de l'obtenir. — Comment veux-tu*, répondit le roi en continuant de rire, *qu'un prince protestant se mêle de faire un archevêque en France? Le régent en rira lui-même, et n'en fera rien. — Pardonnez-moi, sire : il en rira, mais il le fera; premièrement, par respect pour Votre Majesté; en second lieu, parce qu'il le trouvera plaisant. D'ailleurs, l'abbé Dubois est mon supérieur; mon sort est entre ses mains; il me perdra, si je n'obtiens de Votre Majesté une lettre pressante à ce sujet : la voici tout écrite, et les bontés dont Votre Majesté m'honore me font espérer qu'elle voudra bien la signer. — Donne, puisque cela te fait tant de plaisir*, dit le roi, et il la signa (2).

l'inconvénient des lettres perdues et cacher l'intrigue, Dubois est désigné sous le nom de la comtesse de Gadagne, et le véritable objet de la négociation sous celui d'un procès qu'on sollicite à Rome pour cette comtesse. (D.)

(1) Philippe Néricault-Destouches, né en 1680, plus connu comme auteur dramatique que comme diplomate, mort en 1754.

(2) La lettre de remerciement de Dubois au roi Georges est du 4 février. (D.)

Destouches, charmé d'avoir ce dimissoire, le fit partir à l'instant. Le régent ne douta point que Dubois n'eût suggéré la lettre; mais la nomination fut décidée. Destouches, pour avoir si bien parlé, eut à son retour une place à l'Académie française, qu'il méritait encore mieux par son talent dramatique. C'est de lui que je tiens une partie de ce que je viens de rapporter. J'en parlai au maréchal de la Fare, qui me ramenait des états de Bretagne, dont j'étais député, à la cour : *Je vois, dit-il, que cela est vrai; et, ce qui me le confirme, c'est ce que j'ai entendu, un jour que le duc de Brancas, Nocé et moi, allions avec le régent à Saint-Cloud. Nocé, qui était mécontent de Dubois, voulut égayer la compagnie aux dépens de l'abbé. Monseigneur, dit-il, on prétend que ce coquin de Dubois veut être archevêque de Cambrai? Cela est vrai, répondit le régent, et cela peut convenir à mes affaires. On se tut là-dessus; le prince parut embarrassé, un peu honteux, et j'ai toujours remarqué qu'il n'aimait pas qu'on lui parlât sur cet article.*

Achevons, en resserrant un peu les temps, ce qui concerne cette affaire. L'abbé Dubois n'étant que tonsuré, il fallait commencer par prendre les ordres. Il ne douta point que le cardinal de Noailles ne fût très-flatté de faire ce petit plaisir à un ministre puissant, et qui pouvait influer si fort dans le parti qu'on prendrait sur la constitution. Dubois y fut trompé. Il était de tout point un sujet si indigne de l'épiscopat, que le cardinal, ne voulant pas se déshonorer par une complaisance basse et criminelle, refusa nettement. On fit parler au nom du régent : il répondit avec modestie et respect, sans s'expliquer sur les motifs, et fut inébranlable. Ce refus humiliant, et généralement applaudi, fut un des plus forts arguments qui rendirent Dubois constitutionnaire.

Il n'aurait pas manqué d'évêques qui auraient brigué l'opprobre de l'ordonner; mais il ne voulait pas s'éloigner de la

cour, et constater par une absence l'affront qu'il venait de recevoir. Il s'adressa à l'archevêque de Rouen, Bezons, dont le diocèse s'étend à quatre ou cinq lieues près de Paris.

L'archevêque, très-fâché de la préférence qui l'exposait à la honte de l'acceptation ou au danger du refus, penchait fort pour le dernier parti; mais son frère, le maréchal de Bezons, homme grossier et fin courtisan, l'attaqua sur la reconnaissance qu'ils devaient l'un et l'autre au régent, et l'entraîna sous cette apparence de bon procédé.

Dubois, muni d'un bref pour recevoir tous les ordres à la fois, et d'une permission de l'archevêque de Rouen, se rendit de grand matin, avec l'évêque de Nantes, dans une paroisse de village du grand vicariat de Pontoise, la plus voisine de Paris, et y reçut tous les ordres à une messe basse.

Il en repartit assez tôt pour se trouver au conseil de régence, quoique les premiers arrivés eussent déjà annoncé, en présence du régent, qu'il ne fallait pas attendre l'abbé, qui était allé faire sa première communion à Pontoise.

On se récria sur sa diligence, quand on le vit entrer; le prince de Conti lui fit un compliment ironique sur la célérité de son expédition, en fait d'ordres sacrés. Dubois l'écouta sans se démonter, et répondit froidement que si le prince était mieux instruit de l'histoire de l'Eglise, il ne serait pas si surpris des ordinations précipitées, et cita là-dessus celle de saint Ambroise. Chacun applaudit à l'érudition et au parallèle. L'abbé ne s'en émut pas, laissa continuer la plaisanterie tant qu'on voulut, et, quand on en fut las, il parla d'affaires.

Pendant que Paris et la cour s'amusaient de l'abbé et de saint Ambroise, on expédiait les bulles, et le sacre fut fixé au dimanche 9 juin. Il se fit au Val-de-Grâce, avec la plus grande magnificence. Toute la cour y fut invitée, et s'y trouva. Les ambassadeurs et autres ministres des princes protestants y assistèrent dans une tribune opposée à celle où était le régent,

dont les grands officiers faisaient les honneurs de la cérémonie. Ce scandale ecclésiastique fut le plus superbe spectacle. Le duc de Saint-Simon, qui se vantait d'être le seul homme titré que l'abbé Dubois eût assez respecté pour l'excepter de l'invitation, offrit au régent de s'y trouver, si ce prince voulait se respecter assez lui-même pour s'en abstenir, et le régent y avait consenti; mais la comtesse de Parabère (la Vieuville), la maîtresse alors régnante, ayant passé la nuit avec lui, exigea qu'il irait. Il lui en représenta l'indécence; elle en convint, mais elle ajouta : *Dubois saura que nous avons couché ensemble cette nuit; il se prendra à moi de vous en avoir détourné, et, avec l'ascendant qu'il a pris sur vous, il finira par nous brouiller.* Le régent essaya de la rassurer sur ses craintes, la traita de folle : *Folle tant qu'il vous plaira*, lui dit-elle; *mais vous irez, ou je romps avec vous, ne fût-ce que pour ôter à l'abbé l'honneur de nous désunir lui-même;* et le régent alla du lit de la Parabère au sacre de l'abbé Dubois, afin que toute sa journée se ressemblât (1).

Le cardinal de Rohan voulut être le consécrateur; et, comme l'ambition, l'intérêt et l'orgueil réunis font de singuliers raisonnements, il se persuada que le cardinal de Noailles serait humilié de voir un homme à qui il avait refusé les ordres avoir pour consécrateur un cardinal prince de l'Empire. Noailles ne se tint pas pour humilié; mais le régent, très-flatté, et Dubois, très-honoré du procédé du cardinal de Rohan, lui en firent les plus vifs remerciements, tandis que le public était révolté de tant de bassesse.

A l'égard des assistants, l'évêque de Nantes fut le premier. Il avait donné les ordres; il était naturel qu'il suivit son gibier. Dubois n'était pas si aveuglé de la prostitution de tant

(1) Voyez dans Mathieu Marais, *Journal de Paris*, quelques détails intéressants sur le sacre de Dubois.

d'honneurs, qu'il ne sentit que l'assistance d'un évêque respectable ferait très-bien à la cérémonie. Le régent pria Massillon, évêque de Clermont, d'être le second assistant. Massillon aurait bien voulu s'en dispenser ; mais la grâce singulière d'avoir été fait évêque, n'ayant que du mérite, lui fit craindre que son refus ne fût taxé d'ingratitude. Il avait fallu payer pour lui ses bulles, lui avancer de quoi se procurer les menbles nécessaires à sa nouvelle dignité, afin qu'il n'humiliât pas trop les autres par sa pauvreté, et qu'il ne ressemblât pas absolument à un évêque de la primitive Église. D'ailleurs, l'étude et la retraite avaient pu l'empêcher d'être parfaitement instruit de toute la dépravation du nouveau prélat ; ajoutez à ces raisons une sorte de timidité que la vertu bourgeoise conserve au milieu de la cour. Il obéit enfin à la nécessité. Les rigoristes le blâmèrent, et les gens raisonnables le plaignirent et l'excusèrent.

Le mariage de mademoiselle de Valois avec le prince de Modène n'avait pas fait tant d'éclat que le sacre de l'archevêque de Cambrai.

Les fiançailles se firent dans le cabinet du roi, où il ne se trouva guère que les princes et princesses du sang, parce qu'il n'y eut point d'invitation (1).

Le lendemain, le duc de Chartres, chargé de la procuration du prince de Modène, épousa, dans la chapelle des Tuileries, mademoiselle de Valois, dont la queue était portée par mademoiselle de Montpensier, sa sœur, depuis reine d'Espagne. Le cardinal de Rohan donna la bénédiction en présence des curés de Saint-Eustache et de Saint-Germain. Après la messe, le roi donna la main à la mariée, la conduisit jusqu'à son carrosse, et, suivant l'usage, dit au cocher : *A Modène.*

(1) Les fils de France ne prient point, comme les simples princes du sang, aux fiançailles de leurs enfants ; mais le régent n'était que petit-fils de France. (D.)

Quoiqu'elle eût le même cortège que si elle fût réellement partie, elle retourna au Palais-Royal, et prolongea autant qu'elle le put son séjour; la rougeole qu'elle eut et sa convalescence lui fournirent encore des prétextes pour différer son départ. Il fallut enfin s'y déterminer; mais, s'éloignant à regret, elle fit les plus petites journées, les plus longs séjours sur sa route, et n'acheva son voyage que par des ordres réitérés qui lui attirèrent les plaintes du duc de Modène.

Elle songeait dès lors à profiter de la leçon de la grande-duchesse de Toscane (1), qui lui dit, quand elles prirent congé l'une de l'autre : *Mon enfant, faites comme moi; ayez un ou deux enfants et tâchez de revenir en France; il n'y a que ce pays-là de bon pour nous.* Toutes nos princesses ont en effet ce qu'on nomme la maladie du pays. Aussi la duchesse de Modène y est-elle revenue dès qu'elle a pu. Elle préférerait, à la représentation de sa petite cour, les agréments de la société de Paris, où elle est morte.

Aussitôt qu'Albéroni eut été chassé, la paix ne trouva plus de difficulté; le roi d'Espagne accéda à la quadruple alliance, et même écrivit au régent une lettre d'amitié. Stanhope et Dubois arrangèrent ensemble les articles que le ministère espagnol accepta. Philippe V, délivré d'Albéroni, ne prit point de premier ministre en titre, et chargea Grimaldo du rapport des affaires en qualité de secrétaire des dépêches universelles.

Grimaldo, Biscaïeu, prit le nom de Grimaldi depuis sa fortune. C'était un homme de mérite, originairement commis dans les bureaux d'Orry, qui le fit connaître de la princesse des Ursins, et par elle du roi. Il parvint, par degrés, à être secrétaire de la guerre; car on étoit quelquefois, en Espagne, qu'un homme capable de remplir une place peut l'occuper

(1) Marguerite-Louise (mademoiselle d'Orléans), née en 1645, épouse Come III, duc de Toscane, en 1661; morte en 1724.

préférentiellement à un noble ignorant, qui ne pourrait pas se passer des subalternes; témoin Grimaldo, Patino, l'Ensenada.

Lorsque Albéroni s'empara du gouvernement d'Espagne, il en écarta les créatures de la princesse des Ursins. Grimaldo fut du nombre, conservant néanmoins son titre de secrétaire d'État, mais sans fonctions. Il avait mérité l'estime publique dans sa faveur; il la conserva et même l'augmenta dans sa disgrâce par l'attachement qu'il témoigna toujours pour la princesse des Ursins et Orry, les premiers auteurs de sa fortune. Modeste dans la faveur, il n'en fut point à changer de maintien après sa chute. Quoique Philippe V l'aimât, il n'osa le soutenir contre Albéroni et la reine; mais il le mandait quelquefois en secret, et le voyait avec plaisir. Grimaldo se trouva donc naturellement en place à la chute du premier ministre, et la reine ne put du moins lui refuser son estime.

Le régent, assuré de la paix au dehors, ne jouissait pas de la même tranquillité dans l'intérieur de l'État; l'illusion du système commençait à se dissiper. On vint insensiblement à comprendre que toutes ces richesses de papier n'étaient qu'idéales si elles ne portaient sur des fonds réels, et que des opérations qui peuvent convenir dans certaines conjonctures à un peuple libre sont pernicieuses dans une monarchie où l'abus du pouvoir dépend d'une maîtresse ou d'un favori. Les profusions du régent charmaient la cour et ruinaient la nation. Les grands payèrent leurs dettes avec du papier, qui n'était qu'une banqueroute légale. Ce qui était le fruit du travail et de l'industrie de tout un peuple fut la proie du courtisan oisif et avide.

Le papier perdit bientôt toute faveur par la surabondance seule : on chercha à le réaliser en espèces; au défaut de matières monnayées, on achetait, à quelque prix que ce fût, les ouvrages d'orfèvrerie, de meubles, et généralement tout ce qui pourrait conserver une valeur réelle après la chute des

papiers. Chacun ayant le même empressement, tout devint d'une cherté incroyable, et la rareté des espèces les faisait resserrer de plus en plus. Le gouvernement, voyant l'ivresse dissipée, et qu'il n'y avait plus de moyen de séduire, usa de violence. L'or, l'argent, les pierreries furent défendus. Il ne fut pas permis d'avoir plus de cinq cents livres d'espèces. On fit des recherches jusque dans les maisons religieuses. Il y eut des confiscations; on excita, on enconragea, on récompensa les dénonciateurs. Les valets trahirent leurs maîtres, le citoyen devint l'espion du citoyen; ce qui fit dire à milord Stairs qu'on ne pouvait pas douter de la catholicité de Law, puisqu'il établissait l'inquisition, après avoir déjà prouvé la *transubstantiation*, par le changement des espèces en papier. Quand le système n'aurait pas été pernicieux en soi, l'abus en aurait détruit les principes. On n'avait plus ni plan ni objet déterminé; au mal du moment on cherchait aveuglément un remède qui devenait un mal plus grand. Les arrêts, les déclarations se multipliaient; le même jour en voyait paraître qui se détruisaient les uns les autres.

Jamais gouvernement plus capricieux, jamais despotisme plus frénétique ne se virent sous un régent moins ferme. Le plus inconcevable des prodiges, pour ceux qui ont été témoins de ce temps-là, et qui le regardent aujourd'hui comme un rêve, c'est qu'il n'en ait pas résulté une révolution subite, que le régent et Law n'aient pas péri tragiquement. Ils étaient en horreur, mais on se bornait à des murmures; un désespoir sombre et timide, une consternation stupide, avaient saisi tous les esprits; les cœurs étaient trop avilis pour être capables de crimes courageux.

On n'entendait parler à la fois que d'honnêtes familles ruinées, de misères secrètes, de fortunes odieuses, de nouveaux riches étonnés et indignes de l'être, de grands méprisables, de plaisirs insensés, de luxe scandaleux.

La facilité, la nécessité même de porter sur soi des sommes considérables en papier, pour le négociier, rendaient les vols très-communs; les assassinats n'étaient pas rares. Il s'en fit un dont le châtimement juste et nécessaire fit une nouvelle dans une grande partie de l'Europe.

Antoine-Joseph, comte de Horn, âgé de vingt-deux ans, capitaine réformé dans la cornette blanche; Laurent de Mille, Piémontais, capitaine réformé dans le régiment de Breheanne, Allemand, et un prétendu chevalier d'Étampes (1), complotèrent d'assassiner un riche agioteur, et de s'emparer de son portefeuille. Ils se rendirent dans la rue Quincampoix, et, sous prétexte de négociier pour cent mille écus d'actions, conduisirent l'agioteur dans un cabaret de la rue de Venise, le 22 mars, vendredi de la Passion, et le poignardèrent. Le malheureux agioteur, en se débattant, fit assez de bruit pour qu'un garçon du cabaret, passant devant la porte de la chambre, où était la clef, l'ouvrit; et voyant un homme noyé dans son sang, il retira aussitôt la porte, la referma à deux tours, et cria au meurtre (2).

Les assassins, se voyant enfermés, sautèrent par la fenêtre. D'Étampes, qui faisait le guet sur l'escalier, s'était sauvé aux premiers cris et courut à un hôtel garni, rue de Tournon, où ils logeaient tous trois, prit les effets les plus portatifs et s'enfuit. Mille traversa toute la foule de la rue Quincampoix; mais, suivi par le peuple, il fut enfin arrêté aux Halles. Le comte de Horn le fut en tombant de la fenêtre. Croyant ses deux complices sauvés, il eut assez de présence d'esprit pour dire qu'il

(1) Ou Duierne, suivant la déclaration des deux condamnés, qui, ne le connaissant que depuis peu, savaient imparfaitement son nom. On sut depuis qu'il se nommait Lestang, âgé alors de vingt ans, et fils d'un banquier flamand. Il a erré, sous le nom de Grandpré, dans différents États, et a passé dans les Indes hollandaises. (D.)

(2) Voyez, sur ce crime, Barbier et Mathieu Marais, t. I.

avait pensé être assassiné en voulant défendre celui qui venait de l'être. Son plan n'était pas trop bien arrangé, et devint inutile par l'arrivée de Mille, qu'on ramena dans le cabaret et qui avoua tout. Le comte de Horn voulut en vain le méconnaître; le commissaire du quartier le fit conduire en prison. Le crime étant avéré, le procès ne fut pas long, et, dès le mardi saint, 26 mars, l'un et l'autre furent roués vifs en place de Grève.

Le comte de Horn était apparemment le premier auteur du complot; car, avant l'exécution, et pendant qu'il respirait encore sur la roue, il demanda pardon à son complice, qui fut exécuté le dernier, et mourut sous les coups.

J'ai su du chapelain de la prison une particularité qui prouve bien la résignation et la tranquillité d'âme du comte de Horn. Ayant été remis entre les mains du chapelain en attendant le docteur de Sorbonne, confesseur (1), il lui dit : *Je mérite la roue; j'espérais qu'en considération pour ma famille, on changerait mon supplice en celui d'être décapité; je me résigne à tout, pour obtenir de Dieu le pardon de mon crime.* Il ajouta tout de suite : *Souffre-t-on beaucoup quand on est roué?* Le chapelain, interdit de cette question, se contenta de répondre qu'il ne le croyait pas, et lui dit ce qu'il imagina de plus consolant.

Le régent fut assiégé de toutes parts pour accorder la grâce, ou du moins une commutation de peine. Le crime était si atroce qu'on n'insista pas sur le premier article; mais on redoubla de sollicitations sur l'autre. On représenta que le supplice de la roue était si infamant, que nulle fille de la maison de Horn ne pourrait, jusqu'à la troisième génération, entrer dans aucun chapitre.

Le régent rejeta les prières pour la grâce. Sur ce qu'on essaya de le toucher par l'honneur que le coupable avait de

(1) Guéret, curé de Saint-Paul, qui depuis l'a été de Damiens. (D.)

lui être allié par Madame : *Eh bien ! dit-il , j'en partagerai la honte ; cela doit consoler les autres parents.* Il cita à ce sujet le vers de Corneille :

Le crime fait la honte, et non pas l'échafaud ;

maxime vraie en morale , et fausse dans nos mœurs. Dans un État où la considération suit la naissance , le rang , le crédit et les richesses , tous moyens d'impunité , une famille qui ne peut soustraire à la justice un parent coupable est convaincue de n'avoir aucune considération , et par conséquent est méprisée ; le préjugé doit donc subsister. Mais il n'a pas lieu , ou du moins il est plus faible , sous le despotisme absolu ou chez un peuple libre , partout où l'on peut dire : Tu es un esclave comme moi , ou je suis libre comme toi. Chez le despote , l'homme condamné n'est censé coupable que d'avoir déplu. Dans un pays libre , le coupable n'est sacrifié qu'à la justice ; et quand elle ne fera acception de personne , la plupart des familles auront leur pendu , et par conséquent besoin d'une indulgence , d'une compassion réciproque. Alors , les fautes étant personnelles , le préjugé disparaîtra ; il n'y a pas d'autre moyen de l'éteindre.

Le régent fut près d'accorder la commutation de peine ; mais Law et l'abbé Dubois lui firent voir la nécessité de maintenir la sûreté publique dans un temps où chacun était porteur de toute sa fortune. Ils lui prouvèrent que le peuple ne serait nullement satisfait , et se trouverait humilié de la distinction du supplice pour un crime si noir et si public. J'ai souvent entendu parler de cette exécution , et ne l'ai jamais entendu blâmer que par des grands , parties intéressées ; et je puis dire que je n'ai pas dissimulé mon sentiment devant eux.

Lorsque les parents ou alliés eurent perdu tout espoir de fléchir le régent , le prince de Robec-Montmorency et le ma-

réchal d'Isenghen d'aujourd'hui, que le coupable touchait de plus près que d'autres, trouvèrent le moyen de pénétrer jusque dans la prison, lui portèrent du poison, et l'exhortèrent à se soustraire, en le prenant, à la honte du supplice; mais il le refusa. *Va, malheureux*, lui dirent-ils en se retirant avec indignation, *tu n'es digne de périr que par la main du bourreau.*

Je tiens du greffier criminel, qui m'a communiqué le procès, les principales circonstances.

Le comte de Horn était, avant son dernier crime, connu pour un escroc, et, de tous points, un mauvais sujet. Sa mère, fille du prince de Ligne, duc d'Arenberg, grand d'Espagne, et chevalier de la Toison; et son frère aîné, Maximilien-Emmanuel, prince de Horn, instruits de la mauvaise conduite du malheureux dont il s'agit, avaient envoyé un gentilhomme pour payer ses dettes, le ramener de gré, ou obtenir du régent un ordre qui le fît sortir de Paris; malheureusement il n'arriva que le lendemain du crime (1).

(1) La maison de Horn a pris son nom de la petite ville de Horn en Brabant, de l'ancien comté de Looz, dans la seigneurie de Liège, près et vis-à-vis de Ruremonde. Il y a eu trois branches de cette maison. Les deux premières sont éteintes. Le chef de la première épousa Anna d'Egmont, veuve de Joseph de Montmorency, seigneur de Nivello. N'en ayant point eu d'enfant, il adopta les deux Montmorency qu'elle avait eus de son premier mari, Philippe et Floris de Montmorency. Philippe fut celui à qui le duc d'Albe fit couper la tête en 1568. Floris, son frère, eut le même sort en Espagne, en 1570, pour avoir porté à Philippe II les plaintes des Pays-Bas contre l'établissement de l'inquisition. Leurs deux sœurs furent mariées dans la maison de Lallain. La seconde branche est pareillement éteinte. La troisième subsistait, en 1720, dans Maximilien-Emmanuel, prince de Horn, et son malheureux frère, Philippe-Emmanuel, prince de Horn, avait servi en France, en qualité de lieutenant général, aux sièges de Brisach et de Landau, à la bataille de Spire et à celle de Ramillies, où il reçut sept blessures et fut fait prisonnier. Lorsqu'à la paix d'Utrecht, les Pays-Bas passèrent à la maison d'Autriche, la maison de Horn reentra sous la domination de l'Empereur. (D.)

On prétendit que le régent ayant adjugé la confiscation des biens du comte de Horn au prince de Horn, son frère, celui-ci écrivit la lettre suivante :

Je ne me plains pas, monseigneur, de la mort de mon frère ; mais je me plains que Votre Altesse Royale ait violé, en sa personne, les droits du royaume, de la noblesse et de la nation. (Le reproche n'est pas fondé : l'assassinat prémédité est puni de la roue, sans distinction de naissance.) Je vous remercie de la confiscation de ses biens ; je me croirais aussi infâme que lui, si je recevais jamais aucune grâce de vous. J'espère que Dieu et le roi vous rendront un jour une justice aussi exacte que vous l'avez rendue à mon malheureux frère (1).

Dans le même temps que le régent sacrifiait le comte de Horn à la vindicte publique, il faisait faire, en Bretagne, un autre sacrifice à la tranquillité de sa régence. La chambre royale établie à Nantes fit le même jour, 26 mars, trancher la tête à quatre gentilshommes bretons (2), pour crime de lèse-majesté et de félonie. Il y en eut seize d'effligés, et un très-grand nombre d'autres dont le procès fut terminé par une amnistie. J'ai déjà parlé de cette affaire. Tous ces malheureux gentilshommes, dont la plupart ne se doutaient pas de ce dont il était question, furent les victimes des séductions de Cellamare et de la folie de la duchesse du Maine. Je n'ajouterai que peu de circonstances.

Toute la ville fut garnie de troupes ; défenses aux bourgeois de sortir de leurs maisons ; les canons du château tournés contre la ville. Montlouis, en montant sur l'échafaud, voyant

(1) Lemontey, *Histoire de la Régence*, prétend que cette lettre est apocryphe.

(2) De Guer-Pontcallet, de Montlouis, le Moyne, dit le chevalier de Talbouet, du Coëdic. (D.)

en pleurs ceux qui étaient autour, leur dit : *Mes compatriotes, nous mourons pour vous, priez Dieu pour nous.* D'Évry, rapporteur du procès, et qui vient de mourir, a dit plusieurs fois qu'il s'attendait à la grâce, après avoir vu rendre la liberté à la duchesse du Maine; ce qui prouve assez qu'elle était la principale coupable.

Le régent, ne sachant comment fournir au paiement des rentes et des pensions, dont ses profusions augmentaient tous les jours la masse, avait ordonné, par arrêt du conseil du 6 février, le remboursement en papier, ou la réduction à deux pour cent de toutes les rentes. Par édit du mois de mars suivant, toutes les constitutions de rentes furent fixées au même denier cinquante, comme si le prix de l'argent ne dépendait pas uniquement de sa rareté ou de son abondance. Le prince peut fixer le taux légal de l'intérêt, mais il ne peut contraindre les prêteurs. Le parlement refusa d'enregistrer tant l'arrêt que l'édit, et fit des remontrances qui ne constataient que le droit d'en faire, et leur inutilité. Le premier président, encore dans la crise de son entrevue avec le régent, feignit d'être malade, pour ne pas se trouver en opposition avec le prince ou avec le parlement. Nous le verrons repaître, quand il trouvera les conjonctures favorables pour lui. Elles ne tardèrent pas.

Tous les gens de la cour, obérés de dettes, s'en étaient libérés avec du papier, qui ne leur avait coûté que des bassesses. L'honnête bourgeoisie était ruinée, et l'on exerça sur le bas peuple des violences inouïes, à l'occasion du Mississipi, aujourd'hui la Louisiane. Law, voyant bien qu'il fallait donner aux actions un fondement du moins fictif, le fit porter sur les prétendues richesses qui revindraient du Mississipi. C'était, disait-il, une terre de promission, abondante en denrées de toutes espèces, en mines d'or et d'argent. Il ne s'a-

gissait plus que d'y envoyer des colons, qui, en s'y enrichissant eux-mêmes, seraient encore les auteurs des richesses de la France.

Cet appât ne réussissant pas, on prit tous les garnements et les filles perdues qui étaient dans les prisons et les maisons de force, et on les fit embarquer. On se saisit ensuite des gens sans aveu; et, comme ceux qu'on emploie pour purger une ville de coquins n'en diffèrent guère, sous prétexte de vagabonds, on enleva une quantité d'honnêtes artisans et de fils de bourgeois. Les archers en mettaient en chartre privée, et leur faisaient racheter leur liberté. Les excès allèrent si loin, que la patience du peuple s'en lassa. On repoussa les archers, il y en eut de tués; et le ministère, intimidé à son tour, fit cesser cette persécution odieuse. On sut depuis que presque tous les malheureux, conduits à main armée, livrés pour toute subsistance à la charité des provinces qu'on leur faisait traverser, avaient péri en route, dans la traversée ou dans la colonie.

Le régent et Law ne sachant plus à quoi recourir pour faire face aux effets royaux, le conseil donna, le 21 mai, ce fameux arrêt, qui les réduisait tous à la moitié de leur valeur. Les cris furent universels, quand on vit, par cette réduction, le peu de fond qu'il y avait à faire sur l'autre moitié.

Le premier président, voyant que le régent avait perdu terre, et que tous les citoyens étaient dans un accès de fureur, reparut sur la scène et assembla le parlement; mais le régent envoya, dès le 27, la Vrillière, secrétaire d'État, suspendre toutes délibérations, et annoncer un nouvel arrêt du conseil, qui fut publié le lendemain, pour rendre aux effets toute leur valeur.

Le coup était porté. La confiance s'inspire par degrés; mais un instant la détruit, et il est alors comme impossible de la rétablir : aussi ne put-elle se relever. Le régent fut si effrayé lui-même des cris, des rumeurs, des imprécations, des libelles

mérités, qu'il essaya de rejeter totalement sur Law la haine publique, en lui ôtant l'administration des finances; et, lorsqu'on le lui amena au Palais-Royal, il refusa hautement de le voir; mais, le soir même, il le fit introduire par une porte secrète, pour lui donner quelques consolations et lui faire des excuses. Comme la conduite de ce prince était aussi inégale qu'inconséquente, deux jours après il mena avec lui Law à l'Opéra. Cependant, pour le mettre à couvert de la fureur du peuple, il lui donna une garde de Suisses dans sa maison. La précaution n'était pas inutile; Law avait été assailli de coups de pierres dans son carrosse, et, pour peu qu'il eût été loin de chez lui, il aurait été lapidé. Sa femme et sa fille pensèrent avoir le même sort au Cours, où elles eurent l'imprudence de se montrer sans faire attention que la multitude n'est pas composée de courtisans. D'ailleurs, la qualité d'étranger, en France et dans quelque État que ce soit, aggrave bien les torts d'un ministre. Si Richelieu eût été Italien, il aurait peut-être parmi nous, malgré les éloges de l'Académie, un aussi mauvais renom que le cardinal Mazarin, quoique d'un autre genre.

Le régent se faisait intérieurement assez de justice pour sentir qu'il avait plus de reproches à se faire qu'à Law. Celui-ci se réfugia au Palais-Royal, parce que l'émeute populaire se renouvela plusieurs fois contre lui. Il imputait la chute de son système au garde des sceaux, qui, forcé de céder l'administration des finances, en avait barré toutes les opérations, et conseillé l'arrêt du 21 mai.

Dubois, à qui le système avait procuré tant d'argent, et qui en espérait encore, appuya le ressentiment de Law, et l'un et l'autre déterminèrent le régent à rappeler le chancelier d'Arguesseau. Law et le chevalier de Conflans, premier gentilhomme de la chambre du régent, allèrent ensemble le chercher à Fresnes, pendant que Dubois allait, de la part du ré-

gent, demander à d'Argenson les sceaux, qui furent rendus au chancelier, dont la réputation reçut une telle atteinte d'avoir été ramené par Law, qu'elle ne reprit que très-difficilement son premier lustre.

Les honneurs de garde des sceaux furent conservés à d'Argenson. Ces distinctions et la fortune pécuniaire qu'il s'était procurée (car il était né très-pauvre) ne le préservèrent pas de la maladie de ministre disgracié, espèce de spleen qui les saisit presque tous, et dont la plupart périssent.

Dès le moment que le contrôle général fut ôté à Law, qui ne conserva que la banque et la compagnie des Indes, le Peletier des Forts (1) fut nommé commissaire général des finances, et eut pour adjoints d'Ormesson et Gaumont.

Le régent, pour gagner la faveur du public, on en diminuer la haine, parut d'abord associer le parlement à ses opérations. Par arrêt du conseil du 1^{er} juin, il fut permis d'avoir chez soi telle somme d'argent qu'on voudrait; mais peu de personnes étaient en état d'user de la permission. Cinq députés du parlement furent admis à conférer avec les commissaires des finances. Pour retirer les billets de banque, on créa vingt-cinq millions de rentes sur la ville, dont le fonds était à deux et demi pour cent, et les billets constitués étaient brûlés publiquement à l'hôtel de ville. Mais cela ne donnait pas aux particuliers l'argent nécessaire pour les besoins pressants et journaliers. Les denrées les plus communes étant montées à un prix excessif, et les billets refusés par tous les marchands, on fut obligé de distribuer, à la Banque, un peu d'argent aux porteurs de billets. La foule y fut si grande, qu'il y eut plusieurs personnes étouffées; on porta trois corps morts à la porte du Palais-Royal. Ce spectacle fit une telle impression, que tout

(1) Michel-Robert le Peletier des Forts, comte de Saint-Fargeau, né en 1675, contrôleur général des finances en 1726, ministre d'Etat en 1729, mort en 1740.

Paris fut prêt à se soulever. Leblanc, secrétaire d'État, y accourut, manda le guet et la garde des Tuileries ; mais , en attendant leur arrivée , il prit son parti en homme d'esprit , et , apercevant sept ou huit hommes robustes qui pouvaient très-bien figurer dans une révolte populaire , et même la commencer : *Mes enfants*, leur dit-il tranquillement, *prenez ces corps, portez-les dans une église, et revenez promptement me trouver pour être payés.* Il fut obéi sur-le-champ, et les troupes , qui arrivèrent , dispersèrent par leur seule présence la multitude, qui n'avait plus devant les yeux les cadavres capables de faire tant d'impression. Une partie de la populace avait déjà quitté le Palais-Royal, pour suivre les corps qu'on emportait, soit par une curiosité machinale, soit pour participer à la récompense promise. Le même jour, on publia une ordonnance qui défendait au peuple de s'attrouper sous les peines les plus rigoureuses.

Le gouvernement était si dépravé, qu'aucun honnête homme n'y avait de confiance. On brûlait depuis quelques jours, à l'hôtel de ville, les billets qu'on retirait du public ; Trudaine, prévôt des marchands, en présence de qui cela se faisait, aux yeux de tout le corps municipal, crut remarquer des numéros qui lui avaient déjà passé entre les mains, et manifesta assez crûment ses soupçons. Trudaine était un homme d'un esprit droit, plein d'honneur et de justice, de mœurs sévères, élevé dans l'esprit et les principes de l'ancienne magistrature, ennemi des routes nouvelles, et encore plus de celles qui lui paraissaient obliques, dès là frondeur du système, nullement politique, même un peu dur ; son fils, avec plus de lumières, lui ressemble assez ; c'est une bonne race.

Les soupçons du prévôt des marchands pouvaient être mal fondés, mais ils ressemblaient si fort à la vérité, sa place influait tellement sur la confiance publique, que le régent la lui

ôta, et la donna à Châteauneuf. On représenta inutilement qu'il était contre toute règle de déplacer un prévôt des marchands avant la fin de sa prévôté, et contre toutes les lois municipales d'y placer un étranger (1); que cette injustice faite à un homme vertueux et cher au peuple accrédirait la défiance, loin de la détruire. Les règles n'arrêtaient guère le régent; ainsi Trudaine fut déposé, et le seul qui ne fut point touché de cette injustice.

L'agio, trop resserré dans la rue Quincampoix, avait été transféré à la place Vendôme : là, s'assemblaient les plus vils coquins et les plus grands seigneurs, tons réunis et devenus égaux par l'avidité. On ne citait guère à la cour que le chancelier, les maréchaux de Villeroy et de Villars, les ducs de Saint-Simon et de la Rochefoucauld, qui se fussent préservés de la contagion. Le maréchal de Villars, fanfaron des qualités mêmes qu'il avait, traversant un jour la place dans un carrosse brillant, chargé de pages et de laquais, voulut tirer pour sa vanité quelque profit de son désintéressement. Sa marche étant retardée par la foule, il mit la tête à la portière, déclama contre la honte de l'agio, l'opprobre de la nation; ajoutant que, pour lui, il était bien intact sur l'argent. Il partit à l'instant une huée générale de gens qui crièrent : *Et les sauvegardes ! et les sauvegardes !* dont le maréchal avait tiré grand parti, quand il commandait l'armée. Ces cris, qui se répétaient par écho d'un bout de la place à l'autre, imposèrent silence au maréchal, qui se renfonça dans son carrosse, passa comme il put, et ne revint plus haranguer.

Monsieur le duc, se vantant un jour ingénument de la quantité d'actions qu'il possédait, Turmenies, garde du trésor

(1) Castagnères de Châteauneuf était né à Chambéry en Savoie; il avait été premier président de la cour supérieure de cette ville, puis naturalisé en France, ambassadeur en Portugal, en Hollande, à la Porte, et président de la chambre royale de Nantes. (D.)

royal, homme d'esprit, et qui s'était acquis un droit on un usage de familiarité avec les princes mêmes, lui dit : *Monsieur, deux actions de votre aïeul valent mieux que toutes celles-là.* Monsieur le duc en rit, de peur d'être obligé de s'en fâcher. Ce même Turmenies, se trouvant à l'arrivée du comte de Charolais après trois ans de voyage, s'empressait, avec beaucoup d'autres, de marquer sa joie. A peine ce prince les regarda-t-il ; sur quoi Turmenies, se tournant vers l'assemblée : *Messieurs, dit-il, dépensez bien de l'argent à faire voyager vos enfants, voilà comme ils en reviennent !*

Le comte de Charolais, en arrivant, entra au conseil de régence, et ne le fortifia pas.

Le chancelier se trouvant incommodé du tumulte de l'agio dans la place Vendôme, où est la chancellerie, le prince de Carignan, plus avide d'argent que délicat sur sa source, offrit son hôtel de Soissons. Il fit construire dans le jardin une quantité de petites baraques, dont chacune était louée cinq cents livres par mois : le tout rapportait cinq cent mille livres par an. Pour obliger les agioteurs de s'en servir, il obtint une ordonnance qui, sous prétexte d'établir la police de l'agio et de prévenir la perte des portefeuilles, défendait de conclure aucun marché ailleurs que dans ces baraques.

Le parlement, depuis que ses députés conféraient avec les commissaires des finances, se flattait déjà de participer à l'administration ; cette illusion ne dura pas. Un édit portant attribution de tout commerce à la compagnie des Indes fut porté au parlement pour y être enregistré, le 17 juillet, le jour même qu'il y eut des gens étouffés. Pendant qu'on discutait cette affaire avec chaleur, le premier président sortit un moment, dit en rentrant ce qui venait d'arriver à la Banque, et que le carrosse de Law avait été mis en pièces. Tous les magistrats, se levant en pied, avec un cri de joie peu digne de la gravité de la séance : *Et Law est-il déchiré par mor-*

ceux ? Le premier président répondit qu'il ignorait les suites du tumulte. Tout la compagnie rejeta l'édit, et rompit la séance, pour courir aux nouvelles.

Le régent, outré du peu de complaisance du parlement, assembla, le jeudi 18, un conseil secret où il fut résolu de transférer le parlement à Blois. Le chancelier y opina comme les autres, avec l'embarras d'un homme ennuyé de l'exil et qui craint d'y retourner. Il obtint cependant du régent, après le conseil, de choisir Pontoise au lieu de Blois (1).

Le dimanche 21, sans que rien eût transpiré, plusieurs compagnies des gardes s'emparèrent, dès quatre heures du matin, des cours et des dehors du Palais; une partie des mousquetaires occupa la grand'chambre, et d'autres l'hôtel du premier président, tandis que leurs camarades portaient à tous les magistrats ordre de se rendre à Pontoise.

Cette translation du parlement à sept lieues de Paris, loin de relever l'autorité, la rendit ridicule, et devint une scène comique par les circonstances qui l'accompagnèrent. Dès le soir, le régent fit porter au procureur général cent mille livres en argent et autant en billets, pour en aider ceux qui en avaient besoin. Le premier président eut une somme encore plus forte pour soutenir sa table, et tira à diverses reprises plus de cinq cent mille livres du régent, de sorte que la séance de Pontoise devint une sorte de vacance de plaisir.

Le premier président tenait table ouverte, et ceux qui, par incommodité ou autrement, désiraient de rester chez eux, envoyaient à la première présidence chercher ce qu'ils voulaient. L'après-midi, des tables de jeu dans les appartements, des calèches toutes prêtes dans les cours pour ceux et celles qui préféraient la promenade. Le premier président montait

(1) Voyez dans Barbier et dans Marais, t. I, les détails de cette translation. M. Demarsy a publié dernièrement le *Journal d'un cordelier de Pontoise* pendant l'exil du parlement dans cette ville.

dans la plus distinguée, et de là nommait, au milieu de la compagnie rangée sur son passage, ceux qui devaient l'accompagner; en conséquence, *Messieurs* trouvaient que le premier président était le plus grand homme qu'il y eût eu dans sa place. Le soir, un souper somptueux et délicat pour toutes les jolies femmes et les hommes du bel air qui, dans cette belle saison, venaient journellement de Paris et y retournaient la nuit. Les fêtes, les concerts, se succédaient perpétuellement. La route de Pontoise était aussi fréquentée que celle de Versailles l'est aujourd'hui. Il n'eût peut-être pas été impossible d'y amener le régent. Il fournissait aux plaisirs de ces exilés, qui en faisaient des plaisanteries plus indécentes que légères. Il ne se jugea presque point d'affaires, et il n'y eut que les plaideurs qui souffrirent de l'aventure.

La chambre des comptes, la cour des aides, le grand conseil et l'université envoyèrent des députés à Pontoise complimenter le parlement. Il en fut fait registre, et le 15 août la chambre des comptes et la cour des aides affectèrent, à la procession du vœu de Louis XIII, de laisser vide la place du parlement.

Comme il fant une déclaration du roi pour la chambre des vacations, le premier président, ne la voyant point arriver, prit le parti, après quinze jours d'attente inutile, de venir trouver le régent, et de lui demander s'il ne pensait pas à donner cette déclaration. Le prince lui répondit qu'elle était toute prête; et le jour même il parut un arrêt du conseil pour l'établissement d'une chambre royale, composée de conseillers d'État et de maîtres des requêtes, avec attribution des procès évoqués au conseil, et des causes civiles et criminelles du parlement, sous le nom de chambre des vacations (1). Là-

(1) Cette chambre, appelée *chambre royale*, fut établie au couvent des Grands-Augustins, à l'endroit où se tient aujourd'hui le marché de la volaille.

dessus, les magistrats de Pontoise prirent leurs vacances; il n'y resta qu'un président de chaque chambre et quelques conseillers.

Le régent avait trouvé inutile de nommer au parlement une chambre des vacations, qui ne terminerait pas plus d'affaires que le corps entier, qui avait refusé d'enregistrer une déclaration du 4 août, au sujet de la conciliation des évêques sur la constitution.

Le fond de cette affaire était aussi indifférent au régent qu'à beaucoup d'autres; mais l'abbé Dubois y prenait un intérêt très-vif. Sa nouvelle dignité d'archevêque de Cambrai fortifiait ses espérances et ses moyens d'arriver au chapeau de cardinal. Il n'osait encore s'en ouvrir publiquement, mais il n'en était pas moins sûr, comme on l'a vu, de l'agrément et même de la sollicitation du régent. Ce prince avait dit à ses familiers : *Si ce coquin était assez fou, assez insolent pour penser au cardinalat, je le ferais jeter par les fenêtres*; mais il ne s'était guère plus obligeamment expliqué sur l'archevêché de Cambrai, et avait fini par l'accorder. Il n'était donc question que de préparer les voies du côté du pape.

Dubois, puissant en argent, en crédit, en intrigues, entretenait à Rome plusieurs agents qui ne se connaissaient pas les uns les autres. L'abbé de Gamache, notre auditeur de rote (1), découvrit le manège. Piqué du mystère qu'on lui faisait de cette affaire, il la traversa de son mieux. Il avait de plus un intérêt personnel : avec beaucoup de mérite, d'esprit et d'étude, il s'était tellement distingué, qu'il était à la tête de

(1) La rote est un tribunal composé de douze ecclésiastiques : trois romains, un milanais, un polonais, un ferrarais, un vénitien, un français, deux espagnols et un allemand. L'Académie de la Crusca tire l'étymologie de rote de ce que les juges y servent tour à tour. Duncange prétend que ce nom vient de ce que le pavé de la chambre est fait de pièces de porphyre en forme de roue. (D.)

la rote. Il s'était fait un nombre d'amis considérables et aspirait lui-même au chapeau, à l'exemple des cardinaux de la Trémouille et de Polignac, à qui la rote en avait ouvert le chemin. Il se livra totalement à la cour de Rome, la regarda comme sa patrie, et résolut de sacrifier tout à son ambition.

Les agents de Dubois l'instruisirent de ce qui se passait. Il entra en fureur, et sur-le-champ envoya un ordre de rappel à Gamache. Celui-ci commença par s'excuser et se plaindre du pen de confiance qu'on lui marquait : Dubois rejeta les excuses, et réitéra plus durement l'ordre de revenir. Alors Gamache leva le masque, répondit fièrement à Dubois que le rappel d'un auditeur de rote ne dépendait nullement d'un ministre ; que le feu roi, en le nommant, avait consommé son pouvoir ; qu'aujourd'hui lui Gamache était magistrat d'un des premiers tribunaux du monde ; qu'il faudrait un crime prouvé pour déposséder un auditeur ; que le pape, seul souverain de Rome et de la rote, serait juge d'un tel procès, s'il pouvait y avoir lieu d'en intenter à un homme irréprochable dans la doctrine, la conduite et les mœurs.

A la lecture de cette lettre, Dubois fit un bond de rage et se livra à tous ses transports furieux : c'était sa recette pour purger son humeur, après quoi il devenait calme, capable de conseil et même de prudence.

Le procédé de Gamache, le comble de la folie et de l'insolence à l'égard de la France, lui faisait un mérite à Rome. Tout autre ministre qu'un aspirant au chapeau eût obligé Gamache de revenir, l'eût puni, ou du moins l'eût réduit, par la saisie de ses biens, à la condition d'un banni. Mais Dubois n'avait garde de se déclarer le défenseur des maximes du royaume contre les chimères ultramontaines, dans un moment où il devait paraître les respecter. Il craignait de plus d'ébruiter ses prétentions ; il savait que Gamache avait des amis dans le sacré collège et dans la domesticité intime du pape. Il prit le

parti de le gagner, et lui écrivit à l'instant qu'il ne l'avait fait rappeler que pour le placer convenablement et à sa naissance et à son mérite, en lui donnant l'archevêché d'Embrun. Gamache, qui, après s'être fait craindre de Dubois, n'était pas fâché de s'en faire un ami, répondit par une lettre de reconnaissance, mais refusa l'archevêché, satisfait, disait-il, de rester auditeur de rote, et offrit ses services pour les vues de Dubois. Dès ce moment, les deux ambitieux s'entendirent à merveille : Gamache fut très-utile au ministre pour le chapeau, et y serait parvenu lui-même si la mort ne l'eût pas arrêté dans sa course.

Dubois, voulant plaire au pape et se signaler par un service éclatant, avait résolu de faire accepter la constitution. N'ayant pas trouvé dans le parlement les facilités qu'il désirait pour l'enregistrement de la déclaration, il crut que le grand conseil suppléerait au parlement, et persuada le régent que cela aurait le même effet.

On ne peut pas se conduire plus militairement qu'on le fit dans cette affaire. Le régent, par le conseil de Dubois, fit lire la déclaration au conseil, et, sans prendre les voix, la regarda comme approuvée.

On suivit à peu près le même procédé au grand conseil. Le régent, ne se flattant pas que les magistrats de ce tribunal se prêtassent à un enregistrement pur et simple, se fit accompagner des princes, des ducs et pairs, des maréchaux de France ; ces derniers, comme officiers de la couronne, ont voix dans ce tribunal, quand ils y accompagnent le chancelier, au lieu qu'ils ne l'ont au parlement qu'en vertu de la présence du roi qu'ils y suivent. En effet, plusieurs magistrats opinèrent avec force contre la déclaration ; un d'eux, nommé Perelle, alléguant les principes dont il appuyait son avis, le chancelier lui demanda où il avait trouvé de telles maximes ; Perelle répondit froidement : *Dans les plaidoyers*

de feu monsieur le chancelier d'Aguesseau. Cependant le cortège du régent étant supérieur en nombre aux magistrats, la déclaration fut enregistrée, et il n'y eut personne qui ne regardât cet enregistrement comme un acte forcé qui n'avait rien de solide; le pape même n'en fut pas satisfait. La cour de Rome, plus attachée qu'aucune autre à ses maximes, savait combien une opinion nationale a de pouvoir sur les peuples; c'est en France le fondement le plus solide de la loi salique. Un enregistrement libre fait au parlement semble parmi nous la sanction de la loi, et cette cour est seule en droit ou en possession de faire observer ses décisions par les tribunaux inférieurs.

Dubois ne fut pas longtemps à s'apercevoir qu'il n'avait rien fait pour Rome ni pour lui-même, et qu'il avait compromis son maître; mais comment revenir sur ses pas? Il s'était joint à Law pour persuader au régent que les parlements, loin d'être utiles, étaient un obstacle continuel aux opérations du gouvernement, qu'il fallait les supprimer et rembourser toutes les charges en billets de banque, c'est-à-dire leur faire banqueroute, et qu'alors le roi serait véritablement le maître: comme si le pouvoir arbitraire ne détruisait pas toute monarchie!

Ce projet avait déjà été proposé, et l'on était sur le point de l'exécuter, lorsque l'intérêt même de l'abbé Dubois contribua à le faire échouer, et voici comment:

Le cardinal de Noailles s'était engagé à donner un mandement d'acceptation de la bulle, avec des explications, aussitôt que la déclaration sur la conciliation des évêques aurait été enregistrée. L'abbé Menguy, conseiller au parlement, homme du premier mérite, ami intime du cardinal, fut instruit des desseins qu'on avait contre le parlement. Il fit sentir à son ami qu'il pouvait rendre le plus grand service à l'État en refusant de publier son mandement si la déclaration n'était en-

registrée au parlement, et lui détailla toutes les raisons dont il pouvait s'appuyer contre le régent, à qui l'on avait persuadé que la paix de l'Église dépendait de la publication de ce mandement. Le cardinal saisit cette ouverture, et alléguait au régent tout ce qu'on pouvait dire contre l'enregistrement du grand conseil.

D'un autre côté, le secrétaire d'État Leblanc servit très-bien le parlement, qui le lui rendit dans la suite, sous le ministère de monsieur le duc. Leblanc fit entendre à Dubois combien il importait à la cour de Rome que le parlement fût le garant de la conciliation des évêques, et Dubois travailla sur ce plan à ramener le régent en faveur du parlement, et eut besoin de tout l'ascendant qu'il avait sur l'esprit de ce prince. Le régent, qui n'avait foi à la probité de personne, et qui avait des preuves de la scélératesse de Dubois, lui avait cependant donné toute sa confiance. Celui-ci ne se l'était pas acquise par l'hypocrisie : s'il avait osé parler de vertu, il aurait indigné un prince qui le connaissait à fond ; mais il était venu à bout de lui persuader que lui Dubois, n'ayant d'existence que par son maître, il lui était attaché par un intérêt inséparable, *d'autant plus*, ajoutait-il, *que le déchet de votre autorité serait ma perte. Signez cela, monseigneur*, lui disait-il un jour en lui présentant un mémoire dont le régent lui demandait l'explication, *signez, vous savez que j'ai un instinct qui n'est que pour vous, et qui doit vous convaincre de la bonté de ce que je vous présente.*

Ainsi, le cardinal de Noailles en résistant modestement au régent, et Dubois en le flattant, le plus saint et le plus scélérat des prélats, sans se concerter (car ils n'étaient pas faits pour traiter ensemble), concouraient au même but.

Dubois était trop adroit pour proposer d'emblée un second enregistrement de la déclaration, encore moins le rappel du

parlement, après avoir exalté l'autorité du grand conseil et concouru avec ceux qui voulaient anéantir le parlement. Il commença par dire au régent que le mandement promis par le cardinal de Noailles était absolument nécessaire pour la pacification de l'Eglise. Le régent manda le cardinal, et le somma de tenir sa parole. Le cardinal se retrancha sur l'enregistrement de la déclaration, qui ne pouvait être valable qu'au parlement. Le régent, qui dans ce moment même s'occupait des moyens de supprimer cette compagnie, s'échauffa contre le cardinal; celui-ci, sans sortir du respect, persista dans son refus, ajouta qu'il donnerait plutôt sa démission que son mandement, et qu'après quarante ans d'épiscopat, il se trouverait heureux de sortir d'un monde rempli d'iniquités.

Le régent, soupçonnant que le cardinal était de concert avec le parlement, résolut de se porter aux dernières extrémités contre une compagnie qui, disait-il, voulait lui faire la loi. Monsieur le duc, Law et tous les apôtres du système l'enflammèrent de plus en plus; des membres même du parlement, tels que le président de Blamont, qui, après s'être fait exiler comme citoyen, était devenu espion du régent, fournirent des mémoires sur la forme qu'on pourrait donner à la justice, en supprimant le parlement. Cependant les choses n'étaient pas encore assez arrangées pour effectuer ce projet, et l'on était à la veille de la rentrée du parlement à Pontoise.

Le 11 novembre, tous les magistrats reçurent une lettre de cachet, portant ordre de se rendre à Blois pour y ouvrir la séance du parlement le 2 décembre. Aussitôt le chancelier, que la précipitation française accusait de faiblesse, alla trouver le régent, lui dit qu'il n'était plus temps de dissimuler les malheurs de l'État; que, ne pouvant faire le bien ni ré-

parer le mal, il venait remettre les sceaux. Le régent, étonné, refusa d'accepter la démission, et le pria d'attendre du moins quelques jours pour se déterminer.

Le cardinal, qui pouvait jouer alors le rôle le plus brillant, s'il avait eu l'orgueil d'un chef de parti, donna le lendemain son mandement, de peur que sa résistance ne fût imputée au parlement, et afin qu'il ne restât au régent aucun prétexte à la translation à Blois. Le cardinal venait de quitter ce prince, à qui il avait remis son mandement, lorsque le chancelier arriva pour ratifier sa démission. Le régent, touché du procédé du cardinal et de la fermeté respectueuse du chancelier, pria celui-ci d'attendre encore, parce que les choses pourraient s'arranger.

Ce jour-là même, la Vrillière, Leblanc et Dubois, qui, sans se montrer, les secondait, firent conseiller au premier président d'aller saluer le régent, sous prétexte de prendre congé avant de partir pour Blois.

Le premier président, suivi de vingt-deux présidents ou conseillers, se rendit au Palais-Royal, où il trouva le régent au milieu des ennemis du parlement, qui, prévoyant les suites de cette démarche, avaient chacun le maintien assorti à son caractère. Monsieur le duc était très-embarrassé de paraître à la fois l'ami du parlement et celui de Law. Le duc de la Force, trop connu pour se flatter d'en imposer, ne dissimulait point ses craintes. Law, de peur de céder à la faiblesse, affichait l'insolence; né pour les succès ou les catastrophes, il paraissait préparé à tous les événements.

Le premier président, après avoir parlé de la soumission des parlements aux ordres du roi, représenta combien de familles allaient souffrir de l'éloignement du parlement, et entra, sur ce sujet, dans quelques détails qui donnèrent lieu au régent de répondre qu'il n'avait pas prévu ces inconvénients; de sorte qu'après plusieurs plaintes vagues des procédés des

magistrats, dont il exceptait toujours ceux qui étaient présents, il dit à la Vrillière d'expédier de nouveaux ordres pour Pontoise, au lieu de Blois.

Quelque démarche que des particuliers fassent en faveur d'un corps, elle n'a jamais l'approbation générale. Ceux qui ne s'étaient pas trouvés au Palais-Royal taxaient cette visite de bassesse, prétendaient que c'était faire sa cour aux dépens des absents, et qu'une telle députation n'aurait dû se faire que par ordre du corps. Le premier président et ceux qui l'avaient accompagné répondaient que tout particulier est libre de faire une visite de politesse ou de respect; qu'ils n'avaient point parlé au nom du parlement, puisqu'ils avaient traité le régent de monseigneur, titre que ne lui donnait pas le corps; qu'en surplus, toute la compagnie recueillait le fruit d'une démarche particulière, puisque le régent, en lui renvoyant la déclaration, faisait un aveu authentique d'avoir excédé son pouvoir en s'adressant au grand conseil.

Cependant ce qui n'était qu'humeur pouvait faire un schisme dans la compagnie. L'abbé Menguy avait eu beaucoup de part à la réunion; l'abbé Pucelle, ami d'estime, mais rival de réputation de l'abbé Menguy, pouvait prendre un avis contraire.

Le parlement fit sa rentrée à Pontoise le 25 novembre. Avant de proposer la déclaration, on employa plusieurs jours à gagner l'abbé Pucelle, et lorsqu'on eut concerté avec lui les modifications qu'il voulait à l'enregistrement pour mettre les appelants à couvert de toute violence, on ne trouva plus d'obstacle.

Dans les compagnies les plus nombreuses, il ne se trouve guère que deux ou trois personnes qui décident de tout; ce qui prouve qu'il n'y a point de corps qui ne tende à la monarchie. Le parlement enregistra la déclaration le 4 décembre, fut rappelé le 16, et reprit, le 20, ses fonctions à Paris.

Les affaires s'étaient si fort accumulées par le peu de travail

du parlement à Pontoise, que la chambre établie aux Augustins continua de juger beaucoup de procès, même depuis le retour du parlement, et se fit honneur par son expédition et son intégrité.

Le rappel du parlement décidait l'expulsion de Law, qui partit prudemment, deux jours avant la rentrée, dans une chaise aux armes de monsieur le duc, accompagné de quelques valets de livrée de ce prince, qui servaient d'une espèce de sauvegarde, et, à tout événement, muni de passe-ports du régent. Cela n'empêcha pas d'Argenson l'ainé, intendant de Maubeuge, de l'arrêter à son passage dans Valenciennes, et d'en donner avis par un courrier, qu'on lui renvoya sur le champ, avec la plus vive réprimande de n'avoir pas déféré aux passe-ports (1).

Law était Écossais, gentilhomme ou non, mais se donnant pour tel comme tous les étrangers. Grand, bien fait, d'une figure agréable et noble, de beaucoup d'esprit, d'une politesse distinguée avec de la hauteur sans insolence. Il y avait chez lui plus d'ordre et de propreté que de luxe. Sa femme, ou plutôt celle qui passait pour l'être, car on a su depuis qu'ils n'étaient pas mariés, était une Anglaise de qualité, d'un caractère altier, et que les bassesses de nos petites ou grandes dames rendirent bientôt impertinente (2). Après avoir parcouru l'Allemagne et l'Italie, il se fixa à Venise, où il est mort. Son système a été et a dû être pernicieux pour la France. Law ne connut ni le caractère de la nation, ni celui du prince à qui il eut affaire. Le bouleversement des fortunes n'a pas été le plus malheureux effet du système et de la régence : une admi-

(1) Voyez, sur cette arrestation, les *Mémoires* de d'Argenson, publiés par M. Rathery.

(2) Elle se nommait Catherine Knowless, et avait une tache de vin sur la figure. — Voyez, sur elle, Saint-Simon, t. XXXIV, p. 183 et 184.

nistration sage aurait pu rétablir les affaires; mais les mœurs, une fois dépravées, ne se rétablissent que par la révolution d'un État, et je les ai vues s'altérer sensiblement. Dans le siècle précédent, la noblesse et le militaire n'étaient animés que par l'honneur; le magistrat cherchait la considération; l'homme de lettres, l'homme à talent, ambitionnaient la réputation; le commerçant se glorifiait de sa fortune, parce qu'elle était une preuve d'intelligence, de vigilance, de travail et d'ordre; les ecclésiastiques qui n'étaient pas vertueux étaient du moins forcés de le paraître. Toutes les classes de l'État n'ont aujourd'hui qu'un objet, c'est d'être riches, sans que ni que ce soit fixe les bornes de la fortune où il prétend.

Avant la régence, l'ambition d'un fermier général était de faire son fils conseiller au parlement; encore fallait-il, pour y réussir, que le père eût une considération personnelle. Nous venons de voir un conseiller clerc et même sous-diacre, le gendre de Villemorien, quitter sa charge pour entrer dans la finance. Je ne doute pas qu'il n'y ait eu dans tous les temps des magistrats assez vils pour avoir la même avarice; mais ils n'auraient osé la manifester, et, s'ils l'avaient fait, il y aurait eu un arrêté pour exclure du parlement les descendants de ces misérables déserteurs; au lieu que cette infamie a fait, de nos jours, très-peu de sensation; je l'ai même entendu excuser.

J'ai vu, dans ma jeunesse, les bas emplois de la finance être des récompenses de laquais. On y trouve aujourd'hui plus de gentilshommes que de roturiers. Il reste encore en Bretagne un cruel monument du mépris qu'on a eu pour la finance. La plus vile fonction de la société ne prive pas un gentilhomme de l'entrée aux états; au lieu que le plus superbe financier en est exclu, et ne rentre dans les droits de sa naissance, s'il en a, qu'en abjurant son état.

Nos lois sont toujours les mêmes; nos mœurs seules sont altérées, se corrompent de jour en jour, et les mœurs, plus que les lois, font et caractérisent une nation.

Terminons cette année par quelques faits particuliers. L'inimitié régnait toujours entre le roi d'Angleterre et le prince de Galles, et la nation se partageait entre le père et le fils. Celui-ci fut obligé de sortir de Londres, et à peine avait-il de quoi subsister. Le parlement y pourvut en lui assignant une pension considérable, et fut près d'attaquer, à ce sujet, les ministres du père. Ils le craignirent et engagèrent le roi à se prêter à une réconciliation vraie ou apparente. Enfin, l'accommodement se fit par l'entremise de la princesse de Galles, dont le mérite lui avait attaché tous les Anglais. Si tout ressentiment ne fut pas éteint, du moins les bienséances furent gardées, et les puissances étrangères prirent part à cet événement, suivant leurs différents intérêts.

Dubois crut devoir signaler son attachement pour le roi Georges par une ambassade solennelle, et y fit nommer le duc de la Force; mais le roi Georges, jugeant qu'une pareille commission ne ferait que constater et prolonger un éclat qu'il voulait étouffer, exigea du régent de révoquer cette ambassade. L'ambassadeur était d'ailleurs assez mal choisi. Le duc de la Force, né dans le protestantisme, et devenu catholique par les motifs qui ont converti tous nos seigneurs protestants, avait alors sa mère à Londres, où elle s'était retirée pour cause de religion. Le nouveau catholique aurait fait, aux yeux du peuple, un mauvais contraste avec une mère zélée protestante.

Le nonce Massel (1) vint, cette année, remplacer en France Bentivoglio, et il n'était pas possible de choisir quelqu'un qui ressemblât moins à son prédécesseur. Massei, fils d'un trompette de la ville de Florence, était parvenu de la plus basse

(1) L'*Almanach royal* le nomme Maffei.

domesticité à la prélature. Beaucoup d'esprit, une probité reconnue, des mœurs régulières, un caractère liant avec de la sincérité, de l'agrément dans la société, lui aplanirent les routes de la fortune. Il prouva bien ici qu'un ministre ecclésiastique peut remplir ses devoirs sans fanatisme. La pauvreté, qui ne dégrade que trop souvent ceux qui sont obligés de vivre au sein du faste, lui fit un nouveau mérite. La cour de Rome donne des appointements très-médiocres à ses nonces, et Massei n'avait point de patrimoine pour y suppléer. Il soutint son rang avec décence, et sortit de Paris sans y laisser la moindre dette, après dix ans de nonciature, et emporta autant de regrets qu'il en laissa. Il eut le chapeau, aussitôt que Clément XII, Corsini, fut monté sur le siège pontifical. Benoît XIII, Orsini, n'avait pas voulu le donner à des nonces, disant qu'ils n'étaient que des novellistes.

L'Empereur entra, par le traité de paix de cette année, en possession de la Sicile, où la cour de Rome se garda bien de le troubler au sujet du tribunal de la monarchie, dont j'ai parlé, et les jésuites se trouvèrent trop heureux de rentrer humblement en Sicile. Victor eut en échange la Sardaigne, pour conserver le titre de roi.

La franchise que Law conserva au port de Marseille y attira des vaisseaux de toutes parts, et le peu de précaution qu'on prit à l'égard de ceux du Levant fit le malheur de cette ville. Une peste cruelle et longue en détruisit presque tous les habitants, et s'étendit dans les lieux voisins.

Le célèbre Heinsius, pensionnaire de Hollande, et le plus terrible ennemi qu'ait eu la France, mourut cette année (1). Créature et instrument du roi Guillaume, il en avait épousé la haine contre Louis XIV, la conserva après la mort du sta-

(1) Antoine Heinsius, grand pensionnaire de Hollande pendant trente et un ans, mourut en effet en 1720.

thouder, et succéda à toute son autorité dans la république. Constamment opposé à la paix, il avait juré, avec le prince Eugène et Marlborough, l'invasion et le démembrement de la France, et sacrifia sa république à cette passion. Il lui a été aussi funeste qu'à nous. En l'épuisant d'argent, il l'accabla de dettes, et l'a mise par là dans la dépendance de l'Angleterre, dont elle ne s'affranchira peut-être jamais. A sa haine contre Louis XIV se joignit l'orgueil d'humilier un prince qui avait effrayé l'Europe. Le foyer de la guerre était à la Haye. Heinsius était flatté de faire attendre dans son antichambre les deux plus grands généraux qui venaient prendre ses ordres.

Mais lorsque après la signature de la paix les vrais citoyens connurent l'immensité de leurs dettes et eurent éclairé leurs compatriotes sur leurs vrais intérêts, l'ivresse se dissipa. Le pensionnaire, en conservant une place que son âge avancé allait bientôt lui ravir avec la vie, perdit toute son autorité. Accablé de reproches et de dégoûts journaliers, il succomba au chagrin et à l'humiliation, si cruelle pour ceux qui ont abusé de la domination.

L'expulsion de Law était un léger sacrifice au public, et n'apportait aucun soulagement à l'État. Le régent, plus coupable que Law, qui n'avait été qu'un instrument, se voyait en horreur à tous les vrais citoyens. Il se flatta de faire approuver les opérations qu'il fallait faire, ou du moins d'en faire partager le blâme en cas de mauvais succès. Pour cet effet, il fit assembler un conseil de régence, où il fit assister le roi. Il y avait longtemps que ce conseil n'était qu'une vaine représentation, dont les places étaient des bénéfices simples de deux mille livres de pension. Le régent décidait de tout avec celui qui, dans chaque moment, avait sa confiance, tel que d'Argenson, Law, Dubois, etc.

Le Peletier de la Houssaye (1), qui venait de succéder à

(1) Félix le Peletier de la Houssaye, contrôleur général en 1720, mort en 1723.

des Forts dans le contrôle général, vint à ce conseil pour y faire le rapport de l'état des finances, et l'on vit alors l'abîme où la France était plongée : les membres du conseil n'en avaient eu jusque-là qu'une connaissance imparfaite.

Monsieur le duc, voyant qu'il allait être question de la compagnie des Indes, commença par déclarer qu'il avait quinze cents actions qu'il remettrait le lendemain, dont le roi disposerait, et que, se mettant ainsi hors d'intérêt, il opinerait librement sur la compagnie.

Le prince de Conti, voulant jouer aussi le désintéressé, dit qu'il n'avait point d'actions à remettre; mais il n'ajouta pas qu'il avait enlevé de la Banque, pour du papier, quatre fourgons chargés d'argent, ce qui avait été le signal du discrédit.

Sans m'arrêter sur une matière qui serait le sujet d'une histoire particulière, je dirai seulement qu'il fut constaté qu'il y avait dans le public pour deux milliards sept cents millions de billets de banque, sans qu'on pût justifier que cette immensité eût été ordonnée. Le régent, poussé à bout, fut obligé d'avouer que Law en avait fait pour donze cents millions d'excédant, et que, la chose une fois faite, lui régent l'avait mis à couvert par des arrêts du conseil antidatés, qui ordonnaient cette augmentation.

Monsieur le duc demanda au régent comment, étant instruit d'un tel attentat, il avait laissé Law sortir du royaume. *Vous savez*, répondit le régent, *que je voulais le faire mettre à la Bastille; c'est vous qui m'en avez empêché, et lui avez envoyé les passe-ports pour sa sortie.*— Il est vrai, reprit monsieur le duc, *que je n'ai pas cru qu'il fût de votre intérêt de laisser mettre en prison un homme dont vous vous étiez servi; mais, outre que je n'étais pas instruit de la fabrication, sans ordre, des billets dont vous venez de parler, je n'ai demandé ni sa sortie, ni les passe-ports que vous m'avez remis pour lui. Je déclare, devant le roi et le conseil, que j'aurais été d'avis de le retenir.*

Le régent, embarrassé de l'interprétation de monsieur le duc, se borna à dire : *Je n'ai point fait mettre Law en prison, parce que vous m'en avez dissuadé, et je l'ai laissé partir, parce que je craignais que sa présence ne nuisît au crédit public.*

Tous les assistants, étonnés de ce qu'ils entendaient, voyaient clairement que le régent et monsieur le duc auraient également craint de laisser entre les mains de la justice Law, qui pouvait les rendre auteurs ou complices de tout ce qu'il avait fait. Ils jouèrent tous deux, auprès du conseil, un très-mauvais rôle ; mais, quoique monsieur le duc fût extrêmement borné, son intérêt l'éclairait, sa férocité naturelle lui tenait lieu de dignité ; il avait plus de caractère que le régent, qui, avec tout son esprit, son imagination et le courage de soldat, ne montrait ici que de la faiblesse. Le supérieur qui ne dispute que d'égalité de blâme se trouve nécessairement dégradé.

Le résultat du rapport de la Houssaye fut de nommer des commissaires pour la liquidation des effets par l'examen de leur origine. Le régent, s'adressant alors au roi, qui n'avait que dix ans, prit acte de ne se mêler en rien de l'opération des commissaires ; sur quoi le maréchal de Villeroi ne put s'empêcher de lui dire avec un sourire amer : *Eh ! monseigneur, à quoi sert cette protestation ? n'avez-vous pas toute l'autorité du roi ?*

Le conseil se leva ; il ne fut plus question de l'offre emphatique des quinze cents actions de monsieur le duc. Lui, la duchesse sa mère, Lassé, amant de la duchesse, la comtesse de Verrue, le duc d'Antin et tous les subalternes gardèrent leurs actions. La scène scandaleuse du conseil ne mit pas la moindre altération dans le commerce du régent et de monsieur le duc, qui continuèrent de vivre ensemble comme à l'ordinaire, sans amitié, estime ni ressentiment. A l'égard

du prince de Conti, ils ne lui épargnèrent les mépris en aucune occasion, et ne pouvaient lui pardonner d'avoir donné la première atteinte au crédit de la Banque, et de faire encore parade de désintéressement; le public, au contraire, lui en faisait presque un mérite, tant l'horreur du système était générale. Cela parut principalement à la réception au parlement du due de Brissac. Monsieur le due et le prince de Conti vinrent avec le plus grand nombre de gens de condition que chacun put engager à lui faire cortège. Le prince de Conti en eut quatre fois plus que monsieur le due. Le procès du due de la Force sembla les réunir l'un et l'autre : l'un et l'autre voulaient plaire au parlement, et chacun avait encore son intérêt particulier.

Monsieur le due cherchait à détruire ou affaiblir l'opinion qu'on avait de son dévouement au système et à ses suppôts. Le prince de Conti voulait signaler de plus en plus son prétendu zèle patriotique, et rejeter sur les actionnaires l'opprobre qu'il méritait bien de partager. Un ressentiment personnel l'échauffait encore : dans le temps qu'il épuisait d'argent la caisse de la Banque, il tâchait, d'un autre côté, de réaliser son papier en achetant des meubles et des terres. Il sut que le due de la Force en marchandait une très-considérable; il courut sur ce marché, et le trouvant conclut, il voulut inutilement engager le due de la Force à lui céder la terre, et dès ce moment devint son ennemi juré.

L'animosité et le crédit du prince de Conti n'auraient pas fait un grand tort au due de la Force, si celui-ci n'en avait eu un très-grave avec le parlement; c'était un des plus vifs sur les prétentions de la pairie, l'ami, le complice de Law, et véhémentement soupçonné d'avoir opiné pour la suppression du parlement.

Comme il avait réalisé une grande quantité de billets de banque en épicerie, porcelaines et autres marchandises, et

qu'il était d'ailleurs assez malvoulu du public, le parlement saisit l'occasion de l'attaquer pour monopole. Monsieur le duc, le comte de Charolais, son frère, le prince de Conti et dix-neuf pairs s'y joignirent comme juges, avec autant de passion que s'ils eussent été ses parties.

Tous les pairs ne tinrent pas la même conduite; l'archevêque de Reims (Mailly), l'évêque de Noyon, Rochebonne, et sept pairs laïques (1) présentèrent au roi une requête dans laquelle ils prétendirent que les pairs n'ont d'autre juge que le roi; qu'on ne peut instruire, en matière criminelle, le procès intenté à un pair qu'en vertu d'une commission particulière adressée à tel tribunal que le roi juge à propos de choisir, et qu'alors ce tribunal juge conjointement avec les pairs.

Le régent, ne voyant pas sans inquiétude une union si nouvelle entre les princes, la plus grande partie des pairs et le parlement, craignit d'en devenir un jour l'objet. Il évoqua l'affaire au conseil. Aussitôt le parlement fit des remontrances, et le régent, avant de décider la question, voulut l'entendre discuter au conseil par des pairs de l'un et l'autre parti. Le duc de Saint-Simon, très-opposé au parlement, défendit très-vivement le duc de la Force, quant à l'incompétence du tribunal. Le duc de Noailles, le plus éclairé du parti contraire, n'osa pourtant pas se commettre avec un tel adversaire, alléguant qu'il n'était pas assez préparé sur la matière, et demanda du temps pour en conférer avec ses confrères. Le prince de Conti, voulant à toute force figurer dans cette affaire, entreprit de réfuter le duc de Saint-Simon, et ne put jamais faire comprendre autre chose, sinon qu'il ne démordrait pas de la prétention du parlement; et la plupart des pairs ayant déclaré au régent que, pour toute réponse aux raisons du duc

(1) Les ducs de Luynes, de Saint-Simon, de Mortemart, de Saint-Aignan, de Charolais, de Chaulnes et d'Antin. (D.)

de Saint-Simon, ils s'en rapportaient aux remontrances du parlement, le régent se détermina enfin pour le parti le plus nombreux. La crainte lui avait fait rendre l'arrêt d'évocation; il donna, par le même principe, une déclaration qui renvoyait l'affaire au parlement.

Les différents incidents prolongèrent cette affaire jusqu'au 12 juillet qu'elle fut jugée. Les associés ou prête-noms du duc de la Force furent, l'un blâmé, les autres admonestés. A l'égard du duc, le jugement fut concerté avec les pairs, et portait qu'il serait tenu d'en user avec plus de circonspection et de se comporter à l'avenir d'une manière irréprochable, et telle qu'il convient à sa naissance et à sa dignité de pair de France.

Il n'est pas facile de prononcer sur les prétentions respectives du parlement et des pairs. Ceux qui nient la compétence du parlement croient prendre un parti plus noble; ceux qui la reconnaissent, un parti plus sûr.

Il n'est pas aisé non plus de fixer exactement l'idée du crime de monopole, et d'en faire une application juste. Si l'on eût demandé, et si l'on demandait encore au parlement de donner une bonne définition du monopole, il serait fort embarrassé. J'ai quelquefois proposé mes doutes aux meilleurs juges du duc de la Force; ils m'ont fait entendre le plus obscurément qu'ils ont pu, que, si l'accusé leur eût été moins odieux et mieux voulu du public, il aurait été moins coupable.

Pendant que le parlement était en curée, il fut tenté d'attaquer un maréchal de France, après avoir fait justice d'un duc; mais le régent jugea que c'en était assez, imposa silence, et sauva le maréchal d'Estrées.

Dubois ne se montra pas dans cette affaire; il était occupé de choses plus intéressantes pour lui. Le jésuite Lafitteau, évêque de Sisteron, et l'abbé de Tencin négociaient pour lui, à Rome, le chapeau de cardinal. Pour donner plus de poids à

la sollicitation, il proposa au cardinal de Rohan d'aller presser la promotion, avec promesse de lui procurer le premier ministère à son retour. Le cardinal, ne doutant point que sa naissance, ses dignités, les talents qu'il se supposait, et les intrigues de Dubois n'effectuassent cette promesse, se disposait à partir, lorsqu'on apprit la mort du pape. Cet événement hâta le départ du cardinal, qui arriva à Rome muni de tout l'argent nécessaire pour suppléer au mérite du candidat.

Le cardinal prit Tencin pour son conclave, et laissa en dehors Lafitteau, pour recevoir les lettres de Dubois, qu'il venait régulièrement leur communiquer. Il écrivait à Dubois, le 5 mai, que, malgré la prétendue impénétrabilité du conclave, il y entrait toutes les nuits, au moyen d'une fausse clef, et traversant cinq corps de garde.

L'argent ni les bijoux ne furent pas épargnés; mais Tencin, ne s'en reposant pas sur ces faibles séductions, prit des mesures dignes de lui et de son commettant : il offrit au cardinal de Conti de lui procurer la tiare par la faction de France, et des autres partisans bien payés, si Conti voulait s'engager par écrit de donner, après son exaltation, le chapeau à l'abbé Dubois. Le marché fait et signé, Tencin intrigua si efficacement, que Conti fut élu pape le 8 mai, et l'eût peut-être été sans aucune manœuvre, par sa naissance et la considération dont il jouissait.

Après les cérémonies de l'exaltation, Tencin somma le pape de sa parole. Le pontife, naturellement vertueux, qui s'était laissé arracher ce malheureux écrit dans une vapeur d'ambition, répondit qu'il se reprocherait éternellement d'avoir aspiré au pontificat par une espèce de simonie, mais qu'il n'aggraverait pas sa faute par la prostitution du cardinalat à un sujet si indigne. L'abbé Tencin, qui ne comprenait pas trop ces délicatesses de conscience, insista avec chaleur. Le pape résista avec fermeté. Quand celui-ci parlait de sa conscience,

l'autre opposait son bonheur et celui de Dubois. Ces deux hommes réunis n'en paraissaient pas plus forts au saint-père. La lutte dura longtemps et à différentes reprises.

Tencin, voyant qu'il ne pouvait persuader le pape par des raisonnements, le menaça de rendre le billet public. Le saint-père, effrayé, crut qu'il valait encore mieux épargner ce scandale à l'Église, que de s'opiniâtrer à refuser un chapeau dont l'avilissement n'était pas sans exemple. Cependant le pape balançait encore, lorsque Scaglione, son secrétaire, vint dire aux négociateurs que son maître avait grande envie d'une bibliothèque, mais qu'on en demandait douze mille écus, et qu'il ne les avait pas. La somme fut aussitôt comptée, et, cette générosité emportant la balance, le pape nomma, le 16 juillet, Dubois cardinal, pour anéantir le fatal billet. Mais il n'était pas à la fin de ses peines. Tencin, ne voulant point avoir été l'instrument gratuit d'une infamie, résolut d'en tirer parti pour se faire lui-même cardinal, en fit impudemment la proposition au pape, et lui déclara qu'il ne rendrait le billet qu'à cette condition. Le pape se vit alors plongé dans un abîme d'horreurs. Il pouvait du moins s'excuser de la promotion de Dubois sur la sollicitation de la France, sur la recommandation de l'Empereur, redouté à Rome, et que le roi d'Angleterre avait fait agir vivement ; enfin, sur le crédit et le ministère de Dubois, qui pouvaient être utiles à la cour de Rome. Mais quels prétextes donner à la nomination de Tencin sans décoration, sans appui, flétri par le procès qu'il venait de perdre, par sa fortune même, presque aussi décrié que Dubois, sans être réhabilité par des dignités qui couvrent ordinairement une partie du passé, surtout en France, où tout s'oublie, où l'on n'est frappé que du présent ? Donner le chapeau à Tencin, c'était, sinon dévoiler le vrai motif, du moins annoncer un secret honteux.

Le saint-père ne put se déterminer à faire jouir Tencin de

sa perfidie ; il en tomba malade, et depuis ne fit que languir. Une noire mélancolie, causée par le dépit et les remords, entretenue par la présence de Tencin, resté ministre de France à Rome, conduisit à la fin Innocent XIII au tombeau.

Si l'abbé Tencin eût eu affaire à un Jules II ou à un Sixte V, il ne s'en serait pas tiré si heureusement. Nous le verrons un jour parvenir à ce désiré chapeau.

Une circonstance du conclave qui ne doit pas être oubliée, parce qu'elle fait connaître l'esprit de la cour de Rome, c'est ce qui regarde Albéroni. Poursuivi par l'Espagne, abandonné par toutes les puissances au ressentiment du pape, fugitif, errant ou caché, cité devant une congrégation que Clément XI avait chargée de faire le procès jusqu'à la dégradation, il trouva son salut dans l'intérêt personnel de ses propres juges, ses confrères.

Le sacré collège avait été révolté de la promotion d'Albéroni ; mais quand les cardinaux l'y virent agrégé, ils ne consultèrent plus que leur intérêt commun. Leur principe fixe est que le chapeau ne peut se perdre pour quelque raison que ce puisse être ; que la conservation ou la perte ne doit jamais dépendre du ressentiment des rois, ni même du pape ; que si la nécessité exigeait le sacrifice d'un cardinal, il vaudrait mieux le priver de la vie que de le dépouiller de la pourpre. Un cardinal prince peut la quitter pour régner, pour se marier par l'intérêt de sa maison ; mais le sacré collège ne souffrirait pas qu'un cardinal renonçât au chapeau par scrupule de l'avoir mal acquis, par un esprit de pénitence : témoin le cardinal de Retz, dont la démission fut rejetée.

La congrégation nommée pour juger Albéroni tira ce procès en longueur jusqu'à la mort de Clément XI, et ne l'aurait jamais terminé.

Comme la voix au conclave est le plus grand exercice de la

puissance du cardinal, ce qui en constate principalement la grandeur, le collège ne manqua pas d'y appeler Albéróni, qui ne s'y rendit qu'à la seconde invitation : il y fut reçu avec les mêmes honneurs que les autres cardinaux. Après l'élection, il ne fut plus question du procès. Il prit un palais à Rome, s'y distingua par sa dépense, eut, quelque temps après, la légation de Ferrare, et vint ensuite se reposer et mourir tranquillement à Rome en 1752.

Dubois, devenu cardinal, s'avantait de plus en plus vers la place de premier ministre. On n'en pouvait pas douter en voyant son empire sur l'esprit du régent. Ce prince avait dit vingt fois que si ce coquin osait lui parler du chapeau, il le ferait jeter par les fenêtres. Il n'y avait pas huit jours qu'il s'en était expliqué en la présence de Torcy, lorsqu'à la fin d'un travail, il lui dit : *A propos*, sans que rien amenât cet *à propos*, songez à écrire à Rome pour le chapeau de l'archevêque de Cambrai ; il en est temps.

Le duc de Saint-Simon, pour qui le régent avait une estime et une amitié particulières, ne pouvait, dit-il dans ses *Mémoires*, concevoir de telles disparates ; mais il ignorait que ce prince eût écrit lui-même au pape en faveur de Dubois. Je ne vois dans la conduite du régent que les inconséquences apparentes de tous les caractères faibles, qui ne résistent à rien, accordent tout, en rougissent intérieurement, et ne se déclarent qu'à la dernière extrémité, surtout devant ceux dont la probité leur impose. Il y a de certains actes de confiance que l'estime même interdit.

En effet, Dubois était si sûr de sa nomination, que le pape ayant donné, six semaines après son exaltation, le chapeau à son frère, bénédictin du mont Cassin et évêque de Terracine, Dubois eut l'insolence de se plaindre de n'avoir pas été nommé le même jour. Il le fut un mois après, avec Alexandre Albani,

un des neveux de Clément XI ; j'en fais mention , parce que j'aurai occasion d'en parler dans la suite , lorsqu'il sera question du cardinal de Bernis.

Comme je me suis fait une loi de dire la vérité , et de marquer les occasions où ceux qui avaient habituellement la plus mauvaise conduite en ont eu une bonne , j'ajouterai que le cardinal Dubois se comporta , à la nouvelle de sa promotion , avec tout l'esprit et la sagesse possibles. Il ne témoigna ni engouement ni embarras dans ses visites de cérémonie. Le jour qu'il reçut la calotte des mains du roi , après avoir fait son remerciement , il détacha sa croix épiscopale , la présenta à l'évêque de Fréjus , Fleury , et le pria de la recevoir , parce que , dit-il , elle portait bonheur. Fleury la reçut en rongeant , aux yeux du roi et de la cour , et , qui plus est , fut obligé , en courtisan , de s'en décorer ; ce qui lui attira quelques plaisanteries , dans un temps où l'on ne pouvait pas soupçonner qu'il y eût rien à risquer pour l'avenir.

Dès que l'abbé Passarini , camérier du pape , eut apporté la barrette , le cardinal Dubois la reçut des mains du roi , et fut ensuite conduit aux audiences de règle , chez Madame , mère du régent , et alors première dame de France , où il prit le tabouret ; chez Son Altesse Royale , femme du régent , où il eut la chaise à dos. A l'égard des princes et princesses du sang , ce ne sont pas des audiences en forme que prennent les cardinaux , mais de simples visites qu'ils font.

L'audience qui excita le plus la curiosité de la cour fut celle de Madame. Personne n'ignorait le mépris profond qu'elle avait pour Dubois. Elle ne s'en était jamais contrainte. Il se présenta devant elle avec la contenance d'un homme non déconcerté , mais pénétré de respect et de reconnaissance. Il parla de la surprise où il était de son nouvel état , de la bassesse de sa naissance , du néant dont le régent l'avait tiré. Tout ce que la haine et l'envie auraient pu lui reprocher , il le

dit lui-même avec dignité, s'assit un moment sur le tabouret qui lui fut présenté, se couvrit pour marquer simplement l'étiquette, se releva presque aussitôt en se découvrant, et se prosterna devant Madame, lorsqu'elle s'avança pour le saluer. Elle ne put s'empêcher d'avouer, lorsqu'il fut sorti, qu'elle était contente du maintien et du discours d'un homme dont l'élévation l'indignait.

Dans la lettre que j'ai lue de Dubois sur le chapeau, il s'attache fort à flatter le saint-père sur ce que les ecclésiastiques entrent dans le conseil de France, et ajoute qu'un cardinal peut être secrétaire d'État, depuis que ces ministres ne prêtent plus serment entre les mains du chancelier. En effet, Dubois, étant cardinal et premier ministre, continua les fonctions de secrétaire d'État des affaires étrangères, jusqu'à la majorité du roi, qu'il céda ce département au comte de Morville.

Un événement qui intéressait toute l'Europe, consterna Paris, et en peu de jours le reste de la France, fut la maladie du roi. Le 13 juillet, ce prince fut attaqué d'une fièvre violente, avec les plus sinistres symptômes : la tête commençait à s'embarrasser, et les médecins, effrayés, la perdaient eux-mêmes. Helvétius, le plus jeune de tous, que nous avons vu depuis premier médecin de la reine, et qu'elle ne dédaignait pas de regarder comme son ami (1), conserva toute sa présence d'esprit. Il proposa la saignée du pied (2); tous les consultants la rejetèrent. Maréchal, premier chirurgien, dont l'avis était compté pour beaucoup, se révolta le plus contre

(1) Elle aurait pu s'en souvenir lorsqu'il a été question du livre du fils. (D.) — Allusion à ce qui se passa plus tard lors de la publication du livre de l'*Esprit*.

(2) Adrien Helvétius, né en 1661, médecin du régent, mort en 1727, est le premier qui employa l'ipécacuanha.

l'avis d'Helvétius, disant que, s'il n'y avait qu'une lancette en France, il la casserait, pour ne pas faire cette saignée.

Le régent, monsieur le duc, monsieur de Villeroi, la duchesse de Ventadour, la duchesse de la Ferté, sa sœur et marraine du roi, et quelques officiers intimes, étaient présents à la consultation, et fort peînés de ne pas voir d'unanimité. On y appela quelques médecins de la ville, tels que Dumoulin, Silva (1), Camille Falconnet (2). Ce furent les premiers qu'Helvétius ramena à son avis, qu'il soutint et motiva avec courage, et finit par dire : *Si l'on ne saigne pas le roi, il est mort ; c'est le seul remède décisif et même urgent. Je sais qu'en pareille matière, je ne puis démontrer la certitude du succès ; je sais à quoi je m'expose, s'il ne répond pas à mon avis ; mais je ne dois ici, d'après mes lumières, consulter que ma conscience et la conservation du roi.*

Enfin, la saignée fut faite. Une heure après, la fièvre diminua, le danger disparut, et le cinquième jour le roi fut en état de se lever et de recevoir les compliments des compagnies et des ministres étrangers.

Helvétius en eut tout l'honneur à la cour, dans le public, et prouva qu'en bien des occasions la probité et l'honneur ne sont pas les moindres qualités d'un médecin.

On ne saurait peindre les transports de joie que la convalescence du roi fit éclater par toute la France, et qui succédèrent à la consternation universelle. Ce que nous avons vu en 1744, lorsque le roi fut dans un si grand danger à Metz, ne donna qu'une faible idée de ce qui était arrivé en pareille circonstance en 1721. Témoin des deux événements, j'ai vu,

(1) Jean-Baptiste Silva, né en 1682, médecin du prince de Condé, mort en 1742. Voltaire a fait son éloge.

(2) Camille Falconnet, né en 1671, médecin de la chancellerie, mort en 1762. Il était grand amateur de livres ; à sa mort, il en légua une grande quantité à la Bibliothèque du Roi.

en 1744, tout ce que l'amour du Français peut inspirer; mais, en 1721, les cœurs, en ressentant l'amour le plus tendre, étaient de plus animés d'une passion opposée et très-vive, d'une haine générale contre le régent, qu'on craignait d'avoir pour maître. Toutes les églises, où pendant cinq jours on n'avait entendu que des cris de douleur, retentissaient de *Te Deum*; on n'adressait point de prières au ciel qui ne fussent autant contre le régent que pour le roi.

L'ordonnance pour les fêtes publiques ne fut qu'une permission de les commencer, une simple attention de police pour maintenir le bon ordre. On n'y mit point cette menace d'amende, si ridicule, si injurieuse, et si absurdement contradictoire dans une ordonnance relative à une réjouissance publique.

En effet, il n'était pas besoin d'échauffer l'amour des peuples. On ne voyait que danses et repas dans les rues; les bourgeois faisaient servir leur souper à leurs portes, et invitaient les passants à y prendre place. Tout Paris semblait chaque jour donner un repas de famille. Ce spectacle dura plus de deux mois par la beauté de la saison, la longue sérénité du temps, et ne finit que par les froids de l'arrière-saison.

Les étrangers partagèrent notre joie, et l'Empereur disait hautement que Louis XV était l'enfant de l'Europe. Elle pouvait être replongée dans les horreurs d'une nouvelle guerre, si l'on avait eu le malheur de le perdre. Par un article secret du traité signé à Rastadt, l'Empereur donna à Louis XIV sa parole d'honneur de n'entrer directement ni indirectement dans aucune guerre contre la France, pendant la minorité. Le régent n'eut connaissance que fort tard de ce secret, et, depuis qu'il l'eut su, ne pardonna jamais au maréchal de Villars de le lui avoir caché. Si le régent en eût été plus tôt instruit, peut-être eût-il moins recherché les Anglais : au lieu de se livrer à

eux, comme il fit, il aurait pu se faire acheter lui-même pendant les troubles qui régnaient alors en Angleterre; l'alliance entre les deux couronnes se serait également faite, mais plus avantageusement pour nous, et la paix n'en aurait pas moins subsisté.

Aux premiers accidents de la maladie, l'opinion générale l'attribua au poison et en accusa le régent. Le peuple de la cour, plus peuple qu'un autre, accreditait les soupçons. Ceux mêmes qui, ne le croyant pas, étaient ennemis du régent, fomentaient ces bruits de tout leur pouvoir. La duchesse de la Ferté, qui était de la cabale, avait affecté de dire : *Hélas ! tout ce qu'on fait est inutile ; le pauvre enfant est empoisonné.* Ce qu'il y a d'étrange, c'est que les symptômes, le traitement et la curation de la maladie en ayant démontré la nature, les mêmes rumeurs subsistèrent et ne sont pas encore totalement détruites. Ce qui contribua beaucoup alors à les fortifier fut que le régent venait de faire revivre pour son fils, le duc de Chartres (1), la charge de colonel général de l'infanterie, place qui donne des privilèges si exorbitants, qu'on l'avait supprimée comme dangereuse, et qui le devenait infiniment plus entre les mains d'un premier prince du sang. On accusait le maréchal de Villeroi d'en avoir donné le conseil au régent pour le rendre de plus en plus suspect d'aspirer à la couronne et de s'en préparer les voies. Si cela était, le prétendu piège était digne de la sottise du maréchal; car, s'il faisait soupçonner le régent de quelque grande entreprise, il lui fournissait en même temps les moyens de réussir.

Le régent parut aussi touché que qui que ce fût pendant la maladie, et partagea sincèrement la joie de la convalescence.

(1) Louis d'Orléans, né en 1703, devint duc d'Orléans à la mort du régent en 1723; il s'adonna aux pratiques de la plus haute dévotion, et en 1742 il se retira à l'abbaye de Sainte-Geneviève, où il mourut en 1752.

Le maréchal de Villeroi éprouvait avec raison le bonheur de voir le roi rendu à nos vœux ; mais il y mettait une ostentation qu'il croyait injurieuse au régent, et qui le devenait par là. Dans les fêtes qui se succédaient journellement, les cours et le jardin des Tuileries ne désemplissaient pas ; le maréchal ne cessait de mener le roi d'une fenêtre à l'autre, au point de l'en excéder. *Voyez, lui disait-il, voyez, mon maître, tout ce peuple est à vous ; il n'y a rien là qui ne vous appartienne, vous êtes le maître de tout ce que vous voyez*, et autres platitudes. Ce n'était pas là ce que Montausier, Beauvillier ou Fénelon auraient trouvé à dire sur la joie vive et franche d'un peuple amoureux de ses rois. Eh ! quel peuple mérite plus d'être cher à ses princes !

L'évêque de Fréjus, Fleury, se conduisait avec beaucoup plus de sagesse, du moins pour lui-même. Il avait une grande attention à flatter la morgue du maréchal, de peur de lui donner de la jalousie ; et, plein de respect pour le régent, il s'attachait à gagner la confiance de son élève. Tout ce qui approchait le roi s'apercevait de la préférence que le jeune prince donnait dans son cœur à Fleury sur le gouverneur.

Le régent le remarqua, et, cherchant toutes les occasions de flatter le goût du roi, il lui présenta Flenry pour l'archevêché de Reims, qui venait de vaquer. Il songeait aussi à s'attacher par là un homme qu'il voyait gagner sensiblement la confiance du roi, et voulut laisser à ce prince le plaisir de donner à son précepteur un siège d'une si grande distinction. Le roi l'envoya chercher et lui apprit le présent qu'il lui faisait. Fleury se confondit en remerciements respectueux et tendres, mais refusa d'être premier duc et pair de France.

Le roi parut affligé du refus et le montra de manière à faire connaître combien son précepteur lui était déjà cher. Le régent le sentit et insista ; mais l'évêque, pour motiver son refus, représenta qu'ayant déjà quitté un diocèse parce que son

âge ne lui permettait plus de remplir ses devoirs, il ne serait pas excusable de se charger d'un poids supérieur au premier. Le régent lui répondit que ses fonctions auprès du roi le dispenseraient d'aller à Reims, où il aurait un évêque *in partibus* chargé des fonctions épiscopales; que plusieurs prélats en avaient sans y être autorisés par un devoir aussi privilégié que l'éducation du roi. Fleury répliqua d'un ton modeste qu'il ne blâmait la conduite de personne, que chacun devait être son propre juge; que, pour lui, il ne se tiendrait pas en sûreté de conscience d'être évêque sans résidence. Il n'avait pas toujours été si timoré. Sa prétendue résidence à Fréjus n'avait été qu'une absence de la cour. Il avait passé le temps de son épiscopat à parcourir les villes du Languedoc et du Dauphiné, où il y avait meillenre compagnie qu'à Fréjus; il y séjournait peu, et le regarda toujours comme un exil; de sorte que son abdication n'avait été qu'une préférence donnée au séjour et à la société de la cour sur celles de la province.

Le régent comprit très-bien que le saint évêque craignait qu'à la fin de l'éducation on ne saisis quelque prétexte de le reléguer à Reims; que le plus sûr pour lui était de rester à poste fixe auprès du roi, dont la confiance ne ferait que se fortifier par l'habitude. Le régent cessa de le presser sur l'archevêché, et finit par le prier d'accepter du moins l'abbaye de Saint-Étienne de Caen, vacante par la mort du même cardinal de Mailly. Fleury, dans la crainte de faire croire qu'il ne voulait rien devoir au régent, accepta ce bénéfice simple de soixante-dix mille livres de rente. Ce fut certainement son unique motif. Il a bien prouvé depuis, dans sa toute-puissance, qu'il était peu sensible au faste et à l'intérêt. Il a porté, dans son ministère, l'économie jnsqu'à de bas détails; mais il ne s'appliqua jamais ce qu'il retranchait aux autres, et ne fut avare que pour l'État. Sa succession ne valait pas dix mille écus. Quelques fades plaisanteries qu'en fissent des courtisans

avides et qui n'auraient jamais rien reçu s'il l'eût fallu mériter, il serait à désirer qu'il eût eu des imitateurs. On a sans doute des reproches très-graves à lui faire, je ne les dissimulerai pas; mais on l'a regretté, et ses successeurs ont justifié les regrets.

Le modeste Fleury fit ou laissa mettre son refus dans les gazettes et les journaux, et chacun en fit le commentaire, suivant ses idées ou ses intérêts.

Fleury perdit alors une belle occasion de témoigner sa reconnaissance à une famille à laquelle il avait les plus grandes obligations. L'abbé de Castries, archevêque d'Alby, désirait fort le siège de Reims, quoique d'un moindre revenu. L'approche du sacre du roi donnait un grand relief à ce siège. Le régent l'ayant offert à Fleury, voulut qu'il influât dans cette nomination. Fleury devait sa première existence au cardinal de Bonzi, oncle de l'archevêque d'Alby; il avait reçu des services essentiels de tous les Castries. Il avait été longtemps l'ami, disons mieux, le protégé de la maison; mais il avait en opposition un intérêt présent qui fut toujours la règle de sa conduite.

Il pensait déjà au chapeau de cardinal, maladie inévitable à tout ecclésiastique en faveur. Le cardinal de Rohan était dans ce moment le ministre de France à Rome; sa maison était puissante; l'archevêque d'Alby était ami déclaré du cardinal de Noailles, la constitution commençait à prendre le dessus dans le clergé, et Fleury comptait bien s'en servir utilement; ainsi il fit préférer l'abbé de Rohan-Guéménée pour l'archevêché de Reims.

Le régent donna en même temps l'évêché de Laon à l'abbé de Saint-Albin (1), bâtard non reconnu qu'il avait eu de la

(1) Charles de Saint-Albin, né en 1698, légitimé en 1722, mort en 1764.

Florence, élève des jésuites, l'un des plus zélés ignorants qui soient sortis de leur école. Il assista l'année suivante au sacre du roi en sa qualité de duc et pair ecclésiastique. Quand il voulut depuis se faire recevoir au parlement, il fut arrêté par la difficulté de ne pouvoir articuler ni père ni mère, ni par conséquent de produire un nom. Cet obstacle lui valut l'archevêché de Cambrai, où il passa à la mort du cardinal Dubois, en conservant les honneurs de duc et pair. Il eut pour successeur, à Laon, l'abbé de la Fare, espèce de petit monstre par la figure, et qui l'était encore plus par son âme (1).

Le cardinal Dubois venait de terminer une négociation qui touchait infiniment le régent : le mariage du roi avec l'infante d'Espagne, et celui de mademoiselle de Montpensier, fille du régent, avec le prince des Asturies (2). Philippe V avait été transporté de joie d'avoir pour gendre le roi de France, et le second mariage étant la condition nécessaire du premier, il avait sacrifié le ressentiment qu'il pouvait avoir contre le régent. Il restait, non pas une difficulté politique, mais un embarras domestique : c'était de l'apprendre au roi, dont le consentement formellement prononcé était nécessaire. Ce prince, encore dans l'enfance et d'un caractère timide, pouvait ne pas recevoir la proposition comme il était à désirer qu'elle fût reçue. Le maréchal de Villeroi, ennemi presque déclaré du régent, préviendrait peut-être le roi défavorablement, disposerait la cabale à répandre dans le public que le régent faisait un mariage disproportionné quant à l'âge, afin de reculer autant qu'il pouvait l'espérance de voir la succession directe assurée, et comptait sur le chapitre des événements : l'infante n'avait guère alors que trois ans, et le roi était dans sa douzième année.

(1) C'était un ivrogne et un escroc, dit Saint-Simon.

(2) Plus tard roi, par l'abdication de son père, sous le nom de Louis I^{er}.

— Voyez, sur ce mariage, Leimonicy, *les Filles du régent*.

Le régent, pour se fortifier auprès du roi, confia l'affaire à monsieur le duc, qui, étant surintendant de l'éducation, ne devait pas apprendre cette nouvelle avec le public. Il reçut très-bien la confiance, et approuva fort l'alliance. Le régent en parla ensuite à l'évêque de Fréjus, en le prévenant que c'était une distinction qu'il lui donnait sur le maréchal, pour qui il lui recommandait le plus grand secret. Fleury objecta d'abord l'âge de l'infante, répondit assez froidement aux avances que le régent lui faisait pour l'engager, dit cependant qu'il ne croyait pas que le roi résistât, et promit de se trouver auprès du roi lorsqu'on la lui ferait. Il est fort douteux qu'il ait été fidèle au secret et n'en ait pas fait sa cour au maréchal, qu'il ménageait beaucoup, qui lui avait rendu service, lui était utile, et pour qui il n'était pas encore temps d'être ingrat.

Quoi qu'il en soit, il parut vouloir éviter de se trouver à la proposition. Elle devait se faire immédiatement avant le conseil de régence, où le roi devait se rendre, pour y confirmer tout de suite le consentement, le *oui* qu'il aurait prononcé dans le cabinet, afin que l'affaire fût consommée.

Le régent, avant que d'entrer chez le roi, s'informa de ceux qui s'y trouvaient; et, apprenant que l'évêque de Fréjus n'y était pas, il l'envoya avertir, et n'entra que lorsqu'il le vit arriver de l'air empressé d'un homme trompé par l'heure. Il n'y avait avec le roi, dans le cabinet, que le régent, monsieur le duc, le maréchal de Villeroi, l'évêque de Fréjus et le cardinal Dubois.

Le régent, prenant un air d'enjouement et un ton de liberté respectueuse, dit au roi l'affaire dont il s'agissait, releva les avantages de l'alliance, et le pria de manifester son consentement. Le roi, surpris, garda le silence, parut avoir le cœur gros, et ses yeux devinrent humides. L'évêque de Fréjus, voyant qu'il fallait prendre un parti, plaire au régent ou se l'a-

liéner, appuya ce qui venait d'être dit. Le maréchal, déterminé par l'exemple de l'évêque : *Allons, mon maître*, dit-il au roi, *il faut faire la chose de bonne grâce*. Le régent, très-embarrassé, monsieur le duc, fort taciturne, et Dubois, d'un air composé, attendaient que le roi rompt un silence qui dura un demi-quart d'heure, pendant lequel l'évêque ne cessa de parler bas au roi, et l'exhortait avec tendresse à venir au conseil déclarer son consentement. Le silence se prolongeant, et l'assemblée de tout le conseil, où le roi allait se trouver, ne pouvant qu'augmenter sa timidité, l'évêque se tourna vers le régent et lui dit : *Sa Majesté ira au conseil; mais il lui faut un peu de temps pour s'y disposer*. Là-dessus, le régent répondit qu'il était fait pour attendre la commodité du roi, le salua d'un air respectueux et tendre, sortit, et fit signe aux autres de le suivre. Monsieur le duc, le maréchal et l'évêque restèrent auprès du roi. Dubois, qui, depuis qu'il était cardinal, n'entrait plus au conseil, où on lui refusait la préséance, se retira dans une autre pièce.

Le régent, étant entré dans celle du conseil, trouva tout le monde assemblé, et fort intrigué de la conférence secrète du cabinet du roi. Il y avait un quart d'heure qu'on se regardait les uns les autres sans prendre séance, lorsque le roi parut entouré des trois qui étaient restés avec lui.

Aussitôt qu'on fut en place, tous les yeux se portèrent sur le roi, qui les avait encore ronges. Le régent, lui adressant la parole, lui demanda s'il trouverait bon qu'on fit part de son mariage au conseil. Le roi répondit un *oui* fort court et assez bas, mais qui, cependant, fut entendu, et suffisait au régent, qui partit de là pour détailler les avantages de l'alliance. Quand tous parurent favorablement disposés, il demanda les avis, qui ne pouvaient manquer d'être unanimes; et chacun appuya le sien de quelques mots d'approbation. Le maréchal de Villeroy, en approuvant comme les autres, ajouta

seulement d'un air chagrin, qu'il était fâcheux que l'infante fût si jeune. La réflexion, juste en elle-même, était très-mal placée : il devait suivre le conseil qu'il avait donné au roi, de faire la chose de bonne grâce, puisqu'elle était décidée ; et l'observation ne pouvait qu'augmenter l'humeur sombre du roi. Le régent ne lui laissa pas le temps de réfléchir, lui fit compliment, s'appuya sur l'unanimité des suffrages du conseil, garants de celui de tous les Français, et dans l'instant, pour faire diversion, fit rapporter une affaire.

Dès le jour même, tous les courriers furent dépêchés. Le roi fut fort sérieux le reste de la journée ; le lendemain, les compliments qu'il reçut le dissipèrent, et bientôt il s'entre tint comme les autres des fêtes préparées pour l'arrivée de l'infante.

Le régent fut assez bien conseillé pour ne pas parler des deux mariages à la fois : la jalousie du second aurait indisposé bien des gens sur le premier ; mais, quinze jours après, lorsque tous les esprits furent familiarisés avec la première nouvelle, le régent alla trouver le roi, et, en présence de monsieur le due, de l'évêque, du maréchal de Villeroi et du cardinal Dubois, après en avoir prévenu les deux premiers, rendit compte de l'honneur que le roi d'Espagne voulait lui faire, et demanda au roi la permission d'accepter. Le roi donna son agrément avec la gaieté d'un enfant qui depuis quinze jours n'entendait parler que de mariage et de l'Espagne. Cette alliance avec l'Espagne fut un coup de massue pour la vieille cour. Les maréchaux de Villeroi, de Villars, d'Uxelles, de Tallard, firent leurs compliments comme les autres, et s'efforçaient de cacher leur dépit sans pouvoir cacher leurs efforts.

Ces gens, qui ne juraient que par l'Espagne tant qu'ils s'étaient flattés d'en faire un épouvantail contre le régent, ne sachant plus sur quoi s'appuyer, ne pouvaient revenir de leur

surprise de voir destinée au trône d'Espagne la fille d'un prince dont Philippe V avait demandé la tête sous le dernier règne, et qui depuis avait porté la guerre en Espagne. Le choix d'un enfant qui retarderait le mariage du roi de plusieurs années leur paraissait le chef-d'œuvre de la politique. Il y a pourtant apparence que le régent eût été moins attaché au choix de l'infante, s'il eût pu sans cela marier sa fille au prince des Asturies.

Le duc de Saint-Simon fut déclaré ambassadeur extraordinaire pour aller faire la demande de l'infante. Le prince de Roban, grand-père du maréchal de Soubise d'aujourd'hui et gendre de la duchesse de Ventadour, fut nommé pour aller faire l'échange des princesses sur la frontière. Le duc d'Ossone vint à Paris, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, faire la demande de mademoiselle de Montpensier.

Nous avions alors pour ambassadeur ordinaire à Madrid le marquis de Maulevrier-Langeron; Lauftez, Irlandais de nation et major des gardes du corps du roi d'Espagne, eut, à Paris, le même titre pour l'Espagne.

Quelque union que le double mariage mit entre les deux branches de la maison de France, la conduite à tenir par nos ministres à Madrid exigeait de la prudence. Il y avait, à la vérité, entre la France, l'Espagne et l'Angleterre, une alliance défensive, fondée sur les traités d'Utrecht et de la triple alliance. On y avait stipulé une garantie réciproque des États dont jouissaient ces trois puissances, qui confirmaient, au moins tacitement, les renonciations et la succession de la couronne d'Angleterre dans la maison protestante de Hanovre. Ces articles convenaient fort au régent, mais n'étaient nullement du goût du roi ni de la reine d'Espagne, qui conservaient l'espoir du retour en France, si l'on avait le malheur d'y perdre le roi. De plus, la France et l'Angleterre avaient promis leurs bons offices pour terminer les différends qui restaient à régler entre

l'Empereur et l'Espagne. Or, il y avait dans ce moment-là un nouveau germe de mésintelligence.

L'Empereur, conservant toujours les idées autrichiennes, venait de faire une promotion de grands d'Espagne. Philippe V s'en plaignit aux puissances alliées. L'Angleterre, en reconnaissance des avantages qu'elle avait tirés d'Espagne, accommoda cette affaire, et engagea l'Empereur à donner une déclaration par laquelle il notifiait qu'il n'avait point prétendu faire des grands d'Espagne, dont le titre ne se trouvait point dans les titres des seigneurs à qui il avait simplement donné des distinctions et des honneurs dont tout souverain est maître dans sa cour. La nouvelle de cet accommodement arriva à Madrid deux jours après la signature du contrat, et tranquillisa beaucoup Philippe V.

On a pu remarquer que je m'arrête peu sur des relations de fêtes qui remplissent les gazettes et les journaux; je me bornerai à des circonstances qu'on n'y trouverait pas, et qui peuvent avoir quelque utilité. Par exemple, le régent chargea le duc de Saint-Simon de deux lettres pour le prince des Asturies; dans l'une il le traitait de neveu, et dans l'autre de frère et neveu. Il s'agissait de faire passer la seconde, car elles étaient d'ailleurs pareilles. Il fallait que cette prétention eût été suggérée au régent, qui, très-peu délicat sur le cérémonial, n'était pas en droit de prétendre à l'égalité avec le prince des Asturies. Tous deux petits-fils de France, le prince des Asturies avait l'aînesse, et de plus était l'héritier naturel de la couronne d'Espagne. Cependant la seconde lettre passa; Grimaldo, ministre d'Espagne, à qui la copie en fut communiquée, ou n'y fit pas d'attention, ou prit le titre de frère pour une expression de tendresse. Pour peu qu'il eût fait de difficulté, l'ambassadeur devait substituer la première lettre.

L'usage d'Espagne est que le roi ne signe pas lui-même le contrat de mariage, mais le fait signer par des commissaires.

Cela s'était pratiqué ainsi aux contrats de mariage de nos deux dernières reines, quoiqu'à celui de Marie-Thérèse, Louis XIV et Philippe IV se trouvassent en personne sur la frontière. Le duc de Saint-Simon désirait la signature du roi; Grimaldo réclamait l'ancien usage : le roi et la reine d'Espagne consentirent à signer, pour marquer la satisfaction qu'ils avaient de l'alliance.

Dans tout le cours de cette affaire, Philippe V se montra plus Français qu'il n'avait jamais fait. Ce n'était point la joie mesurée d'un roi qui réussit dans une négociation : c'était celle d'un père content, d'un homme généreux qui se réconcilie. Ayant appris que la ville de Paris avait complimenté le duc d'Ossone, il voulut que la ville de Madrid fit son compliment à l'ambassadeur de France, honneur qui ne s'était encore rendu à aucun ambassadeur, du moins à Paris.

A propos de chose sans exemple, il s'en fit pour le duc d'Ossone une qui depuis en a servi eu plusieurs occasions : le régent, voulant lui donner l'ordre du Saint-Esprit, crut que le roi, n'étant pas encore chevalier et ne devant recevoir le collier que le lendemain de son sacre, ne pouvait aussi faire des chevaliers que lorsqu'il le serait lui-même. Il portait simplement le cordou, tel qu'on le donne à tous les enfans de France au moment de leur naissance. Le duc d'Ossone eut donc la permission de porter le cordou en attendant qu'il pût être nommé (1).

(1) Le roi en a usé depuis ainsi pour quelques-uns de nos ambassadeurs et autres, qui ont porté le cordon avant que d'être reçus chevaliers.

Il est étonnant que le régent et les chevaliers de ce temps-là fussent si peu instruits de l'histoire de leur ordre. Le roi, quoique mineur et non sacré, pouvait, sans blesser les règles, faire des chevaliers. Henri IV, encore huguenot au siège de Rouen, ne pouvant par conséquent lui-même être chevalier ni porter le cordon, donna une commission au premier maréchal de Biron, pour recevoir le baron de Bi-

On fit encore plus en Espagne pour le dnc de Saint-Simon qu'on n'avait fait en France pour le duc d'Ossone. Philippe V donna la grandesse à lui et à un de ses fils, au choix du père, pour en jouir en même temps. Il choisit le cadet, et ils se couvrirent ensemble en Espagne. La Toison fut donnée à l'aîné.

Tout levain autrichien parut étouffé dans le cœur des Espagnols qui avaient pu en conserver, et les Français de naissance qui se trouvaient encore alors attachés par leurs places à la personne du roi faisaient éclater les transports de leur joie. Tel était Boutin de Valouse, premier écuyer de Philippe V et chevalier de la Toison. Tel était encore la Roche, premier valet de garde-robe, homme d'une probité reconnue, au point que Philippe V lui confia la garde de l'estampille, qui est un sceau où la signature du roi est imitée dans la plus parfaite ressemblance. On s'en sert en Espagne pour éviter au roi la peine de signer lui-même : invention commode et dangereuse, paresse asiatique qui passera peut-être un jour jusqu'aux ministres. La garde de l'estampille n'est pas une dignité, mais une commission de confiance qui n'en est que plus honorable, et la Roche était à ce titre secrétaire du cabinet. Parmi les Français estimables établis à Madrid, je dois d'autant moins oublier Sartine (1), que nous voyons à Paris son fils en passe de devenir un personnage considérable. Sartine, né à Lyon, y avait fait la banque; des circonstances l'avaient fait établir en Espagne. C'était un homme d'esprit et de probité, actif, grand travailleur et fécond en expédients. Il avait eu la direction générale des vivres des armées en Espagne; souvent consulté par les ministres, les généraux et le

ron, son fils, depuis msrchal de France et décapité; et pour donner en même temps le cordon à Renaud de Baunes, archevêque de Bourges, grand aumônier de France, à la place d'Amiot, forcené li-gueur. (D.)

(1) Voyez, sur lui, Saint-Simon, t. XXXV, p. 65 et 66.

roi même, il eut beaucoup d'amis et les méritait. Il était intendant général de la marine, lorsqu'il fut entraîné par la chute de Tinnaguas, secrétaire d'État, son ami, au commencement du ministère d'Albéroni. Ce ministre violent et despote lui fit un crime de ses liaisons avec le duc de Saint-Aignan, notre ambassadeur à Madrid; et celui-ci étant obligé de sortir précipitamment d'Espagne, Sartine fut mis en prison, et n'en sortit qu'à la disgrâce d'Albéroni. Il épousa depuis une camériste qui fut ensuite *segнора de honor* de la reine d'Espagne, et devint intendant de Barcelone, où il est mort. Son vrai nom était des Sardines. Son père était épicier à Lyon. Sartine portait en Espagne la croix de Saint-Michel. Je ne crois pas cependant qu'il ait été fait chevalier en titre; il n'est dans aucune liste. Je désire que le fils me donne occasion de parler de lui comme de son père; c'est son affaire: la mienne est de rendre justice.

Un des principaux articles de l'instruction du duc de Saint-Simon était de voir et de cultiver beaucoup le jésuite Daubenton, confesseur du roi, place bien importante, quand elle n'est pas un vain titre. Dès la première visite, le bon père se répandit en protestations d'attachement au régent et à la France, et de la plus tendre estime pour le duc de Saint-Simon, dont il connaissait, disait-il, l'amitié pour les jésuites. De là il passa au désir que le roi d'Espagne avait de mettre l'infante entre les mains d'un de leurs pères, seuls capables d'inspirer de bonne heure à cette princesse les vrais principes de la religion.

Daubenton parlait vrai sur le désir de Philippe V; car, à la première audience particulière que ce prince donna à l'ambassadeur, il coupa une discussion d'affaires pour le charger de demander au régent que l'infante fût instruite par un jésuite, et revint sur cet article à diverses reprises.

Le duc de Saint-Simon, déjà prévenu du désir de Phi-

lippe V, ne put répondre que favorablement à la proposition de Daubenton. Le zélé père, charmé de l'ouverture, devint radieux, caressant, et, après plusieurs circonvolutions patelines, des mots entrecoupés et quelques phrases d'un clair obscur : *Ce n'est pas tout, dit-il, le roi attend encore plus de Votre Excellence, de votre attachement pour lui, de votre amour pour la religion, de votre amitié pour notre compagnie.* Ce n'était pas assurément par ce dernier sujet d'éloge que Saint-Simon était le plus connu ; mais une figure de rhétorique des moines est d'inspirer du zèle pour eux, en supposant qu'on l'a déjà. *Le roi, continue Daubenton, meurt d'envie de vous prier de demander de sa part au roi, son neveu, de prendre un jésuite pour confesseur, et d'engager le régent à vous appuyer. Les infirmités de l'abbé Fleury le menacent d'une mort prochaine : il serait donc convenable de prendre les avances, et que, dans la même dépêche où vous demanderez un jésuite pour l'infante, vous proposassiez d'en donner un au roi.*

Daubenton termina son discours par mille offres de services pour la grandesse que désirait l'ambassadeur, et finit par lui demander de dire amicalement ce qu'il en pensait.

Le piège était assez bien tendu et l'appât bien présenté. Saint-Simon s'en tira cependant. Il témoigna au jésuite beaucoup d'estime pour sa compagnie, et convint que rien n'était mieux que de donner un jésuite à l'infante, puisque le roi son père le désirait ; mais qu'à l'égard du confessionnal du roi et de l'intérieur de sa maison, la proposition pourrait bien n'être pas mieux reçue en France que ne le serait en Espagne celle de changer le confesseur de Philippe V ou ses ministres ; que c'était un grand pas de faire accepter un jésuite pour l'infante ; que la considération pour la compagnie ferait le reste, et qu'on y réussirait d'autant mieux qu'on paraîtrait moins l'exiger.

Daubenton ne fut pas trop content de la réponse, et s'attendait à mieux ; mais il ne perdit rien de sa sérénité, et, de peur de montrer du refroidissement, redoubla de protestations d'amitié, d'offres de services pour l'ambassadeur, et approuva de bouche des raisons qui lui répugnaient fort.

Que Daubenton eût été chargé ou non par Philippe V de la proposition qu'il fit de donner au jeune roi un confesseur jésuite, il est certain que ce prince n'en parla point à l'ambassadeur. Pour rénnir tout ce qui concerne cette affaire, j'ajouterai ici ce qui arriva trois mois après. On persuada à l'abbé Fleury de se retirer, et le père Taschereau de Linières fut nommé à sa place. Il était déjà confesseur de Madame, mère du régent ; et le cardinal de Noailles n'avait pas trouvé grand inconvénient à donner des pouvoirs à ce jésuite pour confesser Madame. Le père de Linières était un bon homme, sans intrigues, et n'aurait pu, quand il aurait été tout autre, tirer aucun parti de la dévotion du Palais-Royal. Madame, la seule pénitente qu'il eût, était catholique, parce qu'il avait fallu l'être pour éponser Monsieur ; du reste, pleine de vertu, de bonté d'âme, d'une hauteur allemande ; un confesseur n'était pour elle qu'un domestique de plus.

Il n'en était pas ainsi du confessionnal d'un roi encore enfant, et accessible aux premières impressions. Le cardinal de Noailles jugea le choix du confesseur une affaire de la plus grande importance, et refusa les pouvoirs à Linières. Quel que fût le caractère personnel d'un jésuite, le cardinal savait que le confesseur d'un roi est par état l'homme de la société et de son général, et, sans proposer lui-même un confesseur, il se bornait à exclure les jésuites. Le maréchal de Villeroi offrait le choix de trois sujets : le chancelier de Notre-Dame, Benoit, curé de Saint-Germain-en-Laye, et l'abbé de Vaurony, qui avait refusé l'évêché de Perpignan. L'évêque de Fréjus proposait Paulet, supérieur du séminaire des Bons-Enfants, ou

Champigny, trésorier de la Sainte-Chapelle. Le cardinal de Rohan, au défaut des jésuites, qu'il eût préférés, présentait le docteur Vivant, curé de Saint-Méry, et fanatique constitutionnaire. Noailles, Villeroy et l'évêque de Fréjus s'opposèrent de tout leur pouvoir au choix du jésuite (1); mais le crédit du cardinal Dubois l'emporta en faveur de Linières. Il était difficile de lui supposer d'autre motif que le ressentiment contre le cardinal de Noailles, qui avait refusé de lui conférer les ordres lors de sa nomination à l'archevêché de Cambrai. Il n'avait aucune obligation de son chapeau aux jésuites; on a vu comment il l'avait conquis. Le refus des pouvoirs rendait cependant la nomination inutile. Les sollicitations ne purent rien obtenir du cardinal de Noailles: il fut inflexible. Dubois, au mépris des droits et de l'honneur de l'épiscopat, s'adressa au pape, qui envoya au roi une permission de choisir quel confesseur il voudrait.

Dubois, pour se disculper devant ceux de ses confrères qui seraient plus jaloux que lui de l'honneur de l'épiscopat, répandit que la nomination d'un jésuite pour le confessionnal du roi avait été une condition stipulée par l'Espagne par le traité de paix avec la France. Cependant, pour lever toutes les difficultés, on transféra la cour de Paris à Versailles, d'où le roi allait se confesser à Saint-Cyr, dans le diocèse de Chartres, où les jésuites avaient des pouvoirs.

A l'égard de la stipulation par laquelle l'Espagne avait, dit-on, exigé et obtenu que le confessionnal du roi fût rendu aux jésuites, c'est une pure supposition. Cette prétendue anecdote du traité a été tellement adoptée, qu'elle passe pour certaine chez les gens qui croient avoir pénétré dans les secrets de la politique. Cependant rien n'est plus faux. En voici la preuve :

(1) J'ai tiré cet article d'une lettre du cardinal Dubois au père Daubenton, du 2 mars 1722. (D.)

Dans la première conférence que le duc de Saint-Simon eut, à son retour d'Espagne, avec le régent et le cardinal Dubois, celui-ci, récapitulant les divers points de la négociation : *Monsieur*, dit-il au duc, *nous avons fait ce que le roi d'Espagne a désiré.*—*Quoi ?* dit le duc.—*Nous avons donné au roi un confesseur jésuite.*—*Comment !* reprit le duc, *le roi d'Espagne ne m'en a jamais parlé.*—*Il me semble pourtant,* reprit le cardinal, *que le roi vous a parlé des jésuites, et que vous nous en avez écrit.*—*Vous confondez certainement,* répliqua Saint-Simon; *je vous ai parlé du désir du roi d'Espagne au sujet d'un jésuite pour l'infante, mais jamais il ne m'en a ouvert la bouche pour le roi. Vous avez mes lettres, relisez-les. Il est bien vrai que le père Daubenton m'en fit la proposition, mais je la rejetai, et j'aurais cru manquer au roi et à monsieur le régent de me charger d'une commission par laquelle une puissance étrangère serait entrée dans le gouvernement intérieur de la France. Vous auriez dû m'en blâmer vous-même.*

Le cardinal, voyant qu'il avait affaire à un contradicteur peu complaisant, balbutiait, car il passait quelquefois de l'audace du brigand au déconcertement du friponneau. Le régent, se mettant à rire : *Eh bien*, dit-il, *tout ce que nous vous demandons, c'est que vous ne nous démentiez pas, car nous avons dit à tout le monde que c'était aux pressantes instances du roi d'Espagne que nous avions donné au roi un confesseur jésuite.*—*Tout ce que je puis, monsieur,* répondit Saint-Simon, *c'est de faire le mystérieux, si l'on m'en parle; mais je ne pousserai pas la complaisance jusqu'à mentir.*

Il fallut bien se contenter de la discrétion qu'il promettait. En effet, il n'en parla qu'autant que son honneur l'exigeait; mais il en instruisit le cardinal de Noailles, dont l'estime lui était précieuse, le maréchal de Villeroi et l'évêque de Fréjus, qui seuls s'étaient opposés à la résurrection des jésuites, et ne

put cacher au comte de Céreste la suite d'une intrigue dont il avait vu le commencement. Je ne crois pas qu'il en ait fait part à d'autres. C'est par ce dernier que j'en ai eu les premières notions, avant que les pièces originales me fussent tombées entre les mains.

Le comte de Céreste-Brancas, frère du maréchal, avait accompagné en Espagne le duc de Saint-Simon, comme ami, et fut un des témoins du mariage de l'infante. Ne sachant pas jusqu'où je continuerai mes mémoires, je saisis cette occasion de lui rendre une partie de la justice qui lui est due. Je n'ai point connu d'homme en qui l'esprit et la vertu fussent dans un plus parfait équilibre; c'est de lui que j'ai dit, dans les *Mémoires sur les mœurs de ce siècle*, qu'il pouvait n'être pas le premier partout, mais qu'il n'aurait jamais été le second, et je n'ai jamais trouvé de contradicteur sur son mérite. Il est mort conseiller d'État d'épée et chevalier des ordres du roi, après avoir refusé d'être chevalier d'honneur de la reine.

Reprenons ce qui se passa en Espagne sur le double mariage, avant de repasser aux affaires de France.

La reine, Italienne de naissance et de cœur, haïssait les Espagnols autant qu'elle en était haïe, et les témoignages qui en éclataient journellement entretenaient cette haine réciproque. La reine ne se contraignait même pas de l'avouer, et le peuple, de son côté, lorsque le roi et la reine passaient, criait librement de la rue et des boutiques : *Viva el rey la Savoyana !* (la feue reine) adorée des Espagnols, et dont la mémoire est encore en vénération. La reine régnante affectait en vain de mépriser ces cris du peuple : elle en était au désespoir ; malheureusement le peuple et elle ne luttaient pas à force égale. Elle avait la toute-puissance par un moyen assez naturel. Le tempérament du roi lui rendait une femme nécessaire, et sa dévotion ne lui permettait aucune infidélité. La reine était laide, quoiqu'elle eût l'air assez noble, et le roi était toujours

dans des dispositions qui la lui faisaient trouver belle et la traiter comme telle. Elle y joignait toute la coquetterie possible pour son mari, le louait publiquement et en face sur sa beauté; et, quoiqu'il eût été beau étant jeune, il était alors dans un tel état de délabrement sur la figure, que, si les princes n'étaient pas invulnérables contre les louanges les plus dégoûtantes, il aurait pu prendre celles de la reine pour une dérision.

Le roi et la reine, sains ou malades, n'eurent jamais que le même lit. Les couches de la reine n'obligeaient pas le roi d'en changer, et ce ne fut que trois jours avant la mort de sa première femme qu'il prit un lit séparé, quoique depuis longtemps elle fût perdue d'écrrouelles.

Le roi et la reine, étant d'une jalousie réciproque sur tout ce que l'on pouvait dire à l'un ou à l'autre, ne se quittaient ni jour ni nuit. Tous les jours, à leur réveil, l'*assefeta* (1) venait leur donner des manteaux de lit, et ils faisaient leurs prières; après quoi, Grimaldo, à qui les autres secrétaires d'État remettaient les affaires de leurs départements, entrait et en faisait le rapport. Grimaldo congédié, le roi prenait sa robe de chambre, passait dans une garde-robe pour s'habiller, et la reine dans la pièce où était sa toilette. Le roi, bientôt habillé, faisait entrer son confesseur, et, après un quart d'heure de confession ou d'entretien particulier, allait trouver la reine; les infants s'y rendaient. Quelques officiers principaux, les dames et les caméristes de service formaient toute l'assemblée; la conversation roulait sur la chasse, la dévotion ou autre chose de pareille importance. La toilette durait envi-

(1) Première femme de chambre. Cette place a plus de considération en Espagne qu'en France, peut-être par la seule raison que l'Espagnol imagine que ses princes ont, sur tous les autres, une supériorité qui se communique à tout ce qui les approche. Laura Piscatori, nourrice de la reine, était alors *assefeta*. (D.)

ron trois quarts d'heure. Le roi et la reine passaient ensuite dans une chambre où se donnaient les audiences particulières aux ministres étrangers et aux seigneurs de la cour qui en avaient demandé.

Quand on introduisait quelqu'un, la reine affectait de se retirer dans l'embrasure d'une fenêtre; mais celui qui avait à parler au roi, n'ignorant pas que ce prince rendrait le tout à la reine, qu'elle serait choquée du secret qu'on aurait voulu lui faire, et préviendrait le roi défavorablement, ne manquait pas de la supplier de s'approcher, ou parlait assez haut pour en être entendu, si elle persistait dans sa fausse discrétion.

La reine savait donc exactement tout ce qu'on disait au roi, et avait de plus, chaque semaine, une heure où elle pouvait, à l'insu du roi, s'entretenir avec ceux qu'elle voulait faire introduire secrètement; ce jour était celui où le roi donnait audience publique.

Le roi assis et couvert devant une table, les grands debout, rangés contre la muraille et converts, chaque particulier qui avait donné son nom était appelé dans l'ordre où il était inscrit. Il se mettait à genoux devant le roi, expliquait son affaire en très-peu de mots, laissait ordinairement un mémoire sur la table, se relevait, et se retirait après avoir baisé la main du roi. Les prêtres étaient distingués des séculiers en ce que le roi leur ordonnait de se relever, quand ils faisaient la génuflexion. Si quelqu'un de ceux qui venaient à cette audience voulait n'être entendu de personne, et qu'il fût très-connu, il le disait. Alors celui qui tenait la liste se tournait vers les grands, disait à haute voix : *C'est une audience secrète*; tous sortaient et ne rentraient que lorsque ce particulier se retirait. Le seul capitaine des gardes, en dehors, tenait la porte entre-bâillée, d'où, sans rien entendre, mais la tête dans la chambre, il pouvait toujours voir le roi et celui qui lui parlait.

Si la reine profitait de cette audience pour s'entretenir avec quelqu'un, il fallait que ce fût bien secrètement; car le roi était toujours inquiet de ce qu'on pouvait dire de particulier à cette princesse, au point que, lorsqu'elle se confessait, si la confession se prolongeait plus qu'à l'ordinaire, il entraînait dans la chambre et il appelait la reine.

Ils communiaient ensemble tous les huit jours, et les dames de la reine lui auraient déplu, si elles n'en avaient pas usé ainsi.

Le seul divertissement du roi était la chasse, qui n'était pas moins triste que le reste de sa vie. Des paysans formaient une enceinte pour une battue, et faisaient passer cerfs, sangliers, chevreuils, renards, etc., devant le roi et la reine, qui, enfermés dans une feuillée, tiraient sur les animaux.

Ce qu'on sait de la vie de madame de Maintenon et ce qu'on voit ici de la conduite de la reine d'Espagne prouve assez quel est le tourment des femmes qui veulent gouverner les rois les plus subjugués. Si l'on dévoile la vie intérieure des favorites, on aura pitié d'un état si envié.

Quelque crédit que la reine eût sur l'esprit du roi, elle était obligée de l'étudier à chaque instant, de faire naître ou de saisir les occasions, de ployer dans des moments, et quelquefois de se servir des avantages que lui donnait le tempérament du roi. Les refus de la reine irritaient son mari, l'enflammaient de plus en plus, quelquefois produisaient des scènes violentes, et finissaient par faire obtenir à la reine ce qu'elle voulait. La violence des désirs du roi faisait la force de la reine.

Philippe V, né avec un sens droit mais peu étendu, était silencieux, réservé, même timide, se défiant de lui-même. Son éducation en France et son genre de vie en Espagne n'avaient fait que confirmer ce caractère, que j'aurai encore occasion de développer davantage. Sa dévotion consistait en

pratiques minutieuses. Taciturne et par là même observateur plus attentif de ceux qui l'approchaient, il en remarquait très-bien les ridicules et en faisait quelquefois, dans l'intérieur de sa solitude, des récits plaisants.

Il était fort attentif sur sa santé; son médecin, s'il eût été intrigant, aurait pu jouer un grand rôle. Lyghins, Irlandais, qui occupait cette première place, fort éloigné de l'intrigue et de la cupidité, instruit dans son art, s'en occupait uniquement. Après sa mort, la reine fit donner la place à Servi, son médecin particulier.

Philippe V avait aimé la guerre, quoiqu'il l'eût faite d'une façon singulière. Jamais il ne fit de plan de campagne; se reposant des opérations militaires sur ses officiers généraux, il n'y contribuait que de sa présence. S'ils le plaçaient loin du danger, il y restait et ne croyait pas sa gloire intéressée à s'en approcher. Si les hasards d'une journée le portaient au milieu du feu le plus vif, il y demeurait avec la même tranquillité, et s'amusait à examiner ceux qui montraient de la peur.

Aisé à servir, bon, familier avec ses domestiques intérieurs, tout Français dans le cœur, il n'accueillait les Espagnols que par reconnaissance de leurs services. Aimant tendrement le roi son neveu, il conservait un espoir de retour, si nous avions le malheur de perdre cet unique rejeton de la famille royale. Cependant il n'aurait pas monté sans scrupule sur le trône de ses pères après les renonciations solennelles qu'il avait faites à la couronne de France. Il ne pouvait, par le même principe, regarder comme illusoires les renonciations de Marie-Thérèse d'Autriche à la couronne d'Espagne, en épousant Louis XIV. Il n'aurait eu la conscience tranquille sur aucun des deux trônes. Ces scrupules, que son confesseur avait peine à dissiper, ne sont pas d'une tête bien forte, ni, si l'on veut, dignes d'un prince; mais ils sont d'une âme pure. Ces remords, plus réprimés que détruits, ont été la principale

cause de son abdication et de la peine qu'il eut à reprendre la couronne après la mort de son fils, Louis I^{er}. Le trône, transmis à son fils, ne devait pas, suivant ses scrupules, lui paraître une moindre usurpation, s'il y en avait; mais enfin il lui suffisait de faire l'unique sacrifice qui dépendait de lui. D'ailleurs, les âmes scrupuleuses ne sont pas bien conséquentes ni dans ce qui les agite, ni dans ce qui les calme.

La reine était d'un caractère fort opposé. Régner était tout pour elle. La possession la moins légitime eût été un droit à ses yeux. Élevée dans la petite cour de son père, elle n'y avait pas pris une idée bien exacte des cours de l'Europe. Cependant elle se crut faite pour régner, bien ou mal, au premier instant qu'elle fut sur le trône. Nous avons vu comment la fortune l'y plaça.

Elle se proposa d'abord deux objets et ne les perdit jamais de vue. Le premier, d'établir tellement son crédit sur l'esprit du roi qu'elle régnât sous le nom de ce prince. Le second, de se prémunir contre le triste état de veuve d'un roi d'Espagne qui aurait pour successeur un fils dont-elle n'était pas la mère.

Elle résolut donc de procurer une souveraineté à un de ses fils, chez qui elle pût un jour se retirer, y régner encore, ou du moins ne pas obéir.

On peut juger de quels manéges elle avait besoin pour suivre ce second objet et dérober en même temps son dessein à un roi soupçonneux. Albéroni, dans le désespoir de sa disgrâce, avait publié les vues que cette princesse s'efforçait de cacher. Elle se flattait en vain qu'Albéroni, suspect par son ressentiment, ne serait pas cru; le caractère connu de la reine ne laissait pas douter de ses desirs. Ses caresses froides et forcées aux infants du premier lit, les aigreurs qu'elle laissait échapper, annonçaient suffisamment son projet, qui, pendant le

règne entier de Philippe, a été la base ou l'obstacle de toutes les négociations.

La cour d'Espagne était et continua d'être divisée en deux cabales : l'italienne, la moins nombreuse, était la dominante par la faveur de la reine. La cabale espagnole, à laquelle adhéraient les vœux de la nation, gémissait du crédit des Italiens, et les haïssait cordialement. Presque toutes les grandes places étaient, à la vérité, occupées par des Espagnols; mais ils étaient bornés aux titres de ces places, dont ils faisaient très-peu les fonctions par la solitude où la reine tenait constamment le roi. Le chirurgien, l'apothicaire et les valets intérieurs étaient Français.

Les deux princesses, dont les contrats venaient d'être signés, arrivèrent le même jour dans l'île des Faisans de la rivière de Bidassoa, où se fit l'échange, et où s'était faite, en 1659, l'entrevue de Louis XIV, de la reine sa mère, et de Philippe IV, frère de la reine.

Il y eut d'abord quelques difficultés sur l'acte d'échange entre le prince de Rohan et le marquis de Santa-Cruz. Le premier avait pris de l'altesse dans l'acte français. Santa-Cruz, majordome major de la reine d'Espagne, chargé de la conduite de l'infante, déclara qu'il passerait tout ce qu'on voudrait dans l'acte français, parce que l'Espagne n'avait point à régler les titres et les qualités des Français; mais que, dans l'acte espagnol, on ne donnerait à l'un et à l'autre que l'*excellence* (1).

(1) L'*excellence* se donne en Espagne à tous les grands, aux successeurs immédiats d'une grandesse, aux vice-rois, gouverneurs de provinces, capitaines généraux, conseillers d'État (titre des ministres), aux chevaliers de la Toison d'or, au gouverneur du conseil de Castille, et aux femmes de tous ceux que je marque ici. L'archevêque de Tolède est le seul qui reçoive l'*excellence*. On ne la donne pas même au nonce, quoique le premier des ambassadeurs, qui l'ont tous. Le titre des évêques est *seigneurie illustrissime*.

Le prince de Rohan, voyant que, dans cet acte, Santa-Cruz ne prenait pas même le titre de *grand*, ne prit pas celui de *duc et pair*, et se contenta de signer, sans addition de qualités, l'échange.

L'échange fait, l'infante prit la route de Paris, et mademoiselle de Montpensier celle de Madrid. Les deux princesses ne furent suivies de qui que ce fût de leur nation, à l'exception d'une sous-gouvernante (de Nieves, *señora de honor*), qu'on laissa à l'infante à cause de son bas âge.

Je ne m'arrêterai sur aucune des fêtes qui remplissent les journaux; mais je continuerai d'observer les particularités dignes de remarque.

La gravité et la pudeur espagnoles ne permettent pas de voir coucher des mariés. Cependant notre ambassadeur, voulant d'autant mieux constater le mariage de la princesse des Asturies, que les mariés ne devaient habiter ensemble que dans un an, à cause de la délicatesse du prince, obtint de Leurs Majestés Catholiques une dérogation à l'étiquette d'Espagne, et pour les persuader s'appuya de ce qui s'était passé au mariage du duc de Bourgogne. Un exemple français était

L'omission de l'Espagnol était un trait de hantenn. Les grands en négligent le titre par orgueil, comptant que leur grandesse est partout aussi connue que leur nom. Comme ils affectent d'ailleurs la plus grande ancienneté, ils craindraient qu'on ne fixât la date de leur grandesse, aux actes où elle se trouverait. Si quelques-uns l'ont énoncée dans un acte, c'est depuis Philippe V, à l'imitation des grands qui sont en France. Par une suite de ce principe, ils ne gardent point de rang entre eux. La Toison n'étant pas héréditaire, les chevaliers en observent un entre eux; mais c'est toujours celui de la date de leur réception.

Il n'y a d'exception que pour les têtes couronnées et pour les infants, depuis Philippe V, qui le demanda en plein chapitre. Les souverains, nos rois, n'ont point d'exception. Les princes du sang et non légitimés en ont prétendu; mais ayant trouvé de la résistance, ils ont été reçus sans cérémonie, et ne se trouvent point aux chapitres. (D.)

bien puissant sur l'esprit de Philippe V. On prit ensuite la précaution de gagner quelques personnages graves dont l'approbation empêchât les autres de s'effaroucher. Enfin, on mit les deux époux au lit, et, les rideaux ouverts, on laissa entrer dans la chambre tout ce qui s'y présenta. Un quart d'heure après, on ferma les rideaux. Le duc de Popoli, gouverneur du prince, resta sous le rideau de son côté; et la duchesse de Monteillano, gouvernante de la princesse, sous le rideau opposé. Après quelques minutes, toute l'assemblée fut congédiée et les époux séparés.

La princesse des Asturies fit voir, dès les premiers jours de son arrivée à la cour d'Espagne, les preuves d'une humeur sombre et maussade. Il fallait presque la violenter pour qu'elle rendit visite au roi et à la reine. On avait fait les plus superbes préparatifs pour un bal dont Leurs Majestés Catholiques et toute la cour se faisaient une fête. La princesse refusa constamment d'y paraître, sans aucun motif de chagrin, mais uniquement par l'humeur d'un plat et sot enfant. Ou elle ne répondait rien aux représentations qu'on lui faisait, ou sa réponse était que le roi et la reine pouvaient vivre à leur fantaisie, et qu'elle voulait vivre à la sienne. Le détail de scènes tristement ridicules serait dégoûtant même dans de simples mémoires tels que ceux que j'écris. Pour finir en peu de mots ce qui la regarde, elle continua d'être à Madrid aussi sotte, aussi plate, aussi maussade que nous l'avons vue depuis à Paris, où elle vint végéter reine douairière d'Espagne, depuis 1725 jusqu'en 1742, qu'elle mourut au Luxembourg.

L'infante arriva à Paris et y reçut les honneurs de reine; on lui en donna même le titre dans toutes les relations. L'événement a fait voir qu'on s'était trop pressé en la traitant de reine. On ne risquait rien, et il était plus dans la règle d'attendre, puisque indépendamment de sa destination, elle avait, par sa

naissance seule, la préséance sur Madame. Il est vrai qu'on avait fait prendre par anticipation le titre de Dauphine à la duchesse de Bourgogne aussitôt qu'elle était arrivée en France; mais cela était nécessaire pour lui donner la préséance qu'aucune princesse du sang n'aurait pu lui céder, attendu qu'elle n'était alors que fille d'un duc de Savoie, qui, n'étant pas encore roi, cédait aux électeurs (1).

Aussitôt que notre ambassadeur eut rempli sa mission en Espagne, il se pressa d'autant plus d'en partir, que le cardinal Dubois avait envie de l'y retenir sous différents prétextes. Les motifs du cardinal nous ramènent naturellement aux intrigues de la cour de France.

(1) Il y a si peu de principes dans les différentes étiquettes, qu'on ne peut que marquer les faits sans en rien conclure. Le prince de Conti, grand-père de celui d'aujourd'hui, précéda toujours, en Hongrie et à Vienne, les électeurs. Cependant celui de Bavière, qui était un de ceux-là, étant venu à Paris, obtint du roi d'y garder l'*incognito*. Louis XIV alla jusqu'à lui accorder une audience particulière, où ils restèrent tous deux debout, quoique le roi d'Angleterre, Guillaume III, n'eût donné une pareille audience qu'assis dans un fauteuil, et ce même électeur placé sur un tabouret. L'électeur, profitant ou abusant de la bonté de Louis XIV, prétendit avoir la main chez le premier Dauphin. Le roi eut la complaisance de consentir à un *mezzo termine*, savoir que l'électeur ne verrait le Dauphin que dans les jardins de Meudon, et qu'ils monteraient ensemble dans la même calèche, chacun par sa portière. Ce qu'il y a de singulier et de contradictoire, c'est que l'électeur de Cologne, frère de celui de Bavière, aussi *incognito*, était debout devant le roi dans un fauteuil. Il dîna et soupa plusieurs fois à Meudon avec le Dauphin, et n'y eut qu'un siège pliant au bas bout de la table, avec les courtisans. Cet électeur voulait quelquefois dire la messe devant la duchesse de Bourgogne, et lui rendait alors les mêmes honneurs que le dernier des chapelains. C'est le même qui, étant à Valenciennes, annonça qu'il prêcherait le 1^{er} avril. La foule fut prodigieuse à l'église. L'électeur étant en chaire, salua gravement l'assemblée, fit le signe de la croix et cria: *Poisson d'avril!* puis descendit de chaire, pendant qu'un troupe de trompettes et de cors de chasse, accompagnés de timbales, faisaient un tintamarre digne de cette farce scandaleuse. (D.)

On se rappelle que Dubois, pour se servir du cardinal de Rohan à Rome, l'avait flatté de lui faire obtenir le premier ministère à son retour. Celui-ci n'en douta point, eut la sottise de le dire à Rome, où il était le seul qui en fût persuadé, et revint le plus tôt qu'il put à Paris sommer son cher confrère de sa parole.

Depuis que Dubois était cardinal, il ne se trouvait plus au conseil de régence à cause de la préséance. Pour y rentrer, comme il convenait à sa pourpre, il voulait y faire entrer le cardinal son ancien et se glisser à sa suite. Il lui fit l'accueil le plus vif, lui réitéra sa promesse, et lui dit qu'il fallait d'abord entrer au conseil pour arriver au premier ministère; qu'après avoir si bien servi le roi à Rome, il était fondé à le demander; et que lui, Dubois, était trop son serviteur pour ne pas appuyer sa demande auprès du régent.

Le crédule cardinal de Rohan, touché de tant de cordialité, témoigna la plus tendre reconnaissance à son confrère, promit bien de partager avec lui l'autorité d'une place qu'il lui devait, et peu de jours après demanda au régent l'entrée au conseil. Le régent la lui accorda si promptement et de si bonne grâce, que le cardinal aurait pu voir que tout était arrangé d'avance, ou qu'on ne lui faisait pas un grand présent.

Le chancelier et les ducs, voyant les cardinaux entrer au conseil, s'en retirèrent à l'instant. Le maréchal de Villeroi n'y parut plus que sur un tabouret derrière le roi, dans sa qualité de gouverneur, sans y dire un mot sur les affaires.

Dubois l'avait prévu; mais c'était déjà beaucoup que de faire cause commune avec un homme de la naissance du cardinal de Rohan, qu'il avait mis en épaulement devant lui. Une circonstance qui aurait dû combler le dégoût fit grand plaisir à Dubois et lui servit merveilleusement. Les maréchaux de France suivirent l'exemple des ducs. Dubois partit de là pour persuader au régent que c'était une cabale formée contre

lui personnellement, puisque les maréchaux de France, qui n'avaient jamais rien disputé aux cardinaux, prenaient parti dans l'affaire. Dubois en écrivit dans cet esprit-là au duc de Saint-Simon, duc jusqu'au fanatisme, mais très-attaché au régent. Dubois, glissant légèrement sur la question de préséance, appuyait dans sa lettre sur la cabale dont il faisait chef le duc de Noailles, très-haï du duc de Saint-Simon, et finissait par le charger d'engager le roi d'Espagne à prendre dans cette occasion parti pour le régent et à se déclarer hautement pour un gouvernement qui intéressait aujourd'hui les deux branches de la maison de France.

Le duc de Saint-Simon ne fut pas la dupe de cette prétendue cabale; mais il fallait du moins paraître en avoir rendu compte à Philippe V. Il s'en acquitta de façon que ce prince regarda cette affaire comme une tracasserie domestique, dont il ne voulait ni ne devait se mêler. Saint-Simon, pour ôter tout prétexte à le retenir en Espagne, rendit compte au cardinal Dubois de la réponse de Philippe V, et tout de suite prit congé et partit. En arrivant à Bayonne, il reçut une dépêche par laquelle le cardinal lui donnait les plus grands éloges sur la manière dont il s'était acquitté de sa commission, avec mille protestations d'amitié et d'impatience de le revoir. Le cardinal lui en avait écrit une autre, par laquelle il le chargeait de rester à Madrid jusqu'à ce qu'il y eût accrédité Chavigny (1), aujourd'hui ambassadeur en Suisse. Chaque dépêche était ajustée pour le lieu où le courrier rencontrerait l'ambassadeur : la première, s'il le trouvait déjà sur les terres de France; l'autre, si le duc était encore en Espagne, où Dubois l'aurait beaucoup mieux aimé qu'à la cour de France.

(1) Théodore de Chavigny, né en Bourgogne, un des plus habiles négociateurs de l'Europe, était l'oncle de M. de Vergennes, qui devint plus tard ministre des affaires étrangères, et qu'il avait formé.

Dans le fait, le cardinal redoutait le duc de Saint-Simon, pour qui le régent avait de l'amitié, et très-opposé aux prétentions ministérielles et cardinales; mais il ne lui en prodiguait pas moins les protestations d'attachement. Cependant, comme l'impétuosité de son caractère l'emportait quelquefois sur sa dissimulation, il ne témoigna que trop son humeur contre le duc de Saint-Simon, par la manière dont il reçut un capitaine d'infanterie que le duc avait envoyé porter en France le contrat de mariage du roi. On avait promis à cet officier la croix de Saint-Louis et un avancement. Le cardinal lui dit brusquement qu'on verrait. Ce jeune homme se présenta pendant deux mois devant lui, sans pouvoir seulement s'en faire regarder. Il s'adressa au secrétaire d'État de la guerre, qui lui dit qu'il avait été si mal reçu du cardinal à ce sujet, qu'il n'osait plus lui en parler. L'officier continua donc à paraître humblement devant le cardinal. Un jour d'audience, où se trouvaient les ambassadeurs et nombre de gens distingués, le cardinal, importuné par quelqu'un, l'envoya promener en termes grenadiers, jurant et criant à tue-tête. Le nonce, qui était présent, en parut au moins très-étonné; mais le jeune officier, frappé du contraste de l'habit et du style du cardinal, éclata de rire. Le cardinal se retourne brusquement, aperçoit le rieur, et le frappant sur l'épaule à le faire rentrer en terre, s'il ne l'eût aussitôt rassuré : *Tu n'es pas trop sot*, lui dit-il, *je dirai à Leblanc d'expédier ton affaire*. Elle le fut le même jour.

Dubois, voulant se défaire des honnêtes gens qui l'incommodaient le plus, commença par le chancelier d'Aguesseau, qui fut, pour la seconde fois, exilé à Fresnes. Les sceaux furent d'abord offerts à Peletier de la Houssaye, qui les refusa, n'étant pas plus disposé que d'Aguesseau à céder la préséance aux cardinaux. D'Armenonville (Fleuriau) fut moins difficile, les accepta, et obtint de plus de faire passer sa place de secré-

taire d'État à son fils, le comte de Morville. Le marquis de Châtelux (Beauvoir) (1), qui venait d'épouser la fille du chancelier, ne vit dans la disgrâce de son beau-père que des motifs de redoubler de soins et d'amitié pour la famille où il était entré. Ces Beauvoir sont des gens de qualité de Bourgogne, race de braves et honnêtes gens.

La principale attention du cardinal étant d'éloigner le régent de tous ceux qui étaient dans sa familiarité, il fit exiler le marquis de Nocé, un des auteurs de sa fortune, et qui par là méritait sa disgrâce. Il était fils de Fontenay, qui, étant sous-gouverneur du régent, avait tâché de lui inspirer des principes de vertu, dans le temps que Dubois l'instruisait à la pratique des vices. Le régent respectait la mémoire du père, et s'amusait fort de l'esprit caustique et plaisant du fils. Mais c'était par là qu'il déplaisait au cardinal, qui, depuis leur désunion (car ils avaient été fort unis), était devenu l'objet de ses plaisanteries, et qui en redoutait l'effet dans une cour où les saillies valaient des raisons. Nocé s'aperçut aisément que le régent le sacrifiait à regret au cardinal. Quelqu'un lui disant, pour le consoler, que cette disgrâce ne serait pas longue : *Qu'en savez-vous ?* dit Nocé. — *Je le sais*, répondit l'autre, *du régent même.* — *Eh ! qu'en sait-il ?* répliqua Nocé, faisant entendre que le régent ne faisait plus rien par lui-même.

Le comte de Broglie, un des roués du régent, fut aussi exilé. Il devint suspect au cardinal, parce qu'il voulait se servir de la crapule du Palais-Royal pour mettre le pied dans les affaires (1).

(1) Il était chanoine militaire d'Auxerre et avait droit d'entrer au chapitre botté, éperonné et revêtu d'un surplis. — Voyez, sur ce point, Mathieu Marais.

(2) La *Vie privée de Richelieu* entre dans quelques détails sur le rôle, assez dégoûtant en effet, joué par Broglie dans les orgies du régent.

Un des meilleurs moyens dont se servit le cardinal pour se rendre maître du terrain et rétrécir la cour du régent fut la translation du roi à Versailles. La cour ne pouvait pas manquer d'être nombreuse à Paris, au lieu que la plupart, ne pouvant s'établir à Versailles, y viendraient rarement, et peu à peu en perdraient l'habitude. Les ministres ont toujours cherché à isoler le roi, et il n'y en a aucun qui voulût le voir habiter la capitale. Ils lui persuadent qu'il est instruit par eux de tout ce qui s'y passe, sans être obsédé d'une foule importune. Que de choses cependant qu'un roi peut apprendre, apercevoir et sentir en vivant au milieu de ses sujets ! En traversant la ville, il lit dans tous les yeux la passion dont les cœurs sont affectés, le mécontentement ou la satisfaction, les degrés d'amour ou de refroidissement. Les ministres ne sont eux-mêmes instruits que par des subalternes vils ou intéressés, et ont souvent intérêt de cacher au prince ce qu'ils apprennent.

Le roi fut donc établi à Versailles, et depuis n'est venu à Paris que pour tenir quelques lits de justice, inutiles ou désagréables, ou pour deux jours au retour d'une campagne. Le régent ne fut pas longtemps à Versailles sans éprouver l'ennui. La cour, proprement dite, n'est supportable qu'aux gens occupés d'affaires ou d'intrigues. Le régent était, par son rang, au-dessus de l'intrigue, et devenait chaque jour plus incapable d'affaires.

Quoiqu'il fût dans la force de l'âge, la continuité des excès dans sa vie privée l'avait blasé. Il lui restait tous les matins un engourdissement de l'orgie de la nuit ; et, quoiqu'il reprît peu à peu ses sens, les facultés de son âme perdaient de leur ressort ; la vivacité de son esprit en était ralentie ; il ne comportait plus une application forte ou continue ; il fallait des plaisirs bruyants pour le rappeler à lui-même. Ses soupers, dont la compagnie était si mêlée, si différente d'états et

si conforme de mœurs; sa petite loge de l'Opéra, d'où il choisissait les convives, tout lui manquait à Versailles. Il ne pouvait pas, même en bravant le scandale, transporter à la cour ce qui était nécessaire à son amusement. Ayant tout usé, jusqu'à la débauche, il avouait quelquefois qu'il ne goûtait plus le vin, et qu'il était devenu nul pour les femmes. Deux ou trois de ses serviteurs profitaient de ces aveux pour l'engager à chercher dans les devoirs de son état la dissipation, le délassement qu'il ne trouvait plus dans la dissolution. Conseils inutiles. Le commun des hommes quitte les plaisirs quand ils en sont quittés; mais on ne se dégage jamais de la crapule. Le goût du travail naît de l'usage qu'on en fait, se conserve, mais ne se prend plus à un certain âge. Il y a deux genres de vie très-opposés dont l'habitude devient une nécessité : la crapule et l'étude.

Le cardinal Dubois, ayant très-bien prévu l'ennui du régent à Versailles et ses fréquents voyages à Paris, saisisait habilement les occasions de contrarier les goûts du prince, en lui présentant des affaires dans les moments où elles l'excédaient le plus. Le régent, pour s'en débarrasser, les renvoyait à son ministre, qui, par là, se rendit le seul maître de la correspondance de tous les départements; et la surintendance, avec le secret de la poste dont il avait dépoillé le marquis de Torcy pour s'en emparer, lui donnait la connaissance du dehors et de l'intérieur.

Les affaires languissaient nécessairement par la surcharge du cardinal et par les entraves qu'il y mettait à dessein. On se plaignait, on criait après les expéditions. Le cardinal, pour prévenir les reproches de son maître, lui en faisait lui-même. Le régent, fatigué des cris et des plaintes, s'adressait au cardinal pour sortir d'embarras. C'était précisément où celui-ci l'attendait. *Il est impossible, lui dit-il, que la machine du gouvernement puisse agir, si tous les ressorts ne*

*son*t pas dirigés par une seule main. Les républiques mêmes ne subsisteraient pas, si toutes les volontés particulières ne se réunissaient pas pour former une volonté unique et agissante. Il faut donc, ajoutait Dubois, que le point de réunion soit vous ou moi, ou tel autre que vous voudrez choisir, sans quoi rien n'ira, et votre régence tombera dans le mépris.

Le régent, ne pouvant pas nier la vérité du principe : *Ne te laissé-je pas tout pouvoir ?* disait-il à Dubois. *Que te manque-t-il pour agir ?* — Non, répondait celui-ci ; le titre fait principalement l'autorité d'un ministre ; on lui obéit alors sans murmure. Sans un titre, tout exercice de la puissance parait une usurpation, révolte et trouve des obstacles.

Le régent, étonné, quelquefois indigné de la servitude où il s'était mis, désirait s'en affranchir, et ne pouvait se dissimuler la honte d'un régent obligé de recourir au remède d'un premier ministre. Un roi qui ne se sent pas les talents du gouvernement peut et doit s'en reposer sur un homme qui en soit digne, et n'est comptable que du choix. Mais un prince revêtu d'une puissance précaire, qui prend un ministre unique, déclare publiquement son incapacité, et mérite l'opprobre d'un ambitieux pusillanime qui s'est chargé d'un poids qu'il ne peut soutenir.

Malgré ces réflexions, le régent ne pouvait sortir de sa léthargie, pendant que ceux que le cardinal s'était attachés par l'espérance ou la crainte ne cessaient, par eux et leurs amis, de se répandre en éloges sur les talents supérieurs du ministre, sur son attachement à son maître, répétaient ces propos et les faisaient parvenir au régent. D'un autre côté, le cardinal avait pris soin d'écarter ceux qui auraient pu détruire, dans l'esprit du régent, les idées qui commençaient à y germer. Le duc de Noailles et le marquis de Canillac venaient d'être exilés, sans autre prétexte que d'être les auteurs, les chefs d'une prétendue cabale contre le gouverne-

ment. Le premier avait dit publiquement que l'infante serait renvoyée un jour, et que le mariage aurait le sort du système. Canillac avait voulu conserver avec le cardinal, dont il était autrefois protecteur, des airs et un ton de supériorité qui n'étaient plus de saison. Les ministres souffrent à peine des amis, et ne veulent que des complaisants.

Les *roués* du régent et les dignes compagnes de leurs soupers étaient intimidés ou vendus au ministre. Deux seuls hommes l'embarrassaient, le maréchal de Villeroy et le duc de Saint-Simon.

Le premier, considérable par sa place, avait autant de mépris pour le cardinal que de haine contre le régent, et versait sur le valet le fiel qu'il était obligé de retenir à l'égard du maître.

L'autre, aimé et estimé du régent dès l'enfance, lui avait été attaché dans les temps les plus critiques, avait part aux affaires, un travail réglé, et en tout le coup d'œil d'un homme distingué de la société de plaisir, dont il se tint toujours fort loin par des mœurs assez sévères.

Le cardinal, qui avait éprouvé plusieurs fois que le régent avait confié au duc de Saint-Simon des choses sur lesquelles il avait promis un secret absolu, ne douta point qu'il ne lui parlât du projet de premier ministre, peut-être même en consultation. Il chercha à gagner ces deux principaux personnages. En attendant, il ne négligeait aucune occasion de faire vanter ses services au régent. Le jésuite Lafitteau, évêque de Sisteron, qui arrivait de Rome, fut un des instruments que le cardinal employa avec succès. Il le connaissait bien pour un fripon; mais il ne l'en estimait pas moins, et tâchait de parer aux inconvénients quand il s'en apercevait. Par exemple, il l'avait fait évêque pour le retirer de Rome, où il avait su que Lafitteau payait les maîtresses et ses autres plaisirs de l'argent qu'on lui envoyait pour distribuer

dans la maison du pape , lorsqu'il était question du chapeau de Dubois.

Lafiteau avait le caractère d'un vrai valet de comédie : fripon , effronté , libertin , nullement hypocrite , mais très-scan-
daleux et grand constitutionnaire. Comme il n'est pas possible de s'expliquer ainsi sans preuves sur un prélat qui vit encore , voici ce que je lis dans une lettre du cardinal Dubois au cardinal de Rohan : « En suivant le chemin que l'é-
« vêque de Sisteron m'a marqué avoir fait faire à des mon-
« tres et à des diamants , j'ai trouvé des détours bien obscurs ,
« et d'autres trop clairs. » Dans une lettre de l'abbé de Tencin à sa sœur : « L'évêque de Sisteron est parti d'ici avec la
« vér... ; c'est apparemment pour se faire guérir qu'il va à la
« campagne. »

Lafiteau n'avait pas employé pour ses plaisirs tout l'argent qu'il avait reçu pour la promotion de Dubois : il en avait répandu dans la domesticité du pape ; mais il comptait en recueillir le fruit pour lui-même. L'abbé de Tencin écrivait à sa sœur : « Il est certain que l'évêque de Sisteron prétendait
« se faire cardinal ; je le sais du camérлинг. »

Je pourrais rapporter d'autres lettres fort démonstratives ; mais ce qu'on vient de voir me paraît suffisant pour faire connaître quelqn'un d'aussi peu important que Lafiteau , qui ne se trouve dans ces mémoires que par occasion et comme instrument d'autrui.

Le cardinal Dubois , résolu de l'employer dans une conjoncture où il pouvait s'en servir sans risquer ni argent ni bijoux , lui fit à son retour de Rome le plus grand accueil , le remercia de ses services , sans lui laisser soupçonner qu'il fût instruit de ses perfidies , lui promit force bénéfices , si , dans l'audience particulière qu'il aurait du régent , il disait à ce prince combien la cour de Rome était satisfaite de la conduite et des talents admirables du cardinal , s'il insinuait

qu'on s'attendait à le voir bientôt premier ministre, et que jamais le prince ne pouvait faire un meilleur choix pour sa tranquillité personnelle et pour le bien de l'État.

L'appât était assez grossièrement présenté; mais le cardinal était impatient de régner, chargeait du même rôle tous ceux qu'il produisait au régent, et, s'il ne le persuadait pas, voulait du moins le fatiguer.

A peine Lafitteau eut-il effleuré la matière, que le régent, voyant où l'évêque en voulait venir, l'interrompit : *Que diable veut donc ton cardinal ? Je lui laisse toute l'autorité de premier ministre. — Il n'est pas content, s'il n'en a pas le titre. — Eh ! qu'en fera-t-il ? combien de temps en jouira-t-il ? Il est tout pourri de vér... Chirac, qui l'a visité, m'a assuré qu'il ne vivra pas six mois. — Cela est-il bien vrai, monseigneur ? — Très-vrai, je te le ferai dire. — Cela étant, reprit l'évêque, dès ce moment je vous conseille de le déclarer premier ministre, et plus tôt que plus tard. — Comment ? — Attendez, monseigneur. Nous approchons de la majorité ; vous conserverez sans doute la confiance du roi : il la devra à vos services, à vos talents supérieurs ; mais enfin vous n'aurez plus d'autorité propre. Un grand prince comme vous a toujours des ennemis ou des jaloux ; ils chercheront à vous aliéner le roi ; ceux qui l'approchent de plus près ne vous sont pas les plus attachés ; vous ne pouvez pas, à la fin de votre régence, vous faire nommer premier ministre : cela est sans exemple ; faites cet exemple dans un autre. Le cardinal le sera, comme l'ont été les cardinaux de Richelieu et Mazarin. A sa mort, vous succéderez à un titre qui n'aura pas été établi pour vous, auquel le public sera accoutumé, que vous aurez l'air de prendre par modestie et par attachement pour le roi, et vous aurez en même temps toute la réalité de la puissance.*

Le raisonnement de l'évêque frappa le régent, encore plus sollicité par l'ennui des affaires. Il ne voyait que le cardinal

Dubois sur qui il pût s'en reposer. Sans appuis personnels, il n'existerait que par celui qui l'avait créé. Ce parti pris, le régent n'était arrêté que par la honte de le déclarer.

Le cardinal, voyant sa nomination assurée, chercha les moyens de prévenir les clameurs dont le maréchal de Villeroi donnerait le signal, et les reproches que le duc de Saint-Simon pourrait faire au régent.

Il n'y eut point de respects qu'il ne prodiguât au maréchal; mais celui-ci, les regardant comme un devoir, n'y répondait que par des mépris. Le cardinal redoublait de soumissions et le maréchal de hauteurs.

Pour dernière ressource, le ministre s'adressa au cardinal de Bissy, ami du maréchal, et le pria d'être le médiateur de cette liaison. Bissy ne demandait pas mieux que de faire quelque chose qui fût agréable à Dubois, espérant par là obtenir l'entrée au conseil, comme le cardinal de Rohan, et le cardinal Dubois entretenait toujours les espérances de ceux dont il avait besoin. Il avait introduit le cardinal de Rohan au conseil, pour s'y frayer l'entrée à lui-même, avait choisi un des cardinaux, qui était personnellement un seigneur; mais il s'embarrassait fort peu de Bissy.

Quoi qu'il en soit, celui-ci, lié avec le maréchal de Villeroi par le zèle de la constitution et l'ancienne société de madame de Maintenon, alla le trouver, lui peignit la douleur du cardinal Dubois de ne pouvoir obtenir les bonnes grâces de l'homme qu'il respectait le plus, dont il admirait les lumières supérieures, et qui serait si nécessaire au gouvernement, s'il voulait permettre que le cardinal ministre vint le consulter, lui ouvrir son portefeuille, ne se conduire enfin que par ses conseils.

Le maréchal, trop persuadé de son mérite pour douter un instant de la sincérité des louanges qu'il recevait, était intérieurement combattu par son antipathie pour le ministre;

mais il crut devoir la sacrifier au bien de l'État, puisqu'il était si nécessaire, et permit au négociateur de porter des paroles de paix à son commettant.

Bissy, charmé du succès de sa mission, vint en rendre compte au ministre, qui, transporté de joie, le pria de retourner à l'instant faire au maréchal les plus vifs remerciements de ses bontés, et en obtenir une audience pour le ministre qui lui était le plus dévoué.

Le maréchal, touché de tant de soumissions qui allaient jusqu'à la bassesse, crut mettre le comble à la générosité en faisant répondre au ministre qu'il lui défendait de venir, et lui mandait de l'attendre chez lui. Dubois obéit, savourant d'avance l'honneur éclatant que lui ferait une visite du maréchal; il n'attendit pas longtemps.

Le lendemain, jour d'audience des ambassadeurs, le maréchal, accompagné du médiateur Bissy, se rendit chez le cardinal Dubois. La pièce qui précède le cabinet était remplie de ministres étrangers et des personnages les plus considérables de la cour. L'arrivée du maréchal causa la plus grande surprise à l'assemblée, dont aucun n'ignorait les mépris que le maréchal avait toujours prodigués au cardinal. Celui-ci était alors renfermé avec le ministre de Russie, et la règle est de ne point couper les conférences particulières (1).

Cependant les valets de chambre, sans doute par ordre particulier de leur maître, voulaient annoncer le maréchal, qui le défendit.

Lorsque le cardinal, en reconduisant le ministre de Russie, aperçut le maréchal, il se précipita au-devant de lui et presque à ses genoux, se plaignit d'avoir été prévenu lorsqu'il n'attendait que la permission de se présenter. Il fit passer

(1) Les ministres étrangers sont successivement introduits chez le secrétaire d'État de ce département suivant l'heure où ils sont arrivés, pour éviter toute compéence de rang entre eux. (D.)

dans son cabinet le maréchal et le cardinal de Bissy, et les suivit, en s'excusant auprès des ministres sur l'importance et l'assiduité des fonctions du maréchal auprès du roi.

La conversation s'engagea par force compliments, assurances de respects, protestations d'attachement inviolable de la part du cardinal Dubois, dont son confrère était garant. Le maréchal y répondit d'abord par des politesses dignes; puis, voulant prouver la sincérité de ses sentiments par la franchise de ses conseils, il rappela au cardinal quelques fautes de conduite. Dubois, un peu étonné, reçut avec des remerciements vagues et généraux ces marques d'intérêt, qui, par degrés, devenaient un peu vives. Le maréchal, voulant les continuer, céda, sans s'en apercevoir, à l'ancienne antipathie qui se réveillait dans son cœur, et passa à des vérités dures. Le cardinal de Bissy voulut prévenir ou arrêter la fougue du maréchal : il n'en était plus temps. La colère, qui, dans les vieillards, est le seul vice de la jeunesse qui se ranime par l'extinction des autres, emporta le maréchal. Il ne ménagea plus les termes, traita le cardinal comme le dernier des hommes, et, d'un ton qu'on entendait de la dernière antichambre, passa aux menaces, et lui dit que tôt ou tard il le perdrait : *Il ne vous reste*, lui dit-il en dérision, *qu'un moyen de vous sauver : vous êtes tout-puissant, faites-moi arrêter, si vous l'osez.* Dubois, pâle, interdit, n'avait pas la force de répliquer, regardait Bissy, qui, après avoir inutilement tâché d'arrêter ce torrent d'injures, et outré d'une scène très-offensante pour lui, prit le maréchal par le bras et l'entraîna comme par force vers la porte.

Ils voulurent en vain composer leur maintien et leur visage en traversant l'assemblée; l'altération était trop forte. D'ailleurs, les éclats de voix s'étaient fait entendre, et, de plus, le maréchal, s'applaudissant de ce qu'il venait de faire, affecta de s'en vanter à qui voulut l'entendre.

Le cardinal, hors d'état de continuer son audience, courut, furieux, essoufflé et bégayant de colère, chez le régent, lui dit qu'il fallait opter entre le maréchal et lui; raconta, autant que la fureur lui permettait de parler, ce qui venait de se passer, ne disant pas quatre paroles sans offrir l'option du maréchal ou de lui. Le régent lui demandait des détails : le cardinal, ne se possédant pas assez pour les faire, le renvoyait à Bissy, et finissait toujours par demander sa retraite ou l'exil du maréchal. Le régent, pour calmer un peu son ministre, lui promit justice, et manda Bissy, qui, se trouvant presque aussi offensé que son confrère, ne ménagea pas le maréchal, qu'il était impossible d'excuser, et qui, ce jour-là et les suivants, chargea encore de rodomontades sa sottise extravagance.

Le régent avait toujours témoigné au maréchal une considération à laquelle celui-ci ne répondait qu'avec la morgue d'une haine difficilement contenue, et souvent la manifestait par les précautions qu'il affectait de prendre, pour la conservation du roi, contre de prétendus mauvais desseins du régent, et s'était rendu par là le point de ralliement des frondeurs, la dérision des gens sensés et l'idole de la populace. Il ne perdait pas la moindre occasion de se montrer au peuple avec le roi, et portait cette attention jusqu'au ridicule. Par exemple, le roi ayant voulu suivre la procession de Saint-Germain le jour de la Fête-Dieu, le maréchal, qui marchait avec peine, accompagna à cheval son élève, qui était à pied, ce qui produisit plus de rires que d'édification.

Quelque mépris que le régent eût pour les forfanteries du maréchal, il en était quelquefois piqué, et avait été deux ou trois fois près de l'exiler; mais la dernière incartade combla la mesure. Il sentit que c'était s'attaquer à lui-même que d'outrager son ministre. Soit dessein formé de troubler le gouvernement, soit radotage du maréchal, dans l'un et l'autre

cas, c'était un homme fort déplacé auprès du roi, et qui n'avait jamais eu d'autres qualités de gouverneur que la représentation. Il avait quelquefois craint sa disgrâce, et passait alors de l'audace à la frayeur. Cependant, à force de succès dans ses sottises, il en était venu à se croire inattaquable. Si quelque ami lui représentait qu'il s'exposait au ressentiment du régent, il répondait qu'un gouverneur tel que lui était inséparable de son élève, et que, si on le mettait en prison, il faudrait qu'on y mit le roi ; enfin il parlait aussi follement qu'il agissait.

Le régent, ayant pris son parti sur l'exil du gouverneur, voulut, avant l'exécution, s'appuyer de monsieur le duc en le consultant. Il admit encore à cette délibération le duc de Saint-Simon, par qui il désirait faire remplacer le maréchal, et qui fut assez sage pour le refuser ; son attachement reconnu pour le régent l'aurait rendu désagréable à cette partie du public qui admirait le maréchal.

Tous les trois convinrent de la nécessité d'éloigner le gouverneur, mais de mettre douze ou quinze jours d'intervalle, et de lui fournir l'occasion de quelque injure personnelle au régent, afin qu'il ne parût pas uniquement sacrifié au cardinal.

Personne n'excusait le maréchal ; mais le ministre était si odieux, que l'exil du gouverneur eût été regardé comme un châtiment supérieur à la faute. Le maréchal ne donna pas au régent le temps de s'impacienter.

Ce prince venait assez régulièrement rendre compte au roi de la nomination aux emplois, aux bénéfices, pour que le jeune prince pût se persuader qu'il avait part au gouvernement. Ce travail se faisait en présence du gouverneur et souvent du précepteur. Quelquefois le régent avait voulu parler bas au roi : à l'instant le maréchal mettait la tête entre eux deux, et prétendait qu'on ne pouvait rien dire qu'il ne dût

entendre. Le régent en était piqué, mais en avait caché son dépit. Il résolut donc de mettre le maréchal dans le cas d'une paille indiscretion, et de la lui faire pousser jusqu'à l'insulte.

Il alla chez le roi, et le supplia, en entrant, de vouloir bien passer dans un cabinet où il aurait un mot à lui dire en particulier. Le gouverneur, comme on l'avait prévu, s'y opposa. Le régent, avec une politesse et une douceur encore plus marquées qu'à l'ordinaire, lui représenta qu'il était temps que le roi fût instruit des choses concernant l'Etat, qui n'admettaient point de témoins, et le pria que le dépositaire de l'autorité du roi pût l'entretenir un moment tête à tête.

Le maréchal, prenant pied des égards dont l'excès eût été suspect à tout autre, répondit qu'il connaissait les devoirs de sa place, et que le roi ne pouvait avoir de secrets pour son gouverneur, protesta qu'il ne le perdrait pas de vue un instant, et qu'il devait répondre de sa personne. Le régent, prenant alors le ton de supériorité, dit au maréchal : *Vous vous oubliez, monsieur; vous ne sentez pas la force de vos termes; il n'y a que la présence du roi qui m'empêche de vous traiter comme vous le méritez.* Cela dit, il fit une profonde révérence au roi, et sortit. Le maréchal, déconcerté, suivit le régent jusqu'à la porte, et voulait entrer en justification; mais le prince, lui jetant un regard méprisant, et sans lui répondre, continua de s'éloigner. L'évêque de Fréjus, et quelques domestiques intérieurs, qui étaient présents, se composèrent assez pour ne rien laisser paraître de ce qu'ils pensaient, et le roi resta fort étonné.

Le maréchal, voulant justifier sa conduite et ses discours devant ceux qui avaient été témoins de la scène, ou à qui il en parla, n'eut pas de peine à s'apercevoir qu'ils gardaient un silence de neutralité fort inquiétant pour lui. Dès le jour même, il affecta de dire et de répéter qu'il n'avait écouté

que son devoir, et qu'il serait bien malheureux que le régent pût penser qu'un ancien serviteur eût voulu lui manquer; que dès le lendemain il irait chez lui expliquer sa conduite et ses motifs, et que certainement le prince les approuverait. Tous ses discours de la journée furent un mélange de hauteur de Romain et de bassesse de courtisan.

Le jour suivant, il se rendit vers midi à l'appartement du régent; c'était là qu'on l'attendait. Les mesures pour l'arrêter avaient été concertées chez le cardinal Dubois entre le maréchal de Berwick, le prince et le cardinal de Rohan, le comte de Belle-Isle et le secrétaire d'État Leblanc, seule partie nécessaire; les autres s'y trouvaient pour le moins indécemment. Berwick devait principalement sa fortune au maréchal de Villeroi, et l'avait toujours cultivé autant en protecteur qu'en ami; mais il était charmé de se voir-affranchi de la servitude que le maréchal de Villeroi imposait à ceux qu'il avait obligés; c'était un tort à celui-ci et une infamie à l'autre.

Les deux Rohan calculèrent tout simplement de qui ils pouvaient désormais attendre le plus, du gouverneur ou du ministre, et se décidèrent en conséquence. D'ailleurs le cardinal de Rohan n'était pas encore détrompé de l'espérance de parvenir au premier ministère par le secours du cardinal Dubois. On ne prendra pas là-dessus une grande opinion de son talent pour connaître les hommes. En effet, avec une figure charmante, des grâces, de l'agrément dans la société, il était aussi propre au ministère que le maréchal de Villeroi à l'éducation d'un prince.

Le comte de Belle-Isle (1), ami de Leblanc, cherchait déjà à être de quelque chose dans les affaires, et malgré mille tra-

(1) Charles Louis-Auguste Fouquet, comte de Belle-Isle, petit-fils du surintendant, né en 1684, maréchal de France en 1738, ministre de la guerre en 1757, mort en 1761.

verses est parvenu à jouer un assez grand rôle. Avec un esprit actif, patient quoique vif, il ne perdait jamais de vue son objet, et eut autant d'honneur et de probité qu'un ambitieux en peut conserver.

Si la présomption du maréchal ne l'eût pas aveuglé, toutes les mesures prises pour l'arrêter auraient été inutiles; il n'avait qu'à rester continuellement auprès du roi : la gêne n'était pas grande, puisqu'il pouvait conduire son élève partout où il avait lui-même envie d'aller, et qu'il couchait dans la chambre du prince. Jamais le régent n'aurait osé hasarder une violence aux yeux du roi.

Mais le maréchal, dans une pleine sécurité, s'imagina pouvoir aller chez le régent, comme à une explication d'égal à égal. Il traverse avec ses grands airs, au milieu de toute la cour, les pièces qui précédaient le cabinet du prince; la foule s'ouvre et lui fait passage avec respect. Il demande d'un ton haut : *Où est monsieur le duc d'Orléans?* On lui répond qu'il travaille. *Il faut pourtant, dit-il, que je le voie; qu'on m'annonce.* Dès l'instant qu'il s'avance vers la porte, qu'il ne doute point qui ne s'ouvre devant lui, le marquis de la Fare, capitaine des gardes du régent, se présente entre la porte et le maréchal, l'arrête, lui demande son épée; Leblanc lui remet l'ordre du roi, et dans le même instant le comte d'Artagnan, commandant des mousquetaires gris, le serre du côté opposé à la Fare. Le maréchal crie et se débat : on le jette dans une chaise à porteurs, on l'y enferme, et on le passe par une des fenêtres, qui s'ouvre en porte sur le jardin. La chaise, entourée d'officiers des mousquetaires, traverse le jardin, descend l'escalier de l'orangerie, au bas duquel se trouve un carrosse à six chevaux entouré de vingt mousquetaires. Le maréchal, furieux, tempête, menace : on le porte dans la voiture. D'Artagnan se place à côté de lui, un officier sur le devant avec Dulibois, gentilhomme ordinaire; le carrosse part, et en

moins de trois heures le maréchal est à Villeroi, à huit ou neuf lieues de Versailles. Il ne cessa pendant tout le chemin de crier à la violence, à l'insolence du scélérat Dubois, à l'audace du régent, à l'indignité de d'Artagnan qui s'est chargé d'une si horrible commission, à l'infamie de Dulibois. On le laissait déclamer sans lui répondre. Il passait ensuite aux louanges de son mérite, à l'énumération de ses services, où il ne comprenait pas sans doute ses campagnes. Toute l'Europe, s'écriait-il, serait révoltée de cet événement, et Paris allait se soulever à la première nouvelle. Un tel espoir tempérant un peu l'amertume de son âme. Cette expédition ne produisit cependant autre chose que des murmures dans le peuple, crainte et silence à la cour.

Ce qui embarrassait le plus le régent était d'en instruire le roi avant qu'il l'apprit par la voix publique; il fallut donc y aller. A peine le régent eut-il dit que le maréchal venait de partir, que le roi, sans faire la moindre attention aux motifs que le prince exposait sommairement, se mit à pleurer et ne proféra pas une parole. Le régent ne jugea pas à propos de prolonger un entretien gênant pour tons deux, et se retira.

Le jeune prince fut extrêmement triste tout le reste du jour; mais, dans la matinée suivante, ne voyant pas paraître l'évêque de Fréjus, ce furent des cris et toutes les marques du désespoir. On n'en sera pas étonné lorsqu'on saura que le maréchal lui avait persuadé que la sûreté de ses jours dépendait uniquement de la vigilance de son gouverneur. Un enfant à qui on avait inspiré de si horribles idées crut ne voir que des ennemis autour de lui lorsqu'il n'aperçut plus les deux hommes qu'il regardait comme les défenseurs de sa vie. Le prélat avait disparu sans qu'on sût où il était allé. Le régent, dans le plus cruel embarras, envoyait de tous côtés; on le crut d'abord à Villeroi, on apprit qu'il n'y était pas. Dubois imagina assez ridiculement que l'évêque serait à la

Trappe, et l'on allait y dépêcher un courrier, lorsqu'on apprit que la veille il était allé à Basville, chez le président de La-moignon.

Le régent courut à l'instant dire au roi que l'évêque arriverait dans la journée. Cette nouvelle consola un peu le jeune prince. Le courrier destiné pour la Trappe fut dépêché à Basville, et le précepteur revint, charmé des preuves de tendresse que son absence avait fait éclater de la part du roi. La douleur d'avoir perdu l'évêque lui avait fait presque oublier le maréchal, et le plaisir de retrouver celui des deux qui lui était le plus cher l'empêcha de revenir à son premier chagrin. Il ne tenait à son gouverneur que par l'habitude de l'enfance. Le maréchal était très-attaché à son élève; mais son zèle, ses empressements, ses caresses, étaient toujours si gauches que le roi n'en sentait que l'importunité.

L'évêque, en homme d'esprit, et surtout très-insinuant, s'était conduit avec plus d'adresse. Il avait l'art d'amener à lui son pupille sans paraître aller au-devant, et par là s'était rendu nécessaire.

Le régent comprit qu'il faudrait désormais ménager l'évêque, mais aussi qu'il pourrait s'en servir utilement, à commencer par l'occasion présente. Loin de lui faire des reproches amers sur sa fuite, il ne lui en fit que d'obligeants, le caressa beaucoup, chercha à lui persuader que, si on ne l'avait pas prévenu sur ce qui s'était passé, c'était uniquement pour lui épargner l'embarras qu'il aurait eu avec le maréchal. On lui expliqua les motifs de l'exil; on l'engagea à les faire goûter au roi et à présenter lui-même le duc de Charost pour gouverneur, en qui il trouverait plus d'égards et plus de docilité en ses conseils que dans le maréchal.

L'évêque ne fut pas difficile à persuader. Il était intérieurement charmé d'être délivré d'un collègue dont il avait souvent éprouvé les hauteurs et les jalousies.

Lorsque le maréchal apprit le retour de Fleury et la nomination du duc de Charost (1), il ne se posséda plus, et déclama contre l'indignité du duc d'avoir accepté sa place. Mais ses transports de fureur contre Fleury sont inexprimables. Il le traita de coquin, de traître, de scélérat, de misérable serpent qu'il avait réchauffé dans son sein; et l'on apprit, par les fureurs du maréchal, les vrais motifs de la retraite de Fleury.

On sut qu'ils s'étaient promis, dès le commencement de la régence, que, si l'un était renvoyé, l'autre se retirerait à l'instant, et ne reviendrait jamais sans son collègue. Fleury, par sa fuite, prétendait avoir acquitté la première partie du serment, et que l'ordre du roi lui donnait l'absolution de la seconde. Sa conscience étant donc tranquille, il ne sentit plus que la satisfaction de se voir en état de snivre un plan d'éducation sans contradictienr, et il ne fut plus question du maréchal, qui fut envoyé de Villeroi à Lyon.

Le cardinal Dubois, sûr du consentement et même du désir du régent de se décharger des affaires sur un premier ministre, ne craignit plus les clameurs du maréchal. Mais il était encore embarrassé du crédit du duc de Saint-Simon auprès du prince; il voulut le faire pressentir, et chargea de cette commission le comte de Belle-Isle, qui ne demandait pas mieux que d'agir, de quelque façon que ce pût être. Sa vie s'est passée dans une activité continuelle. Je lui ai ouï dire que, pendant trente-quatre ans, il n'avait dormi que quatre heures par nuit.

Belle-Isle déclara franchement au duc de Saint-Simon que l'affaire était décidée, que c'était une preuve d'estime du cardinal de rechercher son approbation et de lui laisser le choix

(1) Voyez, sur la nomination du duc de Charost et son caractère, Saint-Simon, t. XVIII, p. 78, 79, 80 et 90, et t. XX, p. 5.

de se montrer ami ou ennemi dans une si grande occasion.

Le dnc, très-persuadé de l'inutilité de la résistance, avoue ingénument dans ses *Mémoires* que sa réponse au comte de Belle-Isle fut pleine d'égards, quoique sans fausseté, pour le cardinal; mais il prétend qu'il parla contre ce projet avec la plus grande force au régent. S'il lui a tenu le discours que j'ai lu de sa main, il serait difficile de dire rien de plus fort, et qui prouvât mieux la faiblesse du régent.

Quoi qu'il en soit, le cardinal fut déclaré premier ministre. Le parlement enregistra les lettres par complaisance; les journaux furent remplis de vers fades; les courtisans applaudirent; toute la France cria contre le choix, et l'Académie française, suivant sa noble coutume, l'installa parmi ses illustres.

Le cardinal de Rohan s'aperçut enfin qu'il avait été joué par Dubois. Il en fut un peu humilié; mais il s'humilia encore davantage en exaltant les talents supérieurs de son confrère et la nécessité du choix. Il se flatta que tant de résignation mériterait à sa maison quelques dédommagements de la part du ministre; et, le sacre du roi s'étant fait deux mois après, le prince de Rohan fut choisi pour faire les fonctions de grand-maître de la maison du roi, à la place de monsieur le duc, qui représenta le duc d'Aquitaine.

Les relations du sacre ont été si répandues, que je me bornerai encore à quelques observations que les journalistes ont ignorées, ou supprimées à dessein.

L'évêque, dnc de Langres, Clermont-Tonnerre, que son âge et ses infirmités empêchèrent de se trouver à Reims, fut remplacé par celui qui le suivait dans l'ordre des pairs, de sorte que l'évêque comte de Noyon, Châteauneuf de Rochebonne, sixième pair, représentant le cinquième, fut représenté par l'ancien évêque de Fréjus, Fleury, qui depuis en conserva les honneurs.

Le régent et cinq princes du sang représentèrent les six

pairs laïques. Les ducs et pairs, n'ayant rien à objecter contre de tels représentants, prétendirent, peut-être avec raison, devoir les suivre immédiatement. Le cardinal Dubois, qui avait ses vœux en faveur des cardinaux, répondit aux ducs et pairs d'une façon si équivoque, qu'à l'exception de ceux qui eurent des fonctions particulières au sacre, aucun duc et pair n'y voulut paraître.

Le duc du Maine, réduit alors à son rang de pairie depuis le lit de justice de 1718, n'eut garde de se présenter; et le comte de Toulouse, quoiqu'en possession des honneurs de prince du sang, craignant de se compromettre, s'absenta aussi; et le cardinal de Noailles, duc et pair, ne voulant manquer ni à sa dignité de cardinal, ni à celle de pair, resta à Paris.

Le cardinal Dubois, pour illustrer la pourpre romaine, imagina un expédient. N'osant placer les cardinaux devant les pairs ecclésiastiques, et ne voulant pas qu'ils parussent à leur suite, il fit mettre un banc un peu en arrière de celui des pairs, mais plus avancé vers l'autel, de manière que le dernier cardinal ne fût pas effacé par le premier pair. Ainsi les cardinaux pouvaient paraître avoir le premier rang, ou du moins n'être pas au second.

Qui que ce soit de l'ordre de la noblesse ne fut invité comme simple assistant, excepté ceux qui faisaient fonctions, et deux maréchaux de France qui n'en avaient point. Cela était d'autant moins régulier, que plusieurs prélats sans fonctions, et même des ecclésiastiques du second ordre, avaient été invités.

Une curiosité puérile occasionna une autre irrégularité. Les quatre otages de la sainte ampoule, au lieu de rester, suivant la règle et l'usage, à l'abbaye de Saint-Rémy, jusqu'à ce que l'ampoule y fût rapportée, ne voulurent pas se priver du spectacle du sacre, et l'on se contenta de leur serment de rappor-

ter l'ampoule. Ces otages ne sont, à la vérité, qu'une simple formalité, mais le mépris des formes entraîne bientôt parmi nous celui du fond. Nous employons si souvent la formule *sans tirer à conséquence*, qu'à la fin tout sera sans conséquence.

Parmi les formalités qu'on négligea, il y en avait une, honorable pour le corps de la nation, et qui avait toujours été observée jusqu'au sacre de Louis XIV inclusivement : c'était de laisser entrer dans la nef de l'église le peuple, bourgeois et artisans, qui joignaient leur applaudissement à celui du clergé et de la noblesse, lorsque avant de faire l'onction du roi, on demande à haute voix le consentement de l'assemblée, représentant la nation. Au sacre de Louis XV, on n'ouvrit les portes au peuple qu'après l'intronisation. L'ancien usage ne devait pas s'abolir sous un ministre sorti de la lie du peuple.

Le lendemain du sacre, le roi reçut le collier de l'ordre du Saint-Esprit, des mains de l'archevêque de Reims, et le roi, comme grand-maître de l'ordre, le donna ensuite au duc de Chartres et au comte de Charolais.

A la cérémonie, les quatre grands officiers se couvrirent comme les chevaliers, quoique le chancelier de l'ordre en ait seul le droit.

A la cavalcade, les princes du sang eurent auprès d'eux un de leurs principaux officiers, distinction jusque-là réservée aux seuls fils et petits-fils de France; le régent devait donc l'avoir seul.

Au retour de Reims, il conclut le mariage de mademoiselle de Beaujolais, sa fille, avec don Carlos, infant d'Espagne. Huit jours après, Madame, mère du régent, mourut (1),

(1) Les spectacles furent fermés pendant huit jours, parce qu'elle était veuve d'un fils de France. Le roi, qui drapa, reçut les complimens des compagnies. Le deuil fut de quatre mois. (D.)

généralement estimée, et particulièrement aimée de ceux qui l'approchaient. Les mécontents lui firent une épitaphe, très-injurieuse à son fils, et fort peu contredite : *Ci-gît l'oisiveté*.

Le 16 février, le roi, étant entré dans sa quatorzième année, reçut les compliments de la cour sur sa majorité; et, le 22, il vint à ce sujet au parlement tenir son lit de justice, et fit trois ducs et pairs dans cette séance : Biron, Lévi et la Vallière. La famille du premier alléguait naïvement dans ses sollicitations la perte du duché, par la condamnation de Charles de Biron pour crime de lèse-majesté. D'autres voulaient en faire un motif d'exclusion; cependant on ne saurait trop rendre les fautes personnelles. Il est juste et d'un gouvernement sage qu'une famille qui s'est perdue par des fautes puisse se relever par des services.

Le conseil de régence cessa à la majorité, et les conseils reprirent la forme qu'ils avaient sous le feu roi (1), à l'exception des deux princes du sang, le duc de Chartres et monsieur le duc, qui entrèrent dans le Conseil d'État à la suite du duc d'Orléans. Le cardinal Dubois en était de droit, et il y fit entrer le comte de Morville, en lui cédant le département des affaires étrangères.

Le cardinal Dubois, malgré sa puissance, craignait tous ceux qui approchaient du roi. Pour resserrer le plus qu'il le pouvait la cour intime, il fit supprimer les grandes et premières entrées accordées par Louis XIV, et en imagina d'autres appelées familières, qu'il restreignit à lui, aux princes du sang et au comte de Toulouse, à la duchesse de Ventadour et au duc de Charost, et les étendit au duc du Maine et à ses deux fils, lorsqu'ils furent rétablis dans les honneurs de princes du sang. Il ne les accorda pas d'abord à l'évêque

(1) Louis XIV n'avait point admis de princes du sang dans ses conseils. (D.)

de Fréjus ; mais , jugeant bientôt qu'il serait imprudent de les refuser à un homme chéri du roi , et qui finirait par les obtenir de ce prince même , peu de jours après il le mit sur la liste , comme n'ayant été ouïs que par oubli.

Les soupçons du cardinal croissaient de jour en jour. Il s'apercevait que le roi n'avait aucun goût pour lui. Indépendamment de la disgrâce personnelle de la figure, d'un bégayement naturel qu'une habitude de fausseté et de servitude primitive avait encore augmenté , ses manières n'étaient jamais plus gauches et plus désagréables que lorsqu'il cherchait à plaire. Il manquait d'un extérieur d'éducation qui ne se prend plus à un certain âge ; de sorte que , ne pouvant atteindre la politesse , quand il en avait besoin , il paraissait alors bas et rampant ; et sa grossièreté habituelle , aux yeux d'un jeune prince accoutumé aux respects et aux grâces du régent , avait un air d'insolence.

Le cardinal , pour vaincre autant qu'il pouvait le dégoût du roi , lui présentait souvent quelques curiosités de son âge. Destouches , notre résident à Londres , était chargé de ces commissions , et le cardinal recommandait de ne les envoyer que successivement , pour multiplier les occasions de plaire au roi et entretenir sa reconnaissance.

Dubois désirait fort que le duc de Chartres , premier prince du sang et colonel général de l'infanterie , vînt travailler avec lui. Il n'osa pas le proposer ouvertement , et s'adressa à l'abbé Mongault (1), ci-devant précepteur du prince , et qui avait conservé beaucoup de crédit sur son esprit. Mongault , plein d'honneur , d'esprit , et très-peu flexible , n'aimait ni n'estimait le cardinal et se contraignait peu sur ses sentiments. Il répondit sèchement qu'il n'abuserait jamais de la confiance d'un

(1) Traducteur des *Lettres de Cicéron à Atticus*. Duclos lui succéda à l'Académie française.

prince en l'engageant à s'avilir. Le cardinal vit bien qu'il n'avait pas affaire à un seigneur, et ne jugea pas à propos de témoigner le moindre ressentiment. La plupart des gens en place n'aiment point les gens de lettres; mais ils les ménagent, et ne veulent pas s'aliéner ceux qui ont peu à perdre, voient, sentent, parlent et écrivent. Le cardinal, ayant peu de jours après rencontré Mongault, lui dit : *L'abbé, le roi a su que vous aviez commencé à ajuster une maison de campagne dont la dépense vous a obéré; il m'a chargé de vous donner une gratification de dix mille écus.* L'abbé sentit d'abord le motif de cette générosité, et comprit que le cardinal, n'ayant pu le séduire, voulait le corrompre. Il n'en fit rien paraître, et le pria de le présenter pour en faire son remerciement au roi. Le cardinal voulut au retour remettre sur le tapis l'affaire du travail; mais l'abbé se contenta de répondre avec plus d'égards que la première fois, et ne fut pas plus docile.

Le cardinal, ayant échoué dans son projet à l'égard du duc de Chartres, ne fut pas fort sensible à l'honneur de voir travailler chez lui le comte d'Évreux, colonel général de la cavalerie, et le comte de Coigny, qui l'était des dragons. Il prit donc le parti de renvoyer au secrétaire d'État de la guerre le détail de l'infanterie, de la cavalerie et des dragons. La marine continua de s'adresser au comte de Toulouse. Le duc du Maine conserva les Suisses et l'artillerie sur le pied où il les avait sous le feu roi; mais ce fut en se soumettant à travailler chez le cardinal.

Leblanc, secrétaire d'État de la guerre, et le comte de Belle-Isle, paraissaient absolument livrés au premier ministre, dont ils étaient même le conseil secret. Mais monsieur le duc avait entrepris de les perdre tous deux, et le cardinal n'était pas disposé à les défendre contre un prince du sang, le seul qu'il redoutât.

Monsieur le duc était très-borné, opiniâtre, dur, même fé-

roce, et, quoique prince, glorieux comme un homme nouveau. Il n'avait d'esprit que pour sentir combien il pouvait se prévaloir de son rang. Sans aucun motif personnel dans la persécution qu'il suscitait à Leblanc et à Belle-Isle, il n'était que l'instrument de la marquise de Prie (1), sa maîtresse. Cette femme a régné si despotiquement sous le ministère de monsieur le duc, qu'il est à propos de la faire connaître.

La marquise de Prie avait plus que de la beauté; toute sa personne était séduisante. Avec autant de grâces dans l'esprit que dans la figure, elle cachait, sous un voile de naïveté, la fausseté la plus dangereuse; sans la moindre idée de la vertu, qui était à son égard un mot vide de sens, elle était simple dans le vice, violente sous un air de douceur, libertine par tempérament; elle trompait avec impunité son amant, qui croyait ce qu'elle lui disait contre ce qu'il voyait lui-même. J'en pourrais rapporter des traits assez plaisants s'ils n'étaient pas trop libres. Il suffit de dire qu'elle eut un jour l'art de lui persuader qu'il était coupable d'une suite de libertinage dont il n'était que la victime.

Elle était fille de Bertelot de Pléneuf, riche financier, qui, étant un des premiers commis du chancelier Voysin, ministre de la guerre, avait fait une fortune immense dans les entreprises des vivres et tenait une maison opulente. Sa femme en faisait les honneurs. Avec de l'esprit, de la figure et un ton noble, elle s'était formé une espèce de cour dont elle se faisait respecter. Entourée d'adorateurs qui s'empressaient à lui plaire, elle eut beaucoup d'amis distingués qui ne lui manquèrent dans aucun temps de disgrâce. Elle se fit une occupation, durant l'enfance de sa fille, de lui donner l'éducation la

(1) Mademoiselle de Pléneuf, depuis marquise de Prie, était née en 1704. A l'âge de treize ans, elle faisait déjà la coquette et disputait à sa mère, madame Bertelot de Pléneuf, aussi très-galante, le cœur de ses nombreux adorateurs.

plus soignée, et s'applaudissait de ses soins. Mais à peine la fille commença-t-elle à fixer sur elle les regards, qu'elle déplut à sa mère. L'aigreur de celle-ci excita les plaisanteries de l'autre ; une haine réciproque s'alluma entre elles et bientôt devint une antipathie. Pléneuf, pour avoir la paix chez lui, maria sa fille au marquis de Prie, parrain du roi, et qui fut nommé à l'ambassade de Turin, où il emmena sa femme. Au retour, la fille, se prévalant de son état, traita sa mère comme une bourgeoise et ne voulut voir de l'ancienne société que ceux qui abandonneraient totalement sa mère. Plusieurs désertèrent et s'attachèrent à la fille, qui, ne voulant point de partage, étendit son animosité contre sa mère sur ceux qui lui restèrent attachés, du nombre desquels était Leblanc. La marquise de Prie saisit, pour le perdre, l'occasion de la banqueroute de la Jonchère, trésorier de l'extraordinaire des guerres, qui fut mis à la Bastille ; et, comme c'était un protégé de Leblanc, on prétendit que ce ministre avait puisé dans la caisse et contribué à la faillite du trésorier. Monsieur le duc, excité par sa maîtresse, s'adressa au duc d'Orléans et au premier ministre, demanda qu'on fit justice de ceux qui avaient eu part au dérangement de la Jonchère, et insista principalement sur Leblanc.

Le duc d'Orléans aurait désiré de sauver un homme qu'il aimait, et par qui il avait été bien servi ; mais il y avait longtemps que toutes ses volontés étaient subordonnées à celles du cardinal, qui, pour plaire à monsieur le duc, abandonna Leblanc. D'ailleurs, il était charmé de se défaire d'un ministre qui ne lui devait rien, et de donner la place à un homme qui fût uniquement à lui. Leblanc fut donc obligé de donner sa démission, peu de temps après mis à la Bastille, et la chambre de l'Arsenal eut ordre d'instruire son procès.

Le département de la guerre fut donné à Breteuil, intendant de Limoges. On fut étonné de voir un ministre con-

sommé, actif, plein d'expédients, aimé des troupes, estimé du public, ferme sans hauteur, remplacé par le moindre intendant du royaume, et jusqu'à ce moment plus occupé de plaisirs que d'affaires. On ignorait que ce choix était un effet de la reconnaissance du cardinal et un prix de la discrétion de Breteuil.

Dubois s'était marié très-jeune (1), dans un village du Limousin, avec une jolie paysanne. La misère les obligeant de se séparer à l'amiable, ils convinrent que la femme, en changeant de lien, gagnerait sa vie comme elle pourrait, et que le mari irait tenter fortune à Paris ; leur obscurité facilita leur arrangement. Dès que Dubois commença à se faire jour, il envoya à sa femme de quoi se procurer de l'aisance, et leur intérêt commun conserva le secret. Dubois, parvenu à l'épiscopat, craignit plus que jamais la révélation d'un engagement qui passait les libertés de l'Eglise gallicane. Il fit sa confidence à Breteuil, qui se chargea volontiers de tirer de peine un si puissant ministre, partit pour Limoges, et bientôt se mit à faire des tournées, suivi de deux seuls valets. Il prit un jour si bien ses mesures, qu'il arriva à une heure de nuit dans le village où s'était fait le mariage, et alla descendre chez le curé, à qui il demanda amicalement l'hospitalité. Le curé, transporté de joie de recevoir monseigneur l'intendant, lui aurait sacrifié toute la basse-cour du presbytère et le vin des messes. La servante avec les valets apprêtèrent le souper, que Breteuil affecta de trouver excellent, et, traitant le curé avec une familiarité qui le ravissait, il renvoya, au dessert, les valets souper avec la servante. Resté tête à tête avec le curé, il lui dit, par manière de conversation, qu'il ne doutait pas que les registres de la paroisse ne fussent en bon ordre. Le curé l'en assura, et, pour l'en convaincre, les tira d'une ar-

(1) Ce mariage a été démenti par quelques historiens.

moire, et les mit sur la table. Breteuil les parcourut négligemment, et, quand il fut à l'année intéressante, il les referma avec une indifférence apparente, les jeta sur une chaise à côté de lui, et continua de s'entretenir gaiement avec son hôte, à qui il se chargeait souvent de verser à boire, pour faire meilleure mesure et se ménager lui-même, outre que Breteuil, avec qui j'ai quelquefois soupé, soutenait très-bien le vin.

Tant fut procédé que la tête du bon curé se brouilla, et bientôt il s'assoupit. Breteuil, profitant du sommeil, détacha proprement le feuillet nécessaire, et, tout remis en place, sortit de la chambre. C'était dans l'été, et le jour commençait à poindre. Breteuil donna quelques louis à la servante, la chargea de remerciements pour le curé, avec qui il voulait, disait-il, se retrouver quelque jour, et partit. Peu de temps après, le curé vint remercier monseigneur l'intendant de l'honneur qu'il lui avait fait; Breteuil le reçut à merveille, et ne s'aperçut pas qu'il eût le moindre soupçon sur l'altération des registres.

Tout n'était pas fait. Il y avait eu un contrat de mariage; le tabellion qui l'avait passé était mort depuis plus de vingt ans; Breteuil parvint à découvrir le successeur, le fit venir, et lui laissa l'option d'une somme assez considérable ou d'un cachot, pour la remise ou le refus de la minute du contrat; le notaire n'hésita pas sur le choix: ainsi le contrat et l'acte de célébration furent envoyés à Dubois, qui les anéantit.

Breteuil, pour consommer l'affaire, envoya chercher la femme, lui parla sur le secret du mariage avec cette éloquence qui avait persuadé le notaire. Elle n'eut pas de peine à promettre pour l'avenir la discrétion qu'elle avait toujours eue. Après la mort de son mari, elle vint à Paris, où, dans une vie opulente et obscure, elle lui a survécu près de vingt-cinq ans. Elle voyait assez souvent son beau-frère, et ils ont toujours été fort unis.

Le clergé, qui ne s'était point assemblé depuis 1715, le fut au mois de mai de cette année 1723, et, d'une voix unanime, élut pour président le cardinal Dubois, afin qu'il ne lui manquât aucun des honneurs où il pût prétendre, et qu'il n'y eût pas un corps dans l'État qui ne se fût pas prostitué. Le cardinal en fut extrêmement flatté, et, pour être plus à portée de jouir quelquefois de sa présidence, transporta la cour de Versailles à Meudon, sous prétexte de procurer au roi les plaisirs d'un nouveau séjour.

La proximité de Meudon, en abrégant de moitié le chemin de la cour à Paris, épargnait au cardinal une partie des douleurs que lui causait le mouvement du carrosse. Attaqué depuis longtemps d'un ulcère dans la vessie, fruit de ses anciennes débauches, il voyait en secret les médecins et les chirurgiens les plus habiles, non qu'il rongit du principe de sa maladie, mais par la honte qu'ont tous les ministres de s'avouer malades.

Le roi faisant la revue de sa maison, le cardinal voulut y jouir des honneurs de premier ministre, qui sont à peu près les mêmes qu'on rend à la personne du roi. Il monta à cheval un quart d'heure avant que ce prince arrivât, et passa devant les troupes, qui le saluèrent l'épée à la main. J'ai vu, quelques années après, la maison du roi en user ainsi à l'égard du cardinal de Fleury, qui n'avait pas pris le titre de premier ministre, mais qui jouissait de la toute-puissance. Ce qui prouve cependant qu'on lui rendait librement ces honneurs, c'est que le duc d'Harcourt, capitaine d'une compagnie des gardes du corps, et mécontent du cardinal de Fleury, le vit passer sans lui faire le moindre salut, et la troupe resta aussi tranquille que le capitaine.

Le cardinal Dubois paya très-cher cette petite satisfaction. Le mouvement du cheval fit crever un abcès, qui fit juger aux médecins que la gangrène serait bientôt dans la vessie. Ils lui

déclarèrent qu'à moins d'une opération prompte, il n'avait pas quatre jours à vivre. Il entra dans une fureur horrible contre eux. Le duc d'Orléans, averti de l'état du malade, eut beaucoup de peine à le calmer un peu et à lui persuader de se laisser transporter à Versailles, où ce fut une nouvelle scène. Quand la Faculté lui proposa de recevoir les sacrements avant l'opération, sa fureur n'eut plus de bornes, et il apostrophait en frénétique tous ceux qui l'approchaient. Enfin, succombant de lassitude après tant de fureurs, il envoya chercher un récollet, avec qui il fut enfermé un demi-quart d'heure. On parla ensuite de lui apporter le viatique. *Le viatique! s'écria-t-il, cela est bientôt dit; il y a un grand cérémonial pour les cardinaux: qu'on aille à Paris le savoir de Bissy.* Les chirurgiens, voyant le danger du moindre retardement, lui dirent qu'on pouvait, en attendant, faire l'opération. A chaque proposition, nouvelles fureurs. Le duc d'Orléans le détermina à force de prières, et l'opération fut faite par la Peyronie; mais la nature de la plaie et du pus fit voir que le malade n'irait pas loin. Tant qu'il eut la connaissance, il ne cessa d'invectiver, avec des grincements de dents, contre la Faculté. Les convulsions de la mort se joignirent à celles du désespoir, et, lorsqu'il fut hors d'état de voir, d'entendre et de blasphémer, on lui administra l'extrême-onction, qui lui tint lieu de viatique. Il mourut le lendemain de l'opération.

Ainsi finit ce phénomène de fortune, comblé d'honneurs et de richesses. Il possédait, outre l'archevêché de Cambrai, sept abbayes considérables (1), et, quand il mourut, il cherchait à s'emparer de celles de Clteaux, de Prémontré et d'autres chefs d'ordre. Je vois dans une lettre du 19 mai 1722, écrite par le cardinal à Chavigny, un de ses agents à Madrid,

(1) Les abbayes de Nogent-sous-Coucy, Saint-Just, Hérivaux, Bourgueil, Berg-Saint-Vinox, Saint-Bertin et Cercamp. (D.)

que, non content du premier ministère, il voulait faire revivre pour lui l'ancienne souveraineté de Cambrai. Il charge Chavigny d'en chercher les titres en Espagne. *Si le roi d'Espagne*, dit-il dans sa lettre, *a été usurpateur, comme il le paraît par les protestations que les archevêques ont toujours faites, le roi de France est injuste détenteur.* Chavigny ne put réussir dans ses recherches.

La place de premier ministre valait au cardinal cent cinquante mille livres, et la surintendance des postes cent mille livres. Mais, ce qui est honteux pour un ministre et le serait pour tout Français, il recevait de l'Angleterre une pension de quarante mille livres sterling, valant près d'un million, preuve évidente du sacrifice qu'il faisait de la France aux Anglais. Il leur en fit un bien indigne de sa place. Le roi Georges avait imposé une taxe extraordinaire de cent mille livres sterling sur les catholiques d'Angleterre. A la première nouvelle, tout notre conseil prit parti pour eux, et chargea le cardinal Dubois d'en faire les plaintes les plus vives et de demander la révocation de la taxe. La dignité seule du cardinal ne lui permettait pas de tergiverser. Il écrivit la lettre la plus forte, la lut au conseil, qui l'approuva et la fit partir. Les ministres de Georges furent d'abord si embarrassés, que, ne sachant quel parti prendre, ils étaient près de faire révoquer la taxe ; mais ils furent bientôt rassurés. Le cardinal, après le départ du premier courrier, en avait promptement dépêché un second à Destouches, notre agent à Londres, avec une lettre en chiffres, du 19 novembre 1722, par laquelle il le chargeait de calmer les ministres anglais, et les assurait que nous ne suivrions pas cette affaire.

Il jouissait de plus de deux millions de revenu, sans compter un argent comptant et un mobilier immense en meubles, équipages, vaisselle et bijoux de toute espèce. Plus avide qu'avare, il entretenait une maison superbe et une table

somptueuse dont il faisait très-bien les honneurs, quoique sobre par lui-même.

Le prodigieux mobilier du cardinal passa à son frère aîné Dubois, secrétaire du cabinet depuis que le cadet était devenu secrétaire d'État.

Ce Dubois exerçait la médecine à Brives, avant de venir à Paris. C'était un très-honnête homme. Il n'avait qu'un fils, chanoine de Saint-Honoré, digne ecclésiastique, vivant dans la retraite, sans avoir jamais voulu ni pensions ni bénéfices que son canonicat.

Le frère et le neveu firent élever un mausolée au cardinal dans l'église de Saint-Honoré, où il est inhumé. Pour toute épitaphe, on y lit ses titres, terminés par une réflexion morale et chrétienne (1).

L'assemblée du clergé, dont le cardinal était président, lui fit un service solennel. Il y en eut un, dans la cathédrale, où les cours supérieures assistèrent, honneurs qu'on rend aux premiers ministres; mais on n'osa en aucun endroit hasarder une oraison funèbre. Son frère et son neveu ne furent point éblouis d'une si riche succession. Ils l'employèrent presque toute en charités, et ont conservé leur modestie jusqu'à la mort.

Je ne me suis point attaché à faire un portrait en forme de ceux dont j'avais à parler. J'ai voulu les faire connaître par les faits, et ne me suis permis que les réflexions qui en naissent. J'en ferai encore quelques-unes sur le cardinal Dubois, et je les appuierai de certaines personnalités qui les justifieront.

Le cardinal Dubois avait certainement de l'esprit, mais il

(1) *Quid autem hi filii, nisi arcus coloratus et vapor ad modicum parens? Solidiora et stabiliora bona mortuo precare.* (D.)

Le mausolée de Dubois était l'œuvre de Coustou jeune; quant à l'inscription, elle était d'un professeur de l'Université de Paris nommé Couture.

était fort inférieur à sa place. Plus propre à l'intrigue qu'à l'administration, il suivait un objet avec activité, sans en embrasser tous les rapports. L'affaire qui l'intéressait dans le moment le rendait incapable d'attention pour toute autre. Il n'avait ni cette étendue, ni cette flexibilité d'esprit, nécessaires à un ministre chargé d'opérations différentes, et qui doivent souvent concourir ensemble. Voulant que rien ne lui échappât, et ne pouvant suffire à tout, on l'a vu quelquefois jeter au feu un monceau de lettres toutes cachetées, pour se remettre, disait-il, au courant. Ce qui nuisait le plus à son administration était la défiance qu'il inspirait, l'opinion qu'on avait de son âme. Il méprisait aussi ingénument la vertu qu'il dédaignait l'hypocrisie, quoiqu'il fût plein de faussetés. Il avait plus de vices que de défauts; assez exempt de petitesse, il ne l'était pas de folie. Il n'a jamais rougi de sa naissance, et ne choisit pas l'habit ecclésiastique comme un voile qui couvre toute origine, mais comme le premier moyen d'élévation pour un ambitieux sans naissance. S'il se faisait rendre tous les honneurs d'étiquette, une vanité puérile n'y avait aucune part; c'était persuasion que les honneurs dus aux places et aux dignités appartiennent également, sans distinction de naissance, à tous ceux qui s'en emparent, et que c'est autant un devoir qu'un droit de les exiger.

En se faisant rendre ce qui lui était dû, il n'en gardait pas plus de dignité. On n'éprouvait de sa part aucune hauteur, mais beaucoup de dureté grossière. La moindre contradiction le mettait en fureur, et, dans sa fougue, on l'a vu courir sur les fauteuils et les tables autour de son appartement.

Le jour de Pâques qui suivit sa promotion au cardinalat, s'étant éveillé un peu plus tard qu'à son ordinaire, il s'emporta en jurements contre tous ses valets, sur ce qu'ils l'avaient laissé dormir si tard un jour où ils devaient savoir qu'il voulait dire la messe. On se pressa de l'habiller, lui

jurant toujours. Il se souvint d'une affaire, fit appeler un secrétaire, oublia d'aller dire la messe, même de l'entendre.

Il mangeait habituellement une aile de poulet tous les soirs. Un jour, à l'heure qu'on allait le servir, un chien emporta le poulet. Les gens n'y surent autre chose que d'en remettre promptement un autre à la broche. Le cardinal demande à l'instant son poulet; le maître d'hôtel, prévoyant la fureur où il le mettrait en lui disant le fait ou lui proposant d'attendre plus tard que l'heure ordinaire, prend son parti, et lui dit froidement : *Monseigneur, vous avez soupe.* — *J'ai soupe?* répondit le cardinal. — *Sans doute, Monseigneur. Il est vrai que vous avez peu mangé; vous paraissiez fort occupé d'affaires; mais, si vous voulez, on vous servira un second poulet, cela ne tardera pas.* Le médecin Chirac, qui le voyait tous les soirs, arrive dans ce moment. Les valets le préviennent, et le prient de les seconder. *Parbleu!* dit-il, *voici quelque chose d'étrange! mes gens veulent me persuader que j'ai soupe; je n'en ai pas le moindre souvenir, et, qui plus est, je me sens beaucoup d'appétit.* — *Tant mieux!* répond Chirac, *le travail vous a épuisé; les premiers morceaux n'auront que réveillé votre appétit, et vous pourriez sans danger manger encore, mais peu. Faites servir monseigneur,* dit-il aux gens; *je le verrai achever son souper.* Le poulet fut apporté. Le cardinal regarda comme une marque évidente de santé de souper deux fois de l'ordonnance de Chirac, l'apôtre de l'abstinence, et fut, en mangeant, de la meilleure humeur du monde.

Il ne se contraignait pour personne. La princesse de Montauban-Bautru l'ayant impatienté, ce qui n'était pas difficile, il l'envoya promener en termes énergiques (1). Elle alla s'en plaindre au régent, dont elle n'eut d'autre réponse, sinon

(1) « Allez vous faire f..... » lui dit-il.

que le cardinal était un peu vif, mais d'ailleurs de bon conseil. Dubois n'en usa pas autrement avec le cardinal de Gèvres, homme grave et de mœurs sévères. Les réparations du régent étant de même espèce que les offenses du ministre, on s'accoutuma à regarder ses propos comme étant sans conséquence.

Il n'était pas nécessaire de l'impatienter pour éprouver des incartades. La marquise de Conflans, gouvernante du régent, étant allée uniquement pour faire une visite au cardinal, dont elle n'était pas connue, et l'ayant pris dans un moment d'humeur, à peine lui eut-elle dit : *Monseigneur....* — *Ho! monseigneur!* dit le cardinal en lui coupant la parole, *cela ne se peut pas.* — *Mais, Monseigneur.* — *Mais, mais; il n'y a point de mais, quand je vous dis que cela ne se peut pas.* La marquise voulut inutilement le dissuader qu'elle eût rien à lui demander. Le cardinal, sans lui donner le temps de s'expliquer, la prit par les épaules et la retourna pour la faire sortir. La marquise, effrayée, le crut dans un accès de folie, ne se trompait pas trop, et s'enfuit en criant qu'il fallait l'enfermer.

Quelquefois on le calmait en prenant avec lui son ton. Il avait, parmi ses secrétaires de confiance, un bénédictin défrôqué, nommé Venier, homme d'un caractère leste. Le cardinal, en le faisant travailler avec lui, eut besoin d'un papier qu'il ne trouva pas sous sa main à point nommé : le voilà qui s'emporte, jure, crie qu'avec trente commis il n'est pas servi, qu'il en veut prendre cent, et qu'il ne le sera pas mieux. Venier le regarde tranquillement, le regarde sans lui répondre, le laisse s'exhaler. Le flegme et le silence du secrétaire augmentent la fureur du cardinal, qui, le prenant par le bras, le secoue, et lui crie : *Mais réponds-moi donc, bourgeois, cela n'est-il pas vrai?* — *Monseigneur,* dit Venier sans s'émouvoir, *prenez un seul commis de plus chargé de jurer*

pour vous, vous aurez du temps de reste, et tout ira bien. Le cardinal se calma, et finit par rire.

Le régent fut charmé de la mort de son ministre. Le jour de l'opération, l'air, extrêmement chaud, tourna à l'orage; aux premiers coups de tonnerre, le prince ne put s'empêcher de dire : *J'espère que ce temps-là fera partir mon drôle.* Il n'avait pas en effet plus d'égards pour son ancien maître que pour tout autre; le régent osait à peine lui faire une recommandation. Ce prince s'était réservé la feuille des bénéfices et des grâces pour son travail avec le roi; mais il s'était laissé assujettir à communiquer auparavant la liste au cardinal, qui rayait insolemment les noms de ceux qui ne lui convenaient pas. Jamais servitude ne fut plus honteuse que celle où ce prince s'était mis, qu'il sentait douloureusement, qu'il avait honte d'avouer, et dont il n'avait pas la force de s'affranchir.

Aussitôt que le cardinal eut expiré, le régent vint de Versailles à Meudon l'annoncer au roi, qui, déjà préparé par l'évêque de Fréjus, pria le prince de se charger du gouvernement, et le lendemain le déclara publiquement premier ministre.

Comme le roi n'avait été transféré à Meudon que pour la commodité du cardinal, il retourna deux jours après habiter Versailles.

Le duc d'Orléans parut d'abord vouloir se livrer au travail; mais sa paresse et la dissipation lui firent bientôt abandonner les affaires aux secrétaires d'État, et il continua de se plonger dans sa chère crapule. Sa santé s'en altérait visiblement, et il était la plus grande partie de la matinée dans un engourdissement qui le rendait incapable de toute application. On prévoyait que d'un moment à l'autre il serait emporté par une apoplexie. Ses vrais serviteurs tâchaient de l'engager à une vie de régime, ou du moins à renoncer à des excès qui pourraient le tuer en un instant. Il répondait qu'une vaine

crainte ne devait pas le priver de ses plaisirs ; cependant, blasé sur tout, il s'y livrait, plus par habitude que par goût. Il ajoutait que, loin de craindre une mort subite, c'était celle qu'il choisirait.

Il y avait déjà quelque temps que Chirac, voyant à ce prince un teint enflammé et les yeux chargés de sang, voulait le faire saigner. Le jeudi matin 2 décembre, il l'en pressa si vivement, que le prince, pour se délivrer de la persécution de son médecin, dit qu'il avait des affaires urgentes qui ne pouvaient se remettre, mais que, le lundi suivant, il s'abandonnerait totalement à la Faculté, et jusquelà vivrait du plus grand régime. Il se souvint si peu de sa promesse, que ce jour-là même il dina, contre son ordinaire, qui était de souper, et mangea beaucoup, suivant sa coutume.

L'après-dînée, enfermé seul avec la duchesse de Phalaris (1), une de ses complaisantes, il s'amusa en attendant l'heure du travail avec le roi. Assis à côté l'un de l'autre devant le feu, le duc d'Orléans se laisse tout à coup tomber sur le bras de la Phalaris, qui, le voyant sans connaissance, se lève tout effrayée et appelle du secours, sans trouver qui que ce fût dans l'appartement. Les gens de ce prince, qui savaient qu'il montait toujours chez le roi par un escalier dérobé, et qu'à l'heure de ce travail il ne venait personne, s'étaient tous écartés. Nous avons vu un exemple de pareille dispersion

(1) Gorge d'Antraque, fait duc de Phalaris par le pape, était fils du financier Gorge, dont Boileau parle dans sa première satire. Il y avait dans la première édition :

Que Gorge vive ici, puisque Gorge y sait vivre.

On a mis *George* dans les éditions suivantes. (D.) — La duchesse de Phalaris mourut dans les dernières années du XVIII^e siècle ; elle fut galante jusqu'à la fin de sa vie.

chez le roi le jour de l'attentat du 5 janvier 1757, parce que ce prince ne devait pas revenir ce jour-là à Versailles.

La Phalaris fut donc obligée de courir jusque dans les cours pour amener quelqu'un. La foule fut bientôt dans l'appartement; mais il se passa encore une demi-heure avant qu'on trouvât un chirurgien. Il en arriva un enfin, et le prince fut saigné: il était mort.

Ainsi périt, à quarante-neuf ans et quelques mois, un des hommes les plus aimables dans la société, plein d'esprit, de talents, de courage militaire, de bonté, d'humanité, et un des plus mauvais princes, c'est-à-dire des plus incapables de gouverner.

La Vrillière alla sur-le-champ annoncer la mort du duc d'Orléans au roi et à l'évêque de Fréjus; de là chez monsieur le duc, qu'il exhorta à demander la place de premier ministre; passa tout de suite dans ses bureaux, et fit, à tout événement, dresser la patente nécessaire sur le modèle de celle du duc d'Orléans. Muni de cette pièce et de la formule du serment, il revint chez le roi, où monsieur le duc s'était déjà rendu suivi d'une foule de courtisans.

Le roi, tout en larmes, avait auprès de lui l'évêque de Fréjus, qui, après avoir laissé passer les premiers moments de la douleur, lui dit que, pour réparer la perte qu'il venait de faire, ce qui convenait de mieux était de prier monsieur le duc d'accepter la place de premier ministre. Le roi, sans répondre, regarda l'évêque, et donna son approbation par un simple signe de tête. Dans l'instant, monsieur le duc fit son remerciement. La Vrillière, tirant alors de sa poche la formule du serment, demanda au prélat s'il n'était pas à propos de le faire prêter tout de suite. L'évêque l'approuva fort, et le proposa au roi, qui, par conséquent, l'approuva aussi. Monsieur le duc prêta serment, et tout était consommé une heure après la mort du duc d'Orléans.

L'évêque de Fréjus aurait pu , dès lors , s'emparer du ministère tout aussi facilement qu'il le fit donner à monsieur le duc. Ses amis le lui conseillèrent; mais le prélat, plein d'ambition pour l'effectif du pouvoir , ne crut pas devoir manifester si brusquement ses vues , et se flattait de gouverner sourdement sous le voile d'un prince dont il connaissait l'incapacité. En cas de mécompte , il savait , et prouva bien depuis , qu'il était en état de détruire son ouvrage , s'il avait lieu de se repentir de l'avoir fait.

Les sentiments que fit naître la mort du duc d'Orléans furent très-différents , suivant les divers intérêts. Ses familiers disaient que la France perdait un grand prince , parce qu'il leur prodiguait les grâces et qu'ils soupaient agréablement avec lui.

Les dévots de profession parlaient avec complaisance de cette mort comme d'une punition visible de Dieu. Les âmes pieuses en gémissaient. Les deux partis de l'Eglise ne le regrettèrent point : les jansénistes , après une lueur d'espérance de se relever , se revoyaient sacrifiés à leurs ennemis ; les constitutionnaires ne trouvaient pas leur triomphe complet.

Le militaire , et surtout le subalterne , qui fait le corps et l'âme des troupes , désespéré de voir les distinctions , les grades , donnés à la protection , à l'intrigue , on vendus par les courtisans ou les femmes , humilié d'avoir à respecter plus un commis des bureaux qu'un maréchal de France , soupirait après un changement d'administration qui n'arriva point.

La classe moyenne des citoyens , plus attachée à l'État et aux mœurs , voyait le fruit de son économie perdu , les fortunes patrimoniales renversées , les propriétés incertaines , le vice sans pudeur , la décence méprisée , le scandale en honneur. On était réduit à regretter jusqu'à l'hypocrisie de

la vieille cour. On ne peut nier que la régence ne soit l'époque, la cause principale, et n'ait donné l'exemple et le signal d'une corruption sans voile.

D'ailleurs, cette régence prétendue tranquille mérite-t-elle cet éloge pour avoir conservé ou acheté la paix au dehors, quand elle a bouleversé et mis tout l'intérieur en combustion ? Les Anglais seuls auraient peut-être regretté le duc d'Orléans, s'ils n'avaient pas trouvé les mêmes complaisances sous le ministère suivant.

Lorsque le duc de Chartres apprit la mort de son père, il était à Paris, chez une maîtresse qu'il entretenait par air, et qu'il quitta bientôt par remords. Il se rendit sur-le-champ à Versailles, ne s'avisant pas de rien disputer à monsieur le duc, et peu de jours après prit le titre de duc d'Orléans. J'en aurai peu d'autre chose à dire. Ce prince, qui, dans sa petite débauche de passage, avait toujours conservé des sentiments de religion, fut si frappé de la mort subite de son père qu'il prit tout à coup un parti extrême, et se jeta dans une dévotion monacale où il a persévéré jusqu'à la mort (1).

(1) L'abbé Mongault, homme de beaucoup d'esprit et d'érudition, théologien, et pensant librement sur les matières de religion, fut le précepteur du fils du régent. Soit qu'il ne jugeât pas son élève capable d'une morale éclairée, soit qu'il crût qu'on ne peut retenir les princes par des liens trop forts, il s'attacha à inspirer au sien les principes de religion les plus capables de l'effrayer. (D.)

FIN DE LA RÉGENCE.

MÉMOIRES SECRETS

SUR LE RÈGNE

DE LOUIS XIV

LA RÉGENCE

ET LE RÈGNE

DE LOUIS XV

RÈGNE DE LOUIS XV.

Ministère de monsieur le duc.

Le duc de Bourbon, communément nommé Monsieur le duc, qui sans doute ne regretta pas son prédécesseur, fut celui qui le fit le plus regretter. Son ministère fut le règne de la marquise de Prie, sa maltresse, et la plus effrénée créature. Il commença par disposer des places vacantes à son avènement au ministère. Le premier président de Mesmes, mort au mois d'août, n'était pas encore remplacé. Il le fut par Novion, le plus ancien des présidents à mortier, et petit-fils de celui qui, pour malversation, fut obligé de se démettre de la première présidence en 1689.

Le petit-fils n'avait rien de son aïeul. Moins éclairé, mais

très-honnête; fort instruit de la procédure, et peu de la jurisprudence, avec moins de paresse il eût été un excellent procureur : il fut un très-mauvais premier président. Brusque, sauvage, inabordable, il se sauvait du Palais et des affaires pour aller, dans son ancien quartier, causer dans la boutique d'un charron, son voisin et son ami particulier.

Novion était depuis longtemps assez connu pour qu'on n'eût pas dû lui donner une place qui exigeait du travail, de la vigilance et de la dignité; mais il était doyen des présidents à mortier : on suivit cet ordre du tableau, si respecté et si funeste en France. Il avait d'ailleurs le mérite d'avoir épousé une tante de la marquise de Prie : monsieur le duc eût-il pu refuser le parent de sa maîtresse ? Les petites considérations, parmi nous, font les intérêts graves et décident des grandes places. Pour que rien ne manquât à la faveur, la charge de président fut donnée à son petit-fils, âgé de quinze ans; et Lamoignon de Blancmenil, aujourd'hui chancelier, eut le *custodi nos*, et exerça pour l'enfant.

Heureusement pour le public, Novion, à qui les fonctions de sa place étaient aussi à charge qu'il l'était lui-même aux plaideurs, s'ennuya de la contrainte du Palais, et donna sa démission après neuf mois d'exercice (1), si l'on peut donner ce nom à la manière dont il s'en acquitta.

J'ai fort connu son petit-fils, président à mortier. Il a plus de probité que de talents; aussi s'est-il fait justice en honnête homme, et s'est-il pareillement démis pour aller vivre dans sa terre.

Monsieur le duc donna la charge de premier écuyer au chevalier de Beringhen d'aujourd'hui, et frère du président titulaire, mort le 1^{er} décembre, un jour avant le duc d'Orléans.

(1) Il fut nommé en décembre 1723, et se démit en septembre 1724. (D.)

Si ce prince eût vécu, il n'aurait pas fait la même grâce à un homme qui avait été son rival heureux en lui enlevant la comtesse de Parabère (1). Le ressentiment du prince ne devait pas être un motif de refus; mais certainement le roi s'en serait bien trouvé quant à la partie de la finance. Le marquis de Nangis, depuis maréchal de France, désirait fort cette place. Monsieur le duc l'en dédommagea en lui donnant par anticipation celle de chevalier d'honneur de la reine future. Il nomma aussi d'avance le maréchal de Tessé premier écuyer de la reine. Le maréchal, devant aller ambassadeur en Espagne, obtint pour son fils la survivance de son expectative.

Deux jours après la mort du duc d'Orléans, le maréchal de Villars entra dans le Conseil d'État. Le même jour, le comte de Toulouse déclara son mariage avec la marquise de Gondrin, sœur du duc de Noailles (2).

L'évêque de Fréjus, en procurant le premier ministère à monsieur le duc, savait bien qu'il ne lui confiait qu'un dépôt, et faisait lui-même trop peu de cas de la reconnaissance pour en espérer beaucoup d'un prince; mais il voulait, sous un fantôme respecté, accoutumer la cour à son crédit et la préparer à sa puissance. Il avait fait le plus difficile en parvenant où il était. Fils d'un receveur des tailles de Lodève, il obtint une

(1) Un de ces deux Béringhen fut l'amant de madame de Phalaris; peut-être même Ducloux se trompe-t-il de nom en écrivant ici *Parabère*; quoi qu'il en soit, ce Béringhen fut surnommé le *Taureau de Phalaris*.

(2) Quoique le comte de Toulouse fût en possession des honneurs de prince du sang, il ne se mésallia point. Les vrais princesses ont épousé des filles qui n'étaient pas supérieures pour la naissance aux Noailles. Il y en a peu à la cour à mettre vis-à-vis d'eux, et encore moins à leur préférer. Ils prennent leur nom d'un château qu'ils possèdent de temps immémorial, et paraissent avec éclat dans leur province dès la fin du XIII^e siècle. La comtesse de Toulouse pouvait bien jouir des mêmes honneurs que la duchesse de Verneuil (Séguier), qui fut du festin royal à la noce du duc de Bourgogne, père du roi. (D.)

place d'aumônier du roi par le crédit des dévotes de la cour, qui lui avait procuré des femmes qui ne l'étaient pas tant. Devenu ensuite évêque malgré la répugnance de Louis XIV, il fut nommé précepteur de Louis XV malgré l'opposition des jésuites, et il jouissait de la confiance la plus intime de son élève. Ce prodige de la fortune, sans exciter comme le cardinal Dubois le mépris et la haine, apprivoisa l'envie.

Monsieur le due prit d'abord tout l'extérieur de premier ministre, s'établit dans l'appartement où le due d'Orléans était mort, et fit afficher à la porte de son cabinet les jours et les heures destinés à chaque ministre pour son travail. La foule des courtisans inonda son appartement; ceux qui ne pouvaient parvenir au cabinet remplissaient les antichambres, d'où ils allaient ensuite assiéger celle de la marquise de Prie.

D'un autre côté, le modeste évêque de Fréjus, resserré dans un petit appartement mal meublé, ne se rehaussa pas en apparence d'un seul cran; mais, étant entré dans le conseil, il se trouvait auprès du roi lorsque monsieur le due venait, à l'imitation du duc d'Orléans, faire sa cour au jeune monarque, et feindre de lui communiquer les affaires.

L'évêque, soigneusement en tiers, ne s'écartait pas d'une minute; et, pour ne pas effaroucher un prince du sang ombrageux, il lui prodiguait les respects et les attentions, et le mit, dès les premiers jours, sur le pied de ne rien proposer que de concert avec lui.

L'ascendant du vieil évêque sur monsieur le due par l'adresse, et sur le roi par la confiance, n'échappa nullement à la pénétration des ministres subalternes. Ils recherchèrent sa protection, lui portaient secrètement leur portefeuille de travail; et lui, avec autant de secret, voulait bien en prendre communication et les guider, en reconnaissance de leur politesse à son égard.

Bientôt le prélat, d'un air et d'un ton aussi religieux que

discret, fit entendre à monsieur le duc qu'en se soumettant à ses lumières sur les affaires temporelles, sa conscience ne lui permettait pas d'abandonner les spirituelles; que cette réserve serait même un soulagement pour un prince déjà chargé d'un si grand nombre d'affaires, et que celles de l'Eglise avaient besoin de quelqu'un qui s'en occupât uniquement. Soit que monsieur le duc ne connût pas la force de cette branche d'administration, soit qu'il n'osât mécontenter un homme cher au roi, il laissa l'évêque s'emparer de la feuille des bénéfices, dont il fut absolument maître, sans cesser d'entrer dans toutes les autres affaires. Ainsi il devint et se montra moins le second que le collègue du premier ministre.

La marquise de Prie fut outrée de se voir enlever la dispensation des biens ecclésiastiques: car elle comptait bien, sous le nom de son amant, gouverner l'Etat et l'Eglise. En effet, à l'exception du dernier article, elle fut, pendant deux ans et demi de ministère, maîtresse absolue du royaume. Au retour de l'ambassade de Turin, où elle avait accompagné son mari, elle entreprit de plaire au régent, ou du moins à quelqu'un qui pût lui faire jouer un rôle; le régent n'y eût pas été insensible, mais il était inconstant. En comblant ses maîtresses de galanteries et de grâces de toute espèce, il ne leur donnait point de part dans les affaires d'Etat. L'ivresse même ne lui arrachait pas une indiscrétion sur cet article; j'en ai cité un exemple. La marquise de Prie se rabattit donc sur monsieur le duc.

Madame la duchesse mère aurait bien voulu prendre l'empire sur son fils; mais elle connaissait trop elle-même l'amour, pour se flatter de le balancer par l'autorité maternelle. Elle se borna à vivre politiquement avec la maîtresse de son fils, de peur d'en être totalement abandonnée, et à ménager l'évêque de Fréjus.

La marquise de Prie avait trop d'esprit pour ne pas con-

naitre l'incapacité de son amant, et pour s'imaginer avoir elle-même tout ce qu'il lui fallait pour y suppléer dans le gouvernement. Elle résolut de se choisir des guides qui ne pussent exister que par elle. Les Pâris lui parurent propres à remplir ses vues. Elle en forma son conseil intime, et les produisit auprès de monsieur le duc (1). Quoique ce prince eût déjà la

(1) Ces quatre frères avaient commencé à se faire jour sous la régence, et influèrent déjà assez dans les finances pour devenir suspects à Law, dont ils n'approuvaient pas les opérations. Il les fit exiler; mais lorsqu'il fut sorti du royaume, l'usage qu'on voulut faire de leurs talents les fit rappeler. Le rôle qu'ils jouèrent sous le ministère de monsieur le duc, et la considération dont jouissent les deux qui vivent encore, m'engagent à faire connaître leur origine.

Le père tenait une auberge au pied des Alpes, où ses fils, grands et bien faits, l'aidaient à servir les passants. En 1710, un munitionnaire cherchant dans la montagne quelque chemin pour faire passer promptement des vivres en Italie, à l'armée du duc de Vendôme, qui en était fort pressée, arriva par hasard à l'hôtellerie de Pâris, et dit l'embaras où il se trouvait. L'hôte lui promit de l'en tirer par le moyen de ses fils, qui connaissaient tous les défilés des montagnes. Ils tinrent parole, et firent passer le convoi. Le munitionnaire les présenta au duc de Vendôme, se loua beaucoup de leurs services et les employa dans les vivres. Dès ce moment, la porte de la fortune leur fut ouverte. Nés avec du génie, une figure distinguée, étroitement unis, actifs et agissant de concert sur un plan suivi, ils devaient nécessairement réussir. Ils eurent encore l'avantage d'être d'abord protégés par la duchesse de Bourgogne. Une des femmes de cette princesse, en la suivant en France, tomba malade et fut laissée dans l'hôtellerie de Pâris, à la *Montagne*, qui était leur enseigne, et dont un des frères prit le nom. Cette femme y fut si bien traitée, qu'à son arrivée à la cour, elle en parla avec reconnaissance à la princesse, dont elle leur procura la protection. Leur fortune était déjà assez bien établie en 1722, pour que Pâris l'ainé fût un des gardes du trésor royal. On créa pour lui une troisième place. La disgrâce de monsieur le duc, en 1726, entraîna celle des Pâris. En 1730, ils reprirent faveur, et la charge de garde du trésor royal fut donnée à Pâris de Montmartel, le cadet des quatre, qui l'occupe encore aujourd'hui. Devenu banquier de la cour, il influé tellement sur la finance du royaume, qu'il fixe le taux de l'intérêt, et qu'on ne placerait ni ne déplacerait sans le consulter un contrôleur général. (D.) — Il existe une *Histoire de M. Pâris*, par Luchet.

plus haute idée du mérite de sa maltresse, le comité de Paris y ajouta beaucoup.

Chaque projet, avant d'être présenté au prince, était concerté avec elle. On avait soin d'y laisser à dessein quelques rectifications à faire qui passaient la portée de monsieur le duc, et que la dame, endoctrinée d'avance, ne manquait pas de faire observer. Les Paris, comme frappés d'étonnement, admiraient sa sagacité, corrigeaient le plan sur ses remarques; et le prince, admirateur plus naïf, se félicitait de trouver dans une maltresse adorée un adjoint si utile au ministère.

La marquise, pour se faire des amis ou des créatures, engagea son amant à faire une nomination de chevaliers du Saint-Esprit, et présida à la liste. Il y avait soixante et un cordons vacants. Le régent n'avait jamais osé les donner. Ne sachant jamais refuser en face, il en avait promis quatre fois plus qu'il n'y en avait; et, ne pouvant tenir sa parole à tous, il ne la tint à personne.

Monsieur le duc, dans le chapitre du 2 février, nomma cinquante-huit tant chevaliers que commandeurs ecclésiastiques; quelques-uns des premiers étaient d'assez mauvais aloi.

Avant de déclarer la promotion, monsieur le duc communiqua la liste à l'évêque de Fréjus. Celui-ci, que sa naissance devait en exclure, et dont la modestie était un moyen d'ambition, trouvant son nom parmi ceux des prélats commandeurs, l'effaça et y substitua celui de l'archevêque de Lyon, Villeroy.

Le même jour, on fit sept maréchaux de France (1).

La de Prie, en attendant les contributions qu'elle devait

(1) Broglie, Roquelaure, Medavi, du Bourg, d'Allègre, la Feuillade, Grammont. (D.)

tirer de France, s'assura de la pension de quarante mille livres sterling que l'Angleterre donnait au cardinal Dubois, pour les sacrifices que nous faisons à cette couronne. Le cardinal de Fleury, pendant son ministère, ne fut pas moins favorable aux Anglais; mais il ne se fit pas payer.

Dès le commencement de cette année, les ministres de la plupart des puissances de l'Europe se rendirent au congrès de Cambrai, indiqué dès 1720. Les plénipotentiaires de l'Empereur remirent d'abord à ceux d'Espagne le décret d'investiture des États de Toscane, Parme et Plaisance, stipulé par le traité de la quadruple alliance en faveur de l'infant don Carlos, aujourd'hui roi d'Espagne. On ouvrit ensuite le congrès; on commença par régler le cérémonial, et cet article important fut tout ce qui résulta de quinze mois de conférences.

Monsieur le duc, s'occupant du gouvernement intérieur, crut annoncer de grandes vues en faisant donner, contre les protestants, une déclaration qui renouvelait toute la sévérité de celles de Louis XIV, et y aurait encore ajouté, s'il eût été possible; car on peut se rappeler que l'arrêt du 10 décembre 1686 défendait aux médecins, chirurgiens et apothicaires l'exercice de leur profession, de sorte qu'il fallait plutôt mourir de la main d'un orthodoxe que de devoir la vie au secours d'un hérétique. Ces fureurs religieuses ne partent que trop souvent des princes sans morale et même sans décence. La marquise de Prie avait sûrement approuvé ce dévot projet, et cette femme adultère ne se contraignait nullement dans ses propos sur les choses les plus respectées du public. Lorsqu'en 1725, année où les pluies perdirent la récolte, on porta en procession la chasse de sainte Geneviève : *Le peuple est fou*, disait-elle; *ne sait-il pas que c'est moi qui fais la pluie et le beau temps ?*

Sur les représentations des états généraux, on fit des mo-

difications en faveur des négociants étrangers établis en France et des protestants d'Alsace, dont les privilèges sont fondés sur des traités qu'il eût été dangereux d'enfreindre. Le fanatisme est quelquefois obligé de compter avec la politique. Celle des Suédois saisit cette occasion d'inviter, par un manifeste, les protestants français à venir porter leur industrie en Suède, et les étrangers profitèrent encore de l'intolérance de notre gouvernement.

Deux mois après la déclaration contre les protestants, il en parut une contre les mendiants, aussi inutile que toutes celles qui l'avaient précédée, ou qui la suivront. Tant qu'on ne présentera pas à la mendicité une ressource de travail et des salaires, il sera également cruel et impossible ou dangereux de proscrire les mendiants qui se multiplient journellement, au point que, par les calculs les plus modérés, on les fait monter à vingt-huit ou trente mille dans la seule capitale.

Dans le même temps que le ministère venait de changer en France, un changement plus considérable se faisait en Espagne. Philippe V, qui avait conquis et défendu sa couronne avec courage, ne l'avait portée qu'avec ennui. Il résolut donc de la quitter, et, par un acte authentique, la résigna à son fils le prince des Asturies, qui monta sur le trône sous le nom de Louis I^{er}. Philippe se retira à Saint-Ildefonse, pour s'y occuper uniquement de son salut, emmenant avec lui son ministre Grimaldo, dont les emplois furent partagés entre ses premiers commis. Ces promotions ne sont pas rares en Espagne, où l'on croit encore que, pour remplir les places, la première condition requise est d'en avoir les talents. Orry, Grimaldo, Patino et plusieurs autres ministres avaient originairement été commis. D'ailleurs, aucune place en Espagne n'est vénale.

Le règne de Louis I^{er} ne fut que de sept mois et demi; il mourut de la petite vérole le 31 août, et son père remonta sur

le trône. Philippe V fut six jours à s'y déterminer et à résister aux prières de la reine et de ses ministres et principaux officiers, tous les conseils restant dans l'inaction. Grimaldo reprit ses fonctions, et la reine, à qui la retraite avait rendu la couronne plus chère, s'appliqua à prévenir ou empêcher les nouveaux dégoûts que le roi pourrait avoir ; et souvent elle en essuya elle-même de terribles en combattant ceux de son mari.

Quoique les affaires étrangères ne soient pas l'objet principal de ces mémoires, je ne dois pas omettre des faits qui intéressent toute l'Europe, tels que la pragmatique de l'empereur Charles VI. Dès l'année 1713, il avait voulu assurer dans sa maison la succession à tous ses États héréditaires. Il n'avait point alors d'enfants ; mais il pouvait en avoir, et fit rédiger, dans son conseil, une loi par laquelle ses enfants mâles, et à leur défaut ses filles, les uns et les autres par ordre de primogéniture, posséderaient ses terres, États et principautés, le tout en entier, sans division ni partage. Cette succession indivisible devait, au défaut de la branche Caroline, issue de lui, passer dans la branche Joséphine, issue de son frère Joseph, et, au défaut des deux branches, aux sœurs de Sa Majesté. Depuis ce plan de succession, Charles avait eu un fils, mort l'année même de sa naissance, et trois filles auxquelles il voulait assurer le droit à sa succession indivisible par ordre de primogéniture. Il commença par s'assurer de la renonciation de ses deux nièces, princesses électORALES, l'une de Saxe et l'autre de Bavière, et publia ensuite la loi de la succession sous le titre de *pragmatique sanction*. On verra dans la suite les événements que cette loi fit naître.

Les arrangements politiques, les opérations de cabinets, qui ne doivent avoir que des effets éventuels ou éloignés, intéressent peu le gros d'une nation telle que la nôtre. Ce qui attirait son attention était l'état des finances. Les papiers

royaux répandus dans le public montaient encore à près de deux milliards, quoique le *visa* en eût proscrit pour cinq ou six cents millions. Le gouvernement n'avait trouvé d'autres moyens pour retirer les billets liquidés, que des créations de rentes perpétuelles ou viagères, et d'offices bientôt après supprimés. Chaque opération de finance était imaginée comme un remède qu'on reconnaissait ensuite pour un nouveau mal. On crut aussi trouver une ressource dans la diminution des monnaies, qu'on avait quelquefois augmentées ou diminuées, sans s'apercevoir que ces variations, indifférentes pour le commerce étranger, occasionnent toujours une convulsion pour le commerce intérieur. Il paraît qu'on s'est depuis désabusé à cet égard. Des défenses de faire sortir du royaume les espèces, n'eurent et ne devaient pas avoir plus de succès.

Si monsieur le duc s'occupait comme il pouvait des affaires de l'État, il était encore plus attentif à ce qui l'intéressait personnellement. Quelque bien affermi que fût son ministère, il sentait que sa puissance tenait à la vie du roi, qui avait à peine quinze ans, et que l'infante n'en ayant encore que huit, il se passerait encore plusieurs années avant que ce prince eût des enfants. Si dans l'intervalle on avait le malheur de le perdre, la couronne passait au roi d'Espagne ou dans la maison d'Orléans, et dans l'un ou l'autre cas monsieur le duc n'était plus maître. Il tremblait donc à la moindre incommodité du roi. Ce jeune prince ayant eu une fièvre avec des symptômes qui paraissaient dangereux, fut saigné deux fois. La maladie ne fut pas longue; mais, tant qu'elle dura, monsieur le duc fut dans les plus grandes alarmes. Comme il couchait dans l'appartement au-dessous de celui du roi, il crut une nuit entendre plus de bruit et de mouvement qu'à l'ordinaire; il se lève précipitamment, et monte tout effrayé en robe de chambre. Maréchal, premier chirurgien, qui couchait dans l'antichambre, étonné de le voir paraître à une telle

heure, se lève, va au-devant, et lui demande la cause de son effroi. Monsieur le duc, hors de lui, ne répond que par monosyllabes : *J'ai entendu du bruit.... le roi est malade.... que deviendrai-je ?* Maréchal eut peine à le rassurer, et l'engagea à s'aller coucher; mais, tout en le conduisant, il l'entendit, comme un homme qui croit ne parler qu'à soi-même : *Je n'y serai pas repris.... s'il en revient, il faut le marier.*

Dès ce moment, le renvoi de l'infante fut résolu; monsieur le duc n'y mit que le temps de faire part à la cour d'Espagne du parti pris en France, puisque trois semaines après, Philippe V fit partir, pour retourner en France, la reine veuve de Louis I^{er} et mademoiselle de Beaujolais, sa sœur, destinée à don Carlos, aujourd'hui roi d'Espagne. Avant leur arrivée, l'infante partit aussi de Paris pour retourner à Madrid.

Le roi, et particulièrement la reine d'Espagne, ressentirent le plus vif chagrin du renvoi de l'infante. Le maréchal de Tessé, notre ambassadeur auprès d'eux, l'avait prévu, et, n'osant pas s'exposer aux premiers emportements de la reine, s'il lui annonçait lui-même un si cruel revers, partit de Madrid, laissant cette désagréable commission à l'abbé de Livri, qu'il chargea des affaires.

Monsieur le duc s'était déterminé à renvoyer l'infante, avant même d'avoir fixé son choix sur la princesse qu'il destinait au trône. Il porta d'abord ses vues sur sa sœur, mademoiselle de Vermandois, aujourd'hui abbesse de Beaumont-lez-Tours (1). Devenant ainsi beau-frère du roi, son autorité n'en aurait été que mieux appuyée, et la marquise de Prie approuvait fort le mariage. Personne n'ignorant que monsieur le duc ne faisait rien que par le conseil ou de l'aveu de sa maîtresse, mademoiselle de Vermandois ne pourrait pas douter

(1) Henriette-Louise-Marie-Françoise-Gabrielle de Bourbon (mademoiselle de Vermandois) était née en 1703.

qu'elle ne dût son élévation à la marquise, qui se croyait en droit d'espérer tout de la reconnaissance d'une reine qu'elle aurait faite. Cependant, avant de se décider absolument, elle voulut s'assurer à cet égard des sentiments de la princesse, et convenir avec elle des conditions préliminaires. La première était que mademoiselle de Vermandois, en se bornant à des égards de bienséance avec sa mère madame la duchesse, ne lui donnerait aucun crédit. La marquise, qui ne pouvait pas souffrir la sienne, fut aussi étonnée que mécontente de trouver dans la princesse des sentiments fort différents. De plus, accoutumée aux soumissions de son amant, elle fut étonnée de n'en pas recevoir autant de la sœur. Il n'en fallut pas davantage à la marquise pour lui faire abandonner son projet et chercher une princesse plus complaisante. Elle n'eut pas de peine à persuader monsieur le duc que, loin de s'affermir par une alliance avec le roi, il se mettrait lui-même dans la dépendance de sa sœur et de sa mère. Il ne s'agissait plus que de trouver un parti sortable pour le roi; ce qui n'était pas aisé par les disproportions d'âge des différentes princesses de l'Europe, les unes étant trop jeunes et les autres trop âgées.

Au premier bruit du renvoi de l'infante, le prince Kourakin, ambassadeur de Russie en France, en donna avis à la czarine, qui venait de succéder à Pierre I^{er}, son mari, et qui, dans l'instant, de concert avec Campredon, notre ministre en Russie, proposa pour le roi la princesse Élisabeth, sa seconde fille, qui a régné depuis, et du même âge que le roi; offrant en reconnaissance à monsieur le duc de le faire roi de Pologne après la mort d'Auguste. Monsieur le duc, qui, du vivant du czar, avait recherché la princesse Élisabeth en vue du trône de Pologne, répondit à la czarine qu'il se croirait encore plus sûr de sa protection en devenant son gendre, que s'il faisait Élisabeth reine de France.

On fut quelque temps à s'épuiser en conjectures sur le choix qui devait se faire. Personne ne pensait seulement à la princesse Leczinski, fille de Stanislas (1), précédemment roi de Pologne, et alors fugitif et même proscrit. Ce fut cependant ce qui détermina la marquise de Prie, et conséquemment monsieur le duc. Ils ne pouvaient pas douter de la reconnaissance d'une princesse qu'ils faisaient passer de la situation la plus malheureuse sur le premier trône de l'Europe. En effet, Stanislas, échappé avec sa femme et sa fille à la poursuite du roi Auguste, était proscrit, et sa tête à prix par un décret de la diète de Pologne. Il s'était d'abord réfugié en Suède, puis en Turquie, ensuite aux Deux-Ponts. Tant que Charles XII avait vécu, il avait, malgré ses propres malheurs, fourni à la subsistance de Stanislas. Mais, après la mort de Charles, Stanislas, toujours persécuté, privé de tout appui, sans biens ni sûreté de sa personne, exposa sa malheureuse position au duc d'Orléans, régent, qui, touché de compassion, lui permit de se retirer secrètement dans un village près de Landau, où il lui faisait donner de quoi vivre. Il n'y fut pas longtemps sans être découvert, et apprendre que ses ennemis prenaient des mesures pour l'enlever. Il se réfugia aussitôt auprès du commandant de Landau, et obtint du régent la permission d'y demeurer en sûreté, jusqu'à ce qu'on eût pris des arrangements pour le fixer à Wissembourg, dans une vieille commanderie dont la moitié des murailles était ruinée, et qu'on ne releva pas.

Ce fut là que, par une lettre particulière de monsieur le duc, il apprit le bonheur inespéré qui lui arrivait. Il passe à l'instant dans la chambre où étaient sa femme et sa fille, et dit en

(1) Stanislas Leczinski, né en 1682, roi de Pologne en 1704, mort en 1766, père de Marie-Catherine-Sophie-Félicité-Marie Leczinska, née en 1703, mariée en 1723 au roi Louis XV, morte en 1768.

entrant : *Mettons-nous à genoux, et remercions Dieu. — Ah ! mon père, s'écria la fille, vous êtes rappelé au trône de Pologne ! — Ah ! ma fille, répond le père, le ciel nous est bien plus favorable ! vous êtes reine de France.*

A peine concevaient-elles que ce ne fût pas un songe. Il serait difficile de peindre les transports de la mère et le saisissement de la fille, qui, la veille de cette nouvelle, se serait trouvée heureuse d'épouser un de ceux qu'elle allait avoir pour principaux officiers de sa cour. Elle en voyait un exemple vivant dans la duchesse de Bonillon, petite-fille du roi Sobieski, mort sur le trône; elle venait récemment d'essuyer un refus. Lorsque la princesse de Bade (1) épousa le duc d'Orléans, Stanislas proposa sa fille pour le frère de cette princesse, et sa proposition fut rejetée. La princesse de Bade mère, considérant depuis que sa fille devenait la sujette de celle qu'elle avait refusée pour sa bru, s'empressa d'écrire une lettre embarrassée de compliments et de soumissions, par laquelle elle réclamait pour sa fille la protection et les bontés de la reine. Tout étant ainsi réglé, Stanislas se rendit avec sa famille à Strasbourg, où la demande en forme devait être faite par les ambassadeurs avec plus de dignité que dans les mesures de Wissembourg.

Le duc d'Antin et le marquis de Beauveau furent choisis pour cette commission, et l'on fit partir en même temps la maison de la reine future, pour aller avec eux au-devant d'elle. Le duc d'Antin, quoique homme d'esprit et le plus fin courtisan, dit assez maladroitement dans sa harangue, que monsieur le duc, ayant pu préférer une de ses sœurs, n'avait cherché que la vertu. Sur quoi, mademoiselle de Clermont (2), une des

(1) Anguste-Marie-Jeanne de Bade, née en 1704, morte en 1736.

(2) Marie-Anne de Bourbon (mademoiselle de Clermont), née en 1697, morte en 1741.

sœurs, nommée surintendante de la maison de la reine, et présente à ee compliment, dit : *D'Antin nous prend apparemment, mes sœurs et moi, pour des catins.* La reine, sur les éloges qu'on lui faisait de la figure et des grâces du roi, répondit : *Hélas! vous redoublez mes alarmes.* Le due d'Orléans, fondé de procuration du roi, épousa la princesse dans la cathédrale de Strasbourg, où le cardinal de Rohan leur donna la bénédiction. Quinze jours après, la reine arriva à Fontainebleau, où ce même prélat fit, le 4 septembre, la célébration du mariage de Leurs Majestés. Cette cérémonie ne changea rien dans le gouvernement. La reine monta sur le trône et la marquise de Prie continua de régner. Affaires générales ou particulières, tout était de son ressort. Monsieur le duc, en prévenant tous les goûts ou les fantaisies de cette femme, était encore obligé d'en servir les fureurs. Nous avons vu Leblanc mis à la Bastille et la chambre de l'Arsenal chargée d'instruire son procès. Le comte et le chevalier de Belle-Isle (1) et Moreau de Séchelles (2), qui depuis fut ministre des finances, se trouvant impliqués dans la même affaire, furent arrêtés au commencement du ministère de monsieur le due. Qu'ils fussent innocents ou non à l'égard de l'État, ce n'était pas là le point intéressant. Le crime le plus impardonnable aux yeux de la marquise était d'être les amis de sa mère. Une commission était le vrai tribunal qu'elle désirait, parce que le ministère régnant est toujours sûr de dieter la sentence, et monsieur le due était dans cette disposition. Mais le maréchal duc de la Feuillade, voulant faire ostentation de crédit dans le parlement, persuada au prince d'y renvoyer l'affaire, et lui répondit de la condamnation des accusés; au lieu que les commissions sont

(1) Louis-Charles-Armand Fouquet, chevalier de Belle-Isle, né en 1693, mort en 1746.

(2) Jean Moreau de Séchelles, né en 1690, contrôleur général en 1754, mort en 1760.

si odienses au public en affaires criminelles , qu'un coupable même qu'elles condamnent passe toujours pour un innocent sacrifié à la passion. Monsieur le duc se rendit, et l'affaire fut renvoyée au parlement. La Fenillade se mit aussitôt en devoir d'effectuer sa promesse et se fit presque la partie des accusés ; mais, ne trouvant pas dans les magistrats des dispositions pareilles aux siennes , de solliciteur et d'ennemi caché il se fit ouvertement juge. Il alla donc au parlement siéger comme pair dès qu'on eut entamé l'affaire, et y entra deux qui voulaient , comme lui , en faire leur cour à madame de Prie. L'indignation publique fut au point que monsieur le duc, sentant qu'une partie pouvait en rejallir sur lui, leur dit, dès la seconde séance, de ne plus se montrer au parlement. L'arrêt qui suivit fut si favorable à M. Leblanc et l'applaudissement si général, que ce fut une espèce de triomphe. Monsieur le duc et sa maîtresse en furent outrés ; mais il fallut dissimuler. Il y a des occasions où la voix publique impose aux despotes.

Le gouvernement sans économie ayant toujours des besoins, monsieur le duc fit donner un édit portant imposition du cinquième en nature sur tous les biens du royaume pendant douze années, terme assez éloigné pour annoncer souvent en France la perpétuité d'un impôt. Comme il devait encore se lever, ainsi que la dîme, sans entrer dans les frais de culture et autres, le cri fut universel. Tous les parlements adressèrent des remontrances qui obligèrent monsieur le duc de faire tenir par le roi un lit de justice pour l'enregistrement. Ce fut le premier de cette espèce sous le règne présent, et qui eut le même succès que tant d'autres pareils que les ministres ont obligé de tenir. Ils ne cessent de crier que l'autorité du roi ne doit pas être compromise, et ne cessent de la compromettre : on en verra souvent des exemples.

A la mauvaise administration se joignirent des malheurs réels, qu'un gouvernement sans principes aggravait encore. Je

veux parler de l'intempérie des saisons : les pluies ne permirent de mûrir ni aux moissons ni aux raisins (1).

L'état des campagnes fit craindre une famine ; cette crainte pensa la faire naître et occasionna du moins une si grande cherté, que le pain monta dans Paris jusqu'à neuf sous la livre, et à proportion dans les provinces. Le monopole, profitant de la crainte, l'excitait encore pour exercer son brigandage. Des magistrats peu éclairés, et qui d'ailleurs étaient flattés de paraître les pères du peuple en voulant s'opposer au monopole, ne servaient qu'à le fortifier. Les recherches dans les greniers engageaient ceux qui pouvaient s'y soustraire à resserrer les grains dans l'espérance de les faire augmenter de prix. Des gens en crédit, moins innocents que des magistrats, exagéraient des terreurs qu'ils n'avaient point, et, sous prétexte de servir le public, formèrent des magasins qui leur valurent des sommes immenses. On en accusait ouvertement madame de Prie et les Paris, son conseil. Peut-être le reproche n'était-il pas fondé ; mais c'est toujours à ceux qui gouvernent que le peuple s'en prend lorsqu'il souffre, et ils l'auraient évité s'ils s'étaient bornés à procurer une pleine et constante liberté sur le commerce des blés. On y viendra sans doute, lorsque la nation sera assez éclairée pour que les gens intéressés ne puissent lui en imposer.

La cherté des blés ne fut pas de longue durée ; la récolte se fit et fut même abondante, et le grain, trop nourri d'eau, n'étant pas de garde, les blés tombèrent bientôt au plus bas prix.

Je terminerai ce qui concerne cette calamité par un fait

(1) Ce n'était pas que le volume d'eau qui tomba cette année fût plus considérable que dans les autres. Il le fut moins que dans plusieurs, puisqu'il ne fut que de dix-sept à dix-huit pouces, au lieu que de 1750 à 1757, par exemple, il a été à vingt, année commune. Mais en 1725, des pluies fines et continuelles commencèrent avec le mois d'avril et ne finirent qu'en octobre. (D.)

pen important en lui-même, mais qui, dans mon objet principal de faire connaître les hommes, sert à montrer combien les ministres, et surtout les moins instruits, craignent d'être soupçonnés d'avoir besoin de lumières.

Il y avait eu dans Paris des émotions populaires si vives sur le pain, qu'il y eut même du sang répandu, et que le gouvernement fut obligé de faire exécuter trois des plus coupables ou des plus malheureux. Cette sévérité ne calma pas les esprits, parce qu'elle ne fit pas cesser la misère et que la faim commanda plus absolument que les rois. Jannel, aujourd'hui intendant général des postes, était dès lors en liaison avec les ministres et voyait assez familièrement monsieur le duc. Il sut par plusieurs commissaires de quartier, la veille d'un marché, qu'ils craignaient pour ce jour-là une violente sédition et d'y être eux-mêmes massacrés par la populace. Il alla aussitôt en donner avis à monsieur le duc. Le prince en eut la plus grande frayeur, ne la cacha point, et les ordres furent à l'instant donnés de faire venir à tout prix des blés et des farines. Le marché et les suivants furent abondamment pourvus; ces blés, vendus à un prix un peu au-dessous de l'achat, firent, par la concurrence, baisser le prix courant. Les monopoleurs de système ou de crainte redoutèrent l'abondance, ouvrirent leurs réserves, et de jour en jour l'équilibre se rétablit.

Monsieur le duc, pleinement rassuré, eut honte d'avoir eu et surtout laissé voir de la peur. Il ne sut pas distinguer un malheur prévenu d'un malheur imaginaire. Ses affidés, pour couvrir leurs mauvaises opérations passées et se dédommager des gains qu'ils auraient faits, lui exagèrent le sacrifice léger et nécessaire dans les circonstances qu'on avait fait sur le prix des blés. Enfin, monsieur le duc, dans son dépit contre Jannel, témoin de ses alarmes, fit expédier une lettre de cachet pour le mettre à la Bastille, comme auteur d'une terreur pa-

nique. L'évêque de Fréjus en fut instruit, en sentit, en représenta l'injustice, fit révoquer l'ordre, avertit Jannel d'être plus discret, au hasard d'être moins utile. C'est de lui-même que je tiens tout ce détail.

Quoique nous eussions, dans le temps dont il s'agit ici, peu de rapports politiques avec la Russie, la mort du czar Pierre I^{er} fut un événement trop considérable en Europe pour n'en pas faire mention.

J'ai déjà donné quelques traits de son caractère à l'occasion de son voyage en France; mais je dois faire connaître un peu plus un homme si extraordinaire, à qui l'on a donné le surnom de grand, et qui l'a mérité à plusieurs égards. Il est d'autant plus à propos de s'y arrêter, que les deux principales histoires (1) de ce prince ont altéré ou omis plusieurs particularités importantes ou curieuses, par des motifs d'intérêt. J'anticiperai même ici les événements, pour présenter en raccourci un tableau des diverses révolutions arrivées en Russie jusqu'au moment où j'écris.

On sait que Michel Romanow, aïeul de Pierre I^{er}, monta sur le trône en 1613, et fut le premier czar de sa race. Fils d'un archevêque de Rostow, il était allié par les femmes aux

(1) Les *Mémoires* du baron de Huissen, donnés sous le nom d'Yvan Nestezuranoy. Cet Allemand, payé par la cour de Russie, écrivait sous la dictée du duc de Holstein.

Voltaire, chargé par la czarine Élisabeth d'écrire l'histoire du czar, reçut pour cinquante mille livres de médailles d'or, que lui envoyait Van Schevslow, et qui furent apportées par le chevalier Déon, qui les remit, à Strassbourg, aux banquiers Hermanl et Diétrich. Depuis, le comte Pouschkin fut encore chargé pour Voltaire de quarante mille ducats; mais il les dépensa, fit encore des dettes, fut mis au For-l'Évêque. J'ignore quand et comment il en est sorti.

Voltaire a si bien senti ce qu'on lui objecterait sur ses omissions, que dans sa préface il s'élève fort contre les écrivains qui révèlent les faiblesses des princes. C'est cependant ce qui les fait mieux connaître. (D.)

anciens czars; mais il ne dut la couronne qu'à l'assemblée des boyards, qui la lui déférèrent par élection. Il fit son père patriarche de Russie et lui confia toute son autorité. Michel eut pour successeur son fils Alexis, en 1645. Celui-ci eut de sa première femme, Marie Milaslowski, quatre fils : Simon et Alexis, morts jeunes, Fœdor et Yvan, qui régnèrent; et quatre filles : Théodosie, Marie, Sophie, qui fut corégente, et Catherine. Alexis eut de sa seconde femme, Nathalie Nariskin, Pierre, qui fut le czar donc je vais parler, et la princesse Nathalie.

Alexis étant mort en 1676, Fœdor, son fils aîné, lui succéda, et mourut le 27 août 1682 sans laisser d'enfants de ses deux femmes Euphémie Grotzeska, Polonaise, morte en 1681, et Marthe Mathowna Apraxin, morte en 1716.

Fœdor avait nommé, pour lui succéder, Pierre, son frère cadet, âgé de dix ans, mais en qui il aperçut déjà un homme, au préjudice d'Yvan, l'aîné, âgé de treize ans, également faible de corps et d'esprit. Mais la princesse Sophie, craignant que les deux Nariskin, frères de la jeune czarine douairière, et oncles de Pierre, ne s'emparassent du gouvernement sous le nom de leur neveu, et voulant régner elle-même sous celui d'Yvan, excita les strélitz (1) à une révolte en faveur de cet aîné, fit massacrer les deux Nariskin et les principaux seigneurs qui lui étaient suspects, associer Yvan à l'empire, et finit par se faire déclarer corégente, ou plutôt régna seule pendant quelques années : c'était avec plus d'inquiétude que de remords. Pierre, à l'âge de dix-sept ans, annonçait tout ce qu'il devait être, et l'état de langueur d'Yvan le menaçait d'une mort prochaine. Marié en 1684 avec Parascowie Solticof, il n'en avait que trois filles : Catherine, Anne et Parascowie.

(1) Les strélitz étaient en Russie ce que la garde prétorienne fut sous les empereurs romains, et ce que sont les janissaires dans l'empire ottoman, une troupe toujours prête à servir les fureurs de leurs princes ou à les précipiter du trône. (D.)

Sophie jugea qu'elle ne jouirait pas du fruit de ses crimes si elle n'en commettait encore un, et résolut de faire périr Pierre, qui n'était pas encore marié. On a prétendu qu'elle avait d'abord employé le poison, mais que de prompts remèdes, joints à la force du tempérament du jeune prince, en avaient paré l'effet mortel, et que les mouvements convulsifs qu'on lui remarquait souvent dans les muscles du visage étaient une suite de l'état violent qu'il avait éprouvé. Que cette imputation soit bien ou mal fondée, ce n'est pas le caractère de Sophie qui a pu la détruire, puisqu'elle entreprit de faire immoler ce frère par les strélitz, et qu'il fut obligé de se réfugier dans le château de la Trinité. Les boyards, leurs vassaux ou esclaves, les Allemands établis en Russie, accoururent à son secours, détachèrent par leur exemple les strélitz du parti de Sophie, et ramenèrent le jeune prince dans Moscou, où l'on fit périr dans les supplices les complices de la princesse, qui fut renfermée dans un couvent.

De ce moment, Pierre commença de régner, car Yvan n'eut jusqu'à sa mort (19 janvier 1696) d'autre marque de la souveraineté que de partager le titre de czar. Pierre résolut alors d'aller chercher, en voyageant chez les différentes nations, les lumières qu'il ne pouvait pas trouver chez lui. Il avait, avant son départ, pris ou cru prendre toutes les mesures possibles pour assurer pendant son absence la tranquillité de ses États. Mais le clergé, effrayé du progrès des connaissances de ce prince, et des premières lueurs de ce jour nouveau, craignant peut-être avec une bonne foi stupide, comme on le craint ailleurs par intérêt, de voir détruire la superstition, communiqua ses frayeurs au peuple. De vieux boyards attachés aux anciens usages se joignirent aux prêtres. Dans une nation esclave, superstitieuse et féroce, une révolution est l'ouvrage d'un moment. Mais un moment aussi fait une révolution contraire ; la Russie en a fourni plusieurs

exemples en peu d'années de ce siècle. Les rebelles allaient remettre Sophie sur le trône, et comptaient fermer au czar l'entrée de ses États. Aux premiers bruits de la révolte, ce prince part de Vienne et se montre bientôt dans Moscou. Avant son arrivée, les troupes étrangères qu'il y avait laissées avaient fait tête aux strélitz qui accouraient des frontières en faveur de Sophie. La présence du czar acheva de tout soumettre. Il déploie aussitôt les supplices les plus terribles, et, jugeant que les strélitz conserveraient toujours un esprit de révolte, il résolut de les anéantir. Il les fit envelopper et désarmer par les troupes étrangères et par celles qui étaient restées fidèles. Dans un même jour, deux mille furent pendus et environ cinq mille eurent la tête tranchée. Le czar donna le signal de l'exécution en prenant une hache dont il coupa lui-même une centaine de têtes, ordonna à ses courtisans de suivre son exemple, et abandonna le reste à des bourreaux moins distingués. Toutes ces têtes furent mises sur des pointes de fer autour des murs de Moscou, un grand nombre en face des fenêtres de la prison de Sophie, et y restèrent cinq à six ans, jusqu'à la mort de cette princesse en 1704.

Les strélitz n'étant que les instruments de la rébellion, le czar entreprit de se soumettre ceux qui en étaient l'âme. Une administration municipale succéda dans les provinces à celle des boyards. La puissance du clergé était encore un objet plus important. Les patriarches de Russie avaient souvent paru dans les cérémonies publiques à côté des czars; et, quoique cette espèce d'égalité ne fût qu'une marque de respect pour la religion, Pierre savait que sa famille avait dû en partie son élévation au clergé. Il ne voulait pas qu'une autre maison pût avoir un jour la même obligation aux prêtres, dont il connaissait le pouvoir sur un peuple superstitieux. Il abolit donc le patriarcat, en appliqua les reve-

nus aux besoins de l'État, et principalement à la solde des troupes, qu'il intéressait par là au succès d'une opération politique. Il fixa à cinquante ans les vœux monastiques. Cette ordonnance, qui aurait pu servir d'exemple aux autres princes, bornait tellement le nombre des moines, que c'était presque les détruire. Il réduisit enfin le clergé aux fonctions de son ministère; encore en exigea-t-il un serment nouveau dont la formule lui donnait la suprématie ecclésiastique. Le czar sentait si bien la grandeur de son entreprise et le mérite du succès, qu'ayant lu un parallèle de Louis XIV et de lui, par Steele, il en parut flatté : *Mais cependant, dit-il, j'ai soumis mon clergé, et il obéit au sien.*

Pierre avait épousé en premières noces, en 1689, Eudoxie Théodora Laponkin, de la plus haute noblesse du duché de Nowogorod. Le mariage s'était fait suivant l'ancien usage. Toutes les filles jeunes, belles et nobles, de quelque partie de l'empire que ce fût, averties par une proclamation générale que le czar devait choisir entre elles une épouse, se rendirent à ce concours. Le czar, les ayant fait rassembler dans la plus grande salle du palais, et après les avoir examinées, se détermina en faveur d'Eudoxie. Un tel choix ne pouvait tomber que sur la beauté. Dans cette foule de rivales, rien ne se manifestait de tant de caractères que le désir de plaire ou l'ambition d'être préférée. Eudoxie n'avait pas les qualités propres à fixer un prince d'un tempérament bouillant qui ne fait pas les amants fidèles, même quand ils continuent d'aimer. Eudoxie, fière et jalouse, voulait régner seule sur le cœur de son mari, et avec lui sur l'empire. Elle oublia que ce mari était un maître, effréné dans ses désirs, incapable de souffrir la moindre contrainte, et déjà refroidi par la jouissance. En moins de deux ans, il en eut deux enfants mâles. L'aîné, nommé Alexandre, mourut jeune; le second fut l'infortuné Alexis.

Le czar, de jour en jour plus dégoûté par l'humeur de l'impératrice, la prit bientôt en aversion. Il devint éperdument amoureux d'Anne Moëns ou Moousen, née à Moscou de parents établis dans la stabode allemande. Cette fille, jeune, belle et de beaucoup d'esprit, lui inspira une passion d'autant plus forte qu'elle ne marquait à ce prince que de l'éloignement et même du dégoût. L'impératrice, transportée de fureur, accabla son mari de reproches, et recourut à mille artifices pour perdre sa rivale, qui, loin d'en éprouver du ressentiment, ne cherchait, pour se délivrer d'un amant odieux, qu'à le réconcilier avec Eudoxie. L'aversion de la jeune Allemande pour le czar venait de l'amour qu'elle avait pour Kaizerling, envoyé de Prusse.

Le czar, également irrité des reproches amers d'Eudoxie et des froideurs d'Anne Moousen, résolut de se venger de la première en la répudiant, et se flatta de séduire ensuite l'autre par l'ambition, en lui offrant sa main et sa couronne. Il consulta les théologiens de Russie sur les moyens de nullité qu'ils pourraient trouver dans son mariage. Leur réponse ne fut pas favorable à ses désirs; c'était avant qu'il eût soumis son clergé. Le Genève Lefort, favori, ministre, et tout ce qu'un homme d'une âme ferme, d'un génie étendu, d'un esprit décisif et plein d'expédients, pouvait être auprès d'un prince tel que le czar Pierre, se fit le casuiste de la question du divorce, et persuada à son maître de s'en faire le seul juge. Lefort y trouvait son intérêt particulier. Eudoxie, loin de le ménager, cherchait continuellement à le traverser. Toute princesse ambitieuse, sans autorité et avide d'en avoir, n'osant faire éclater son dépit contre le maître, est naturellement ennemie des ministres qu'elle ne peut s'attacher.

Le czar prononça lui-même l'arrêt de répudiation, et, pour ôter à Eudoxie tout espoir de retour, il la fit enfermer dans

un couvent, et l'obligea d'y faire des vœux (1). Il y a toute apparence que ce prince, trop puissant pour dissimuler, avait réellement le dessein de placer sa maîtresse sur le trône, si elle-même en avait eu le désir, car il n'avait plus rien à satisfaire du côté des sens. Anne Moousen était entrée en esclave dans le lit de cet amant terrible et absolu ; mais elle ne pouvait s'empêcher de laisser paraître son dégoût, quelquefois l'aveu lui en échappait. Si elle en cachait le principe, c'était pour ne pas exposer Kaizerling aux fureurs d'un prince jaloux, orgueilleux, despotique, et qui, dans sa vengeance, n'eût eu aucun égard au titre dont son rival était revêtu. Le refus constant d'Anne Moousen de recevoir la main du czar était seul capable d'affermir un prince de ce caractère dans le dessein de la lui donner. Cependant, après une infinité de transports d'amour, de fureur, de combats entre la passion et le dépit, le czar, absolument rebuté, se livra, pour se guérir, à la débauche, où il était assez porté par son tempérament. Il n'eut plus de passion décidée, car ce qu'il fit dans la suite pour Catherine fut l'effet, non de l'amour, mais de la reconnaissance pour cette femme extraordinaire.

Anne Moousen ne fut pas plutôt sortie de son brillant esclavage, et libre de disposer de sa main, qu'elle s'empressa de la donner à son véritable amant.

Pierre avait épousé Eudoxie et l'avait déjà répudiée avant ses premiers voyages, qu'il ne commença qu'en 1697, après la mort de son frère. Il les interrompit pour venir châtier la

(1) Voltaire dit que ce fut dans un couvent de Susdal, en 1696 ; je lis dans des mémoires très-exacts que ce fut en 1693, et dans un couvent de Rostow, établi pour des filles de condition. Les intrigues qu'Eudoxie eut dans la suite, par le moyen de l'archevêque de Rostow, avec Glebow, frère du prélat, appuieraient mon sentiment. Au surplus, cela est assez indifférent, et cette note n'est que pour l'exactitude historique. (D.)

révolte des strélitz, et ne les reprit qu'en 1716. Le temps qui s'était écoulé jusque-là fut principalement rempli par ses guerres, dont l'histoire est trop connue pour la rappeler ici. Ce qui regarde le second mariage du czar, et surtout les commencements de la fortune de l'impératrice Catherine, est moins connu. Jusqu'ici, tous les ouvrages imprimés, sans exception, en ont supprimé, altéré ou déguisé les circonstances les plus singulières. Je vais y suppléer d'après des mémoires très-sûrs.

Catherine d'Alfendeyl naquit en 1686, dans le village de Ringen, du district de Dorpt en Livonie, de paysans catholiques de Pologne. On a même prétendu qu'elle était bâtarde d'un gentilhomme nommé Rosen, seigneur de ce village, parce qu'il fournissait la subsistance à la mère et à l'enfant. D'autres, tels que Hubner, lui donnent pour père Albendiel ou Alfendeyl, gentilhomme voisin et ami de Rosen. Le mari de la paysanne était si ignoré, et cette généalogie alors si peu intéressante, que l'enfant fut inscrit sur le registre baptistaire *fundling*, c'est-à-dire enfant naturel. D'ailleurs, le plus ou moins de bassesse dans son origine est assez indifférent relativement au rang où elle parvint. Elle dut tout à la fortune et à son mérite personnel. Orpheline presque en naissant (car elle perdit à trois ans sa mère et Rosen), le vicaire de Ringen, son parrain, s'en chargea par charité. Elle avait treize ou quatorze ans, lorsque le surintendant ou archiprêtre de Riga, nommé Gluk, faisant sa tournée, la trouva chez le vicaire, qui, étant pauvre, pria l'archiprêtre de se charger lui-même de l'orpheline. Gluk l'emmena et la mit auprès de sa femme, qui en fit une espèce de servante. En croissant, sa taille et ses traits se développèrent, et sa beauté se faisait remarquer. Gluk vit qu'elle faisait un peu trop d'impression sur le cœur de son fils, et, pour en prévenir les suites, il la maria à un traban suédois de la garde de Charles XII, d'autres disent

à un soldat du régiment de Schlippenback : il pouvait bien avoir d'abord servi dans ce régiment. Au reste, une discussion sur cette différence d'état du mari n'est pas plus importante que sur la légitimité de la femme dans l'obscurité où elle était née. Le mariage se fit à Marienbourg, où le mari était en garnison, et, trois jours après, il reçut l'ordre de joindre l'armée. Il fut du nombre des prisonniers faits à la bataille de Pultava, et envoyé en Sibérie, où il ne mourut qu'en 1721.

Le peu de temps que les mariés passèrent ensemble a fait supposer depuis que le mariage n'avait pas été consommé et pouvait être regardé comme nul, ce qui serait difficile à imaginer d'un soldat jeune et amoureux d'une femme également jeune et belle. Cette question a eu un objet plus important que les précédentes, parce qu'il s'agissait de la légitimité des enfants du second mariage, tous nés du vivant du premier mari. Le pour et le contre ont été soutenus par les mêmes personnes, mais en différents temps et suivant divers intérêts. Quoi qu'il en soit, le feld-maréchal Scheremetow, ayant pris Marienbourg en 1722, y trouva Catherine, qu'il mit parmi ses esclaves, et en usa avec elle comme avec d'autres, en vainqueur russe.

Menzicow, qui de garçon pâtissier était devenu, depuis la mort de Lefort, ministre et favori du czar, étant venu relever Scheremetow dans le commandement, celui-ci céda Catherine à son successeur, qui la mit encore dans une espèce de sérail de campagne. Un jour le czar, en visitant les quartiers de son armée, vint souper chez Menzicow, y vit Catherine (1),

(1) Ce qui concerne la naissance, le premier mariage de Catherine, et tout ce qui a précédé le temps où le czar la trouva chez Menzicow, est si obscur, que des hommes qui méritent une égale confiance ne laissent pas d'en parler avec des circonstances assez différentes. Par exemple, Campredon, ministre de Franco en Russie depuis 1723 jusqu'en 1728, dit dans sa correspondance que Catherine avait un frère qui fut tué par le czar, et une sœur qu'elle tenait à Rével, avec une

la trouva à son gré, lui dit, en sortant de table, de prendre le flambeau pour le conduire dans sa chambre, et la fit coucher avec lui. Le lendemain, il lui donna, en partant, un ducat; encore pensait-il avoir payé noblement sa nuit: non qu'il fût avare, mais il prétendait que les plaisirs de l'amour étaient comme tous les autres besoins de la vie, dont le prix doit avoir un tarif. Suivant celui qu'il avait fixé, un soldat ne devait qu'un sou de sa paye pour trois accolades. Le bon marché de cette dernière lui avait fait proscrire sévèrement la sodomie parmi les troupes. Il avait sur cet article plus d'indulgence pour les moines. Un de ceux-ci ayant violé un jeune esclave, fut simplement condamné à s'en défaire. Il semblerait par là que le crime ne fût que dans la violence. On y voit encore que l'excès de la dépravation des mœurs se trouve plus dans la barbarie que chez les nations policées. Dans les accès de fureur amoureuse et les ardeurs de tempérament du czar, un sexe suppléait à l'autre.

Peu de temps après sa première entrevue avec Catherine, le czar revint la voir, s'entretint avec elle, et la jugea digne d'un meilleur usage que de satisfaire un goût de fantaisie. Sans avoir jamais su ni écrire, ni lire, elle parlait quatre langues, et entendait le français. Beaucoup d'esprit naturel, actif, juste et flexible, une âme courageuse, le tout joint aux agréments de la figure, devaient plaire à un prince qui trouvait à la fois dans la même personne une maîtresse aimable

pension de trois cents roubles, et qu'elle finit par faire renfermer pour ses débauches. Campredon prétend encore qu'un capitaine suédois, nommé Tiesenhausen, eut un enfant de Catherine, chez Gluck; que celui-ci, la voyant grosse, la chassa, et que le capitaine la maria à un cavalier de sa compagnie, avec qui elle vécut trois ans, jusqu'à la prise de Narva, où le mari et la femme furent faits prisonniers et envoyés à Moscou. Depuis que le czar eut pris Catherine chez Menzicow, elle voyait secrètement son mari; le czar les ayant surpris ensemble, leur donna des coups de bâton et envoya le mari en Sibérie. (D.)

et un supplément de ministre. Il dit à Menzicow qu'il fallait la lui céder, et s'en empara. Depuis ce moment, elle suivit partout son nouveau maître, partageant ses fatigues, l'aidant de ses conseils, et finit par être sa femme et impératrice.

L'archevêque de Novogorod, qui fit la cérémonie du mariage, voulant profiter de cette circonstance pour obtenir le titre de patriarche, représenta au czar que cette fonction n'appartenait qu'à un patriarche. Le czar, pour réponse, lui appliqua quelques coups de canne, et l'archevêque donna la bénédiction nuptiale.

Ce ne fut qu'après avoir marié son fils Alexis à la princesse Charlotte de Brunswick-Wolfenbuttel, sœur de l'impératrice, épouse de Charles VI, que le czar fit ou (1) célébra son mariage avec Catherine. Il en avait alors déjà eu deux filles : Anne, en 1708 ; Elisabeth, en 1710. Il en eut depuis un fils en 1715, mort en 1719 ; un autre en 1717, qui naquit et mourut le même jour à Wesel ; et une fille née en 1718 et

(1) L'auteur de l'*Histoire du Nord*, t. 1^{er}, p. 532, dit, sur l'an 1712, que le czar, frappé d'admiration pour les qualités éminentes de Catherine, à qui il devait son salut à la journée du Pruth, l'éleva au rang de son épouse. Cette manière de s'exprimer ferait juger que les princesses Anne et Elisabeth ne furent légitimées que par un mariage subséquent à leur naissance.

Voltaire prétend, au contraire, que Pierre avait épousé secrètement Catherine dès 1707 ; qu'il déclara ce mariage le 17 mars 1711, le jour même de son départ pour la guerre contre les Turcs, et qu'il ne fit, en 1712, que célébrer avec plus d'appareil un mariage déjà fait et reconnu. Voltaire le place en 1707, pour établir la légitimité des deux princesses. Mais, outre qu'un mariage secret n'était guère du caractère d'un prince qui avait répudié sa première femme, la plus grande difficulté resterait encore, puisque le mari de Catherine vivait, et n'est mort qu'en 1721.

La princesse Anne fut mariée, en 1726, au duc Holstein-Gottorp, fils de celui qui avait épousé la sœur de Charles XII. Elisabeth régna dans la suite depuis le 6 décembre 1741 jusqu'au 5 janvier 1762, jour de sa mort. (D.)

morte en 1725. Catherine, née catholique romaine, avait été élevée dans le luthéranisme, qu'elle abjura pour la communion grecque en montant sur le trône. Aussitôt qu'elle se vit un fils, elle conçut l'espérance et forma le projet de le faire régner après son père. Cette ambition était contraire à la justice et aux droits du sang, mais elle pouvait être utile à l'État. La czarine, espérant que son fils vivrait, se flattait de vivre elle-même assez pour en faire un prince digne de succéder à son père.

Le czarowitz Alexis, au contraire, paraissait le successeur le moins propre à suivre et perfectionner les projets du czar. Un caractère sombre, des mœurs grossières et crapuleuses, un esprit borné et asservi à toutes les superstitions religieuses et politiques, menaçaient de replonger l'empire dans la barbarie. Les intrigues d'Eudoxie, et surtout la conduite que des prêtres ignorants et fanatiques inspiraient à la mère et au fils, précipitèrent la perte de l'un et de l'autre.

A peine le czar et la czarine furent-ils partis de la Russie, que les mécontents commencèrent à cabaler. Aux premiers soupçons que le czar en conçut, il manda au czarowitz de le venir trouver. Mais ce prince, au lieu d'aller joindre son père, s'enfuit à Vienne, auprès de son beau-frère Charles VI, et de là passa à Naples, où le czar le fit arrêter et ramener à Moscou.

Pierre apprit encore qu'Eudoxie avait, dans son couvent, quitté l'habit de religieuse et pris les ornements d'impératrice; qu'un officier nommé Glebow avait avec elle un commerce criminel, par l'entremise de l'archevêque de Rostow; que l'officier parmi les troupes, et le prélat dans le clergé, étaient les chefs d'une conspiration en faveur du czarowitz et de sa mère.

Le czar part à l'instant; tout ce qui était coupable ou soupçonné de l'être fut arrêté et immolé à sa vengeance. Abraham

Lapoukin, frère d'Eudoxie, fut décapité, l'archevêque roué vif. Eudoxie, effrayée de l'appareil de la question, avoua tout ce qu'on voulut. On prétend que les lettres seules de sa main suffisaient pour la convaincre d'adultère ; mais Glebow, au milieu des tourments de la plus cruelle question, soutint toujours l'innocence d'Eudoxie, rejetant son aveu sur la crainte des supplices. Il fut ensuite empalé, et persista jusqu'à la mort à défendre la vertu de cette malheureuse princesse. Avant qu'il expirât, le czar, qui avait été présent à la question, et qui voulut l'être encore à la dernière exécution, au milieu de la grande place de Moscou, s'avança vers le patient, et le conjura, par tout ce qu'il y a de plus sacré, d'avouer son crime et la complicité d'Eudoxie. Glebow, ranimant ce qui lui restait de forces, et regardant le czar avec une indignation mêlée de mépris : *Il faut, dit-il, que tu sois aussi imbécile que barbare pour croire que, n'ayant pas voulu consentir à flétrir la vertu d'Eudoxie au milieu des supplices inouïs que tu m'as fait souffrir, à présent que je n'ai plus d'espérance de vivre, j'irai accuser l'innocence et l'honneur d'une femme vertueuse, en qui je n'ai jamais connu d'autre tache que de l'avoir aimé. Va, monstre, ajouta-t-il en lui crachant au visage, retire-toi, et laisse-moi mourir en paix.* Glebow expira un quart d'heure après ; le czar lui fit ensuite couper la tête, la prit par les cheveux, et, la montrant au peuple, s'oublia assez pour la charger encore d'imprécations.

Quelque désir qu'il eût de condamner Eudoxie, il ne voulut pas se charger lui-même du jugement, et le renvoya à une assemblée d'évêques et de prêtres, qui se bornèrent à la condamner à recevoir la discipline par les mains de deux religieuses ; ce qui s'exécuta en plein chapitre, après quoi elle fut conduite dans un couvent sur le bord du lac Ladoga. La princesse Marie, sœur du czar, fut condamnée, comme complice d'Eudoxie, à recevoir cent coups de baguette, qui lui furent appliqués sur les reins, en présence du czar et de toute la cour

qui avait eu ordre d'y assister. Elle fut ensuite enfermée dans le château de Schlüsselbourg, où elle mourut peu de temps après. Les confesseurs et domestiques des deux princesses, après avoir été fouettés publiquement par le bourreau, et qu'on leur eut fendu le nez et coupé le bout de la langue, furent envoyés en Sibérie.

Le czar procéda ensuite au jugement de son fils. On sait qu'il fut condamné à mort, et que son arrêt et sa grâce, qui lui furent annoncés presque en même temps, lui causèrent une révolution si violente, qu'il mourut le jour suivant. Le czar manda aux ministres qu'il avait dans les différentes cours (1), que son fils était mort d'une apoplexie causée par le saisissement qu'il avait éprouvé. Quelques personnes, qui paraissent instruites, prétendent que le czar dit au chirurgien qui fut appelé pour saigner le malheureux prince : *Comme la révolution a été terrible, ouvrez les quatre veines*. Ainsi le remède serait devenu l'exécution de l'arrêt. Le corps du czarowitz fut exposé à visage découvert, pendant quatre jours, à tous les regards, et ensuite inhumé dans la citadelle, en présence du czar et de la czarine. Cette princesse avait prié le père d'accorder la grâce au fils, de ne pas même lui prononcer l'arrêt, et de se contenter de lui faire prendre le froc. Une telle prière n'est nullement incompatible avec le désir et la certitude de ne rien obtenir.

Les jésuites, qui s'étaient glissés en Russie, et qui cherchaient à s'y établir, furent chassés à cette occasion.

Eudoxie passa six ans, c'est-à-dire le reste de la vie du czar, dans une chambre, au pain et à l'eau, avec quelques liqueurs. Après la mort de ce prince, la czarine Catherine la fit

(1) La lettre du czar au prince Kourakia, son ministre en France, sur l'arrêt de condamnation et sa perplexité sur l'exécution, est du 5 juillet 1718, et celle où il mande la mort est du 7 du même mois. (D.)

transférer dans un cachot de la forteresse de Schlüsselbourg, seule avec une vieille uaine pour la servir, et qu'elle était souvent réduite à servir elle-même, suivant les infirmités qu'elles éprouvaient l'une et l'autre.

Pierre, après avoir sacrifié son fils aîné, eut la douleur de perdre celui qu'il avait eu de Catherine et fait reconnaître pour héritier de l'empire. Il fut tué d'un coup de tonnerre entre les bras de sa nourrice. Au chagrin qu'il en ressentait se joignit l'humeur que donne ordinairement l'altération de la santé aux hommes accoutumés à l'action, et qui ont joui constamment de toutes leurs facultés. La czarine en éprouvait quelquefois des bourrasques; la plus violente de toutes précéda de peu de temps la mort du czar. Ce prince crut remarquer entre Catherine et un chambellan qu'elle avait, nommé Moëns (1), beau et bien fait, des familiarités très-vives. Soit qu'il n'osât manifester sa jalousie, soit qu'il ne voulût pas déshonorer sa famille, il employa, pour faire périr Moëns, un prétexte qui devrait être une loi sous un prince juste. Il n'est que trop ordinaire de rencontrer dans les cours de ces gens qui, par une concussion vile et sourde, vendent leur crédit à ceux qui le réclament. Pierre avait défendu, sous peine de mort, à tout homme en place de recevoir aucun présent. Il n'est pas difficile de trouver à cet égard des coupables, et la loi était apparemment restée sans exécution, puisqu'elle avait été renouvelée plusieurs fois. Le czar jugea à propos d'en faire l'application au chambellan; et, pour dérober d'autant mieux au public la connaissance du vrai motif de cette sévérité, la sœur de Moëns, impliquée dans l'accusation, fut simplement condamnée à recevoir quelques coups de knout; mais son frère

(1) J'ignore si Mousen ou Moëns était frère ou parent de la Moëns que le czar avait aimée; mais ce Moëns avait une sœur dame d'atour de la czarine. (D.)

fut décapité, et sa tête resta sur un pique jusqu'à la mort du czar. On trouva, après l'exécution, le portrait de l'impératrice dans les habits du malheureux chambellan. Le czar, quelques jours après, mena Catherine avec lui dans une calèche découverte, et affecta, à plusieurs reprises, de la faire passer auprès de la tête de Moëns, observant d'un regard cruel l'impression que cet objet faisait sur le visage de la czarine, qui tint toujours les yeux baissés.

La jalousie du mari ne pouvait tomber que sur les sentiments de sa femme ; le reste devait lui être assez indifférent, si l'on en juge par la conduite qu'il tint dans l'aventure de Villebois. C'était un gentilhomme breton, qui, partagé de peu de biens et de beaucoup de valeur, avait cherché à se procurer du moins un peu d'aisance en faisant la contrebande sur un petit bâtiment qu'il commandait et gouvernait lui-même contre les fermiers généraux. Les tracasseries de la justice financière l'avaient obligé de s'expatrier. Après avoir essuyé les révolutions de la bonne et de la mauvaise fortune, le hasard le fit rencontrer par le czar sur un petit vaisseau hollandais. Une tempête assez forte pour déconcerter le pilote et l'équipage accueillit le bâtiment. Villebois, simple passager, s'empara du gouvernail, ordonna la manœuvre, et s'en acquitta si bien que tout échappa au danger. Le czar, frappé de l'intelligence et de l'intrépidité de Villebois, qualités très-propres à plaire à ce prince, lui proposa de s'attacher à la Russie. Villebois, qui menait une vie d'aventurier, et ne recevait de vacation que des accidents, accepta le parti, et suivit un prince qui se trouvait fait pour lui, Villebois, autant que celui-ci était fait pour le prince. Le czar l'employa dans sa marine, lui confia le commandement de quelques galères, et le chargeait souvent de commissions.

Un jour, et peu de temps après son second mariage, le czar l'envoya à Strelemoitz, maison de plaisance où était la

czarine, pour lui communiquer une affaire dont elle seule devait avoir connaissance. Le commissionnaire aimait à boire, l'ivresse le rendait violent, et le froid était si vif, que pour y résister il but en chemin beaucoup d'eau-de-vie. Le czarine était au lit lorsqu'il arriva; il attendit devant un poêle qu'on l'eût annoncé. Le passage subit du froid au chaud développa les fumées de l'eau-de-vie, de sorte qu'il était à peu près ivre lorsqu'on l'introduisit. L'impératrice ayant fait retirer ses femmes, Villebois commençait à s'acquitter de sa commission; mais, à la vue d'une femme jeune et belle, dans un état plus que négligé, une nouvelle ivresse le saisit; ses idées se brouillent: il oublie le sujet du message, le lieu, le rang de la personne, et se précipite sur elle. Étonnée, elle crie, appelle à son secours; mais, avant qu'il fût arrivé, tout ce qu'on eût voulu empêcher était fait. Villebois est saisi et jeté dans un cachot, où ils'endort aussi tranquillement que s'il eût bien fait sa commission et n'eût eu rien à se reprocher ni à craindre. Le châtiment, en effet, ne répondit pas à la témérité. Le czar, qui n'était qu'à cinq lieues de là, fut bientôt instruit de ce qui venait de se passer. Il arrive, et, pour consoler sa femme, que les brusques efforts de Villebois avaient blessée au point qu'il fallut la panser, il lui dit que le coupable, qu'il connaissait de longue main, était certainement ivre. Il le fait venir et l'interroge sur la manière dont il a fait sa commission. Villebois, encore à demi ivre, lui répond qu'il a sûrement exécuté ses ordres, mais qu'il ne sait plus où, quand, et comment. Quoiqu'il fût difficile qu'il eût perdu toute idée de ce qu'il avait fait, le czar jugea à propos de l'en croire, parce qu'il s'en était plusieurs fois servi utilement et pouvait encore l'employer. Mais par une sorte de police, et pour ne pas laisser absolument impunie une violence qui, exercée sur la femme du plus bas étage et sous le gouvernement le plus doux, mériterait le dernier supplice, le czar se contenta

d'envoyer le coupable forçat sur les galères qu'il commandait auparavant, et six mois après le rétablit dans le même poste.

La czarine lui pardonna sans doute aussi ; car dans la suite elle lui fit épouser la fille de Gluk, cet archiprêtre de Riga à qui elle avait en obligation dans sa jeunesse. Quand elle fut sur le trône, elle témoigna sa reconnaissance à tous ceux qui l'avaient obligée, et particulièrement à Gluk et à sa famille, qu'elle établit à la cour. Le Villebois dont on voit quelquefois le nom dans les gazettes, à l'article de Russie, pourrait bien être le fils ou le petit-fils de celui dont je viens de parler.

De simples soupçons que le czar eut de la témérité de Moëns le portèrent plus loin que n'avait fait l'attentat de Villebois. La mort de ce prince ayant suivi de près l'exécution du chambellan de l'impératrice, elle fut soupçonnée d'avoir hâté la mort d'un mari qui, dépérissant de jour en jour, n'en devenait que plus terrible, et dont elle redoutait les fureurs pour elle-même. D'un autre côté, le prince Menzicow, autrefois favori, et encore ministre du czar, mais particulièrement livré à Catherine, dont il avait été un des premiers maîtres, avait été près de succomber sous des accusations trop fondées de concussion et de tyrannies ministérielles. Il conservait encore sa place ; mais il avait perdu sa faveur, et craignait à chaque instant sa chute. L'intérêt que Catherine et lui pouvaient avoir à la mort du czar était l'unique raison qui les en faisait soupçonner (1). Il est sûr que ce prince mourut d'un

(1) Voltaire prétend, au contraire, que la czarine avait un grand intérêt à la conservation de son mari ; mais les preuves qu'il croit en donner, loin de dissiper les soupçons, les fortifieraient. *Catherine*, dit-il, *n'était pas sûre de succéder au trône*. On croyait même que le czar nommerait son petit-fils, Pierre, fils du czarowitz, ou sa fille aînée, Anne Petrowna, conjointement avec son mari, le duc de Holstein. Il me semble, au contraire, que dans ces circonstances, Catherine au-

abcès à la vessie, fruit de ses débauches ; l'orgie de son dernier conclave acheva de rendre le mal incurable, et le fit périr en peu de jours.

Ainsi finit Pierre I^{er}, plus recommandable par de grandes qualités que par des vertus. Supérieur par son esprit et ses connaissances à sa nation, il en conserva toute la barbarie dans ses mœurs. Féroce jusque dans ses plaisirs, il n'avait pas la moindre idée du respect qu'un prince se doit à lui-même. Barbara Arseniow, sœur de la femme de Menzicow, en peut servir d'exemple. *Tu es si laide*, lui dit un jour le czar, *que personne ne t'a jamais rien demandé : je veux t'en consoler, outre que j'aime les choses extraordinaires*. Il tint parole, et cette galanterie brutale, soutenue de propos assortis, eut pour témoins ceux qui s'y trouvèrent. *Il ne faut pas*, dit-il ensuite, *se vanter de ses bonnes fortunes ; mais celle-ci doit se publier, ne fût-ce que pour inspirer la même charité envers les pareilles de cette pauvre Barbara*. Tel fut le réformateur de la Russie, qu'on prétend avoir poli sa nation.

Jamais despotisme ne fut plus cruel que le sien. De simples soupçons de crime étaient souvent pour lui des preuves. Les coupables mêmes paraissaient moins abandonnés à la justice que sacrifiés à la vengeance. Il repaissait ses yeux de leurs supplices, et quelquefois en fut l'exécuteur. Il avouait qu'il n'avait pu vaincre son caractère ; l'avait-il combattu ? Quelques-uns de ses projets furent vastes, mais peu combinés, et au-dessus de ses talents. Il voulait à la fois éclairer ses sujets et appesantir le despotisme, qui, heureusement, s'anéantit tôt ou tard chez les peuples éclairés, pour faire place à un gon-

rait en le plus grand intérêt à la mort du czar, avant qu'il eût disposé de sa succession, d'autant plus que, n'y ayant point encore d'héritier nommé ou reconnu, elle pouvait, comme elle le fit, se servir du crédit de Menzicow sur les troupes, pour s'emparer du trône à l'instant de la mort du czar. (D.)

vernement légal aussi favorable aux princes qu'aux sujets. Mais ce n'était pas le but de Pierre I^{er}. Il a saisi l'imagination des hommes, et ce n'est pas l'effet d'un mérite médiocre; mais l'imagination et le préjugé n'apprécient pas, comme la raison, le mérite des princes. Cependant, si on ne le compte pas parmi les grands hommes, on ne peut lui refuser une place distinguée pour avoir mis en Europe une nation dont il voulait être le créateur, après s'être créé lui-même. Jusqu'à son règne, les Russes n'avaient point fait partie du système politique de l'Europe, et le nom du czar parait pour la première fois en 1716 dans la liste des souverains qui s'imprime en France.

Ce *conclave* qu'il célébrait annuellement dans une partie de débanche, le jour des Rois, qui était aussi consacré à la bénédiction des eaux, était une dérision assez grossière de la cour de Rome. Elle n'en était que plus propre à faire impression sur un peuple également grossier à qui il voulait faire prendre en mépris le pape et l'Église latine. Il avait en outrefois quelque dessein, comme je l'ai dit ailleurs, d'y réunir l'Église grecque; mais il avait été révolté du despotisme papal; et, dès ce moment, il voulut le rendre odieux en Russie et fortifier la barrière de séparation. Ce fut ce qui lui fit imaginer son burlesque *conclave*. Un de ses fous était élu pape, les autres étaient créés cardinaux, et l'assemblée se passait en folies et à s'enivrer.

La bénédiction des eaux s'étant faite le même jour, le plat et mercenaire écrivain le baron de Huissen, qui s'est caché sous le nom de Nestezuranoy, dit que Pierre mourut d'un catarrhe causé par le froid excessif qu'il éprouva à cette cérémonie, à laquelle il assista, dit l'auteur, avec sa piété ordinaire, et je n'en doute point, surtout en se préparant à son orgie.

Dans les derniers moments de la vie du czar, les sénateurs

s'étant assemblés pour délibérer sur sa succession, Menzicow fit entourer le palais par les troupes dont il avait le commandement en qualité de feld-maréchal, et, dès que le czar eut expiré, entra dans l'assemblée et proposa de déférer la couronne à la czarine. Le parti opposé à Menzicow, prévoyant le crédit qu'il aurait sous cette princesse, réclama en faveur du fils du czarowitz Alexis, proposa de consulter du moins le peuple assemblé dans la place, et se mettait déjà en devoir d'ouvrir les fenêtres pour cet effet, lorsque Menzicow, qui sentait le prix du moment, dit qu'il faisait trop froid pour ouvrir des fenêtres, et le défendit. Dans le moment, les officiers, à la tête des gardes, entrèrent dans la salle et appuyèrent l'avis du feld-maréchal; l'archevêque de Novogorod était gagné, et celui de Plescow affirma que, la veille du couronnement de la czarine, le czar avait déclaré que cette cérémonie n'était que pour la faire régner après lui. Le respect pour le prélat, et surtout la vue des troupes, empêchèrent d'en douter. Tous passèrent à l'avis de Menzicow et n'osèrent le combattre; et Catherine fut proclamée impératrice le même jour que le czar mourut, le 28 janvier 1725.

Catherine, pendant un règne de quinze à seize mois, prouva qu'elle était digne de succéder à son mari. Elle suivit les plans de gouvernement et ceux des établissements qu'il avait commencés, ce qui ne l'empêcha pas de se délasser des affaires par quelques plaisirs. Elle prit d'abord pour amant le comte de Lewenvolden, et ensuite le comte de Sapieha (1), à qui elle maria sa nièce. Menzicow eut, sous le règne de Catherine, le principal crédit. Elle lui avait obligation; mais la reconnaissance pèse aux princes, et il crut s'en apercevoir de la part de la czarine, qui d'ailleurs pouvait mourir, et disposer de sa succession en faveur de quelqu'un qui, ne devant rien au mi-

(1) Il était cousin du roi Stanislas et de sa femme. (D.)

nistre, pourrait lui en préférer un autre. Catherine en avait le droit, en vertu d'une constitution de Pierre I^{er}, du 16 février 1722, dont l'observation fut jurée par tous les sujets de Russie, et par laquelle il fut statué que les souverains de la Russie pourraient se choisir tel successeur qu'ils jugeraient à propos. Menzicow résolut donc, à tout événement, de se préparer un appui en prenant des mesures plus légales que celles qu'il avait employées pour Catherine. Il entama une négociation secrète avec la cour de Vienne pour assurer la couronne au fils du czarowitz Alexis, et neveu par sa mère de l'impératrice d'Allemagne, femme de Charles VI. Il eut soin de stipuler que le czar futur deviendrait son gendre en épousant sa fille. Ce traité ne fut pas plutôt conclu et signé, que Catherine mourut, et, au même instant, le czarowitz fut proclamé et reconnu sous le nom de Pierre II, le 17 mai 1727.

Menzicow n'avait pas oublié de faire exiler, écarter ou intimider d'avance tous ceux qui auraient pu réclamer en faveur du duc et de la duchesse de Holstein, fille aînée de Pierre I^{er}. L'un et l'autre se retirèrent dans leurs États d'Allemagne, où la duchesse mourut l'année suivante.

La mort de Catherine, arrivée si fort à point nommé pour les projets de Menzicow, le fit violemment soupçonner de l'avoir empoisonnée, et les présomptions en étaient si fortes, qu'elles ne firent que se fortifier dans la suite; mais qui que ce soit n'eût osé l'en accuser, tant sa puissance devint redoutable. Sa première attention fut de retirer de prison Eudoxie, aïeule du nouveau czar : il lui envoya des habits et un cortège dignes de son rang, et lui demanda son agrément pour le mariage de son petit-fils avec la princesse Menzicow, fille aînée de ce ministre. Il s'était fait créer vicaire général de l'empire. Sa fille fut fiancée avec le jeune czar, en attendant l'âge de consommer le mariage. Menzicow, craignant l'esprit inquiet d'Eudoxie, son goût pour l'intrigue, et le crédit qu'elle

pouvait prendre sur l'esprit de son petit-fils, eut assez d'adresse et d'autorité pour l'obliger à garder le voile, se contenter d'être abbesse d'un convent de filles nobles, avec soixante mille roubles de pension. Il régnait également sur la Russie et sur son souverain, qu'il traitait même avec hauteur, lui réglant ses exercices et ses récréations, sans permettre le moindre écart sur ce qu'il lui prescrivait. Ce qu'il y a de plus dangereux pour un sujet, il se faisait craindre de son maître, se rendait odieux à la cour, et ses richesses immenses excitaient la cupidité de tous ceux qui, en le perdant, espéraient partager ses dépouilles. Sous les deux règnes précédents, une folle vanité l'avait égaré. Pour faire oublier la bassesse de son origine, il avait pris les moyens qui, par leur contraste trop frappant, la rappelaient davantage. Il s'était fait décorer des ordres de chevalerie des princes qui avaient eu besoin de lui. Il ambitionnait fort celui du Saint-Esprit; et, par ménagement, au lieu de lui opposer sa naissance, on avait fondé le refus sur la différence de religion. La disgrâce qu'il avait vue de si près sous le czar Pierre 1^{er} ne l'avait pas rendu sage. Dès qu'il s'était cru hors de toute atteinte, un orgueil féroce avait succédé à la vanité. Traitant avec mépris et dureté les boyards et les ministres, il avait menacé de la roue le comte d'Ostermann, pour avoir osé dans le conseil être d'un avis différent du sien. Un pouvoir précaire souvent plus oppresseur que le légitime est aussi plus révoltant, et quelques précautions que prennent les tyrans, leurs successeurs échappent toujours à leurs recherches.

La princesse Élisabeth, qui a régné dans la suite, et le jeune prince Dolgorouki, que j'ai connu dans ma jeunesse, étaient les seuls à qui Menzicow permit de partager les récréations du czar, comme étant par leur âge moins suspects d'intrigue. Mais ils servirent d'instruments au parti qui les dirigeait. Dolgorouki couchait habituellement dans la chambre

du czar, et fomentait le ressentiment du jeune monarque contre son ministre. Celui-ci avait mené la cour à Péterhoff, maison de plaisance peu distante de Pétersbourg. Une nuit, le czar, conseillé par Dolgorouki, s'échappa avec lui par une fenêtre, et, traversant le jardin sans être aperçus des gardes, ils trouvèrent une escorte préparée à les recevoir, et avec laquelle le czar arriva à Pétersbourg. Il y fut reçu aux acclamations des mécontents, c'est-à-dire de tous ses sujets. La garde à l'instant fut changée, ou se joignit aux habitants; et, lorsque Menzicow, averti de la fuite du prince et courant après lui, entra dans la ville, il vit qu'il ne lui restait plus d'espoir. Il fut arrêté à l'instant, avec ordre de se retirer à Rennebourg, une de ses terres : *J'ai fait de grands crimes*, dit-il en se voyant arrêté, *mais est-ce au czar à m'en punir?* Ces paroles confirmèrent les soupçons qu'on avait eus de l'empoisonnement de Catherine.

Menzicow sortit de Pétersbourg avec sa famille dans le plus brillant de ses équipages, suivi de sa maison, et emportant ses effets les plus précieux; mais ce faste ayant choqué ses ennemis, il n'était pas à deux lieues, qu'un officier, à la tête d'un détachement, l'atteignit, le fit descendre de son carrosse, monter, lui, sa femme et ses enfants, chacun dans un chariot séparé, et ses équipages reprirent le chemin de Pétersbourg. A mesure que Menzicow s'en éloignait, on ajoutait une nouvelle humiliation à sa disgrâce. On les dépouilla des habits qu'ils portaient, pour leur en donner de bure. Ce fut dans cet état que lui, son fils et ses filles, dont l'aînée avait été fiancée avec le czar, arrivèrent à Yacouska, extrémité de la Sibérie. Sa femme, qui, dans son élévation, avait témoigné autant de modestie et de bienfaisance que son mari avait déployé d'orgueil et de dureté, succombant à la fatigue et à la douleur que lui causait l'état de ses enfants, était morte en chemin. Pour Menzicow, il ne commença d'être ou de paraître grand que

dans le malheur. Il ne laissa voir que le plus ferme courage, auquel ressemble assez le désespoir d'une âme forte. Il ne lui échappa aucun murmure. Il reconnaissait à son égard la justice du ciel, ne s'attendrissait que sur ses enfants, et tâchait de leur inspirer des sentiments conformes à leur état actuel. Dans la chaumière qu'ils s'étaient construite au milieu de leur désert, chacun partageait le travail pour la subsistance commune. Le père subit une nouvelle épreuve en voyant expirer dans ses bras celle de ses filles qui avait été désignée impératrice. Il succomba enfin sous le poids de son infortune et sous les efforts qu'il faisait pour la soutenir, et qui avaient usé les ressorts de son âme. Il mourut de la maladie des ministres disgraciés, laissant à ses pareils une leçon inutile, parce qu'ils ne la reçoivent jamais que d'eux-mêmes, et quand ils n'en peuvent plus faire usage.

En effet, les Dolgorouki, qui avaient renversé et remplacé Menzicow, eurent le même sort. La sœur du jeune favori du czar fut fiancée avec le monarque, mais le mariage n'eut pas lieu. Pierre II mourut de la petite vérole le 29 janvier 1730, dans la troisième année de son règne et la quinzième de son âge.

Anne Jowannowna, fille du czar Jean III, frère aîné de Pierre I^{er}, veuve du duc de Courlande, et tante, à la mode de Bretagne, de Pierre II, lui succéda. Les Dolgorouki, père, mère et enfants, furent exilés en Sibérie, traités avec la même sévérité que les Menzicow, et eurent la douleur de voir rappeler le fils et la fille qui en restaient. Ceux-ci, réconciliés par le malheur avec les Dolgorouki, jadis leurs ennemis et auteurs de leur ruine, leur laissèrent leur habitation en meilleur état qu'ils ne l'avaient eue d'abord, les plaignirent, et promirent d'agir pour eux autant qu'on ose le faire à la cour pour des malheureux.

La grâce accordée à Menzicow et à sa sœur n'était pas, de

la part du gouvernement, absolument désintéressée : c'était pour jouir des sommes immenses que Menzicow leur père avait placées dans la banque de Venise et d'Amsterdam, et que les directeurs refusaient de remettre à tout autre qu'à Menzicow ou à ses enfants en liberté. La czarine leur en abandonna la cinquième partie.

La czarine continua de faire rendre à Eudoxie les honneurs dus à une femme veuve et aïeule des czars, et payer la pension de soixante mille roubles. Mais elle ne survécut pas longtemps à son petit-fils : une maladie de langueur termina ses jours le 8 septembre 1731.

Anne régna plus de dix ans, et mourut le 27 octobre 1740, laissant la couronne à son petit-neveu Yvan, fils d'Antoine Ulric, prince de Brunswick-Bevern, et d'Élisabeth de Meckelbourg, celle-ci fille de Catherine Jowannowna, sœur aînée de la czarine Anne. Cet enfant, si connu sous le nom du petit prince Yvan, et dont la fin a été si tragique, né le 22 août précédent, n'avait que deux mois lorsqu'il fut couronné sous le nom d'Yvan IV.

Quelques jours auparavant, la czarine sa grand'tante l'avait nommé son successeur, en vertu de la constitution de Pierre I^{er}, dn 5 février 1722, sur le pouvoir des souverains de Russie de disposer arbitrairement de leur succession. En conséquence, il avait été proclamé grand-duc de Moscovie, et les ministres, les généraux, les grands officiers, lui avaient prêté serment. Le comte de Biren (1), duc de Courlande, était nommé régent, mais, trois semaines après la mort de la czarine Anne, le duc et la duchesse de Brunswick, père et mère du nouveau czar, firent enfermer Biren, prirent la régence, et laissèrent sous leur nom l'administration de l'empire au grand chancelier comte d'Ostermann.

(1) Jean-Ernest de Biren, fils d'un palefrenier, né en 1687, favori de l'impératrice Anne, duc de Courlande en 1737, mort en 1772.

Cette espèce de règne ne fut que de quatorze mois. La nuit du 5 au 6 décembre 1731, Élisabeth Petrowna, conseillée par un Français nommé Lestocq (1), son chirurgien, et à la tête de huit grenadiers, se transporte aux casernes des gardes, les engage à la suivre, marche au palais, fait arrêter le duc et la duchesse de Bevern, les comtes d'Ostermann et de Mnnich, entre dans la chambre du jeune czar, le prend dans ses bras, le baise, et, le confiant à ses gens affidés, recommande qu'on en ait le plus grand soin, et qu'il ne soit exposé à d'autre malheur que la perte de la couronne. A six heures du matin la révolution était terminée, et, sans répandre une goutte de sang, Élisabeth fut reconnue impératrice par tous les ordres de l'État.

Son entreprise était d'autant plus juste, que Pierre I^{er} avait, par une disposition testamentaire, ordonné que, si le czar son petit-fils mourait sans enfants, la princesse Élisabeth Petrowna succéderait à ce prince. Le comte d'Ostermann, grand chancelier, avait soustrait ce testament. Mais une copie s'en étant trouvée, Ostermann avoua son crime et fut condamné à perdre la tête. Élisabeth lui fit grâce de la vie et se contenta de l'exiler en Sibérie, où il est mort. Quelque coupable que ce ministre fût envers cette princesse, elle ne voulut pas manquer au vœu qu'elle avait fait, de ne permettre sous son règne aucune exécution à mort. Si elle montra de la clémence envers Ostermann, elle eut peu de reconnaissance pour Lestocq, qui avait eu à la révolution plus de part que personne. Il fut exilé en Sibérie par les intrigues du chancelier Bestuchef et d'Apraxin, président du collège de guerre, qui se partagèrent les affaires. Il était d'autant plus facile de s'en emparer, qu'Élisabeth ne s'était déterminée à monter sur le

(1) Jean Hermann Lestocq, né en 1697, chirurgien de Pierre le Grand et d'Élisabeth, dont il devint plus tard le premier médecin, mort en 1767.

trône que pour se livrer sans contrainte aux plaisirs, dont elle a été uniquement occupée pendant plus de vingt et un ans de règne (1). Ses favoris, qu'elle variait et qui lui étaient plus chers que ses ministres, faisaient tous la plus grande fortune. Telle a été celle des deux frères Razomouski, cosaques d'une naissance obscure, mais jeunes, beaux et bien faits, qualités fort recommandables auprès d'Élisabeth. Ce fut à pareil titre que Ziervers, fils d'un laquais du feu duc de Biren, fut fait comte, et envoyé à Vienne dans des occasions d'éclat. L'intrigue de Peters Schevalow et la figure de son cousin Yvan Schevalow portèrent l'un et l'autre au plus haut degré de faveur. Le premier commença à se faire jour en épousant une favorite de l'impératrice; il plaça ensuite son cousin auprès d'elle en qualité de page, bien sûr de ce qui en arriverait. Celui-ci, devenu chambellan et favori de sa maîtresse à tous les titres, eut et procura à son consin beaucoup de part dans le gouvernement. Peters formait les projets et Yvan les faisait adopter. Ces deux nouveaux comtes se firent bientôt adjoindre à Bestuchef et Apraxin, qui, n'osant lutter de crédit, furent obligés de s'y soumettre. Yvan Schevalow avait auprès de lui un secrétaire dont la cour de France aurait pu tirer un grand parti pour détacher la Russie de l'Angleterre, par la confiance que son maître avait en lui, et en profitant de la haine de la femme de Peters Schevalow contre Bestuchef, dévoué aux

(1) Il avait fallu user presque de violence, c'est-à-dire l'intimider, pour la placer sur le trône. Lestocq, la nuit même de la révolution, ne triompha de la crainte de cette princesse sur les suites de l'entreprise qu'en lui inspirant une frayeur plus forte. Il lui présenta un dessin où l'on voyait, d'un côté, Élisabeth sur le trône et Lestocq assis à ses pieds, et, de l'autre, cette princesse sur un échafaud, prête à avoir la tête trauchée, et Lestocq sur la roue. *Vous avez encore en ce moment le choix, lui dit-il; demain il n'y a plus de trône, et l'échafaud est sûr.*

Élisabeth a eu huit enfants naturels, dont aucun n'a été reconnu, et qu'une de ses favorites, Italienne, nommée Jouanna, prenait sur son compte. (D.)

Anglais. Ce secrétaire était Français, fils d'un conseiller de Metz, nommé Eschoudy. Le dérangement de sa conduite l'avait fait quitter sa patrie sous le nom de chevalier de Lassy. Après avoir parcouru l'Europe en aventurier, il fut obligé d'entrer dans la troupe des comédiens français d'Élisabeth. Il fit aussi quelques romans et un journal intitulé : *le Parnasse français*. Ses talents et la facilité avec laquelle il parlait plusieurs langues l'ayant fait connaître d'Yvan Schevalow, ce favori le tira de la comédie, lui fit donner la place de secrétaire de l'Académie, et le prit en même temps pour le sien, sous le nom de comte de Putelange. S'il vit encore, il ne peut guère avoir que quarante ans (en 1764).

Élisabeth avait fait reconnaître pour son successeur le duc de Holstein-Gottorp, fils unique d'Anne Petrowna, sa sœur aînée, marié à Catherine d'Anhalt-Zerbst; mais elle ne lui donna jamais aucune part au gouvernement. Le mari et la femme étaient exactement observés et surveillés par des espions; nul étranger n'en approchait. A l'éloignement qu'Élisabeth montrait pour eux, on la soupçonnait de vouloir leur préférer leur fils encore enfant, et, au défaut de celui-ci, le prince Yvan, prisonnier dans un château près d'Arkhangel. Quoiqu'il en soit des intentions secrètes de cette princesse, elle mourut le 5 janvier 1762, et le duc de Holstein fut proclamé le même jour empereur sous le nom de Pierre III.

Son règne fut court. Personne n'ignore qu'au mois de juillet de la même année, sa femme le fit arrêter; qu'il mourut peu de jours après, dans sa prison, d'une prétendue colique hémorroïdale, et qu'au préjudice du fils, la mère se fit proclamer impératrice sous le nom de Catherine II. N'étant pas aussi instruit des causes et des circonstances de cette révolution que des faits que j'ai rapportés jusqu'ici, je termine à cette époque ce qui concerne la Russie. Peut-être donnerai-je, dans la suite, d'après des mémoires très-sûrs, l'état actuel de cet em-

pire, et je prévins que s'il ne se trouve pas absolument conforme à ce qui a été écrit, il n'en sera pas moins vrai.

Monsieur le duc et la marquise de Prie avaient trouvé dans la reine toute la reconnaissance et la complaisance qu'ils s'en étaient promises. Cette princesse, uniquement occupée du désir de plaire au roi, ne pensait nullement aux affaires, et le roi, distrait par la chasse, les fêtes et les voyages de Chantilly, Rambouillet ou Marly, se serait trouvé fort importuné des détails du gouvernement ou des négociations politiques. Ainsi monsieur le duc, avec sa maîtresse et les Paris en sous-ordre, régnait absolument. Il allait chaque jour, à l'exemple du régent, faire sa cour au roi, lui parler sommairement de quelques affaires comme pour y travailler avec lui, ou plutôt en sa présence. L'évêque de Fréjus ne manquait jamais de s'y trouver en tiers. Ce tiers éternel incommodait monsieur le duc et déplaisait fort à la marquise, qui regrettait toujours la feuille des bénéfices et projetait de s'en emparer sous le nom de son amant. Pour se délivrer du vieil évêque, elle imagina un moyen par lequel elle devait elle-même le remplacer et entrer presque ouvertement dans le Conseil d'État. Elle persuada son amant d'engager le roi à venir travailler chez la reine, qu'il aimait alors, du moins de cet amour que sent tout jeune homme pour la première femme dont il jouit. Le précepteur n'ayant point là de leçons à donner, n'y suivrait pas son élève; de manière que, sans être trop rudement poussé, il glisserait de sa place et se trouverait naturellement à terre. Alors la marquise, appuyée des bontés de la reine, s'introduirait en quatrième, et de là gouvernerait l'État. Quoique le plan lui parût admirable, le succès n'y répondit pas.

Monsieur le duc ayant donc un jour engagé le roi à venir travailler chez la reine, l'évêque de Fréjus, qui l'ignorait, se rendit à l'heure ordinaire dans le cabinet du roi, qui n'en était pas encore sorti. Mais, après quelques moments, monsieur le

duc n'arrivant point, Sa Majesté, sans rien dire à l'évêque, sortit et passa chez la reine, où monsieur le duc s'était rendu. L'évêque, resté seul à attendre, voyant l'heure du travail plus que passée, ne douta point qu'on n'eût voulu l'exclure. Il rentra chez lui, écrivit au roi une lettre d'un homme affligé, même piqué, mais tendre et respectueuse, dans laquelle il prenait congé de Sa Majesté et annonçait qu'il allait finir ses jours dans la retraite. Il chargea Niert, premier valet de chambre, de remettre cette lettre, et partit aussitôt pour se rendre à Issy, dans la maison des Sulpiciens, où il allait quelquefois se délasser.

Le roi, étant rentré, reçut la lettre, et en la lisant se crut abandonné. Ses larmes coulèrent, et pour dérober sa douleur aux yeux de ses valets, il se réfugia dans sa garde-robe. Niert alla sur-le-champ instruire de ce qui se passait le duc de Mortemart, premier gentilhomme. Celui-ci accourut chez le roi, le trouva dans la désolation, et eut beaucoup de peine à lui faire avouer le sujet de sa douleur. Mortemart, prenant alors le ton du zèle et du dépit : *Eh quoi ! sire, lui dit-il, n'êtes-vous pas le maître ? Faites dire à monsieur le duc d'envoyer à l'instant chercher monsieur de Fréjus, et vous allez le revoir.* Mortemart, voyant le roi embarrassé sur l'ordre à donner, offrit de s'en charger. Le prince, fort soulagé, accepta l'offre, et Mortemart alla notifier l'ordre à monsieur le duc, qui en fut couronné. Il voulut faire des difficultés, mais Mortemart, sentant pour lui-même le danger d'échouer dans une commission dont monsieur le duc le regarderait bientôt comme l'auteur autant que le porteur de l'ordre, parla si ferme qu'il fallut obéir.

Dès que l'express fut parti, monsieur le duc, la de Prie et leurs confidents tiurent conseil sur leur position. Il y en eut un qui ouvrit l'avis d'arrêter l'évêque sur le chemin d'Issy à Versailles, et de lui faire prendre tout de suite celui d'une

province éloignée, telle que la sienne, où une lettre de cachet le retiendrait en exil. Le coup était hardi, mais il y a apparence qu'il aurait réussi. On aurait fait accroire au roi que l'évêque aurait refusé de revenir et se serait éloigné de lui-même. Qui que ce soit n'eût osé contredire un prince premier ministre; et le roi étant encore fort jeune, et alors plus occupé de la reine que d'un vieux précepteur, l'absent eût été oublié. Heureusement pour l'État en proie à une femme forcenée, tandis que le conciliabule délibérait, l'évêque arriva chez le roi, qui le reçut comme son père.

Horace Walpole (1), ambassadeur d'Angleterre et frère de Robert, ministre de la même cour, cultivait beaucoup l'évêque de Fréjus, dont il prévoyait la puissance et sentait déjà le crédit solide et caché. Il fut le seul qui, à la première nouvelle, courut à Issy faire à l'évêque des protestations d'amitié. Comme c'était avant le dénouement de l'affaire, tout défiant qu'était le vieux prélat par caractère et par expérience, il eut toujours depuis en Walpole une confiance dont celui-ci tira grand parti au préjudice de notre marine et de notre commerce.

Après la scène que nous venons de voir, il est aisé de juger quels sentiments monsieur le duc et l'évêque de Fréjus eurent l'un pour l'autre. Le premier, voyant qu'il fallait désormais compter pour quelque chose un homme si cher au roi, commença à lui marquer les plus grands égards; et l'évêque, qui n'estima jamais que le réel du crédit, évita tout air de triomphe, et continua de marquer à monsieur le duc le respect dû à sa naissance. Pour la marquise de Prie, fort attachée à la fortune de ce prince et nullement à sa personne, elle comprit aisément qu'il fallait renoncer à la feuille des bénéfices, et borner beaucoup d'autres prétentions. Elle fit

(1) Né en 1678, receveur de l'Échiquier en 1741, pair d'Angleterre en 1746, mort en 1757.

la cour au prélat, et n'oubliait rien pour l'engager à la distinguer de monsieur le duc, qu'on regardait, disait-elle, comme son amant, quoiqu'elle n'eût jamais été que son amie, mais qu'elle cessait de l'être, voyant l'inutilité des bons conseils qu'elle lui donnait. Il est sûr que la meilleure preuve qu'elle eût pu alléguer de son pen d'amour pour monsieur le duc était les infidélités qu'elle lui faisait; mais il ne lui était pas si aisé de tromper le vieil évêque qu'un jeune prince. Il était bien déterminé à délivrer l'État de tout ce qui avait eu part au gouvernement depuis la régence, et ne tarda pas à l'exécuter. Il ne parut pas que monsieur le duc, avant sa chute, en eût le moindre soupçon; car, en se retirant de lui-même, il eût évité l'exil, et peut-être prévenu en partie l'humiliation qui accompagna la disgrâce de la marquise.

Quoi qu'il en soit, le roi devant aller à Rambouillet, où monsieur le duc était nommé pour le suivre, partit le premier, en disant à ce prince de ne se pas faire attendre; ce qui peut-être était de trop, mais l'archevêque de Fréjus avait vraisemblablement arrangé tout le plan de l'exécution et dicté jusqu'aux paroles.

A peine le roi était-il hors de Versailles, qu'un capitaine des gardes notifia à monsieur le duc l'ordre de se retirer à Chantilly, pendant qu'on en portait à la marquise un autre qui l'exilait à sa terre de Courbe-Épine, en Normandie. Pour finir ce qui la concerne, et n'y plus revenir, elle regarda d'abord sa disgrâce comme un nuage passager. Un de ses amis particuliers, qui dina avec elle le jour de son départ, m'a dit qu'elle lui avait demandé s'il croyait que cet exil fût long. Il était trop au fait de la cour pour en douter; mais il lui fit une réponse consolante. Soit que l'espérance la soutint, soit que le chagrin n'étouffât pas en elle tout autre sentiment, une heure avant de partir, elle passa dans son cabinet où elle avait fait venir un amant obscur, dont elle prit congé. Ils étaient appa-

remment trop occupés l'un de l'autre, ou trop pressés pour songer à fermer les fenêtres; de sorte que de celles d'une maison voisine quelques personnes furent témoins de ces tendres adieux. Elles n'en gardèrent pas le secret; et comme elles n'étaient pas assez près pour distinguer exactement le rival favorisé de monsieur le duc, et qu'elles étaient fort éloignées d'en soupçonner le secrétaire du mari, on en fit honneur et des plaisanteries au P..., le seul homme qu'on sût avoir dîné avec elle ce jour-là, et qui me l'a conté.

La fermeté de madame de Prie ne se soutint pas longtemps. A peine était-elle à Courbe-Épine, qu'elle apprit que sa place de dame du palais de la reine lui était ôtée et donnée à la marquise d'Alincourt (1). Elle vit clairement alors que c'était être chassée de la cour à n'y jamais reparaitre. Le désespoir la saisit, le chagrin la consumait, sans qu'elle eût même la consolation de persuader au médecin qu'elle fit venir, et à Silva, médecin de monsieur le duc, dont elle recevait des consultations, qu'elle fût réellement malade. Ils prétendaient toujours que ce n'étaient que des vapeurs ou des attaques de nerfs, maladie qui commençait à être à la mode, et qui a supplanté les vapeurs, et du nombre de celles dont les médecins couvrent leur ignorance. Ils n'ont pas sans doute le pronostic des morts de désespoir, car ils avaient encore traité madame de Prie de malade imaginaire le jour qu'elle mourut, à vingt-neuf ans, après avoir séché quinze mois dans son exil.

Du cardinal de Fleury.

L'évêque de Fréjus, ouvertement honoré de la confiance du roi, qu'il avait toujours eue, aurait pu se faire nommer principal ministre; mais, satisfait d'en avoir la puissance, il en fit supprimer le titre et les fonctions visibles, et vraisemblablement

(1) Petite-fille du maréchal de Villeroy.

blement conseilla au roi de ne le jamais rétablir. Le cardinal Mazarin avait, en mourant, donné le même conseil à Louis XIV. Le département de la guerre fut rendu à M. Leblanc; le Pelletier des Forts eut le contrôle général des finances; et Bertelot de Montchène, frère de madame de Prie, et pour qui elle avait fait créer une sixième place d'intendant des finances, fut obligé de s'en démettre. Toute l'administration de monsieur le duc fut changée; et ceux qui furent forcés de se retirer furent censés avoir demandé leur retraite. C'est toujours ainsi que sont annoncés dans les nouvelles publiques les gens chassés de leurs places avec le plus d'éclat et souvent avec justice. Qui ne sait l'histoire que par les imprimés du temps en connaît à peine le squelette.

L'opération la plus intéressante pour le public fut la suppression du cinquantième. L'évêque de Fréjus, sans changer le plan du gouvernement qu'il trouvait établi, et qui aurait eu besoin d'une autre forme dans la partie des finances, établit du moins une administration économique, qu'il suivit constamment dans tout le cours de sa vie, que dura son ministère. On peut lui reprocher trop de confiance dans les financiers. Il ne pouvait ignorer que leur prétendu crédit n'est que celui qu'ils tirent eux-mêmes du roi, quand ils paraissent le lui prêter. Il les soutint, faute de connaître les moyens de s'en passer, ou craignant peut-être d'entreprendre à son âge une réforme qu'il n'aurait pas le temps d'achever ou de consolider. Il y suppléa par l'ordre et l'économie, qui, dans quelque gouvernement que ce soit, doivent être la base de toute administration. Ce qu'il y a de plus essentiel pour la règle, il en donnait l'exemple. Jamais ministre ne fut si désintéressé. Il ne voulut en bénéfices que ce qui lui était nécessaire, sans rien prendre sur l'État, pour entretenir une maison modeste et nue table frugale. Aussi sa succession eût à peine été celle d'un médiocre bourgeois, et n'aurait pas suffi à la dixième

partie de la dépense du tombeau que le roi lui a fait élever. Sa mort pourrait rappeler ces temps éloignés où des citoyens, après avoir servi leur patrie, mouraient si pauvres, qu'elle était obligée de faire les frais de leurs funérailles. Les financiers, pour qui il avait trop de complaisance, n'auraient pourtant osé afficher le faste que nous avons vu depuis étalé par des échappés de la poussière des bureaux. Sous le ministre dont je parle, la perception était moins dure, et les paiements plus exacts. En peu d'années, il égala la dépense à la recette, améliorant celle-ci par l'économie seule.

Comme je ne veux que rendre justice, et non faire un éloge, je ne dissimulerai pas qu'on reproche avec raison à ce ministre d'avoir laissé tomber la marine. Son esprit d'économie le trompa sur cet article. Sa confiance en Walpole lui fit croire qu'il pourrait entretenir avec les Anglais une paix inaltérable, et en conséquence s'épargner la dépense d'une marine. Il devait sentir que la continuité de la paix dépendait du soin qu'il prenait de la conserver, qu'elle tenait à son caractère, et que des circonstances imprévues et forcées pouvaient toujours allumer la guerre avec les Anglais, nos ennemis naturels. Par une contrariété singulière, il craignait d'entreprendre des réformes que son grand âge ne lui permettrait pas d'achever, et en d'autres occasions il agissait comme s'il se fût cru immortel.

S'il a porté quelquefois trop loin l'économie, ceux qu'elle gênait en murmuraient, et tâchaient de persuader qu'il ne voyait pas les choses en grand; et mille sots, qui ne voient ni en grand ni en petit, répétaient le même propos. Mais le peuple et le bourgeois, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus nombreux, de plus utile dans l'État, et en fait la base et la force, avaient à se louer d'un ministre qui gouvernait un royaume comme une famille. Quelque reproche qu'on puisse lui faire, il serait à désirer pour l'État qu'il n'eût que des successeurs

de son caractère, avec une autorité aussi absolue que la sienne. Ce qui enfin est décisif, on n'a pas regretté la régence, on a maudit le ministère de monsieur le duc, on voudrait ressusciter son successeur, et nous savons à quoi nous en tenir sur ce que nous avons vu depuis. J'en parlerai.

L'évêque de Fréjus s'est sans doute trop occupé de la constitution, qu'il pouvait laisser à l'écart mourir avec les opposants. Mais il était presque contre nature qu'un prélat assez satisfait de sa position eût assez de hauteur pour ne pas ambitionner le cardinalat, et ne pas saisir le plus sûr moyen de l'obtenir. Il n'avait pas pris le titre de principal ministre; il voulut du moins se procurer la décoration que ses prédécesseurs ecclésiastiques avaient eue dans sa place. On imagine bien qu'il ne trouva pas de difficulté. La première promotion de cardinaux qui devait se faire était celle des couronnes, et le roi donna sa nomination à l'évêque de Fréjus. Mais cette promotion n'était pas prochaine, et le prélat était pressé de jouir; il fallait donc le faire nommer hors de rang, par anticipation. L'agrément de l'Empereur et du roi d'Espagne étant nécessaire, le roi, pour l'obtenir, leur déclara qu'il ne demandait que d'anticiper de peu de temps la nomination de la France, qui se trouverait remplie lors de la promotion des couronnes. Les deux princes, qui n'y perdaient rien, donnèrent leur consentement, et vraisemblablement auraient permis au pape de donner un chapeau *proprio motu* à un ministre puissant, sur la reconnaissance duquel ils s'acquerraient des droits. Mais l'évêque, à qui il importait peu qu'il y eût en France un cardinal de plus, n'y prétendait pas, et se contenta d'une distinction qui n'avait rien de trop éclatant (1). Cela était d'ailleurs de son caractère. Il avait refusé le cordon

(1) Le cardinal de Fleury fut nommé le 11 septembre 1726, et la promotion des couronnes se fit en novembre 1727. (D.)

du Saint-Esprit et l'archevêché de Reims dans un temps où tout autre en aurait été ébloui.

Sans faste, avec un extérieur modeste, préférant le solide à l'ostentation du pouvoir, il en eut un plus absolu et moins contredit que Mazarin avec ses intrigues, et Richelieu en coupant des têtes.

Un ministère de près de dix-sept années a été un heureux interrègne; ce qu'il a suivi n'a été qu'une anarchie, et le cardinal de Fleury ne fournira moins d'événements d'histoire dans l'intérieur de l'État, qu'un an de la régence. C'est que toute l'autorité fut constamment entre les mains du cardinal, et que toutes les volontés, si souvent partagées entre différents ministres avec égalité de pouvoir, et dès là si pernicieuses à l'État, se concentrèrent dans une seule. Tout marchait sur la même ligne; qui que ce soit de raisonnable n'osa jamais rien tenter auprès du roi contre son ministre. La reine même en sentit les conséquences. Quelque mécontente qu'elle pût être de la disgrâce du duc de Bourbon et du changement de ministère, elle ne chercha pas à influencer dans le gouvernement, et se renferma dès lors dans ses devoirs, dont elle n'est sortie depuis dans aucune circonstance.

La conduite de la reine, l'obéissance des sous-ministres et la soumission des courtisans me rappellent l'extravagance de quelques jeunes étourdis de la cour, qui s'avisèrent un jour de vouloir jouer un rôle. Le cardinal les avait fait admettre aux amusements du roi, et dans une sorte de familiarité. Ils la prirent naïvement pour de la confiance de la part de ce prince, et s'imaginèrent qu'ils pourraient se saisir du timon des affaires. Le cardinal en fut instruit, et vraisemblablement par le roi même. Sans Richelieu, qui savait si bien faire un crime de la moindre atteinte à son autorité, et trouver des juges dont la race n'est jamais perdue, l'étourderie de ces jeunes gens aurait pu avoir des suites fâcheuses. Le cardinal de

Fleury, qui ne prenait pas les choses si fort au tragique, en rit de pitié, les traita en enfants, envoya les uns mûrir quelque temps dans leurs terres, ou devenir sages auprès de leurs pères, et en méprisa assez quelques autres pour les laisser à la cour en butte aux ridicules qu'on ne leur épargna pas. Il est inutile aujourd'hui de rechercher leurs noms : ils ne s'en sont fait depuis en aucun genre, et sont parfaitement oubliés. C'est ce qu'on appela alors *la conjuration des marmousets*.

On pourrait d'avance caractériser l'administration du cardinal de Fleury par une seule observation : c'est qu'en détaillant un mois de son ministère, on aurait le tableau de plus de seize années. Il faut en excepter la guerre de 1733 et celle de 1741, situations forcées où il fut plutôt entraîné qu'il ne s'y porta.

Lorsque après avoir reçu la barrette des mains du roi, il vint lui faire son remerciement, ce prince lui fit l'honneur de l'embrasser aux yeux de toute la cour, et témoigna autant de joie que le nouveau cardinal en pouvait renfermer.

Chacun crut avoir part à la reconnaissance du cardinal de Fleury, et voulut en tirer parti. Le pape s'en servit pour reprendre sous œuvre sa constitution chancelante ; Sinzindorf, grand chancelier de l'Empire, eut bientôt lieu de se savoir gré d'avoir été employé par l'Empereur dans la négociation du chapeau, et le duc de Richelieu, notre ambassadeur à Vienne, d'avoir eu cette correspondance. Tous deux eurent besoin du cardinal dans une aventure qui leur était personnelle, et qui ne serait pas digne de l'histoire, si elle ne contribuait pas à faire connaître des hommes qui jouaient un rôle dans les affaires.

L'abbé de Sinzindorf, fils du grand chancelier, le comte de Vesterloo, capitaine des hallebardiers de l'Empereur, et le duc de Richelieu, étaient à Vienne en liaison de plaisirs.

Un de ces imposteurs qui vivent de la crédulité de certains esprits forts, moins rares qu'on ne pense, qui croient à la magie et autres absurdités pareilles, persuada à nos trois seigneurs que, par le moyen du diable, il ferait obtenir à chacun la chose qu'il désirerait le plus. On dit que le vœu du duc était la clef du cœur des princes, car il se tenait sûr de celui des femmes. Le rendez-vous, pour l'évocation du diable, était dans une carrière près de Vienne. Ils s'y rendirent la nuit. C'était l'été, et les conjurations furent si longues que le jour commençait à poindre, lorsque les ouvriers qui venaient à leur travail entendirent des cris si perçants qu'ils y coururent, et trouvèrent l'assemblée avec un homme vêtu en Arménien, noyé dans son sang et rendant les derniers soupirs.

C'était apparemment le prétendu magicien que ces messieurs, aussi barbares que dupes, et bontenx de l'avoir été, venaient d'immoler à leur dépit. Les ouvriers, craignant d'être pris pour complices, s'enfuirent aussitôt et allèrent faire la déclaration de ce qu'ils avaient vu. Les officiers de justice, apprenant le nom des coupables, et surtout celui de l'abbé de Sinzindorf, en donnèrent avis au chancelier, son père, qui n'oublia rien pour assoupir cette affaire. Quelque grave qu'elle fût pour tous les trois, elle intéressait plus particulièrement l'abbé de Sinzindorf, qui avait la nomination au cardinalat ; et la promotion allait se faire.

Le chancelier avait acheté pour son fils cette nomination d'un abbé Strickland, Anglais, intrigant du premier ordre, qui avait trouvé le moyen de se procurer la nomination de Pologne. Tout habile qu'était Strickland, par un sort très-commun aux intrigants, il ne jouissait pas d'une réputation bien nette, et des mœurs peu régulières et trop connues lui faisaient craindre de ne pas voir réaliser ses espérances à Rome, où les concurrents ont un talent admirable pour se traverser les uns les autres. Il jugea donc à propos, pour ne

pas tout perdre, de faire argent de ses droits ou prétentions avec le grand chancelier, qui les acheta pour son fils, et qui, ayant le département des affaires étrangères, eut toutes les facilités pour le substituer à Strickland. Mais l'aventure de l'abbé de Sinzindorf inspirait les plus justes craintes au père et au fils. Une complicité de magie aurait été à Rome d'un plus grand scandale que les mœurs de Strickland et l'assassinat de l'Arménien. Les crimes d'opinion, tout absurdes qu'ils peuvent être, l'emportent sur ceux qui blessent la morale et outragent la nature.

Le chancelier étouffa autant qu'il le put cette affaire à Vienne, en écrivit au cardinal de Fleury, et le pria de le seconder dans cette circonstance, en soutenant le duc de Richelieu, et traitant de calomnie les bruits qui pourraient parvenir en France. Le cardinal, pour qui le chancelier venait de s'employer au sujet du chapeau, et à qui le duc de Richelieu avait persuadé qu'il l'avait beaucoup servi, se prêta volontiers à ce qu'on désirait.

Cependant tout n'était pas encore fait; il fallait surtout empêcher que l'affaire ne perçât à Rome trop défavorablement pour Sinzindorf. La seule présomption de crime de magie emporte excommunication. Le chancelier prit le parti d'envoyer au pape un mémoire où l'aventure n'était présentée que sous l'apparence d'une imprudence de jeunes gens, dont la calomnie pouvait abuser, mais pour laquelle cependant on demandait une absolution *ad cautelam*. On obtient assez facilement à Rome une absolution, quand on y reconnaît le pouvoir de la donner et qu'un ministre puissant la demande. Elle fut donnée en particulier à l'abbé de Sinzindorf et au duc de Richelieu. Peu de temps après l'abbé obtint la pourpre, et, pour dissiper tout soupçon, le duc fut compris dans la première promotion de chevaliers du Saint-Esprit, avec permission d'en porter les marques avant sa réception. A

l'égard de Vesterloo, qui n'avait point de père ministre, ni de crédit personnel, il fut le bouc émissaire de l'aventure, s'enfuit de Vienne, perdit son emploi, et revint en Flandre, sa patrie, vivre et mourir dans l'obscurité.

Le duc de Richelieu, après s'être tenu renfermé quelque temps dans son hôtel, muni de son absolution secrète et décoré de son cordon, se montra dans Vienne plus brillant que jamais, et détruisit une partie des soupçons par l'assurance avec laquelle il les bravait. Il ne tarda pourtant pas à prendre congé, parcourut l'Italie, sans cependant passer par Rome, où il ne se souciait pas de faire confirmer son absolution par le pape. Il osa encore moins approcher de Modène. Les familiarités qu'il y avait eu entre la duchesse et lui, lorsqu'elle était mademoiselle de Valois, lui faisaient craindre, de la part du mari, un accès et un coup de jalousie italienne. Il revint en France, et y fut très-bien reçu du cardinal, qui l'initia auprès du roi. Il en a toujours été assez bien accueilli, en a reçu des grâces distinguées, sans avoir jamais joui d'une certaine confiance. Nous le verrons chargé d'emplois importants, avoir de brillants succès, et ne conserver que le coup d'œil d'un homme à la mode.

Le cardinal, qui pendant tout son ministère n'a jamais cessé de travailler à conserver ou rétablir la paix dans le royaume, s'occupait aussi du soin de l'entretenir chez toutes les autres puissances de l'Europe. Il savait, et personne ne l'ignore, qu'elles n'entrent jamais en guerre les unes contre les autres sans que la France y soit entraînée par quelque circonstance. Il s'appliqua donc, et parvint à concilier les intérêts de l'Empereur, de l'Angleterre, de l'Espagne et de leurs alliés. Le ressentiment de la cour de Madrid contre la France sur le renvoi de l'infante attira particulièrement l'attention du cardinal. L'accouchement de la reine d'Espagne fut l'occasion qu'on saisit pour entamer la réconciliation. Le roi écrivit

aussitôt à son oncle, sur la naissance de l'enfant, une lettre de félicitation et d'amitié dont Philippe fut si touché, qu'il déclara sur-le-champ que la réconciliation était faite. La reine n'était pas si aisée à ramener, et, quoiqu'elle fût obligée de contraindre ses sentiments, il fallut que le comte de Rothembourg, chargé de porter à l'enfant le cordon du Saint-Esprit, se soumit à des formalités qui auraient été humiliantes, si elles n'eussent pas été puériles et uniquement destinées à apaiser la reine comme un enfant. Elle exigea que, dans une audience particulière que le roi et elle donneraient au comte de Rothembourg, il se mit à genoux en entrant, en les priant d'oublier les torts de notre précédent ministère. La reine, assise à côté du roi et occupée d'un ouvrage de femme, ne leva pas les yeux sur l'ambassadeur lorsqu'il entra, et ne parut pas seulement y faire attention; mais le roi le fit relever, et le présentant à la reine, la pria de ne plus considérer en France qu'un roi son neveu et l'union qui devait être entre les deux couronnes.

Philippe V fut toujours si attaché à sa maison, que sa réconciliation fut sincère; la reine, paraissant par degrés oublier son ressentiment, en montra toujours assez pour persuader combien on avait à réparer avec elle, et tirer de la France les plus grands services pour les infants.

C'est ici le lieu de parler de l'altération qui parut dans l'esprit de Philippe. Quoique le public sût confusément la mélancolie où le roi était plongé, peu de personnes en connaissaient les accidents. Les entrées particulières, que la reine ne pouvait pas toujours éviter d'accorder à nos ministres, comme ambassadeurs de famille, les mit à portée de rendre à notre cour compte de l'état du roi d'Espagne. D'ailleurs, ce prince voulait quelquefois les voir dans des moments où la reine aurait voulu les écarter, et d'autres fois la reine était forcée de recourir à eux dans des circonstances où il lui devenait né-

cessaire de tout avouer. Les dépêches du comte de Rothenbourg et du marquis, depuis maréchal de Brancas, vos ambassadeurs, offrent le triste tableau de l'intérieur de la cour d'Espagne.

Ou a vu que Philippe, élevé dans un respect craintif devant le roi, et la soumission à l'égard d'un frère dont il pouvait devenir le sujet, avait contracté un caractère d'obéissance pour quiconque entreprendrait de le gouverner. La princesse des Ursins s'en était prévalu, et la reine, en la chassant, n'eut qu'à suivre un plan tracé. La solitude dans laquelle ce prince était continuellement retenu le jeta dans une mélancolie et des vapeurs qui allaient jusqu'à la folie. Sans aucune incommodité apparente, il était quelquefois six mois sans vouloir quitter le lit, se faire raser, couper les ongles, ni changer de litige ; et, lorsque sa chemise tombait de pourriture, il n'en prenait point que la reine n'eût portée, de peur, disait-il, qu'on ne l'empoisonnât dans une autre. Il mangeait, digérait, dormait bien, quoiqu'à des heures différentes. Celles de la messe qui se disait dans sa chambre n'étaient pas plus réglées. Un jour, c'était le matin ; le lendemain, à sept heures du soir. L'hiver, sans feu, il faisait ouvrir les fenêtres, et les faisait fermer certains jours brûlants de l'été ; au point qu'on gelait ou qu'on étouffait dans sa chambre, sans qu'il en parût affecté. Il supportait trois couvertures de flanelle dans les plus grandes chaleurs, rejetait la plus légère dans le froid le plus vif, et se montrait d'une manière assez indécente. Tant qu'il gardait le lit, il ne se confessait point, mais il marmottait quelquefois des prières.

Quand il se levait, il aurait pu marcher sans appui, si la douleur que les ongles allongés de ses pieds lui faisaient dans sa chaussure ne l'en eût empêché. Avec ses ongles longs, tranchants et durs, il se déchirait en dormant, et prétendait ensuite qu'on avait profité de son sommeil pour le blesser ;

d'autres fois, que des scorpions étaient autour de lui et le piquaient. Dans des moments il se croyait mort et demandait pourquoi on ne l'enterrait pas. Il gardait pendant plusieurs jours un morne silence, et sortait souvent de cette tristesse par des fureurs, frappant, égratignant la reine, son confesseur, son médecin et ceux qui se trouvaient auprès de lui, se mordant les bras avec des cris effrayants. On lui demandait ce qu'il sentait : *Rien*, disait-il ; et, un moment après, chantait ou retombait dans la rêverie. Il lui arrivait de se lever brusquement dans la nuit, et voulait sortir en chemise et nu-pieds. La reine courait pour le ramener; alors il la frappait au point qu'elle était souvent meurtrie de coups.

Après avoir gardé le lit des mois entiers dans la plus horrible malpropreté, il en passait autant sans vouloir se coucher, dormant dans son fanteuil, de sorte que ses jambes, toujours pendantes, en devenaient enflées. Quoiqu'il fit peu d'exercice, son ordinaire était très-fort; il voulait les aliments les plus substantiels, les viandes les plus solides; à dix heures du matin il prenait un consommé, dînait à midi, mangeait pendant deux heures, s'endormait ensuite pendant cinq ou six, sans quitter la table, mangeait à son réveil six ou sept biscuits, et prenait à onze heures un fort consommé.

Il changeait et dérangeait les fonctions de jour et de nuit, se couchant à dix heures du matin, dînant dans son lit, travaillant avec quelques ministres, et se relevant à cinq heures pour la messe. Il dormait quelquefois douze ou quatorze heures, et le lendemain ne s'assoupissait que quelques minutes. Il se faisait apporter sur son lit plusieurs bréviaires, et faisait réciter par la reine les psaumes ou antiennes qu'il lui indiquait, pris alternativement des uns et des autres. Au milieu de ces pratiques dévotes, il s'aperçut un jour que sa chienne était chande, envoya chercher un chien, la fit couvrir devant une assemblée de cinquante personnes, et s'é-

tendit sur la génération en discours plus sales que savants. Dans d'autres occasions, sa dévotion ne l'empêchait pas de tenir des propos très-gaillards. Je ne m'arrêterai pas davantage sur des alternatives de folie et de raison. Je supprime des détails aussi fatigants pour moi que les extraits des dépêches (1) le seraient pour les lecteurs, si jamais ceci paraissait.

Il fallait que Philippe V fût du plus fort tempérament pour ne pas succomber à sa manière de vivre et aux remèdes qu'il imaginait. Il prenait une boîte de thériaque à la fois pendant plusieurs jours de suite, disant que ses médecins étaient des coquins qui soutenaient qu'il n'était pas malade, quoiqu'il se sentit près de sa mort, qui arriverait bientôt.

Malgré ses égarements, il conservait pour les affaires le sens le plus droit et la mémoire la plus sûre. Il refusa un jour une affaire qu'on lui proposait. *Il y a un an*, dit-il, *que je l'ai rejetée*. Ses vapeurs se dissipèrent apparemment dans la suite; car je ne trouve ces détails que dans les lettres du comte de Rothembourg et du marquis de Brancas, qui se succédèrent dans l'ambassade d'Espagne.

Je remarquerai encore que le tempérament violent de Philippe pour les femmes s'étant fort affaibli, la reine fut privée d'une grande ressource pour le gouverner; et la nature ne la servant plus si bien, elle recourut, dit-on, à des remèdes excitants qui produisent rarement leur effet. Elle s'en servit inutilement un jour (2), pour inspirer des désirs, bien résolue de ne les pas satisfaire qu'elle n'eût obtenu ce qu'elle voulait. Il s'agissait d'engager le roi à travailler avec Patino, que ce prince avait pris en aversion. Il battit très-rudement

(1) Particulièrement de celles des 1^{er}, 8, 11 mars, 3 avril 1728, 24 mai 1729, juillet 1730, etc. (D.)

(2) Le cardinal de Fleury, dans une de ses lettres du mois d'août 1740, prétendait que Philippe V était alors absolument nul. (D.)

la reine à cette occasion, la traitant de malheureuse qui, non contente d'avoir ruiné son royaume, voulait attaquer son honneur et sa gloire. Pour se persuader sans doute qu'il avait raison dans ses violences, après l'avoir battue, il l'obligea un jour à lui demander pardon. *Je veux*, disait-il à ses domestiques, *qu'elle se défasse de ses quatre évangélistes*. Il appelait ainsi Patino, le marquis Scoti, l'archevêque d'Amida, confesseur de la reine, et la camériste Pellegrine. Le roi entraînait en fureur à leur sujet. A ces emportements succédaient souvent des propos aigres qui marquaient encore plus que des fureurs, un cœur ulcéré, une âme aliénée. On jugeait, au commerce intérieur du roi et de la reine, qu'elle n'avait dû qu'au tempérament ardent de son mari, que la dévotion seule rendait fidèle, un crédit soutenu depuis par la force de l'habitude. Philippe était dans cette sorte d'esclavage dont on secoue la chaîne par dépit, sans pouvoir et même sans vouloir absolument la rompre.

Quoique Philippe aimât tous ses enfants, il affectait souvent de dire devant la reine que Ferdinand, fils de sa première femme, était le meilleur de tous. Ce prince relevant de maladie, la reine lui marqua devant le roi la plus grande joie de son rétablissement; et le roi, par un clin d'œil et un sourire amer, fit entendre à son fils qu'elle le trompait. *Elle est*, disait-il, *d'une fausseté inouïe*. Elle haïssait en effet le prince Ferdinand, quoiqu'il lui témoignât la plus grande soumission; mais son tort était de vivre et d'être destiné à régner sur les enfants du second lit et sur elle-même; ce qui était continuellement sur le point d'arriver. Depuis la mort de Louis I^{er}, en faveur de qui Philippe avait abdiqué, il conservait le désir d'une nouvelle abdication que la reine redoutait. Il écrivait un jour (mai 1729) au président de Castille d'assembler le conseil, d'y déclarer son abdication, et qu'on eût à reconnaître pour roi le prince des Asturies, Ferdinand.

La reine, qui en fut informée, se jeta aux pieds de son mari, et à force de larmes l'engagea à consulter du moins le marquis de Brancas, alors notre ambassadeur. Le marquis l'exhorta, au nom du roi de France, à garder la couronne; et Philippe, sur qui ce nom de chef de sa maison était très-puissant, se laissa persuader, se fit rapporter le billet et le déchira. Le maréchal de Tessé avait rendu le même service à la reine, après la mort de Louis I^{er}, en engageant, au nom de la France, Philippe à reprendre la couronne. Son amour et même son respect pour la branche aînée de sa maison étaient tels, qu'au plus fort de ses vapeurs, ayant appris la naissance du Dauphin, il sortit à l'instant du lit où il était depuis plusieurs mois, se fit raser, décrasser, vêtir magnifiquement, et fut de la plus grande gaieté.

Depuis l'orage que le marquis de Brancas avait calmé, la reine ne laissait au roi ni plume ni encre, et, pour le distraire, elle lui fournissait de petits pinceaux de papier roulé, et des lumignons de bougie délayés dans de l'eau, au moyen de quoi il s'amusait à dessiner. Mais si la reine l'empêchait d'abdiquer, elle ne pouvait lui en faire perdre le désir, et c'était un combat perpétuel.

Philippe, en voulant cesser de régner, et ne régnant pas en effet, n'en était pas moins jaloux de son autorité. Comme tous les princes faibles qui, se trouvant incapables de l'exercer dans les choses importantes, s'imaginent d'en faire montre dans les bagatelles, Philippe disait quelquefois qu'il était le maître, et le prouvait par quelque puérilité. Par exemple, étant au port de Sainte-Marie, dans sa galère, près de partir, il vit lever l'ancre, demanda pourquoi cela se faisait sans son ordre, la fit rejeter, et relever une minute après.

Comme il sentait qu'il n'avait pas un ministre qui fût proprement de son choix, il leur marquait souvent de l'humeur. S'il soupçonnait, en signant les expéditions, qu'ils en affec-

tionnaient quelqu'une préférablement à d'autres, il les mêlait toutes avant de signer, ou mettait sous la liasse celles qu'il trouvait dessus, et les renvoyait à un autre travail. Il brusquait ceux, tels que Patino, en qui il voyait des talents dont ils pouvaient abuser. Il traitait beaucoup mieux les plus bornés, qu'il supposait plus honnêtes gens. *C'est une bête*, en parlant de quelqu'un d'enx, *mais c'est un bon homme* : opinion assez commune, souvent très-fausse, et fort utile aux sots.

La reine avait de l'esprit naturel, mais sans la moindre culture ; l'avait souvent faux, et la passion l'égarait encore. Cherchant toujours son intérêt personnel, elle s'y trompait dans bien des occasions, et prenait de fausses routes pour y parvenir. Elle avait de l'ambition, sans élévation d'âme. Incapable d'affaires, faute de connaissances, les déliances et les soupçons faisaient toute sa prudence. Elle avait la finesse et le manège des gens du peuple. Violente par caractère, elle se contenait par intérêt. Employant l'artifice où la candeur l'eût mieux servie, elle supposait toujours qu'on voulait la tromper, parce qu'elle en avait le dessein. Elle aimait les rapports, disposition, dans un prince, qui remplit sa cour de délateurs. Jusqu'au moment de son mariage, elle avait eu le cœur autrichien. Sa fortune dut naturellement le changer à cet égard ; mais à sa haine contre la France succéda une jalousie plus préjudiciable pour nous en Espagne qu'une haine impuissante à Parme. Elle rechercha la France par nécessité, et aurait désiré, dans l'union des deux couronnes, que tous les efforts fussent mutuels ou supérieurs de notre part, et les intérêts séparés.

HISTOIRE

DES CAUSES DE LA GUERRE DE 1756.

Comme je me suis moins proposé d'écrire une histoire en forme que de laisser des mémoires aux historiens, je suspends pour quelque temps ceux que j'ai commencés, pour passer au plus grand, au plus malheureux et au plus humiliant événement de ce règne : je veux dire à la guerre allumée en 1755 par la piraterie des Anglais, et terminée cette année par la paix dont ils ont dicté les conditions.

Je ne veux pas laisser échapper de ma mémoire les connaissances que j'ai été à portée de me procurer. Je sais que si ces annales paraissent bientôt, elles doivent trop heurter l'opinion commune pour obtenir d'abord la confiance qu'elles méritent. Certains personnages qui ont paru sur la scène sont trop intéressés à me contredire, pour ne le pas faire avec d'autant plus de vivacité et de fiel, qu'ils rendront intérieurement justice à la vérité des faits. Je suis encore plus sûr que lorsque le temps aura levé le voile qui couvre aujourd'hui tant d'intrigues, lorsque les pièces, les instruments secrets seront devenus sans conséquence, la postérité verra que je n'aurai fait qu'anticiper son jugement. Combien d'opinions admises comme vraies par une génération, et dont la fausseté se trouve démontrée par la génération suivante !

La reine de Hongrie, humiliée de n'avoir pu faire la paix avec le roi de Prusse qu'en lui abandonnant la Silésie, en conserva le plus vif ressentiment, et ne regarda la paix que comme une trêve dont elle comptait bien se servir pour chercher les moyens de reprendre les armes avec plus d'avantage.

Elle cessa dès ce moment de regarder ou de traiter la France comme sa rivale. Une politique flexible lui fit rechercher l'alliance de cette couronne. Blondel était alors chargé des affaires de France à Vienne. La reine lui tint d'abord quelques propos vagues sur la différence qu'il y avait entre la situation actuelle des maisons de France et d'Autriche, et celle qui, deux cents ans auparavant, les avait armées l'une contre l'autre. Elle ajoutait que l'équilibre était aujourd'hui si parfait entre elles, qu'elles ne devaient plus prétendre à le rompre, et que leur union assurerait la tranquillité de l'Europe, ou que, si quelque puissance du second ordre tentait de la troubler, les deux cours principales seraient en droit et en état de la réduire.

Blondel, flatté d'être le négociateur d'un tel plan, s'empressa d'en instruire le marquis de Ponsieux, ministre des affaires étrangères, qui ne jugea pas à propos d'en parler au roi, et défendit à Blondel de suivre ce projet. La reine, voyant notre ministre contraire à ses desseins, en suspendit la poursuite, mais ne les abandonna pas; et, lorsque le marquis d'Hautefort vint à Vienne en qualité de notre ambassadeur, elle s'expliqua plus ouvertement avec lui qu'elle n'avait fait avec Blondel, dans l'espérance qu'un homme de condition aurait plus de poids qu'un simple agent auprès de nos ministres. Outre les raisons politiques qui pouvaient toucher les deux cours, elle ne dissimula pas son ressentiment contre le roi de Prusse. *J'ai sacrifié, dit-elle, mes intérêts les plus chers à la tranquillité de l'Europe en cédant la Silésie; mais, si jamais*

la guerre se rallume entre moi et lui, je rentrerai dans tous mes droits, ou j'y périrai moi et le dernier de ma maison.

Le comte de Kaunitz (1), qui vint ambassadeur en France en même temps que le marquis d'Hautefort l'était de France à Vienne, avait ses instructions toutes relatives aux vues de la souveraine. Il s'attacha d'abord à persuader les ministres, et surtout madame de Pompadour, dont le crédit lui paraissait le plus important à ménager. Elle ne fut pas insensible à l'idée de jouer un rôle plus noble que celui qu'elle avait joué sur le théâtre des cabinets. Elle se voyait, en entrant dans la politique, un personnage d'État, et s'en crut tous les talents. Elle adopta donc le projet de Kaunitz, et se flatta de convertir nos ministres; mais elle les trouva tous si opposés au nouveau système, qu'elle n'osa prendre sur elle de présenter au roi un plan qui serait combattu par tout le conseil, et se contenta de dire au ministre autrichien que notre alliance avec le roi de Prusse était trop récemment conclue pour y déroger, et qu'il fallait attendre un temps plus favorable.

Dès ce moment, le comte de Kaunitz cessa d'insister, étala beaucoup de faste extérieur, s'en dédommagea par une grande économie domestique, et se borna à vivre habituellement dans la classe opulente de la finance, où je l'ai fort connu.

Le terme de son ambassade étant arrivé, il retourna à Vienne, et fut remplacé par le comte de Staremberg, muni des mêmes instructions, chargé d'en suivre le plan et d'espier les circonstances. Elles ne tardèrent pas à se présenter. Une escadre anglaise, sans déclaration de guerre, sans même avoir annoncé le moindre mécontentement contre la France, attaqua et prit, au mois de juin 1755, deux de nos vaisseaux, *l'Alcide* et le *Lis*.

(1) Venceslas Kaunitz-Rietberg, né en 1710, mort en 1794.

Nous avions alors pour ambassadeur à Londres le maréchal de Mirepoix (1), homme plein d'honneur et de courage, un vrai chevalier de guerre et de tournoi des temps de François I^{er}, mais d'un esprit borné; il demanda justice au ministre anglais de l'aete d'hostilité qui venait d'arriver. Le caractère franc de cet ambassadeur ne servit qu'à favoriser l'artifice et la duplicité de ceux avec qui il traitait. Le roi Georges ne craignit pas de dégrader la majesté en partageant les manœuvres de ses ministres et autorisant leurs réponses. Ils protestèrent du désir qu'ils avaient d'entretenir la paix, ne comprenant pas, dirent-ils, les motifs de cette aventure; ils alléguèrent que les contestations que nous avions avec eux sur les limites du Canada pouvaient avoir eu des suites en Amérique qui avaient occasionné le combat dont il s'agissait, mais qu'ils attendaient des éclaircissements qui, sans doute, affermiraient la paix. Le maréchal, plein de franchise, ne douta pas de celle des ministres, et encore moins de la droiture d'un roi. Il se rendit caution auprès de notre gouvernement, qui se laissa presque aussi facilement abuser.

Il était pourtant fort facile de pénétrer les desseins de l'Angleterre. Nous n'ignorons pas combien cette puissance, notre ennemie naturelle, dont toute la prospérité se fonde sur le commerce, était jalouse du nôtre, qui balançait le sien depuis longtemps. Son plan suivi était de détruire notre marine et de s'attribuer privativement l'empire de la mer. Il n'est pas bien décidé si les premières infractions à la paix en Amérique sont venues de la part des Anglais ou des Français; mais il est très-certain que les Anglais désiraient la guerre, et que, pour la faire avec avantage, ils étaient déterminés à la commencer par des hostilités imprévues et multipliées, qui, diminuant nos

(1) Charles-Pierre-Gaston-François de Lévis, marquis puis duc de Mirepoix, ambassadeur à Vienne en 1737, à Londres en 1749, mort en 1757.

forces, augmentassent les leurs et leur assurassent déjà la supériorité, avant que nous nous missions en état de défense. En effet, pendant qu'on se bornait en France à demander justice aux Anglais, ceux-ci, laissant leur ministère amuser le nôtre par des réponses obscures, se saisissaient de tous les vaisseaux français qu'ils rencontraient à la mer. Cette piraterie dura six mois avant que nous usassions de représailles. Le maréchal de Mirepoix, dupe jusqu'à l'imbécillité, répondait toujours des dispositions pacifiques du roi d'Angleterre; et notre ministère, aussi aveugle que le maréchal, attendait humblement justice. On voulait, disait-on, que l'Europe, témoin de notre modération, s'indignât contre l'Angleterre et applaudît à la justice de notre cause. Ces sentiments pouvaient être méritoires devant Dieu; mais si une vengeance heureuse ne les justifie pas bientôt, un État se trouve dégradé aux yeux des nations, qui n'applaudissent jamais qu'aux vainqueurs. La paix humiliante qui vient de terminer une guerre honteuse a donné atteinte à notre considération en Europe, où la France a peut-être perdu de son rang. Les Anglais nous avaient déjà pris dix mille matelots avant que nous songeassions à les combattre; et comme la misère ou la violence en fit employer la plupart sur leurs vaisseaux, leurs forces augmentèrent en raison double de nos pertes. Telle fut la première et la principale source de nos disgrâces. Sans rejeter la négociation, si nous n'eussions traité qu'en prenant les armes au premier signal d'hostilité, les malheurs de la guerre se partageant sur les deux nations, il y aurait eu plus d'égalité dans la discussion des droits ou des prétentions.

Il est presque impossible qu'une guerre s'allume entre les grands États sans que les autres y prennent part. Il était d'ailleurs visible que les Anglais, pour nous obliger à faire une diversion dans nos forces, chercheraient à nous susciter une guerre de terre de la part de leurs alliés. Nous avions alors avec

le roi de Prusse une alliance qui devait subsister encore un an (jusqu'au mois de juin 1756), sauf à la renouveler. Le baron de Kniphausen, son ministre en France, offrit aussitôt le secours de son maître. Il prétendait que les Anglais s'étaient déjà assurés de la reine de Hongrie, mais que nous pouvions déconcerter leurs mesures, et que, si la France voulait attaquer les Pays-bas, le roi de Prusse entrerait en Bohême avec cent mille hommes. D'un autre côté, Staremberg saisit l'occasion d'offrir l'alliance avec la reine; cette offre dissipait les soupçons qu'on voulait nous donner contre la cour de Vienne, et semblait assurer la paix dans le continent.

Notre conseil, dont les principaux membres avaient leur intérêt particulier, fut très-partagé. D'Argenson (1), ministre de la guerre, la désirait ardemment et voulait qu'on acceptât la proposition du roi de Prusse. Machault (2), ministre de la marine, soutenait qu'on devait se renfermer dans la guerre de mer; que l'état de nos finances ne suffirait pas en même temps aux dépenses qu'exigeraient la terre et la mer; que jusqu'ici les Anglais étaient nos seuls ennemis; que si l'on cédait aux sollicitations du roi de Prusse, la reine de Hongrie se déclarerait pour l'Angleterre; que si l'on s'engageait au contraire dans une alliance avec elle, le roi de Prusse la regarderait comme une infraction au traité qui l'unissait à nous; qu'il n'y avait d'autre parti à prendre que d'entretenir notre union avec la Prusse, de lier avec la reine une négociation qui préviendrait ou du moins retarderait sa jonction avec l'Angleterre, et nous donnerait le temps de porter tous nos efforts

(1) Marc-Pierre d'Argenson, deux fois lieutenant de police, intendant de Paris, directeur de la librairie et ministre de la guerre de 1743 à 1757.

(2) Jean-Baptiste Machault d'Arnouville, contrôleur général en 1745, ministre d'État en 1749, garde des sceaux en 1750, ministre de la marine en 1754, mort en 1794 dans la prison des Madelonnettes.

contre notre véritable ennemi. Le comte d'Argenson objectait que tous nos ménagements n'éviteraient pas une guerre dans le continent ; que nous devions donc la commencer avec avantage , agir sur le plan du roi de Prusse , déconcerter la lenteur autrichienne , et mettre la reine hors d'état d'être utile aux Anglais.

Quelles que fussent les raisons d'État du comte d'Argenson, son intérêt personnel était d'engager la guerre de terre , qui , occupant tout ce qui habite ou suit la cour , ferait prévaloir son département sur celui de Machault, son rival de crédit.

L'attention qu'on donne à la marine a toujours été subordonnée aux faveurs qu'on accorde à une armée de terre. Si la capitale était un port de mer, la marine prévaudrait, tant le moral et la politique dépendent des circonstances locales et physiques ! Puisieux, Saint-Séverin et le maréchal de Noailles se rangèrent à l'avis de Machault. Rouillé et l'abbé comte de Bernis (1) adoptèrent celui de d'Argenson. Le comte de Bernis n'était pas encore du conseil, mais tout lui était communiqué par madame de Pompadour (2) et par les ministres témoins

(1) François-Joachim de Pierres, comte et cardinal de Bernis, né en 1713, mort à Rome en 1794. Quoique cardinal et diplomate, M. de Bernis cultivait la poésie légère ; Voltaire l'avait surnommé *Babot la bouquetière* : c'était le nom d'une marchande de fleurs alors fort en vogue et qui se tenait près de l'Opéra.

(2) Jeanne-Antoinette Poisson naquit en 1722. Elle épousa M. Lenormand d'Étioles, qu'elle quitta bientôt pour devenir la maîtresse de Louis XV, qui la créa marquise de Pompadour ; elle mourut en 1764. On sait qu'elle était sujette à certaine infirmité secrète, et que M. de Maurepas fut exilé pour s'en être égayé de la manière suivante :

Iris, vous êtes pleine d'appas
Vos grâces sont vives et franches,
Les fleurs naissent sous vos pas,
Mais ce sont des fleurs blanches.

de la faveur dont il jouissait auprès d'elle. Il arrivait de l'ambassade de Venise ; l'on voyait assez qu'il n'y retournerait pas, et qu'il jouerait bientôt à la cour le plus grand rôle. Ce fut lui qui, penchant pour les offres du roi de Prusse, proposa que, si l'on ne les acceptait pas on envoyât du moins auprès de lui un homme considérable qui fût du goût de ce prince, pût le ménager et pénétrer ses desseins. Il fit tomber le choix sur le duc de Nivernais (1), et l'on n'en pouvait pas faire un meilleur ; mais on ne le fit partir qu'au mois de décembre 1755. Ce retard, involontaire de sa part, nuisit à sa négociation. Les talents les plus rares étaient d'ailleurs assez inutiles auprès d'un prince qui, en distinguant le mérite, discernait encore mieux ses propres intérêts ; et le duc de Nivernais n'arriva à Berlin que pour être témoin de la signature du traité entre l'Angleterre et la Prusse, au mois de janvier 1756. On s'était borné, en se fixant à la guerre de mer, à remercier amiablement le roi de Prusse de ses offres, sans accepter celles de la reine de Hongrie. Ce prince, ne doutant pas que les événements n'allumassent la guerre dans le continent, craignit d'en être la victime. Il n'ignorait pas les démarches de l'Impératrice pour se lier avec la France et changer l'ancien système. Si elle y parvenait, ce ne pouvait être que pour tourner ensuite ses armes contre lui, et recouvrer la Silésie.

Parmi les épitaphes satiriques que l'on fit sur madame de Pompadour, on remarque celle-ci :

Ci gît qui fut vingt ans pucelle,
Quinze ans calin,
Et sept ans maq.....

Il existe d'intéressants mémoires sur madame de Pompadour par madame du Haussel, sa femme de chambre.

(1) Louis-Jules Barbon Mancini-Mazarini, duc de Nivernais, né en 1716, mort en 1798, connu par son talent pour la poésie.

Quand la reine ne serait restée que dans la neutralité contre la France et l'Angleterre, elle aurait encore été en état d'attaquer avec supériorité un prince peu affermi dans la Silésie, très-mal avec le roi d'Angleterre, et en faveur duquel la France ne ferait point de diversion. Les Russes, que les Anglais faisaient venir, augmentaient son inquiétude, et il pouvait raisonnablement craindre de se voir écraser entre tant de puissances.

On ne peut donc le blâmer d'avoir cherché sa sûreté dans une alliance avec le roi d'Angleterre. Il la signa pendant qu'on agitait dans notre conseil si l'on accepterait ou refuserait ses offres. Il ne lui était pas difficile d'être informé de nos débats. Les maîtresses, les amis, les clients de nos ministres étaient initiés, suivant notre usage, dans tous les secrets des délibérations, et les soupers brillants de Compiègne, où la cour était, furent, pendant tout le voyage, les comités où les matières politiques, traitées à la française, parmi les jolies femmes, les intrigues galantes et les saillies, se préparaient pour le conseil. Pendant que le roi de Prusse s'arrangeait avec l'Angleterre, Kniphausen, son ministre, pour en écarter les soupçons et pour justifier son maître après la conclusion, affectait de répandre les propositions qu'il avait faites secrètement à notre ministère. Cette indiscrétion était trop forte pour n'être pas suspecte, et, dès ce moment, le comte de Bernis ne douta plus de l'intelligence du roi de Prusse avec l'Anglais. Il en avertit inutilement les autres ministres. Ils n'étaient pas encore bien persuadés que les Anglais voulussent sérieusement la guerre, et se reposaient tranquillement de l'affaire d'État la plus importante sur une négociation de banquiers, qui la traitaient comme un simple malentendu et une tracasserie de commerçants.

Il ne fut pas possible de s'aveugler sur les desseins de l'An-

gleterre après l'ouverture du parlement; la harangue du roi fut une déclaration de guerre et un manifeste. Le comte de Bernis, dont les soupçons étaient justifiés par l'événement, prit dès ce moment plus d'autorité dans les comités. Il proposa donc de faire au roi d'Angleterre une réquisition sur la restitution de nos vaisseaux, d'exiger une réponse prompte et précise, et, sur son refus, de rompre à l'instant toute négociation et d'attaquer Minorque.

Staremborg, n'oubliant rien pour nous engager dans une alliance avec l'Impératrice, nous avait souvent avertis de celle que le roi de Prusse négociait avec l'Angleterre, par le duc de Brunswick. On commença à écouter plus favorablement ce qui partait de la cour de Vienne. L'Impératrice avait eu dessein de s'adresser au prince de Conti, qui, ayant alors un travail réglé avec le roi, semblait avoir un crédit indépendant de madame de Pompadour. Il était d'ailleurs en liaison avec madame de Coaslin, qui cherchait à supplanter la favorite. Le goût du roi pour madame de Pompadour était usé : elle avait été obligée de recourir à des fêtes, des ballets, des comédies, dont elle était la principale actrice. Ces amusements, qui n'avaient jamais beaucoup flatté ce prince, étaient épuisés ; l'ennui prévalait toujours. Les agaceries de madame de Coaslin tirèrent le roi de cette langueur. Elle aurait pu réussir, mais au lieu d'amener son amant par degrés à un hommage d'éclat qui eût fait éloigner sa rivale, au lieu de fortifier les desirs en les irritant, elle y céda si vite qu'elle les éteignit; elle se livra comme une fille, et fut prise et quittée de même. Elle ne laissa pas de donner beaucoup d'humeur et de chagrin à madame de Pompadour, qui comprit que ce qu'une rivale malhabile n'avait pas fait serait exécuté par une autre; elle conclut qu'elle ne se soutiendrait pas longtemps comme maîtresse, et résolut de se faire ministre. Elle y est parvenue ;

les affaires lui ont procuré une consistance moins fragile, et les galanteries de passage que le roi a eues n'ont fait qu'assurer à madame de Pompadour l'état d'amie nécessaire.

Elle n'en était pas encore au point où nous la voyons depuis bien des années, mais elle y tendait. Le hasard, les circonstances l'y ont portée, sans projet formé ni plan suivi. Le comte de Kaunitz, informé du tableau de notre cour, qui n'exige jamais que des yeux et non de la pénétration, jugea que madame de Pompadour, toute chancelante qu'elle paraissait, était encore la voie la plus sûre pour déterminer le roi, et, en l'engageant dans les affaires, il la rendit, ce qu'il désirait qu'elle fût, et ce qu'elle n'aurait encore osé prétendre, maîtresse de la France.

L'Impératrice sentait de la répugnance à lier une correspondance qui choquait également sa dignité, sa morale et la hauteur autrichienne; mais le comte de Kaunitz dissipa ces préjugés par le grand principe de l'intérêt, si puissant sur les princes. Il en obtint un billet flatteur pour madame de Pompadour, à qui le comte de Staremberg s'empressa de le rendre.

Madame de Pompadour fut si enchantée de se voir rechercher directement par l'Impératrice, qu'elle la regarda sinon comme son égale, du moins comme une amie, dont elle résolut de servir les projets à quelque prix que ce fût. Elle connaissait trop l'opposition du ministère pour y recourir. Le comte de Bernis, qui lui devait les commencements de sa fortune, et dont cette affaire pouvait achever l'élévation, lui parut le seul homme qu'elle pût consulter et prendre pour guide; mais elle éprouva de sa part plus de contrariété que de tout autre. Aux raisons politiques il joignit l'intérêt de l'amitié. Il lui fit observer qu'il ne s'agissait pas ici de ces traités qui ne roulent que sur de légers objets, mais du renversement total d'un système qui subsistait depuis Philippe II et faisait la

base de toute la politique; combien il était dangereux de choquer l'opinion publique, ne fût-elle qu'un préjugé; qu'une alliance entre les deux premières puissances de l'Europe annonçerait la servitude des autres; que, dès cet instant, le roi deviendrait suspect au corps germanique, qui l'avait jusqu'ici regardé comme protecteur de sa liberté. Sur quel titre se porterait-il désormais pour garant du traité de Westphalie? L'impératrice n'avait d'autre objet que d'attaquer en sûreté le roi de Prusse, de nous engager nous-mêmes dans sa querelle, et de nous faire supporter les frais de la guerre, qui ne sont jamais fournis que par la France et l'Angleterre. Le roi se verrait donc forcé à une guerre de terre qu'il voulait éviter. Si les succès en étaient malheureux, quels reproches n'aurait-elle pas à se faire comme Française, et à essuyer du roi? Le comte de Bernis finit par l'exhorter à continuer de plaire à son amant, à l'amuser, à ne lui point montrer d'humeur, et surtout à éviter les affaires qui pouvaient la perdre en la rendant odieuse à la nation.

Madame de Pompadour ne parut pas mécontente du comte de Bernis, mais elle n'abandonna pas son idée, et résolut de hasarder une tentative auprès du roi, sauf à ne pas insister, si elle sentait trop de résistance: elle n'en trouva point. Ce prince, prévenu d'estime pour la reine de Hongrie, à qui nous avons fait une guerre assez injuste, n'avait pas les mêmes sentiments pour le roi de Prusse, hérétique, bel esprit et avantageux. Le roi était blessé de quelques plaisanteries qui lui étaient revenues de Berlin, encore plus révolté de l'irrégion que le roi de Prusse professait pour le moins avec indiscrétion, et peut-être jaloux de la gloire qu'un petit souverain s'était acquise. Il y avait longtemps que le roi désirait une alliance catholique qui pût balancer le parti protestant, déjà supérieur en Europe. Il comptait que la réunion de la France et de la maison d'Autriche contiendrait toutes les autres puis-

sances, écarterait à jamais la guerre, et ferait perdre à l'Angleterre son allié naturel. Cependant le roi, avant que de se déterminer, proposa à madame de Pompadour de charger le comte de Bernis d'en conférer avec Staremberg. Madame de Pompadour, connaissant les dispositions du comte de Bernis, et ne voulant pas l'exposer à contredire un système du goût du roi et qu'elle désirait ardemment, représenta que le comte de Bernis, n'étant pas ministre, conviendrait moins que tout autre membre du conseil; mais le roi persistant, elle eut soin de lui faire remarquer et de le prier de se souvenir qu'elle ne l'avait pas proposé, et que le choix venait uniquement de Sa Majesté.

Le lendemain 22 septembre 1755, madame de Pompadour, les comtes de Bernis et de Staremberg, se rendirent à Babiolle, petite maison au-dessous de Bellevue.

On ne peut pas mettre plus de franchise que le comte de Staremberg en mit dès la première conférence. L'Impératrice jugea qu'il était de la dignité des deux premières couronnes de l'Europe de traiter sans le moindre détour. Toutes les vues, les prétentions, les propositions de la cour de Vienne furent exposées, et elles étaient telles qu'il était difficile de ne pas en être touché. On les verra bientôt. Mais ce nouveau système était d'une si grande importance, que le comte de Bernis demanda pour la décision le concours du conseil, et, dans tout le cours de cette affaire, il eut la précaution de faire signer par le roi tous les ordres qu'il en reçut.

Pour rédiger le plan qui devait être présenté au conseil, et ne le pas laisser pénétrer d'avance, les comtes de Bernis et de Staremberg eurent quelques entrevues dans un logement que j'avais au Luxembourg, et que je n'occupais pas, où ils se rendaient l'un par la rue de Tournon, et l'autre par la rue d'Enfer.

Le plan proposé par l'Impératrice était si séduisant, que le

roi ne doutait presque pas de l'approbation du conseil. Cependant quelques intérêts personnels pouvaient faire naître des discussions incommodes. Puisieux et Saint-Séverin seraient blessés d'un plan qui était la rectification de leur traité d'Aix-la-Chapelle. Le comte d'Argenson serait peu favorable à un ouvrage affectionné par madame de Pompadour. Pour obvier à ces contradictions, le roi voulut que l'affaire, au lieu d'être rapportée en plein conseil, le fût dans un comité composé de Machault, Rouillé, Séchelles, et du comte Saint-Florentin (1). C'était d'ailleurs le moyen d'admettre dans les conférences le comte de Bernis, qui n'entrait pas au conseil. Le premier comité se tint le 20 octobre 1755, et l'on y fit l'exposé d'un plan qui semblait détruire tout germe de guerre entre la France et la maison d'Autriche. L'enfant passait d'Italie dans les Pays-Bas; l'Impératrice abandonnait à jamais l'Angleterre; et les ports que la maison de France acquérait à la porte de la Hollande empêchaient cette république d'oser se déclarer contre nous en faveur des Anglais; Mons nous était cédé, et Luxembourg rasé; la couronne de Pologne était rendue héréditaire, en conservant toujours la liberté de la république pour ménager la Porte; la Suède gagnait la

(1) Louis Phélypeaux, comte de Saint-Florentin, né en 1705, ministre de la maison du roi en 1749, duc de la Vrillière en 1770, mort en 1777. C'était lui qui signait les lettres de cachet. Un jour, à la chasse, il se blessa à la main, on fut obligé de la lui conper; lorsqu'un fit alors l'épigramme suivante :

Ci-gît la main d'un ministre
Qui ne signa rien que de sinistra.

Quand il mourut, on lui fit cette épitaphe, qui faisait allusion à ses trois noms de Phélypeaux, de Saint-Florentin et de la Vrillière.

Ci-gît un petit homme à l'air triste et commun,
Ayant porté trois noms et n'en laissant pas un.

Poméranie. L'arrangement du nord et du sud de l'Europe faisait partie du plan général, et le poids des puissances contractantes semblait en assurer l'exécution. Les avantages qu'on nous offrait étaient si frappants, qu'on ne pouvait être arrêté que par le respect des anciens principes. Est-il sage, dirent quelques-uns, de renoncer à un système établi depuis près de deux siècles, snivi par Henri IV, Richelieu, Mazarin, d'Avaux, Servien, et devenu un axiome de politique nationale ? D'ailleurs, comment deux cours si longtemps opposées et toujours rivales seront-elles constantes dans leur alliance ? La France peut-elle compter sur la fidélité de la cour de Vienne, après l'avoir rendue plus puissante ? La France va s'aliéner tous les princes de l'Empire, qu'elle sonmet à la maison d'Autriche. Elle perd le parti protestant et le donne à l'Angleterre. Après avoir maintenu la liberté de Pologne, on l'expose au démembrement ou à l'asservissement de la part de la Russie, ou de la cour de Vienne, qui voudrait donner une couronne à l'un des archiducs. Dès cet instant, nous perdons la confiance et l'amitié de la Porte, si jalouse de la liberté polonaise.

On répondait à ces objections que, lors de la naissance de l'ancien système, la maison d'Autriche possédait la couronne impériale, celles d'Espagne et de Naples, une partie des États du roi de Sardaigne, et la Servie pour barrière contre le Turc. Elle n'a plus aujourd'hui que l'Empire. Par le système proposé, la cour de Vienne ne s'agrandit pas relativement à la maison de France, qui gagne les Pays-Bas et devient relativement plus puissante, surtout contre les Anglais, par les places maritimes de Flandre. Les deux puissances contractantes se lient directement par les serments et l'honneur ; mais, de plus, leurs arrangements respectifs, leurs avantages réciproques sont si sensibles, que l'intérêt, la première loi des princes, devient encore le garant de l'honneur. Le traité de Westphalie

restant inaltérable, les protestants sont rassurés. L'union de la Suède, pour la garantie, est une nouvelle sûreté, et le Danemark offre d'entrer dans l'union. La liberté des Polonais fait une des bases du traité. La Russie, devenue notre alliée, entreprendra moins sur la Pologne. Notre alliance avec la Russie ne nous oblige de lui fournir aucun secours contre le Turc, ce qui assure la neutralité de la Porte entre les Français et les Anglais. D'ailleurs il était impossible que la guerre de mer n'excitât bientôt celle de terre; les Anglais armeraient infailliblement contre nous l'Impératrice; il ne nous restait donc que le choix de l'ennemi. Devions-nous préférer pour allié le roi de Prusse à l'Impératrice qui nous faisait les plus grands avantages?

Les différentes alliances que le nouveau système exigeait étaient si compliquées, qu'une défection pouvait faire tout érouler; mais c'est l'inconvénient de toutes les guerres de ligue, et toutes les puissances étaient intéressées dans celle-ci. L'Impératrice renonçait à jamais à l'Angleterre; le succès de la guerre paraissait infaillible, et n'a manqué en effet que par les généraux.

Quoiqu'on parût répondre à toutes les objections, le comité resta dans une telle indécision, qu'on se borna à répondre qu'avant de se déterminer, on voulait observer les démarches de l'Angleterre et de la Prusse. L'Impératrice, assez mécontente, nous fit demander de proposer nous-mêmes un plan, puisque le sien n'était pas accepté. Le comte de Bernis proposa alors entre les deux cours un traité d'union et de garantie de leurs États respectifs en Europe, ceux du roi de Prusse y étant compris, l'Angleterre seule exceptée, à cause des hostilités, et qu'à cet égard l'Impératrice garderait la neutralité. Tout le comité approuva le projet.

La cour de Vienne fit les plus grandes difficultés sur la garantie des États de Prusse. Le roi même, porté à une alliance

plus étroite, craignit que la négociation ne fût rompue, et en témoigna quelque chagrin. Mais enfin l'Impératrice jugea que le traité d'union la mettrait du moins à couvert des hostilités de la France, et que celles du roi de Prusse pourraient bientôt faire naître la guerre.

Le traité allait être signé, lorsqu'on reçut la nouvelle de celui qui venait de l'être à Londres, le 16 janvier 1756, entre l'Angleterre et la Prusse. La cour de Vienne déclara aussitôt que dans ces circonstances on ne pouvait pas, sans lui inspirer une défiance très-fondée, persister dans la garantie des États du roi de Prusse. Elle voulait du moins une convention de neutralité qui mit les Pays-Bas à couvert. Le comte de Bernis trouvait la demande juste; Machault ne rougit pas de s'y opposer, d'autant plus, dit-il, que si nous avions de mauvais succès contre l'Angleterre, nous pourrions nous en dédommager sur les Pays-Bas. Ce qu'il y eut de plus singulier, c'est qu'un avis si déshonorant pour le roi parut le trait d'une haute politique à plusieurs membres du comité, qui d'abord voulaient qu'on agit offensivement contre le roi de Prusse.

Sur les plaintes que le duc de Nivernais fit à ce prince de son traité avec l'Angleterre, il répondit que cela n'avait rien de contraire à celui qu'il avait avec la France; qu'il était même prêt à le renouveler, et qu'il ne trouverait pas mauvais qu'elle en fît un de son côté avec la cour de Vienne. Le duc de Nivernais eut ordre de revenir, et le marquis de Valori (1) alla le remplacer, sans autres instructions que de veiller sur la conduite d'un prince que nous devons déjà regarder comme notre ennemi, mais avec qui nous n'avions point encore de guerre ouverte. D'un autre côté, le duc de Duras (2), à la pre-

(1) Louis-Gui-Henri, marquis de Valori, né en 1692, mort en 1774. Louis XVI ordonna qu'on mit un bâton de maréchal sur son cercueil.

(2) Emmanuel-Félicité de Durfort, duc de Duras, né en 1715, ambassadeur en Espagne, mort en 1789.

mière nouvelle des hostilités des Anglais, et sans mission de notre cour, tâcha d'engager celle de Madrid, où il était ambassadeur, à se déclarer contre l'Angleterre. Sa proposition fut fort mal reçue, et, dans la crainte qu'il ne nous engageât légèrement dans quelques fausses démarches, il eut ordre de revenir. Le comte de Bernis fut destiné à lui succéder. La suite des événements le fit bientôt après nommer pour aller à Vienne; mais comme il était encore plus nécessaire à conduire ici les différentes branches de la négociation, qui prenait à chaque instant plus d'activité, il ne partit point. Le comte d'Aubeterre alla de Vienne relever le duc de Duras à Madrid; et le marquis de Stainville, aujourd'hui duc de Choiseul (1), se rendit à Vienne.

Le roi de Prusse n'eut pas plutôt ratifié le traité de Londres, que l'Impératrice en exigea un de nous pour la neutralité des Pays-Bas, et défensif en cas d'hostilité du roi de Prusse. Le comte de Bernis, que le roi chargea de le rédiger, ne voulant rien prendre sur lui dans une affaire de cette importance, demanda la réunion de tout le conseil en comité.

Le roi, piqué du procédé du roi de Prusse, et madame de Pompadour, excitée et flattée par l'Impératrice, désiraient que le traité fût offensif. Le comte de Bernis fut presque le seul qui s'y opposa. Il sentait que, pour peu que la guerre s'engageât, tout le fardeau en retomberait sur nous; que nous n'avions point de généraux en qui l'armée eût de confiance, et que nos finances étaient en fort mauvais état. Il représenta qu'on serait toujours à temps de prendre des mesures offensives; qu'il était dangereux de s'engager avec la cour de Vienne plus qu'elle ne l'exigeait elle-même. Il parvint en-

(1) Etienne-François, duc de Choiseul, né en 1719, ministre des affaires étrangères en 1757, mort en 1785.

fin à suspendre le ressentiment du roi, à tempérer l'engouement de madame de Pompadour pour l'impératrice, à résister à l'ardeur que tous les militaires avaient pour la guerre. Le traité fut donc fait tel qu'il est imprimé. (Voy. le *Traité*.)

Le comte de Bernis exigeait que le traité fût secret, persuadé que le roi de Prusse, bien armé et ne doutant pas que l'offensif ne suivit bientôt le défensif, se prévaudrait de sa situation pour attaquer la reine de Hongrie. Il demandait de plus, et comme un préalable nécessaire, qu'on mit le roi de Pologne, électeur de Saxe, en état de défense contre le roi de Prusse. Tout le conseil se récria que ce secret n'était pas de la dignité du roi; que le roi de Prusse, consterné, n'oserait jamais prendre les armes, et que les précautions pour la défense de la Saxe seraient d'une dépense fort inutile. Le comte d'Argenson fut le seul qui approuva l'avis du comte de Bernis de ne pas négliger la Saxe, parce que c'était faire agir des troupes, ce qui est toujours du goût d'un ministre de la guerre; mais il n'appuya point la proposition du secret, parce que la publicité pouvait engager l'affaire. Aussitôt que le traité fut connu, l'applaudissement fut général. Ce fut une espèce d'ivresse qui augmenta encore par le chagrin que les Anglais en montrèrent. Chacun s'imagina que l'union des deux premières puissances tiendrait toute l'Europe en respect. On proposa même dans l'Académie de donner pour sujet du prix de vers le traité entre les deux cours; et je ne pus l'empêcher d'être admis qu'en représentant qu'il fallait du moins, avant que de se décider, consulter le ministère sur un sujet qui tenait à la politique. Cela en fit choisir un autre. Depuis les ministres jusqu'aux derniers sous-ordres, tous voulaient avoir concouru au traité. Rouillé, qui n'avait été qu'assistant, proposa naïvement de nommer le traité *traité de Jouy*, du nom de sa maison de campagne, où les préliminaires avaient été arrêtés; c'était toute la part qu'il y avait

eue. On rit de sa prétention, et on le rappela à lui-même. Il prétendit encore qu'on ne devait pas moins que de faire duc le petit Beuvron, son gendre. Le roi ne fut pas de son avis, et Rouillé fut obligé de se contenter de seize mille livres de pension dans sa famille.

Je sais que les idées ont bien changé depuis; mais on oublie les époques. Sans vouloir prononcer sur le traité en lui-même, je rapporte les faits, et j'avance que, jusqu'à la bataille de Rosbach, le traité soutint sa faveur. Voyons maintenant comment et pourquoi les choses changèrent si fort de face.

Tout parut d'abord nous réussir. Le maréchal de Richelieu s'empare de Minorque; la Gallissonnière (1) bat et disperse la flotte anglaise, commandée par l'amiral Byng (2). On a prétendu que l'attaque du fort Saint-Philippe, à Mahon, était une entreprise folle. Il est vrai qu'on ne s'y fût peut-être pas engagé, si on l'eût connu exactement. On s'était déterminé sur un plan fourni par l'Espagne; mais on ignorait l'état de la place depuis que les Anglais la possédaient, et il n'y eut que l'intrépidité du soldat français qui suppléa à tout. Quoi qu'il en soit, cette conquête produisit un tel effet chez les Anglais, qu'ils craignirent une descente dans leur Ile, et de voir les Français dans Londres. J'en ai su depuis les détails dans mon séjour en Angleterre. Leurs terreurs n'auraient pas été vaines, si nous eussions eu encore le maréchal de Saxe (3) et Duguay-Trouin (4): ils ont disparu et n'ont point eu de suc-

(1) Roland-Michel Barris, marquis de la Gallissonnière, né en 1693, mort en 1756.

(2) John Byng, fusillé le 14 mars 1757.

(3) Maurice, comte de Saxe, fils d'Auguste II et de la comtesse de Kœnigsmark, né en 1696, maréchal de France en 1743, mort en 1750.

(4) René Duguay-Trouin, né en 1673, lieutenant général en 1728, mort en 1736.

cesseurs. Les Anglais tirèrent de leur disgrâce un parti que nous ne connaissons point. Byng, malheureux, fut jugé en coupable et passé par les armes. Cet acte de sévérité dissipa la frayeur de la nation, lui fit croire qu'elle n'avait été que mal servie, et apprit à leurs généraux la nécessité et peut-être par là les moyens d'être heureux.

Pour nous, quelques chansons furent les plus agréables fruits de notre victoire; le premier de nos succès en fut le terme, et n'a presque été suivi que de malheurs et d'humiliations.

Des généraux de cabinet, avides d'argent, inexpérimentés ou présomptueux; des ministres ignorants, jaloux ou malintentionnés; des subalternes prodigues de leur sang sur un champ de bataille et rampant à la cour devant les distributeurs des grâces, voilà les instruments que nous avons employés.

Le seul capable de suivre le système qu'il avait adopté forcément, mais le seul capable de le suivre, puisqu'il en avait combiné tous les ressorts, n'était pas maître de leur donner le mouvement. Le comte de Bernis, enfin, avec plus de faveur que de crédit, n'avait pas l'autorité active. Rouillé, jaloux d'un associé qu'il ne peut s'empêcher de regarder comme son maître, lui dérobe la connaissance de ce qui se passe chez l'étranger, et, ce qui est incroyable, continue d'agir dans toutes les cours suivant l'ancien système, quoiqu'il eût été un instrument du nouveau, dont il prétendait tirer sa gloire.

Le roi sentit les inconvénients de cette discordance, et voulut faire entrer au conseil le comte de Bernis, pour le mettre en état de connaître tout ce qui était relatif à son plan. Le petit Rouillé en est alarmé, et le prince conserve encore six mois, au détriment des affaires, une représentation de ministre dont le seul mérite était d'avoir excité la pitié.

Le comte de Bernis, voulant se prévaloir de la prise de Minorque pour finir la guerre sur mer et prévenir celle de terre, proposa de renouveler à l'Angleterre la réquisition de nous restituer les prises, avec l'affranchissement de Dunkerque, en offrant à ce prix de rendre Minorque. Les Anglais auraient sans doute accepté la proposition, mais elle fut unanimement rejetée par notre conseil. Le sentiment du comte de Bernis était de n'agir offensivement contre le roi de Prusse qu'en cas d'agression de sa part ; mais ce prince voyait très-clairement que la cour de Vienne n'avait recherché la France que pour n'être pas inquiétée dans ses desseins sur la Silésie ; il connaissait la haine personnelle que lui portait l'impératrice de Russie, Élisabeth, et son inclination pour la reine de Hongrie. Elles se réuniraient sans doute, et le ressentiment que l'électeur de Saxe conservait contre lui de la dernière guerre éclaterait alors. Il résolut de les prévenir. Il avait cent cinquante mille hommes bien armés et bien disciplinés ; l'électeur avait consumé dans des fêtes et des plaisirs insipides des trésors qu'il aurait dû employer à réparer ses pertes et à se faire respecter. Dans cette situation, le roi de Prusse fait notifier à la reine de Hongrie qu'il est alarmé des préparatifs de guerre qui se font dans l'Empire, et lui demande de déclarer hautement qu'elle n'a aucun dessein de l'attaquer, du moins pendant cette année et la suivante. La reine fait répondre qu'une telle déclaration serait trop irrégulière, puisqu'elle convertirait en trêve une paix subsistante.

Sur une réponse si peu précise, le roi de Prusse prend un parti prompt. Soixante mille Prussiens, commandés par le prince Ferdinand de Brunswick, entrent en Saxe et s'emparent de Leipsick, et le roi de Prusse marche à Dresde. Le roi Auguste lui abandonne sa capitale, et se renferme avec dix-sept mille hommes dans le camp de Pirna, où il se trouve aussitôt bloqué. Le roi de Prusse, déclaré à l'instant ennemi

de l'Empire, pour toute réponse s'avance vers la Bohême, livre bataille au comte de Brown à Lokowits, le bat, et, sans perdre de temps, revient sur le camp de Pirna. Le roi Auguste se retire avec le prince royal dans le château de Kœnigstein, et abandonne son armée, qui se rend prisonnière de guerre, et qui, à l'exception des officiers, fut incorporée et dispersée dans les troupes prussiennes. Auguste fait des propositions de paix, on les rejette. Il demande au vainqueur de prescrire des conditions : Frédéric répond qu'il n'en a point à faire, qu'il n'est pas entré en Saxe comme ennemi, mais comme dépositaire. Auguste le prie de lui rendre du moins ses gardes; Frédéric les refuse, et prétend qu'il ne veut pas avoir la peine de les reprendre. Toutes les réponses de Frédéric sont des insultes ou des marques de mépris, et toute la conduite d'Auguste semble excuser le vainqueur. Le malheureux prince se borna enfin à demander des passeports pour s'éloigner. Ce fut la seule grâce que Frédéric lui accorda; il lui offrit même des chevaux de poste.

Auguste, exilé de ses propres États, se réfugia en Pologne, où la république lui témoigna une compassion humiliante, et ne lui offrit aucun secours. La reine de Pologne, au contraire, montra toute la fermeté que sa situation comportait. Jamais elle ne voulut sortir de Dresde; mais enfin elle succomba sous les chagrins et les duretés qu'elle eut à essayer, et mourut.

Nous avions jusque-là suspendu l'exécution du traité de Versailles; mais l'agression du roi de Prusse ne nous laissant plus de raisons de différer, on donna les ordres pour faire marcher les vingt-quatre mille hommes, dix-huit mille d'infanterie et six mille de cavalerie, stipulés par le traité. Le comte de Bernis voulait qu'on s'y restreignît exactement; ce n'était pas l'intérêt du comte d'Argenson, qui aurait désiré employer toutes les troupes de France pour étendre son département. Appuyé des larmes de la Dauphine, qui criait ven-

geance pour son père, il tâcha de persuader au roi qu'un secours de vingt-quatre mille hommes n'étant pas suffisant, ce serait les sacrifier sans fruit ; qu'ils seraient toujours les plus exposés ; qu'il faudrait continuellement les recruter, et que, sans rien opérer d'avantageux pour l'impératrice, ni de glorieux pour nous, la France s'épuiserait d'hommes et d'argent par des campagnes multipliées ; au lieu qu'en déployant d'abord des forces considérables, on arrêterait les progrès du roi de Prusse, et qu'on le réduirait à accepter les conditions qui lui seraient imposées. Deux campagnes, disait-on, suffiraient pour rétablir la paix dans le continent et pour faire jouir la France et la reine de Hongrie des avantages respectifs de leur traité.

Le roi fut séduit d'un plan conforme à ses dispositions personnelles à l'égard de l'impératrice et du roi de Prusse. Il voulut cependant, avant de se déterminer, que l'affaire fût examinée au conseil (novembre 1755). Machault fut très-opposé à d'Argenson. Il n'ignorait pas qu'une armée de terre attire toujours l'attention et le soin de la cour, préférablement à la marine. Les courtisans servent presque tous sur terre, au lieu que les marins fréquentent peu la cour, et valaient encore mieux quand ils y paraissaient moins. Machault, qui, étant contrôleur général, avait tout refusé pour la marine au comte de Maurepas (1), craignit d'avoir donné un fâcheux exemple pour lui-même. Il fit voir le danger de ne pas nous occuper particulièrement de la guerre contre les Anglais, nos vrais ennemis, et prétendit ne pouvoir soutenir la marine à moins de soixante millions.

Le comte d'Argenson, soutenu de Séchelles, contrôleur général, en offrit soixante-cinq. Cette offre ne dissipait pas les

(1) Jean-Frédéric Phélippeaux, comte de Maurepas, né en 1701, ministre sous Louis XV, exilé par madame de Pompadour, premier ministre de Louis XVI, mort en 1781.

défiances de Machault; mais elle détruisait ses objections : ainsi le sentiment du comte d'Argenson commençait à prévaloir. Il n'y eut encore rien de décidé, et la question politique fut renvoyée au comité, afin que le comte de Bernis, qui n'était pas encore du conseil, pût opiner sur la matière. Il n'était pas de l'avis du comte d'Argenson, dont il prévoyait les suites; mais le penchant du roi pour l'Impératrice, l'engouement de madame de Pompadour pour cette princesse, qu'elle regardait naïvement comme son amie, et dont elle se flattait presque d'être la protectrice; l'obsession du prince de Soubise (1), du comte depuis maréchal d'Estrées, du duc de Richelieu, et de tous ceux qui, sans être des personnages, voulaient jouer des rôles; tout fit voir au comte de Bernis que, s'il ne consentait pas à l'augmentation du secours en le limitant, il serait porté beaucoup plus loin que l'état de nos finances ne le comporterait. Il essaya inutilement de montrer le peu de confiance que la nation avait dans nos généraux; enfin, il consentit à porter le secours jusqu'à quarante-cinq mille hommes, pourvu que ce fussent des troupes étrangères, la moitié de la dépense d'une armée française suffisant à cet objet. L'Impératrice eût été très-satisfaite de cette augmentation, mais le comte d'Argenson n'était pas encore content; les troupes étrangères ne lui convenaient pas; il fallait employer les courtisans, ses clients, ses créatures, et surtout ses protégés, en formant une armée de munitionnaires, dont l'État se ressentira longtemps.

Voilà par quels degrés, par quelles intrigues nous parvinmes à dénaturer le traité et sacrifier les forces et les finances du royaume à des intérêts particuliers.

(1) Charles de Rohan, prince de Soubise, né en 1715, mort en 1787, ami particulier de Louis XV, qui disait de lui après la bataille de Rosbach, qu'il avait perdue : « Ce pauvre Soubise ! il ne lui manque plus que d'être content ! »

Le conseil de Vienne ne fut pas trompé comme nous dans son plan, qui était de nous rendre les principaux acteurs de la guerre sous le simple titre d'alliés. Il faut convenir que depuis Philippe II, nulle cour n'a mieux suivi son objet. Lorsqu'elle paraît s'écarter de son plan, c'est pour y rentrer par une route détournée. On y aperçoit le même esprit, un système constant qui se plie aux circonstances, sait les préparer et les saisir.

Ainsi, le cardinal de Fleury avait bien raison de dire ce que je viens de lire dans une de ses lettres, du temps où nous étions en guerre contre les Autrichiens (juin 1741) : « La reine « de Hongrie est dans le cas d'une boutique, où la mort du « maître n'apporte aucun changement, quand les garçons gouvernent à sa place ; elle a le même conseil et agit comme « ses ancêtres. » Dans une autre lettre : « L'Empereur est « faux et nous hait souverainement. Il s'est servi de l'estampille du dernier Empereur pour décider beaucoup d'affaires « après sa mort, et cela est prouvé. »

Pendant qu'on faisait les préparatifs de guerre, le comte de Bernis (car Rouillé n'avait que le titre de ministre) négociait avec toutes les puissances de l'Europe. La Russie accéda au traité de Versailles, malgré tous les efforts de Bestuchef, livré à la cour d'Angleterre, où il avait été élevé page du roi Georges II. La Suède prit les armes pour la même cause. On jeta les fondements d'une union d'armes avec le Danemark. On traita avec la Bavière, le Palatinat et le Wurtemberg. La diète de l'Empire empêcha que cette guerre ne fût présentée par le roi de Prusse comme guerre de religion. La Hollande confirma sa neutralité. Ces négociations furent conduites avec tant de promptitude et d'habileté, que toutes étaient consommées au mois d'avril 1757 ; et les mauvais succès de la guerre ne détachèrent dans la suite aucune des puissances contractantes, jusqu'à la mort de l'impératrice Élisabeth.

Le comte d'Estrées partit en même temps pour aller à Vienne concerter le plan des opérations militaires. Cet arrangement ne se fit pas sans difficultés ; nous exigeons de l'Impératrice qu'elle renonçât pour toujours à l'alliance de l'Angleterre, et la répugnance qu'elle y montrait ne servait qu'à nous prouver la nécessité de l'exiger. Enfin elle y consentit, pourvu que la France se détachât pour jamais de la Prusse, ce qui fut convenu des deux parts. Il fut ensuite question de la neutralité du Hanovre. Le comte de Bernis la proposa, et le roi d'Angleterre s'en serait d'autant moins éloigné, que nos succès en Amérique lui faisaient craindre que les Anglais, maîtres de l'application de leurs finances, ne préférassent la défense de leurs colonies à celle de son électorat. En effet, les événements n'avaient pas répondu à leurs projets sur le Canada.

Braddock, suivant les ordres qu'il avait reçus de Londres dès 1754, avait compté s'emparer de nos possessions. Boscavenn, en conséquence de pareils ordres du mois d'avril 1754, devait nous attaquer sur mer. Ces faits et plusieurs autres des années antérieures prouvent assez que depuis longtemps les Anglais méditaient l'invasion du Canada, qu'ils étaient déterminés à nous déclarer la guerre, et que, pour en assurer le succès, ils devaient, contre la foi des traités, agir dans l'ancien et le nouveau monde par des hostilités combinées. Voyons-en les premiers effets.

En Canada, Jumonville, officier français, va, comme négociateur, porter des paroles de paix aux Anglais, au milieu des sauvages, leurs alliés ; il est odieusement assassiné par les Anglais à la vue des sauvages, indignés d'un tel attentat contre l'humanité et le droit des gens. Les Anglais se virent abandonnés de la plupart de ces sauvages ; d'autres, furieux qu'on eût eu la barbarie de les proscrire en mettant leurs

têtes à prix, se répandirent dans les possessions anglaises, portant partout le fer et le feu.

Le général Braddock périt dans le combat du 5 juillet, et les papiers qu'on trouva dans ses poches dévoilèrent les projets suivis de la cour de Londres, que des ministres plus éclairés ou plus attentifs que les nôtres auraient dû prévoir. Les marquis de Vaudreuil (1) et de Montcalm (2) eurent, dans les commencements de cette guerre, les plus grands succès au Canada. Il était donc très-probable que les Anglais auraient alors accepté la neutralité du Hanovre, pour ne s'occuper que de leur propre défense; mais notre gouvernement se persuada que le roi d'Angleterre, maître, suivant la constitution de l'État, de faire la guerre ou la paix, prendrait ce dernier parti dès qu'il se verrait dépouillé de son électorat, et que c'était l'affaire d'une campagne.

Ce raisonnement paraissait décisif à la noblesse, qui demandait de l'emploi, et au ministre de la guerre, qui voulait la faire. Il n'était pas même sans vraisemblance, si, au lieu de considérer les puissances, on eût fait attention à ceux qui devaient les faire agir; si, au lieu de compter les troupes, on eût comparé ceux qui devaient les commander.

L'influence que le comte de Bernis devait avoir dans les négociations trouva moins d'obstacles dès qu'il fut entré au conseil, le 2 janvier 1757. Le roi, ennuyé des petits manèges sourds de Rouillé, avait pris le parti d'appeler le comte de Bernis au conseil; et, quelques mois après, Rouillé remit le département des affaires étrangères, dont il voyait qu'il n'était que le prête-nom. Ce fut trois jours après l'entrée du comte

(1) Louis-Philippe de Rigaud, marquis de Vaudreuil, mort en 1802.

(2) Louis-Joseph, marquis de Montcalm de Saint-Véran, né en 1712, maréchal de camp en 1756, tué à Québec en 1759.

de Bernis au conseil qu'arriva l'attentat sur la personne du roi par Damiens (1). Je ne m'arrêterai pas ici sur cet affreux événement, dont j'ai fait un point d'histoire séparé.

Les discussions entre le parlement et le ministère étaient alors dans leur grande force. Les enquêtes, les requêtes et partie de la grand'chambre avaient donné la démission de leurs charges, aussitôt après le lit de justice du 13 décembre. Ce malheur du 5 janvier aurait sans doute réuni tous les esprits, si le premier président de Maupeou (2) et les principaux ministres, d'Argenson et Machault, l'eussent voulu de bonne foi; mais ces trois hommes suivaient la maxime de Tibère : *Divide et impera*. Trois semaines après (2 février), les deux ministres furent exilés par des intrigues de cour. Jamais on ne prit plus mal son temps pour renvoyer deux ministres expérimentés, surtout si l'on considère leurs successeurs. Machault fut remplacé par Moras, et le marquis de Paulmy (3) succéda à son oncle d'Argenson. Tels étaient les principaux instruments de l'ouvrage qu'on allait commencer.

Les arrangements étant faits, les plans arrêtés et les opérations fixées, on fit marcher, en 1757, en Allemagne, une armée sous les ordres du maréchal d'Estrées, et dans laquelle le prince de Soubise commandait une division. Le ma-

(1) Robert-François Damiens, écartelé en place de Grève. Un nommé Lehreton, greffier criminel au parlement, a publié les pièces du procès de Damiens.

(2) René-Charles de Maupeou, reçu premier président au parlement de Paris en 1743, devint plus tard vice-chancelier, ce qui fit dire au duc de Noailles que rien n'était changé dans l'Etat, qu'il n'y voyait qu'un vice de plus; son fils fut chancelier de France. On fit au père l'épigramme suivante :

Ci-gît un vieux coquin qui mourut de colère
D'avoir fait un coquin plus coquin que son père.

(3) Antoine-René de Voyer d'Argenson, marquis de Paulmy, né en 1722, ministre de la guerre en 1757, ambassadeur à Venise en 1770, mort en 1787; célèbre par son goût pour les livres.

réchal, s'avancant vers l'électorat de Hanovre, traversa la Westphalie, s'empara d'Embsen, soumit la Hesse, passa le Weser, sans combattre. Le duc de Cumberland (1), qui commandait l'armée anglaise, fortifiée de celle de Brunswick et de la Hesse, se retirait toujours devant le maréchal, et finit par se retrancher dans un camp avantageux, près de Hastenbeck. Peut-être le maréchal ne l'aurait pas attaqué, si les plaintes de la cour, les plaisanteries des sociétés de Paris, et l'avis qu'il eut qu'on travaillait à le faire rappeler, ne l'eussent tiré de son indécision. La cabale du prince de Soubise, aidée des intrigues de sa sœur, la comtesse de Marsan, ne cessait de crier contre la lenteur du maréchal, et demandait un général plus entreprenant. Des misères de cour y déterminent ordinairement les partis les plus graves. Madame de Pompadour était très-mécontente de ce que le maréchal d'Estrées trouvait mauvais que le prince de Soubise, ne commandant qu'une division, fit timbrer ses lettres : *armée de Soubise*. Outre cet important motif, le maréchal avait eu la sottise hauteur de ne vouloir pas concerter ses opérations avec Duverney, munitionnaire général, homme nécessaire, plein de ressources, et qui entendait mieux la guerre que la plupart de nos généraux. Duverney fut sensible à ces ridicules marques de mépris. Il était considéré du roi, fort accueilli de madame de Pompadour, à qui il avait rendu des services dans des temps où elle en pouvait recevoir de beaucoup de monde. Le maréchal de Richelieu saisit lestement cette occasion de s'offrir. Madame de Pompadour n'aurait encore osé faire commander en chef le prince de Soubise, et le substituer au maréchal d'Estrées; elle aurait révolté tous les maréchaux de France et les officiers généraux, plus anciens que

(1) Guillaume-Auguste, duc de Cumberland, né en 1721, mort en 1765.

son ami; mais le général qui se proposait lui répugnait plus que tout autre. Elle n'a jamais aimé le maréchal de Richelieu, qui, sans la braver ouvertement, avait, par des propos légers sur elle, toujours cherché à la faire regarder du roi sur le pied d'une bourgeoise déplacée, d'une galanterie de passage, d'un simple amusement qui n'était pas fait pour subsister dignement à la cour. Ce qu'il y a de plus admirable, c'est que l'opinion du maréchal de Richelieu ne lui était pas particulière; ce fut longtemps celle de la cour. Il semblait que la place de maîtresse du roi exigeât naissance et illustration. Les hommes ambitionnaient l'honneur d'en présenter une, leur parente, s'ils pouvaient; les femmes celui d'être choisies.

Peu s'en fallait qu'elles ne criassent à l'injustice sur la préférence donnée à une bourgeoise. J'en ai vu plusieurs douter, dans les commencements, si elles pourraient déceimment la voir. Bientôt elle forma sa société, et n'y admit pas toutes celles qui la recherchèrent.

Le maréchal de Richelieu, devenu plus circonspect à l'égard de madame de Pompadour, eut recours au crédit de Duverney, le rechercha avec empressement, le combla de caresses et d'éloges, l'assura qu'il ne voulait se conduire que par ses conseils; et Duverney, peut-être aussi séduit par l'amour-propre que par son ressentiment contre le maréchal d'Estrées, entreprit de faire donner le commandement au maréchal de Richelieu. Pour y parvenir, il pria le comte de Bernis de lui procurer une audience particulière de madame de Pompadour, et lui ajouta qu'il ne lui ferait pas longtemps un secret de son dessein, mais qu'il le priait de ne pas l'exiger pour le moment. Le comte de Bernis ne força point Duverney de questions, et lui procura la conférence qu'il désirait. Le comte de Bernis n'était pas personnellement suspect; mais sa liaison avec le maréchal de Belle-Isle fit craindre

qu'il ne lui fit part du projet, et que le maréchal, ami de d'Estrées, ne le lui mandat. On verra bientôt que toutes ces petites réserves n'empêchèrent pas l'intrigue de s'éventer.

Duverney exposa son plan au roi, en présence de madame de Pompadour et de Paulmy. Celui-ci, petit fantôme de ministre, n'était pas en état de discuter contre Duverney, ni peut-être de l'entendre. Plus fait pour figurer dans quelque cotterie obscure et crapuleuse que dans un conseil, il ne fut qu'assistant. L'objet était d'attaquer le roi de Prusse par l'Elbe et l'Oder. Les Français et les Impériaux devaient se porter sur Magdebourg; les Suédois et les Russes sur Stettin. Les approvisionnements se faisaient sur la Meuse, le Rhin et le Weser. On prenait toutes les précautions contre les malheurs des guerres éloignées.

Le plan, bien développé, promettait les suites les plus heureuses et les plus sûres; le roi l'approuva fort. Le concours de Duverney était nécessaire pour l'exécution; et le maréchal d'Estrées ne sympathisant pas avec lui, il fallait absolument un autre général. Duverney en fit convenir le roi, et tout de suite proposa le maréchal de Richelieu. Il fit valoir la confiance que le vainqueur de Minorque inspirait aux troupes, dont l'ardent se refroidissait sous le temporisateur d'Estrées. Il ajouta, pour se concilier madame de Pompadour, que le prince de Soubise aurait sous ses ordres trente-cinq mille hommes, à la tête desquels il entrerait en Saxe, l'enlèverait au roi de Prusse, et se ferait la plus haute réputation. Le maréchal d'Estrées, très-brave de sa personne, mais toujours inquiet, a paru timide dès qu'il a commandé en chef. Moins occupé du désir de vaincre que du soin d'assurer sa retraite en cas d'échec, il craignait de s'engager trop avant. Un autre motif l'arrêtait encore. Le marquis de Pnisieux, son beau-père, et Saint-Séverin, ses oracles en politique, lui avaient inspiré leurs préventions contre le nou-

veau système ; et l'on exécute très-mal un plan qu'on n'affectionne pas. Cependant il fallait agir, on ne pas rechercher le commandement. Le roi, presque décidé sur le plan de Duverney, le communiqua au Dauphin, en lui ordonnant d'y réfléchir et de lui en marquer son sentiment par écrit. Ce prince le discuta avec beaucoup de justesse ; et, sur le compte qu'il en rendit, le roi fit assembler le conseil ; et sans y mettre l'affaire en délibération, pour éviter tous les débats sur un parti pris, il ordonna l'exécution du plan proposé.

Le maréchal de Richelieu, qui avait promis à madame de Pompadour tout ce qu'elle avait voulu en faveur du prince de Soubise, fut nommé aussitôt pour remplacer le maréchal d'Estrées, et reçut ordre d'aller prendre le commandement de l'armée. Quelque secret qu'on eût gardé jusque-là avec le maréchal de Belle-Isle, s'il ne l'avait pas absolument pénétré, il en avait assez soupçonné par les comités secrets, les mouvements du maréchal de Richelieu, les déclamations aigres de la comtesse de Marsan, et tant d'indiscrétions de fait qui en disent autant et plus que les paroles ; il en avait, dis-je, assez vu pour écrire au maréchal d'Estrées, son ami, que, s'il voulait avoir l'honneur de sa campagne, il devait se presser, sans quoi un autre lui en ravirait la gloire. Ce fut ce qui lui fit (26 juillet) donner la bataille d'Hastenbeck, où il remporta une victoire qu'il dut principalement à Chevert (1), au marquis de Bréhan, et à quelques autres officiers distingués. Les suites en furent telles, que l'armée ennemie, forcée dans un camp retranché depuis un mois, se retira à vingt lieues du champ de bataille. Hamelen, pourvu de toutes les munitions de bouche et de guerre, se rendit à la première

(1) François de Chevert, né en 1693, maréchal de camp en 1744, lieutenant général en 1748, mort en 1769.

somation. Minden demanda à capituler, et Hanovre envoya ses magistrats régler les contributions.

Le maréchal de Richelieu arriva peu de jours après la bataille, et en aurait eu l'honneur s'il ne se fût pas arrêté à Strasbourg, pour attendre galamment la duchesse de Lauraguais (Mailly), une de ses maîtresses, qui revenait des eaux. Je ne dois pas oublier ici un procédé noble qui ne regarde, il est vrai, qu'un particulier ; mais je n'aursi malheureusement pas assez de ces traits singuliers, pour en fatiguer le lecteur.

Bréhan, colonel du régiment de Picardie, contribua tellement par son exemple à la victoire d'Hastenbeck, que la cour, qui jusque-là avait peu reconnu ses services, lui envoya un brevet de pension de deux mille livres. Bréhan répondit qu'il n'avait jamais désiré de récompenses pécuniaires, et qu'il suppliait le roi de partager cette pension à quelques officiers de son régiment qui en avaient plus de besoin. On lui demanda les noms de ceux qui s'étaient distingués. Sa réponse, que j'ai lue, fut : « Aucun de nous ne s'est distingué, tous « ont combattu vaillamment, et tous sont prêts à recommen- « cer. Je suis donc obligé d'en donner la liste par ordre d'ancienneté. Quant à moi, ce que j'ai demandé jusqu'ici « m'ayant été refusé, ce n'est pas après d'aussi faibles services que ceux du 26 (jour de la bataille) qu'on peut se flatter « de l'obtenir. Je mets et fais désormais consister ma fortune « dans l'estime et l'amitié des soldats, que personne ne peut « m'arracher. »

Le nouveau général ne fut pas si difficile sur l'argent. Comme on connaissait son avidité sur cet article, et qu'on voulait détruire dans les troupes ce vil esprit de rapine qui en fait plutôt des brigands que des soldats, il ne fallait pas que le général en donnât le scandaleux exemple. Le comte de Bernis avait été chargé de proposer au maréchal de Riche-

lieu , avant son départ , de fixer lui-même ses appointements , et de les porter aussi haut qu'il le voudrait. Le maréchal rejeta absolument toute fixation , et , colorant son avarice d'un air de dignité , prétendit qu'il ne devait renoncer à aucun des droits de général , tels que les contributions , les sauvegardes , etc. , et qu'il ne serait pas dit qu'il eût donné atteinte aux prérogatives de sa place. Ce fut avec ces dispositions qu'il partit , et jamais général n'y fut plus constant. N'ayant pu recueillir l'honneur de la victoire , il résolut bien de s'en dédommager par les fruits. Il retira , par toutes sortes de voies , des sommes immenses de la Westphalie et de l'électorat. Les soldats , excités par l'exemple et enhardis par l'impunité , pillèrent partout , et ne nommaient entre eux leur général que *le père la Maraude*. Loin de rougir ni même de cacher ce brigandage , il déploya le plus grand faste à son retour dans Paris. Il s'imaginait être un de ces triomphateurs qui étalaient les dépouilles des vaincus. Il fit bâtir , aux yeux du public , ce pavillon que le peuple nomma et continue de nommer *le Pavillon de Hanovre*.

Le maréchal d'Estrées , après avoir remis le commandement de l'armée à son successeur , revint sans être rappelé , et parut à la cour avec cette noble modestie qui sied si bien au mérite outragé et triomphant.

Les troupes qui restent pendant la campagne à la garde du roi allèrent en corps saluer et complimenter le maréchal. Sa présence déconcertait la cabale ennemie. Il ne s'en prévalut pas. Il rendit compte au roi de l'état de l'armée , et lui demanda la permission d'aller dans ses terres , sans voir le ministre de la guerre , qu'il nommait *cet excrément de Paulmy*. Le roi le laissa libre sur tout.

Cependant le maréchal de Richelieu , profitant de la victoire de son prédécesseur , s'avança dans l'électorat , et fit prendre possession de la capitale par le duc de Chevreuse.

Tout le temps que celui-ci y fut, les habitants n'eurent qu'à se louer de ses procédés nobles, et ont continué de lui donner des éloges après son départ. Les villes de Brunswick et de Wolfenbützel se soumirent. Le duc de Cumberland, fuyant toujours devant le maréchal, lui fit faire plusieurs propositions, auxquelles le maréchal répondit d'abord qu'il n'était pas envoyé pour négocier, mais pour combattre. Sa réponse fut approuvée du roi, et on le lui marqua. Il serait à désirer qu'il eût persisté dans les mêmes sentiments.

A peine ent-il appris qu'on approuvait sa conduite, qu'il en changea. Le duc de Cumberland, réfugié dans Stade avec des troupes effrayées, et près de se voir écraser, fit entamer avec le maréchal une négociation par le comte Lynar, ministre de Danemark et pensionnaire des Anglais. Ce négociateur vint offrir la médiation du roi de Danemark, donna les plus grands éloges au maréchal sur la gloire qu'il aurait de terminer la guerre sans effusion de sang. On lui rappela les titres brillants de pacificateur, de conservateur de Gènes, de vainqueur de Minorque. Le roi de Prusse, dans une lettre que j'ai lue en original, l'enivra des mêmes éloges.

Le maréchal écrivit alors au comte de Bernis qu'il avait dessein d'enfermer l'armée hanovrienne dans Bremen, Verden et Stade, ajoutant qu'il en avait déjà fait part au président Ogier, notre ministre en Danemark. Celui-ci, ne doutant point que le maréchal ne fût autorisé par notre cour, avait agi en conséquence auprès du roi de Danemark.

Peu de jours après la lettre écrite au comte de Bernis (8 septembre), et sans en attendre de réponse, le maréchal conclut la fameuse convention de Closter-Seven, par laquelle les Français restant maîtres de l'électorat de Hanovre, du landgraviat de Bremen et de la principauté de Verden, les troupes de Brunswick, de Hesse, de Saxe-Gotha, et généralement tous les alliés de Hanovre, devaient se retirer dans leurs pays

respectifs, garder la plus parfaite neutralité jusqu'à la fin de la guerre, et que les Hanovriens passeraient au delà de l'Elbe.

Il faut observer que le duc de Cumberland et le maréchal n'étaient autorisés ni l'un ni l'autre de leurs maîtres; aussi les événements réduisirent-ils bientôt cette convention à sa juste valeur, en la rendant illusoire. C'est la faute la plus capitale qui se soit faite dans cette guerre, et qui fut la source de tous nos malheurs. La cour de Vienne et la Suède la blâmèrent hautement. Nous aurions dû prendre le même parti, rappeler le maréchal, qui n'en aurait pas été quitte pour cela chez les Anglais, et lui substituer un vrai général, Le comte de Maillebois (1), qui servait sous le maréchal, obéit en silence à tout ce qu'il voulut, et se garda bien de s'opposer à une faute qui devait naturellement perdre son général, dont il aurait alors pris la place. C'est ainsi que nos généraux en ont usé les uns à l'égard des autres dans le cours de cette guerre. Tous se sont montrés ignorants ou mauvais citoyens. Ceux qui auraient supposé que le traité de Closter-Seven devait perdre le maréchal de Richelieu auraient fait beaucoup trop d'honneur à notre gouvernement. Le comte de Bernis vit clairement que le maréchal avait donné dans un piège, mais qu'à la fin d'une campagne il n'y avait d'autre remède que d'autoriser le général, dans la crainte qu'en le désavouant on ne fournit aux ennemis le prétexte de violer la convention à la première circonstance favorable. On lui envoya donc sur-le-champ les pouvoirs de ratifier, en lui recommandant surtout de prendre les précautions nécessaires pour faire exécuter un traité qui aurait dû être une capitulation militaire, et qu'il avait eu la sottise de rendre une convention politique, dont

(1) Yves-Marie Desmarests, comte de Maillebois, né en 1715, lieutenant général en 1748, mort en 1791.

l'exécution dépendrait de la bonne foi des Anglais, puisqu'elle avait besoin de leur ratification.

Lorsque les suites malheureuses de cette convention la firent reprocher au maréchal, il prétendit qu'on lui avait trop fait attendre notre ratification, et que par là on lui en avait fait perdre le fruit. Il est vrai que le *parallèle de la conduite du roi et de celle de l'Angleterre*, que notre ministère fit imprimer quelques mois après, charge peu ou même ne charge point le maréchal; mais on avait alors intérêt d'établir l'authenticité d'une convention dont nous voulions reprocher la violation aux Anglais. Ajoutons que l'ouvrage a été fait par Bussy, créature et jadis secrétaire du maréchal.

D'ailleurs on n'ignore pas les ménagements que notre cour a toujours pour les grands coupables. Ceux qui pourraient les punir sentent qu'ils ont ou auront eux-mêmes un jour besoin d'une pareille indulgence.

Le duc de Duras, que le maréchal envoya porter à la cour ce grand ouvrage, fut accueilli. Il sollicitait depuis longtemps la place de premier gentilhomme de la chambre : croirait-on que d'être porteur d'une telle pièce fut ce qui lui fit donner la préférence sur son concurrent le duc de Nivernais, à qui il aurait peut-être dû la céder en reconnaissance des procédés qu'il en avait éprouvés, et qui depuis a fait la paix la plus difficile, sans en avoir eu d'autre récompense que l'estime publique ?

Pendant que nous perdions en Allemagne le fruit de nos succès, les Anglais tâchaient de réparer leurs pertes. La mort de Byng, exécuté le 14 mars à la vue du peuple, lui persuada que le malheur de Minorque n'était que le crime d'un particulier.

Une flotte formidable, commandée par l'amiral Hawke, et portant vingt mille hommes de débarquement, sous les ordres du général Mordaunt, parut sur les côtes d'Aunis le 24 sep-

tembre , et mouilla le 23 à l'île d'Aix , à l'embouchure de la Charente. Depuis longtemps le vieux du Barail , un de nos vice-amiraux , qui ne pouvait plus servir sa patrie que par ses conseils , sollicitait notre ministère de mettre cette île en état de défense. Il en présentait des plans qui n'exigeaient pas une grande dépense ; mais il ne fut pas écouté , ou l'argent qu'il fallait parut peut-être plus nécessaire à quelque fille de cour. Nous avons éprouvé les effets de cette négligence , et l'on ne songera pas à la réparer à la première guerre. Les Anglais se proposaient de détruire les magasins de Rochefort , de s'emparer de la Rochelle , de porter le fer et le feu par toute la côte. Ils pouvaient réussir dans une partie de leurs projets , mais la contenance du peu de troupes ramassées sur les côtes les tint en respect. Ils n'osèrent tenter la descente , et après avoir jeté quelques bombes perdues , ils reprirent , le 1^{er} octobre , la route d'Angleterre. Milord Holdernes , longtemps ministre , avec qui j'en ai parlé depuis à Londres , m'a dit que de toutes les entreprises qui s'étaient faites sur nos côtes , c'était la seule qu'il eût approuvée , et qui dût réussir si elle eût été mieux conduite.

Les Anglais n'étaient pas plus heureux dans le Canada. Le marquis de Vaudreuil détruisit leurs forts sur la Belle-Rivière , brûla plusieurs bâtimens et magasins où ils avaient des munitions pour quinze mille hommes. Il chargea le marquis de Montcalm d'assiéger le fort Saint-Georges , pourvu de tout et défendu par trois mille hommes , partie dans le fort , partie dans un camp retranché joignant le fort. Montcalm s'en rendit maître après cinq jours de tranchée ouverte , et le rasa aussitôt. L'amiral Holbourne tenta le siège de Louisbourg , mais il fut accueilli d'une si furieuse tempête , qu'un de ses vaisseaux de soixante-dix pièces de canon fut brisé contre les rochers. La partie la plus maltraitée de sa flotte se réfugia dans les colonies , l'autre revint en Angleterre.

Jusqu'ici nous avons fait des fautes, nous n'avions pas tiré avantage de nos succès, mais nous n'avions pas éprouvé de malheurs. Les affaires changèrent bientôt de face. Le roi de Prusse, laissant un corps de troupes pour garder la Saxe, marcha dès le mois d'avril vers la Bohême. Le 5 mai, il se trouva en présence de l'armée autrichienne, commandée par le prince Charles de Lorraine, beau-frère de l'Impératrice-reine, ayant sous lui le feld-maréchal comte de Brunn. Le lendemain 6, il attaqua, à la tête de cent mille hommes, le prince Charles, qui en avait environ cinquante mille. La victoire se déclara pour les Prussiens; mais ils ne purent empêcher que les débris de l'armée vaincue se réfugiassent, au nombre de trente-cinq à quarante mille hommes, dans Prague, assez bien pourvue de munitions. Une garnison si nombreuse n'imposa point au roi de Prusse: il en forma le siège. Brunn, quoique mortellement blessé dans le dernier combat, donnait, avec la plus grande tranquillité d'esprit, les ordres pour la défense de la place; mais Frédéric n'en pressait le siège qu'avec plus d'activité. Il fit jeter une prodigieuse quantité de bombes et tirer tant de boulets rouges que tout était embrasé ou bouleversé dans la ville. Le siège durait depuis six semaines, lorsque le maréchal comte de Daun, ayant rassemblé une armée, s'avança pour dégager Prague. A la vue de celle de Prusse, il fit une marche rétrograde, pour donner à quelques troupes le temps de le joindre, et pour n'attirer contre lui qu'une partie des Prussiens. Frédéric prit cette manœuvre pour une marque de timidité, et, laissant au maréchal Keith la conduite du siège, marcha avec le prince de Bevern au-devant du comte de Daun. Celui-ci, avantageusement posté à Costernitz, attendit les Prussiens sans branler. Ils l'attaquèrent avec impétuosité à quatre reprises différentes, et quatre fois ils furent repoussés avec perte. A la cinquième attaque, Daun s'apercevant que les assaillants se rebutaient et perdaient du

terrain, saisit ce moment pour les attaquer à son tour. Il les chargea si vigoureusement, qu'il les culbuta les uns sur les autres, et les mit en déroute. Le roi de Prusse, ne pouvant rallier ses troupes, se retira précipitamment.

A cette nouvelle, le prince Charles sort et attaque le maréchal Keith dans ses lignes, force les retranchements (20 juin), tue plus de deux mille hommes, et met le reste en fuite. Six jours après, Brunn mourut dans Prague des blessures qu'il avait reçues à l'action du 6 mai, avec la consolation d'avoir vu venger sa défaite. Le roi de Prusse, ne pouvant pas tenir la campagne, distribua son armée en Silésie et dans la Saxe, et abandonna la Bohême. Cet échec fut suivi de plusieurs autres. Les Russes entrèrent dans la Prusse ducal. Le général Haddik, à la tête d'un corps d'Autrichiens, pénétra dans le Brandebourg, poussa jusqu'à Berlin, et y leva des contributions. La terreur fut telle à son approche, que la famille royale, craignant d'être enlevée, se réfugia dans Spandau, et, ne s'y croyant pas encore en sûreté, alla se renfermer dans Magdebourg.

Les États de l'Empire, qui, d'abord consternés des conquêtes rapides du roi de Prusse, n'avaient osé se déclarer, s'empressèrent de fournir leur contingent. Cette armée combinée, sous le commandement du prince de Saxe-Hilpershausen, joignit en Saxe celle que commandait le prince de Soubise.

D'un autre côté, les Suédois étaient entrés dans la Poméranie prussienne, dont ils occupaient plusieurs places.

Tout annonçait la perte du roi de Prusse. Les différentes armées qui le pressaient, sans rien hasarder qui pût lui fournir l'occasion de déployer ses talents militaires, l'auraient réduit à demander la paix aux conditions qu'on eût voulu lui imposer. Ce fut dans cette détresse qu'il contribua par ses éloges à séduire le maréchal de Richelieu, et à le porter à la convention de Closter. Aucun prince ne connaît mieux les

hommes que lui, n'a plus l'art de les corrompre, ou de tirer parti de leur corruption. J'ajouterai (car je dois une justice impartiale à nos ennemis comme à nous) que les situations fâcheuses où le roi de Prusse s'est trouvé ne lui ont jamais fait perdre le courage, ni la présence d'esprit qui sait l'appliquer. Il conservait au milieu de ses revers un ton de plaisanterie qui marque un homme qui jouit pleinement de son âme. *Si je suis dépouillé de tout, disait-il, je me flatte du moins qu'il n'y a point de souverain qui ne veuille bien me prendre pour son général d'armée.*

Ayant su que le roi d'Angleterre, étonné de nos succès, montrait du penchant pour la paix, il lui écrivit, et fit répandre cette lettre fière, dans laquelle il le rappelle à leurs engagements mutuels, et lui parle en supérieur. Je voudrais pouvoir donner les mêmes éloges à sa morale qu'à ses qualités brillantes. Celles-ci ont fait une telle impression sur l'imagination française, que la plupart de nos officiers, en marchant contre lui, tenaient tous les propos qui pouvaient refroidir le courage de leurs soldats. Lorsque ce prince eut repris l'ascendant, on rencontrait dans les sociétés, les cercles, les promenades, les spectacles de Paris, plus de Prussiens que de Français. Ceux qui s'intéressaient à la France étaient presque réduits à garder le silence. Il est vrai que, dans la guerre précédente contre la reine de Hongrie, ces partisans de Frédéric avaient également été Autrichiens; au lieu que, dans les disgrâces de Louis XIV, nous ressentions nos malheurs, mais les vœux de tous les Français étaient toujours pour la nation. On n'entendait point retentir dans Paris les éloges d'Engène et de Marlborough. Peut-être le gouvernement doit-il s'imputer le changement qui est arrivé. Quand un peuple manifeste son estime pour un ennemi, quelque estimable qu'il soit, c'est toujours la preuve du mécontentement national. Le ministre ne doit s'en prendre qu'à soi-même : quand le cœur

des sujets se détache, il commet le plus grand des crimes.

Le roi de Prusse, sans trop se flatter de triompher de tant d'ennemis puissants, n'oubliait rien pour y parvenir. Il tâchait de persuader aux protestants que leur religion était très-intéressée dans cette guerre. Malgré l'indifférence ou même le mépris qu'il affichait pour les différentes communions, il se portait pour le protecteur du protestantisme. Il est certain que les protestants ne pouvaient s'accoutumer à regarder comme tel l'électeur de Saxe, depuis que le roi Auguste, et son fils ensuite, avaient abjuré leur religion pour obtenir le titre précaire de rois de Pologne, que leur postérité ne gardera pas.

Les protestants de l'armée de l'Empire ne marchaient qu'à regret contre le roi de Prusse. Ce prince, toujours maître de la Saxe, avait rassuré son armée et se tenait en état de défense, en attendant l'occasion d'attaquer; elle ne tarda pas à se présenter.

Le plan de campagne prescrit au prince de Soubise était de harceler les Prussiens sans engager d'actions, et il n'était pas fort porté à outre-passer ses ordres. Il demandait depuis l'ouverture de la campagne le renfort que le maréchal de Richelieu s'était engagé de lui fournir, et qu'il ne se pressait pas d'envoyer. Celui-ci, malgré les fureurs de madame de Pompadour, prenait toutes les mesures possibles pour faire échouer le prince de Soubise. Après avoir si mal à propos fait la convention de Closter-Seven, il l'assurait encore plus mal. Au lieu de rester en force pour la faire exécuter, il laissa Villemur avec six bataillons et six escadrons, pour contenir quarante-cinq mille hommes, qui certainement saisiraient la première occasion de violer le traité. Sous prétexte d'aller lui-même secourir Soubise, il marcha pendant quatorze jours à Halberstadt, et y demeura six semaines. Ce qui prouve qu'il y avait dans sa conduite autant d'incapacité que d'arti-

fice, c'est qu'il fut tout ce temps-là oisif à six lieues de Magdebourg, où il savait qu'il n'y avait pour toute défense que deux mille hommes de recrues. Il se détermina enfin à envoyer trente bataillons au prince de Soubise, en garda cinquante avec un corps de cavalerie, et sépara le reste, qu'il mit en quartier sur les bords du Rhin, sous prétexte du défaut de subsistances, qu'il avait vendues ou dissipées.

Depuis que le prince de Soubise eut joint son armée à celle de l'Empire, il se trouva, comme simple auxiliaire, subordonné au prince de Saxe-Hilpershausen, général de l'armée impériale. Il fut sur le point d'être enlevé par un parti prussien, et ne fut manqué que d'un quart d'heure. La France n'eut pas ce bonheur-là; mais il ne tint qu'au prince de Soubise de s'apercevoir qu'il était trahi par la cour de Gotha et par Hilpershausen, livré d'inclination et peut-être vendu au roi de Prusse.

Frédéric, attentif à tout ce qui se passait, jugea qu'il avait peu à craindre de l'armée de l'Empire, composée de parties discordantes, mal organisée, et encore plus mal affectonnée à la cause commune. Il s'avança en se postant toujours avantageusement. D'un autre côté, Paris et la cour criaient contre la conduite timide du prince de Soubise. Sa sœur, la comtesse de Marsan, avait peine à la défendre.

La réputation du général français n'imposait pas plus à Frédéric qu'elle n'inspirait de confiance à nos troupes. Après avoir vaincu plusieurs fois les Autrichiens, il aurait été très-flatté de remporter quelque avantage sur les Français; mais il ne voulait rien risquer légèrement. Il savait combien son premier succès, bon ou mauvais, influait parmi nous sur la suite d'une guerre. Ce fut avec ces dispositions, et les mesures les mieux prises dans le poste le mieux choisi, qu'il se campa en face de l'armée impériale.

Soit imprudence, soit présomption, soit intelligence avec

le roi de Prusse, le prince d'Hilpershausen voulut l'attaquer. On tint plusieurs conseils, et le prince de Soubise, fidèle à ses instructions, répugnait beaucoup à risquer la bataille. Revel, cadet du duc de Broglie, emporté par la valeur naturelle à leur famille, appuyait vivement l'avis d'Hilpershausen. Le prince de Soubise résistait encore. Ce qui le décida fut un billet que le marquis de Stainville, depuis duc de Choiseul, notre ambassadeur de Vienne, lui écrivit, et par lequel il lui conseillait et le pressait de combattre. Je tiens ce fait d'un ministre à qui Stainville l'a dit, dans un de ces moments d'indiscrétion qui lui sont plus familiers que la sincérité, et qui la trahissent quelquefois.

Le prince de Soubise consentit donc à la bataille de Rosbach, et la perdit avec toutes les circonstances dont il y a tant de relations. Revel, n'ayant pu vaincre, a'y fit tuer. Je ne m'arrêterai pas sur ce malheureux événement, ni à peindre l'embarras des courtisans, la honte des favoris, les cris du public, l'indignation des bons citoyens. *Pourquoi*, disaient les plus indulgents, *le prince de Soubise ne se borne-t-il pas à sa réputation d'honnête homme, respectueux pour le roi, dont il est aimé, affable, obligeant, inaccessible à la cupidité, au lieu d'ambitionner un commandement dont il est incapable?* La seule consolation était que cette première campagne serait sa dernière et qu'il se ferait lui-même justice. On se rappelait qu'après la déroute de Ramillies, Louis XIV avait assez respecté la nation pour rappeler le maréchal de Villeroi, qu'il aimait et qui était soutenu par madame de Maintenon. Madame de Pompadour n'eut pas la même discrétion; elle voulait porter son ami à la place de connétable; mais il fallait du moins une victoire, et la faveur n'en fait remporter qu'à la cour. On ne rougit point de calomnier les troupes pour disculper le général. L'incapacité prouvée du prince de Soubise ne l'empêcha pas d'être maréchal de France l'année suivante, et de con-

tiuer de commander. Peudaut que le roi de Prusse triomphait à Rosbach, il perdit la Silésie. Le général Nadasti avait pris Schweidnitz, et le prince Charles, secondé de ce général, attaqua, le 22 novembre, le prince de Bevern, le força dans un camp retranché près de Breslau, lui fit beaucoup de prisonniers, et deux jours après entra dans Breslau même.

Le roi de Prusse, à la tête de son armée, part avec une diligence incroyable, arrive en Silésie, joint Bevern, attaque le prince Charles près de Lissa le 5 décembre, et remporte la victoire la plus complète. L'action dura peu ; mais près de quarante mille hommes furent pris ou dispersés, et Frédéric entra dans Breslau. Dès ce moment, le roi de Prusse parle en vainqueur et annonce des projets de vengeance contre les États de l'Empire qui avaient fourni leur contingent. Il se proposait surtout de ravager les électors ecclésiastiques, ce qu'il appelait *faire une course dans la rue des prêtres*. Ces trois États, qui font nombre dans les diètes, n'en valent pas un eu campagne. Le comte d'Argensou, dans son exil, instruit de tout par son neveu Paulmy, saisit ce moment pour faire répandre dans Paris un mémoire assez bien fait contre le traité de Versailles, et qui le paraissait encore mieux par les circonstances où l'on affectait de le produire. Le petit nombre de ceux qui n'avaient pas approuvé le traité déclamèrent hautement contre ceux qui l'avaient regardé comme le chef-d'œuvre de la politique, oublièrent ou désavouèrent leurs éloges, et le gros du public, qui ne peut se décider que par les événements, le regarda comme la source de nos malheurs.

A la première nouvelle de la déroute de Rosbach, le comte de Bernis, qui n'avait pas été le plus vif partisan du traité, quoiqu'il l'eût signé, jugeant que rien ne pouvait réussir avec un conseil divisé et des généraux incapables, déclara ouvertement au roi qu'on ne devait pas se flatter de faire la guerre plus heureusement qu'on ne l'avait commencée ; que la France

ni l'Impératrice n'avaient point de généraux à opposer au roi de Prusse et au prince Ferdinand de Brunswick ; qu'il fallait donc se presser de faire la paix, et réserver pour des conjonctures plus favorables les effets du traité d'amitié qui pourrait encore subsister.

Madame de Pompadour, regardant le traité comme son ouvrage et l'Impératrice comme une amie, se révolta contre la proposition du comte de Bernis, pour qui, dès ce moment, elle commença à se refroidir. Elle se récria sur la honte et le danger d'abandonner l'Impératrice, qui, dans ce moment, venait de reconquer presque toute la Silésie, car l'affaire de Lissa n'était pas encore arrivée. Elle ajouta que cette princesse pourrait, dans son mécontentement, traiter avec le roi de Prusse et s'unir avec l'Anglais contre nous. Le roi, plus piqué que découragé de l'affaire de Rosbach, n'était pas porté pour la paix, et venait d'écrire une lettre de consolation au prince de Soubise. Il sentait de plus la difficulté de déterminer l'Impératrice à la paix, ou même de la lui proposer.

Sur ces entrefaites, on apprit la déroute des Antrichiens à Lissa. Le comte de Bernis profita de cette circonstance, et représenta au roi que dans la consternation où se trouvait la cour de Vienne, il ne serait pas impossible de la déterminer à la paix. Les Hanovriens, les Hessois et leurs alliés, enhardis par nos disgrâces et par les succès du roi de Prusse, rompirent la convention de Closter et fournirent au comte de Bernis de nouveaux moyens de solliciter pour la paix ; et, le conseil se trouvant du même avis, le roi permit d'entamer la négociation avec l'Impératrice. Nous verrons quel en fut le succès.

Le maréchal de Richelieu, voyant les suites de sa convention, en craignit encore de plus funestes et passa de la confiance à la crainte. Il fit proposer par Dumesnil, son protégé, au prince Ferdinand, une neutralité pour l'hiver entre les Français et les Prussiens. L'Impératrice en fut indignée, en

écrivit au roi, et le maréchal eut défense de passer outre. Le roi de Prusse ne laissa pas de se servir de la proposition seule pour inspirer contre nous des défiances que nos projets de conciliation pouvaient encore augmenter.

Le maréchal de Richelieu partit alors d'Halberstadt avec ce qu'il avait de troupes, et rappela celles qu'il avait envoyées en quartier sur le Rhin. A peine y étaient-elles arrivées, que la longueur des marches, la rigueur de la saison, au mois de décembre, en fit périr une partie. Lorsqu'elles furent rassemblées, il tint conseil de guerre sur le parti qu'il y avait à prendre. Tous les officiers, voulant se rapprocher de la France, opinèrent pour l'évacuation de l'électorat; le maréchal seul s'y opposa, et marcha, le 25 décembre, au prince Ferdinand, qu'il fit reculer.

Les deux armées rentrèrent alors dans leurs quartiers. Le maréchal manda, avec sa confiance ordinaire, que les siens étaient inattaquables, et revint à la cour, où la crainte de sa cabale, dont les femmes ont toujours fait la force, le firent recevoir mieux que le public ne s'y attendait. Il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il ne commanderait pas la campagne suivante, et crut remarquer qu'une mauvaise disposition à son égard perçait à travers l'accueil qu'on lui faisait. Les propos publics sur ses exactions ne lui donnèrent ni remords ni honte; il alla dans son gouvernement de Guyenne, et obéra encore cette province par les dépenses et les profusions qu'il en exigea pour sa réception et son séjour. Au défaut des victoires, il se procurait des triomphes.

Lorsqu'il partit pour la Westphalie, il aurait trouvé bon que je le suivisse; le cardinal de Bernis m'en dissuada, et lui sauva le ridicule d'avoir emmené l'historiographe, qui n'aurait eu que des fautes à écrire.

Pendant qu'on prenait des mesures pour amener l'Impératrice à une conciliation, le comte de Bernis, au cas que l'on

ne pût persuader la cour de Vienne, négociait avec la cour de Danemark une union d'armes. Elle se traitait de cabinet à cabinet par le président Ogier et sans la participation de Vedelfrise, ministre de Danemark à notre cour. Les conditions étaient de céder l'Ostfrise à cette puissance avec six millions d'avance et en déduction des subsides ordinaires. Lorsqu'il fallut les payer, le contrôleur général manqua totalement à la parole qu'il avait donnée. Nous eûmes, à la vérité, l'avantage d'empêcher par là le Danemark d'accepter les offres des Anglais; mais cela ne fit pas honneur à notre gouvernement.

On engagea aussi le duc de Mecklembourg à nous donner un passage sur l'Elbe et une communication avec les Suédois.

On ne pouvait pas alors être plus mal que nous ne l'étions en ministres de la guerre et des finances, le marquis de Paulmy et Moras : celui-ci absolument nul, l'autre incapable et quelque chose de pis. Ils se firent eux-mêmes justice, et se retirèrent. On a vu des ministres chassés par l'intrigue ou par la haine publique; ceux-ci le furent par le mépris, ce qui les priva de l'honneur de l'exil. Le public ne fait pas les ministres, mais quelquefois il les renverse. Les gens en place, au lieu de payer les délateurs, devraient avoir des agents fidèles qui leur rendissent compte des jugements du public, au lieu de calomnier des particuliers.

Le contrôle général fut donné à Boulogne, et le ministère de la guerre au maréchal de Belle-Isle, qui prit pour adjoint Crémille, lieutenant général, honnête homme et instruit, frère de la Boissière, trésorier des états de Bretagne, où il sera longtemps regretté.

Pour fortifier le conseil dans ces différentes parties, le cardinal de Bernis proposa le rappel de l'ancien garde des sceaux Chauvelin (1) et du comte de Maurepas; le premier fut rejeté

(1) Germain-Louis de Chauvelin, né en 1685, garde des sceaux et ministre des affaires étrangères, mort en 1762.

par le roi, l'autre par madame de Pompadour. Le comte de Bernis essaya du moins de faire admettre Gilbert pour les affaires concernant le parlement, où il jouait alors un grand rôle; madame de Pompadour fit adjoindre Berryer (1), dont elle voulait faire son homme d'affaires. Il est sûr qu'il les fit mieux que celles de l'État; elle en fit depuis un ministre de la marine. Dans cette place, à force de grossièretés, il parvint à se faire détester, sans avoir l'honneur de se faire craindre; il eut enfin celle de garde des sceaux, au scandale de la haute magistrature, à la dérision de la cour, et sans mérite qui pût réparer sa naissance. Il est mort en faveur, et il n'était pas fait pour la perdre. Madame de Pompadour l'avait tiré de la police de Paris pour le transplanter à la cour, où il parut toujours étranger. On a remarqué que la lieutenance de police est un grand titre de faveur auprès de madame de Pompadour, par les secrets qu'on veut dévoiler. Je crois pourtant qu'un lieutenant de police réussit autant, par les choses qu'il lui cache sur elle que par celles qu'il lui confie sur tout le reste. On prétend que Berryer n'a pas peu contribué à la disgrâce du comte d'Argenson par l'interception d'une lettre à la comtesse d'Estrades, où madame de Pompadour était maltraitée et le roi peu ménagé.

Le comte de Bernis essaya inutilement de faire entrer au conseil le duc de Nivernais; la connaissance qu'on avait de ses talents ne put triompher de la répugnance que madame de Pompadour a toujours eue pour ceux qui sont liés de sang ou d'amitié avec le comte de Maurepas, et le duc de Nivernais avait ce double titre de réprobation.

Quoique le comte de Bernis eût reçu l'ordre de traiter de la paix entre les cours de Vienne et de Berlin, ou du moins de nous dégager de cette guerre, il sentait bien que cet ordre

(1) Nicolas-René Berryer, lieutenant de police en 1743, ministre de la marine en 1758, garde des sceaux en 1761, mort en 1762.

n'était qu'une permission arrachée au conseil. Le conseil et surtout le Dauphin désiraient la paix ; mais le roi n'y était pas fort porté, et madame de Pompadour en était très-éloignée. Elle désirait toujours, contre le vœu public, de faire commander son cher Soubise, qui prétendait effacer la honte de Rosbach.

On avait arrêté qu'il y aurait un corps de deux mille quatre cents hommes avec lequel il joindrait le général Daun.

Le comte de Clermont, prince, fut nommé pour remplacer le maréchal de Richelieu. On crut qu'un prince du sang, respectable par sa naissance, estimé par sa valeur, inspirerait de la confiance aux troupes, ou du moins rétablirait la discipline et proscrirait le caractère de brigandage qui avait passé du général aux soldats. Il se rendit dès le commencement de février à Hanovre, et, dès le 28, n'étant pas en état, avec des troupes ruinées par les maladies, de faire face au prince Ferdinand, il évacua l'électorat, pour se rapprocher du Rhin et des subsistances.

Le prince Ferdinand commandait les Hanovriens, unis aux troupes de Hesse et de Brunswick, depuis la rupture de la convention de Closter.

Le roi d'Angleterre avait désavoué le duc de Cumberland, son fils, quoique le roi de Danemark fût dépositaire des paroles données. Le duc de Brunswick, fidèle à la sienne, donna ordre à son fils de ramener ses troupes, et par là condamnait hautement les infractions de la convention. Le prince Ferdinand n'eut aucun égard aux ordres de son père, et força les Brunswickois de s'unir aux autres. Le premier exploit de ce prince avait été de prendre Harbourg, où Pereuse fit la plus belle défense, et, résolu de s'ensevelir sous les ruines, obtint du prince la capitulation la plus honorable.

Les places que les Français abandonnaient successivement inspiroient de plus en plus la confiance aux ennemis. Le prince

Ferdinand poussa le comte de Clermont jusqu'au delà du Rhin, lui livra bataille à Crevelt (23 juin), et resta maître du champ de bataille. Cette affaire fut d'autant plus malheureuse, que, si le comte de Clermont ne se fût pas retiré, les ennemis se retireraient eux-mêmes. Le comte de Gisors, fils du maréchal de Belle-Isle, y fut tué à vingt-cinq ans. Ce fut une perte nationale. Ce jeune homme, dans un âge où les meilleurs sujets ne donnent que des espérances, était regardé comme un capitaine expérimenté et un homme d'État.

Je vais présenter rapidement les principaux faits militaires, dont les écrivains des différentes nations et les mémoires particuliers donneront assez de détails. Je m'étendrai davantage sur des intrigues de cour, qui sont les vrais ressorts des plus grands événements, et dont j'ai été à portée de m'instruire.

Le prince de Soubise, pour obliger le prince Ferdinand à repasser le Rhin et venir au secours de son pays, entra dans la Hesse, et battit (23 juillet) un corps de troupes commandé par le prince d'Isenbourg.

Le premier succès du prince de Soubise fut suivi d'un autre (10 octobre) près de Lauterbourg, et fournit le prétexte de lui donner le bâton de maréchal. Il le dut principalement au lieutenant général Chevert, officier de fortune, et qui aurait le même honneur, si ceux de ses concurrents qui n'ont que de la naissance n'étaient parvenus à persuader qu'elle doit l'emporter sur le mérite. Il faut du moins que l'histoire le dédommage en lui rendant justice.

Le comte de Clermont fut si consterné de sa défaite, qu'il voulait toujours remener son armée en arrière et abandonner les Pays-Bas aux Prussiens. Le roi le lui défendit, et le rappela, sous prétexte de lui permettre de revenir pour sa santé. Contades prit la place, et pour lui donner plus d'autorité, on le décora de la dignité de maréchal de France.

Dans le cours de cette guerre, chaque général en faisait dé-

sirer un autre pour le remplacer, sans qu'on sût où le prendre, et nous n'étions pas plus heureux sur mer que sur terre. La Clue, sans autre mérite que d'avoir été gouverneur du duc de Penthièvre, amiral de France, est chargé du commandement d'une escadre approvisionnée de tout, et, après s'être laissé bloquer dans Carthagène pendant près de six mois, il rentre dans Toulon avec la moitié de son escadre en désordre; ce qui ne serait pas arrivé, si le commandant et la plupart de ses officiers se fussent conduits aussi vaillamment que le comte de Sabran. J'ai vu le roi, au retour de cet officier à Versailles, le présenter à toute la cour, en disant : *Voilà un des premiers gentilshommes et des plus braves de mon royaume.* Cet accueil est sans doute une récompense précieuse et digne d'un Français; mais aucun des autres officiers n'a éprouvé la moindre marque de mécontentement. Les rois d'Angleterre et de Prusse, en conséquence de leur traité, renouvelé le 11 avril de cette année, faisaient les plus grands efforts pour attaquer en même temps et de toutes parts la France et l'Impératrice. Louisbourg, qu'une tempête avait défendu l'année précédente contre les Anglais, tomba celle-ci en leur pouvoir. Cette place, pour laquelle on avait employé ou fourni des sommes immenses, était si peu fortifiée, que les bêtes de somme y entraient aussi facilement par les brèches des murailles que par les portes.

En Europe, l'amiral Anson parut sur les côtes de France avec une flotte de vingt-six vaisseaux de ligne, douze frégates, une quantité de brûlots et de galiotes à bombes, et cent vaisseaux de transport qui portaient seize mille hommes de débarquement commandés par le lord Marlborough. Anson, avec vingt vaisseaux, bloqua le port de Brest, et Marlborough, avec le reste de la flotte, vint débarquer à Cancale le 7 juin, s'avança vers Saint-Malo, et, le 7, s'empara du faubourg de Saint-Servan, qui n'est séparé de la ville que par

le port. Il brûla les corderies, les magasins, et près de quatre-vingts bâtiments marchands ou corsaires; mais il n'osa attaquer la ville; et, sur la nouvelle que les troupes de la province s'avançaient au secours, il se rembarqua (10 juin), fut retenu par les vents jusqu'au 22 à Cancale, et repassa en Angleterre.

La même flotte repartit d'Angleterre peu de temps après (30 juillet). Anson bloqua une seconde fois le port de Brest, et l'amiral Howe vint mouiller (6 août) devant Cherbourg, commença par bombarder la ville, et le lendemain débarqua ses troupes, sous le commandement de Bligh, qui avait succédé dans ce poste au lord Marlborough. Bligh entra sans obstacle dans une ville ouverte, enleva ce qu'il y avait de canons, brûla vingt-cinq à trente vaisseaux marchands, obligea la ville de se racheter du pillage par une forte contribution, ravagea les campagnes voisines, et se rembarqua le 4 septembre à Saint-Lunaire, à deux lieues de la ville, dont ils étaient séparés par la rivière de Rance. Les forts avancés empêchant les Anglais de rien tenter contre la place, ils pillèrent et ravagèrent les campagnes avec férocity. Marlborough avait exercé des rigueurs que la guerre autorise; mais Bligh se conduisit en brigand, et il acheva dans sa fuite d'en montrer le caractère.

Quoiqu'il eût dans une forte armée l'élite des troupes anglaises, un corps de volontaires de la première qualité, parmi lesquels se trouvait même le prince Édouard, frère du roi d'aujourd'hui, Georges III, il prit l'épouvante aux approches de quelques régiments et des milices formées de gardes-côtes, de paysans ramassés à la hâte, et conduites par des gentilshommes bretons, et ne songea plus qu'à se rembarquer précipitamment. Si le duc d'Aiguillon (1), commandant en chef

(1) Armand-Vignerod-Duplessis-Richelieu, duc d'Aiguillon, vainqueur des Anglais à Saint-Cast; pendant la bataille, il se cacha, dit-on,

dans la province, eût répondu au zèle des habitants, il ne se serait pas embarqué un Anglais. Il craignit de se commettre dans une occasion où une gloire facile venait s'offrir d'elle-même. Je n'ai jamais eu qu'à me louer de lui; je voudrais avoir à lui rendre une justice plus favorable; mais je dois encore davantage à la vérité et à la patrie. Quand il fut à portée de combattre, il ne voulait profiter de la terreur de l'ennemi que pour en hâter la retraite. Il ignorait combien une attaque audacieuse peut augmenter la frayeur d'un ennemi qui, se croyant une ressource pour la fuite dans ses vaisseaux, y court en désordre et ne cherche pas son salut dans le désespoir.

Les Anglais se pressaient de s'embarquer, et les Bretons frémissaient de voir échapper de leurs mains la vengeance qu'ils pouvaient tirer de leurs ennemis. M. d'Aubigny, qui servait sous le duc d'Aiguillon, las de demander et impatient de ne point recevoir l'ordre d'attaquer, engagea l'action en faisant marcher en avant le régiment de Boulonnais. Les gentilshommes bretons, qui formaient un corps de volontaires, se joignirent au premier rang des grenadiers.

Le chevalier de la Tour-d'Auvergne, colonel de Boulonnais, voyant la manœuvre des gentilshommes, quitta son poste du centre, et vint leur demander la permission de se mettre à leur tête. Les régiments de Brie, de Marbœuf, le bataillon de milice, accourent. Les Français, attaquant les Anglais dans leurs retranchements, malgré le feu de la mousqueterie et celui du canon de la flotte, les dépostent, les poussent jusque dans la mer, y entrent jusqu'à la ceinture, où l'on combat corps à corps. Le carnage y fut grand; plus de vingt mille Anglais furent tués ou noyés; un pareil nombre, qui ne put regagner

dans un moulin, ce qui fit dire à la Chalotais : « Notre général s'est couvert de farine »; ministre des affaires étrangères après Choiseul, exilé en 1775, mort vers 1785.

la flotte , eherehait à fuir en grim pant à travers les rochers , et fut pris après le combat.

On vit , dans cette occasion , ce que peut la persuasion la plus légère d'avoir une patrie.

Les Anglais , dans leur descente en Normandie , province qui fournit autant qu'aucune autre d'excellents soldats , ne trouvèrent aucune défense de la part des habitants. En Bretagne , les paysans s'assemblent ; quarante-cinq , embusqués dans des haies , arrêtent un corps de troupes anglaises à un passage , coupent ou retardent leur retraite , donnent le temps aux nôtres d'arriver , et contribuent à la victoire. Des écoliers de droit , à Rennes , forment une compagnie de volontaires , engagent un ancien officier retiré du service à les commander , et marchent à l'ennemi. Des bourgeois , des gens de robe , se firent tuer en combattant. Si le même esprit eût régné partout , et principalement dans les troupes , cette guerre aurait été glorieuse pour la nation ; au lieu qu'elle a perdu de son éclat dans l'opinion des étrangers. L'impératrice , en apprenant nos défaites , s'écriait : *Les Français ne sont donc invincibles que contre moi !* La plupart de nos officiers refroidissaient le courage des soldats , en les étourdissant des éloges du roi de Prusse et du prince Ferdinand. Au lieu de chercher à en mériter de pareils , de ne voir en eux que des ennemis et des modèles estimables , ils se livraient à un luxe scandaleux que ces princes se gardaient bien d'imiter ; mais leurs soldats n'étaient pas dans la disette que les nôtres éprouvaient quelquefois.

Le comte de Bernis , songeant toujours à négocier la paix , voulut du moins , s'il n'y réussissait pas , connaître , par l'état de nos finances , quels moyens nous avions de fournir aux dépenses de la guerre. Le roi ordonna à Boulogne de communiquer cet état , souvent ignoré de celui qui les gouverne. Tel qu'il était , le comte de Bernis en fut effrayé. Il négocia en conséquence , et obtint de l'impératrice la réduction de la

moitié du subside et la quittance de ce qui était dû de l'ancien.

Il entreprit en même temps une opération plus difficile, et où les ministres ont toujours échoué : c'était une réforme dans la dépense de la maison royale (en juin 1758). Il n'y a point de genre de déprédation qui trouve plus de protecteurs. Chaque valet est en droit de crier, et sûr d'être appuyé par quelque grand, aussi valet et plus en crédit. Un abus, tranchons le mot, un brigandage domestique, qu'une longue durée ne rend que plus punissable, devient un titre. Le roi, importuné des clameurs, avait la complaisance de solliciter lui-même contre ses intérêts ; on se borna à de frivoles retranchements, dont les courtisans plaisaient, et qui en effet annoncent plus la misère qu'ils n'y remédient. Le comte de Bernis, devenu ministre des affaires étrangères par la retraite de Rouillé, trouva dans son plan d'économie plus de facilités à la cour de Vienne qu'à celle de France. Il y fit approuver une seconde diminution de subsides, dont le duc de Choiseul, dès qu'il fut en place, usurpa hardiment l'honneur, et qu'on eut la bonté de lui laisser. Toutes les réductions ne mettaient pas encore en état de faire face aux dépenses, et ne créaient pas des généraux. Le comte de Bernis résolut donc de faire tous ses efforts pour conclure la paix. Mais, pour ne pas choquer madame de Pompadour, et même pour qu'elle l'aidât aussi à déterminer le roi, il eut avec elle une conférence où il lui démontra, sans pouvoir la persuader, l'impossibilité absolue de continuer la guerre. La conversation devint vive ; il trouva plus de résistance qu'il n'en éprouva ensuite de la part de l'Impératrice. Il lui représenta inutilement que toutes nos disgrâces étaient imputées à eux deux seuls. Le public n'était pas instruit de l'opposition qu'il avait mise à la première proposition du traité avec la cour de Vienne, des objections qu'il avait faites, des précautions qu'il avait prises, des pré-

alables qu'il avait exigés, qu'on lui avait promis, et qu'on n'avait pas tenus, le tout avant que de signer. Le public ignorait les articles secrets du traité, si avantageux à la France, et dont le succès était infailible avec d'autres généraux que les nôtres. Les ministres qui avaient le plus applaudi au traité s'en défendaient, depuis que les événements ne répondaient pas à leurs espérances. Sans se démentir comme eux dans les propos, il fallait céder au temps. Il représenta que ce public savait seulement que lui, comte de Bernis, avait signé un traité dont les suites étaient si malheureuses; qu'il en était regardé comme le seul auteur, et qu'elle était accusée, avec plus de justice, de l'avoir suggéré, et de vouloir continuer la guerre pour faire commander le prince de Soubise. Madame de Pompadour, loin de se rendre à ces raisons, ne les écouta pas tranquillement; et, sur ce que le comte de Bernis ajouta que, s'il ne pouvait déterminer le roi à la paix, il était résolu de se retirer, pour se disculper de vouloir continuer la guerre, elle lui répondit que ce serait manquer de reconnaissance, et qu'après toutes les grâces dont il avait été comblé, il ne paraîtrait pas faire un grand sacrifice à son honneur. *Le roi, répliqua-t-il, et le public en jugeront plus favorablement que vous ne le pensez, quand on me verra remettre mes abbayes, renoncer à la promesse du chapeau, et me borner au simple prieuré de la Charité, auquel tout abbé de qualité pourrait prétendre sans avoir rendu le moindre service.*

Le comte de Bernis, ayant fait tout ce qu'il devait à l'égard de madame de Pompadour, parla en plein conseil avec la même franchise. Il fit voir que le traité ne pouvait se suivre, quant au moment présent; que la bonne intelligence subsisterait cependant entre les cours de France et de Vienne; mais que le coup était manqué des deux côtés, par la différence des généraux, par la rupture de la convention de Closter, par l'anéantissement de la marine. Il ajouta que l'armée rétrograde-

rait infailliblement derrière le Rhin, et que l'Impératrice ne pourrait agir que faiblement, faute de subsides ordinaires; qu'il n'y avait plus d'autre parti que d'engager l'Espagne à être médiatrice armée. Quoique le roi parût incliner à continuer la guerre, tout le conseil, et surtout le Dauphin, fut pour la paix. En conséquence, le roi autorisa le comte de Bernis à négocier sur ce plan avec la cour de Vienne.

L'Impératrice eut un chagrin très-vif d'être obligée de suspendre son ressentiment contre le roi de Prusse; mais, ne pouvant combattre nos raisons, elle donna son consentement aux négociations de la paix. Le marquis de Stainville, notre ambassadeur à Vienne, par qui l'affaire se traitait avec l'Impératrice, avait exactement suivi les instructions du comte de Bernis, tant qu'il l'avait regardé comme le ministre favori de madame de Pompadour, et qu'il n'avait pas imaginé qu'elle et le comte de Bernis pussent penser différemment. Mais, quoiqu'il eût négocié et envoyé le consentement de l'Impératrice pour la paix, dès qu'il s'aperçut, par les lettres de madame de Pompadour, combien elle regrettait les premiers engagements, étant d'ailleurs à portée de voir que l'Impératrice ne donnait qu'un consentement forcé, il comprit que le comte de Bernis ne devait plus être dans la même faveur. Il savait avec quelle facilité madame de Pompadour passait de l'engouement au dégoût. Il profita de l'instant, et forma le plan de perdre le comte de Bernis, dont il avait été jusqu'alors le plus flexible instrument, et de s'élever sur ses ruines.

Il dit à l'Impératrice et manda à madame de Pompadour que le comte de Bernis perdait trop aisément courage, qu'il n'y avait rien de désespéré, et qu'il était encore aisé de nous relever avec avantage. Ces idées s'accordaient si fort avec les désirs de l'une et de l'autre, qu'elles furent aussitôt adoptées. Madame de Pompadour n'était pas en peine de ramener le roi

à un parti qu'il n'avait abandonné qu'à regret. Il fut donc arrêté de continuer la guerre.

Le comte de Bernis, persuadé qu'on ne ferait qu'aggraver nos maux, le représenta inutilement. Voyant qu'il ne pouvait avec honneur demeurer l'instrument d'un système qu'il désapprouvait, il offrit la démission de son département, qui serait plus convenablement entre les mains du marquis de Stainville; puisqu'il jugeait si facile le rétablissement des affaires, il savait sans doute les moyens d'y réussir.

Après toutes les petites faussetés d'usage à la cour pour faire croire à celui qu'on va chasser qu'on veut le retenir, il fut convenu que le marquis de Stainville prendrait le département des affaires étrangères, et que le cardinal de Bernis (car il venait de recevoir la calotte) concourrait, agirait de concert avec le nouveau ministre, et serait de plus chargé en particulier de ce qui concernait les parlements, dont les démêlés avec la cour exigeaient presque un département séparé. Le cardinal de Bernis sentait bien que l'union, même apparente, entre lui, son collègue et madame de Pompadour, ne subsisterait pas longtemps. Il s'aperçut qu'il les gênait, et, pour les mettre à leur aise, voulut s'expliquer devant eux avec candeur, leur parla de la contrainte où il les mettait, leur déclara que, ne pensant pas comme eux sur les affaires, il paraîtrait toujours les traverser en opinant au conseil; que le meilleur moyen de rester ami était de se séparer pour un temps, et qu'il allait demander au roi la permission de s'absenter quelques mois, sous prétexte de sa santé, qui en avait effectivement besoin.

Madame de Pompadour et Stainville, fait due de Choiseul dès le premier conseil où il assista, se confondirent en protestations d'amitié, en instances de demeurer avec eux, et peu de jours après le firent exiler.

Il semble que cette perfidie était de trop, et qu'ils devaient

être contents d'une retraite; mais cela ne les rassurait pas. Madame de Pompadour avait souvent dit qu'elle n'avait jamais vu le roi se prendre d'un goût aussi vif que pour le cardinal de Bernis. Le duc de Choiseul en craignait les effets. La marquise et lui imaginèrent qu'il n'y avait rien de mieux, pour les prévenir, que de faire exiler le cardinal par une lettre du roi dont ils firent ensemble le modèle, persuadés que le prince ne voudrait jamais revoir un homme qu'il aurait maltraité; du moins n'y en a-t-il point encore eu d'exemple. Le cardinal était disgracié *in petto* plusieurs mois avant son exil, et même avant qu'il reçût la calotte; mais ayant déjà fait au roi des remerciements publics sur l'agrément que Sa Majesté avait donné à la proposition du pape (Benoit XIV), il ne fut pas possible aux ennemis du cardinal désigné de faire rétracter l'agrément, ni d'empêcher Clément XIII (Rezzonico) d'acquitter la parole de son prédécesseur, quoiqu'on y ait employé toutes les noirceurs ecclésiastiques. M. Girard, qui tenait la feuille des bénéfices, et recevait à ce sujet les sollicitants sous le cardinal de Fleury, m'a dit qu'on ne pouvait donner l'idée des horreurs que les concurrents imaginent. Dans les autres classes de la société, on ne trouve sur la rivalité que des enfants en comparaison des ecclésiastiques. Quelques raisons concoururent encore à faire différer l'exil du cardinal. Le clergé était extraordinairement assemblé au sujet d'un nouveau don gratuit; le cardinal y servait très-bien le roi, et le clergé en fut si content, qu'il aurait demandé un archevêché pour le cardinal, si celui-ci ne s'y était opposé. De plus, le ministère voulait faire passer au parlement un édit bursal, et comme cette compagnie affectionnait fort le cardinal, on craignit qu'elle ne prit de l'humeur sur l'exil du seul homme à qui elle devait la réunion de ses membres.

Le cardinal étant déplacé, madame de Pompadour donna toute sa confiance au duc de Choiseul. Ce nouveau ministre,

qui devait rétablir les affaires et relever l'honneur de nos armes, ne prolongea la guerre de quatre ans que pour nous plonger dans de nouveaux malheurs et finir par une paix honteuse. S'il eût en autant de politique et de vues que d'ambition, il aurait profité des mesures que le cardinal avait prises pour la paix, l'aurait conclue à des conditions supportables, et aurait été regardé comme le réparateur des disgrâces dont on imputait le germe au traité signé par son prédécesseur.

Le duc de Choiseul aurait, à la vérité, paru contredire les promesses qu'il avait faites à l'impératrice et à madame de Pompadour; mais il aurait allégué que, voyant les objets de plus près, il en jugeait mieux, et il aurait encore usurpé la réputation d'un vrai citoyen, qui ne craint point de se rétracter pour le bien de l'État. Le public ignorait alors que le crime du cardinal fût d'avoir voulu la paix. Il était trop fraîchement disgracié pour que sa justification l'eût fait rappeler, ou même eût été reconnue, et encore moins avouée. Dans l'engouement où madame de Pompadour était pour le duc de Choiseul, il n'y avait rien qu'il ne pût lui faire croire, puisqu'il lui avait persuadé qu'il était la plus belle âme qu'elle eût connue; car c'était ainsi qu'elle s'en expliquait. On va voir pourquoi j'ai déjà déclaré que je ne m'entendrais pas sur les opérations militaires. Ces grands, tristes et uniformes événements, dont les histoires sont pleines, n'intéressent pas les lecteurs comme ceux qui en ont été les victimes. Les faits me serviront d'époques pour développer quelques ressorts qui entrent dans l'histoire de l'humanité. C'est dans cet espoir que je vais exposer la situation, les intérêts et le caractère des principaux acteurs.

La marquise de Pompadour s'étant soutenue contre l'ennui du roi par les fêtes, les dissipations, et ce qu'on nomme vulgairement les plaisirs, se flatta de régner par les affaires.

Elle avait réellement eu quelque part à la paix précédente. Le roi faisait alors les campagnes ; ces longues absences chagrinaient la favorite ; elle avait donc un grand intérêt à désirer la paix. Mais dans la guerre présente, le roi ne la faisant que par ses généraux, madame de Pompadour se trouvait flattée d'influer dans le choix des ministres et des commandants, d'être enfin, au lieu d'une maltresse d'amusement, un personnage d'État. D'ailleurs cette guerre était son ouvrage ; elle se croyait l'amie de l'Impératrice, et il aurait fallu une tête plus forte pour n'en pas être enivrée.

Le duc de Choiseul connut le faible de madame de Pompadour, et en tira un grand parti. Il est d'une naissance distinguée, d'une figure petite et désagréable, avec de la valeur, de l'esprit et encore plus d'audace. Il choisit, en entrant dans le monde, le rôle d'homme à bonnes fortunes, ce qui prouve que tout le monde y peut prétendre. Il ambitionnait en même temps une réputation de méchanceté pour laquelle il avait de merveilleuses dispositions, et en tirait vanité. On ne laisse pas avec cela d'imposer aux sots, et de s'en faire craindre. Ses procédés le servaient pourtant mieux que ses saillies. On se plaignait des uns, on ne citait pas les autres ; je l'ai connu et assez pratiqué dès sa jeunesse, jusqu'au temps où il est entré dans le ministère. Avant qu'il jouât un rôle, je l'ai vu écarté de plusieurs maisons ; il s'en fallait peu qu'on ne le regardât comme une espèce ; je l'ai une fois entendu défendre sur cette imputation qu'il n'a jamais méritée ; mais il était du moins fort humiliant pour lui que cela fût question. Sa première liaison avec madame de Pompadour vint d'une perfidie qu'il fit à la comtesse de Choiseul (Romante), qui avait avec le roi une intrigue de passage. Elle l'avait pris pour confident et guide dans cette affaire, et, comme il avait une grande sagacité dans ce genre de négociation, il s'aperçut que sa cousine n'aurait pas un

long règne, ce qui lui fit prendre le parti de la sacrifier à madame de Pompadour. Il lui rendit compte de tout, lui communiqua les lettres qui circulaient entre le roi et la comtesse de Choiseul, et fournit par ce manège les moyens d'abrégier l'interrègne. Telle fut l'origine de sa première faveur auprès de madame de Pompadour. Le comte de Bernis en avait alors une si décidée, que le comte de Choiseul, ne jugeant pas qu'il fût temps de l'attaquer, rechercha son amitié.

Le comte de Bernis est homme de qualité, d'ancienne race, aussi bonne et non moins illustrée que celle des Choiseul. Destiné à l'Eglise dès son enfance, il fut d'abord chanoine comte de Brioude.

Après avoir passé quelques années de sa jeunesse au séminaire de Saint-Sulpice, avec aussi peu de fortune que tous les cadets de noblesse qui tendent et parviennent à l'épiscopat, il entra dans le chapitre de Lyon, et n'y alla que pour s'y faire recevoir, et revint à Paris.

De la naissance, une figure aimable, une physionomie de candeur, beaucoup d'esprit, d'agrément, un jugement sain et un caractère sûr, le firent rechercher par toutes les sociétés; il y vivait agréablement; mais cet air de dissipation déplut au vieux cardinal de Fleury, ami du père, et qui s'était chargé de la fortune du fils. Il le fit venir, et lui déclara qu'il n'avait rien à espérer tant que le cardinal de Fleury vivrait. Le jeune abbé, faisant une profonde révérence, répondit : *Monseigneur, j'attendrai*, et se retira. Le vieux ministre sourit de la réponse, la rapporta même à plusieurs personnes, n'en fit pas davantage, et ne jugea pas qu'une bonne plaisanterie valût un bénéfice.

Pour l'abbé de Bernis, il continua de vivre comme il faisait, sans avoir rien à se reprocher vis-à-vis de ses concurrents, que d'être plus fêté et de manquer d'hypocrisie. Sa réponse au cardinal de Fleury était plaisante; mais, pour la

rendre bonne, il ne fallait pas se tromper dans son attente. Le cardinal de Fleury était mort, et la fortune de l'abbé de Bernis n'avancait pas. Il ne s'en occupait nullement, et ne doutait point que parmi les grands, dont plusieurs étaient de ses parents, et qui le recherchaient, il ne s'en trouvât quelqu'un qui le servît utilement; mais aucun ne s'y portait. On se contentait de dire que jamais homme de condition n'avait supporté la pauvreté de son état avec plus de dignité, sans humeur, et même avec gaieté; c'est qu'il n'y faisait pas seulement attention.

Le hasard l'ayant lié avec madame de Pompadour, elle prit pour lui l'estime et l'amitié les plus vives. Le premier usage qu'il fit d'un si puissant crédit fut pour les autres. Il était de l'Académie française, et le titre d'académicien était la seule chose qui, sans lui donner précisément d'état, lui en tenait lieu. Il rendit service à tous ceux de ses confrères qu'il put obliger, procura de l'aisance à plusieurs, et en tira quelques-uns de l'indigence. Ses amis furent obligés de l'avertir de penser pourtant un peu à lui-même. Ce qui prouvait son peu d'ambition, c'était la borne qu'il y mettait. Boyer (1), l'ancien évêque de Mirepoix, avait alors la feuille des bénéfices, et jamais aucun ministre n'a été si maître dans son département que ce mince sujet, sans naissance, d'une dévotion peu éclairée, et tiré du cloître pour l'épiscopat par la protection de quelques vieilles dévotes de la cour. L'Église et l'État se ressentent aujourd'hui des choix imbéciles qu'il a faits.

Le roi daigna lui recommander l'abbé de Bernis; Boyer, ne pouvant se dispenser de déférer à une recommandation qu'il aurait dû prendre pour un ordre, trouva moyen de l'éluder. Il

(1) Jean-François Boyer, né en 1675, évêque de Mirepoix en 1730, mort en 1733.

proposa à l'abbé de Bernis de prendre la prétrise, en lui promettant de le nommer bientôt évêque. L'abbé répondit que, ne se sentant pas les dispositions nécessaires pour cet état, il se bornait à une abbaye. Boyer le refusa, et fit entendre au roi que les biens de l'Église ne pouvaient absolument se donner qu'à ceux qui la servaient actuellement; mais il vanta fort la franchise de l'abbé, qui n'était pas hypocrite. Il semblait que Boyer n'en avait jamais vu d'autres, tant il en paraissait surpris. Le roi, ne pouvant rien obtenir, donna à l'abbé une pension de quinze cents livres sur sa cassette. Cela ne suffisant pas au nécessaire de son état, il chercha à se procurer quelques petits bénéfices particuliers, et, s'il avait pu porter toute sa fortune à six mille livres de rente, il n'eût prétendu à aucune autre. Ne trouvant que des obstacles dont j'ai été souvent témoin, il résolut de faire une grande fortune, puisqu'il ne pouvait parvenir à une petite, et il n'y trouva que des facilités; il y en a eu peu d'aussi rapides. Il se fit nommer à l'ambassade de Venise, où il se fit aimer et estimer. Bientôt il fut fait conseiller d'État pendant son absence. Le marquis de Puisieux, Brulart, alors ministre des affaires étrangères, ne lui fut pas contraire; il ne haïssait pas les gens de qualité, parce qu'il en est. Saint-Contest (Barbcrie), ayant succédé au marquis de Puisieux, ne fut pas si favorable à l'abbé de Bernis, par une raison contraire à celle de Puisieux, et surtout par la haine secrète que les sots ont pour les gens d'esprit. Saint-Contest mourut avant le retour de l'abbé, et fit bien pour les affaires et pour la société. Son père était homme de marine, et c'était tout ce qu'on avait pu employer pour faire valoir le fils. Je ne m'arrêterai pas davantage sur lui, ni sur la nombreuse liste de ses pareils, qui ont rempli ou plutôt occupé les différentes places du ministère. Si l'on faisait les portraits de chacun, le galerie serait longue et peu intéressante; je les citerai simplement lorsque les faits l'exigeront. Pendant que l'abbé

de Bernis était encore à Venise, ses envieux affectèrent de faire imprimer quelques ouvrages de sa jeunesse, qui, suivant nos préjugés, sont des ridicules dans les grandes places, et qui font honneur en Angleterre, en Italie, où les grands ont renoncé à la grossièreté gothique. Il n'en est pas ainsi parmi nous, où le plus inepte de nos seigneurs se pique d'esprit, en ambitionne vivement la réputation, et veut être même soupçonné de grands talents qu'il renferme par dignité. Voilà ce qui surcharge nos académies de tant de sots ou bizarres honoraires. J'en pourrai donner un jour la liste avec des notes.

L'abbé de Bernis, à son retour de Venise, prit, comme on l'a vu, le plus grand vol du crédit dans toutes les affaires. Celle du chapeau mérite que je m'y arrête, parce qu'elle entre dans mon dessein de faire connaître la cour et les hommes.

Parmi les emplois qu'on destinait à l'abbé de Bernis, on avait proposé l'ambassade de Pologne; mais le roi, conseillé par quelque ministre, ou de lui-même, ne le voulut pas, dans l'idée que cette ambassade procurerait à l'abbé une nomination au chapeau plus tôt que Sa Majesté ne le jugerait à propos. On fait plus d'attention aux ambassades d'Espagne et de Pologne qu'aux autres. L'espoir de la grandesse dans l'une, et du chapeau dans l'autre, peut inspirer aux ambassadeurs plus de complaisance qu'il ne faudrait pour ces deux États. Une négociation dans l'intérieur du royaume procura le chapeau à l'abbé de Bernis, plus promptement que n'aurait fait la Pologne (1). Les démêlés du parlement avec la cour n'avaient ja-

(1) La Pologne a droit, comme les autres puissances catholiques, de donner sa nomination au chapeau dans la promotion des couronnes; mais elle ne la donne jamais à d'autres Polonais que l'archevêque de Gnesne, primat du royaume. Lorsque celui-ci est cardinal, elle choisit toujours des étrangers. La raison en est que les sénateurs ne céderaient pas la préséance aux cardinaux; or, l'archevêque de Gnesne l'ayant déjà comme primat, le chapeau de cardinal n'y ajoute rien. (D.)

mais été plus vifs qu'ils l'étaient lorsque l'abbé de Bernis entra au conseil le 2 janvier 1757. Cette lutte du parlement contre le ministère a commencé dès la régence du duc d'Orléans, subsiste encore, et il serait difficile d'en prévoir ni la fin ni la manière de finir. Les trêves qui se font de temps en temps n'étouffent pas une fermentation sourde ; un feu caché éclate à chaque occasion sur les affaires de l'Église ou celles de l'État, sur les entreprises des prêtres ou celles des magistrats, sur un refus de sacrements, un plan de finances, sur le choix d'un supérieur d'hôpital, enfin sur des misères saisies et exagérées par l'humeur. La querelle que l'abbé de Bernis fut chargé de pacifier était née à l'occasion du lit de justice du 13 décembre 1756, pour l'enregistrement de deux déclarations du 10 et d'un édit du même mois.

Les ministres se sont avisés, sous ce règne, de multiplier les lits de justice pour leurs intérêts particuliers, toujours contre le gré du roi, et sans s'embarrasser de compromettre son autorité. Il s'agissait, dans celui dont il est question, d'imposer un silence impossible sur des disputes de religion, et de supprimer deux chambres des enquêtes. Le parlement protesta contre l'enregistrement ; les cinq chambres des enquêtes, les deux des requêtes, et partie de la grand'chambre remirent la démission de leurs charges au chancelier, de façon que le parlement se trouva dans le jour réduit aux présidents à mortier et à douze conseillers de grand'chambre. Ceux-ci demandèrent au roi la réunion de leurs confrères ; le ministre répondit, par la bouche du roi, que, les démissions étant acceptées, les offices étaient vacants, et seize des démissionnaires ayant été exilés, les lettres de cachet leur furent portées par des gens du guet, pour leur montrer qu'on ne les regardait plus que comme de simples bourgeois. Ce fut pendant ce schisme qu'arriva l'attentat du 5 janvier contre la personne du roi. C'était la circonstance la plus propre à la

réunion du parlement. Elle se serait faite, si l'on eût snivi le sentiment du président de Ménieres, excellent citoyen et magistrat éclairé; mais le premier président et les ministres s'y prêtèrent si mal, qu'il n'était pas possible de ne les regarder que comme maladroits. La grand'chambre, fortifiée des princes et des pairs, jugea le scélérat Damiens; mais toutes les affaires des particuliers furent suspendues pendant plus de sept mois. Quelques conseillers, soit crainte, soit besoin, ou par avis de parents, redemandaient leurs démissions; mais on était encore bien loin d'entrevoir un parlement en forme. Les murmures du public, qui fait la loi aux ministres les plus insolents qui affectent de le mépriser, inquiétaient la cour. On y était plus embarrassé des démissions que ceux qui les avaient données n'étaient empressés de les recevoir. Dans ces circonstances, le roi chargea l'abbé de Bernis de chercher les moyens de rapprocher les esprits. L'abbé se conduisit avec tant d'habileté que tout fut pacifié, et que le parlement réuni reprit ses fonctions.

La cour de Rome avait alors avec la république de Venise une discussion qui tendait à un schisme ouvert, à une séparation totale. Le pape Benoit XIV fut si frappé de la sagesse avec laquelle l'abbé de Bernis avait terminé l'affaire du parlement, qu'il écrivit en France, au nonce, de concerter avec l'abbé les moyens de ramener la république de Venise. L'abbé, qui avait laissé à Venise la meilleure opinion de sa candeur, fut à l'instant avoué de la république. Il ménagea tellement les intérêts de part et d'autre, que tout fut arrangé et conclut à la satisfaction des deux partis. Le pape conçut tant d'estime pour l'esprit de conciliation du négociateur, qu'il écrivit aussitôt au cardinal de Tencin, à Lyon, et au marquis de Stainville, notre ambassadeur à Vienne, et qui l'avait précédemment été à Rome, et les consulta pour savoir si le chapeau de cardinal, donné *proprio motu* à l'abbé de Bernis, serait plai-

sir au roi. Le cardinal de Tencin, quel que fût son dessein, envoya au roi la lettre du pape sans en prévenir l'abbé, et ce fut certainement le plus grand service qu'il eût jamais pu lui rendre. Le marquis de Stainville, sans prendre l'ordre du roi, ne consulta que son zèle pour un ministre qu'il croyait inébranlable, et qui, par reconnaissance, n'oublierait rien pour faire due celui qui l'aurait fait cardinal, répondit de son chef directement au pape que cette promotion flatterait infiniment le roi, et manda ce qu'il venait de faire à l'abbé de Bernis. Celui-ci, ne doutant point que le roi n'imaginât que ce chapeau ne fût nne affaire d'intrigue entre Stainville et un ambitieux qui voulait forcer la main de son prince, alla sur-le-champ trouver Sa Majesté, lui dit combien il était affligé, qu'il le suppliait de eroire qu'il n'avait aucune part au procédé du marquis de Stainville, dont il blâmait fort la démarche et dont il n'avait pas eu la moindre connaissance. Le roi, instruit par le cardinal de Tencin de tout ce que l'abbé ignorait, le laissa parler, et lui répondit en souriant : *L'abbé, soyez tranquille, je sais que vous n'avez aucune part à ceci. Si le pape veut vous faire cardinal, il faudra bien qu'il m'en demande l'agrément; encore une fois soyez tranquille.* L'abbé de Bernis, fort sonlagé par la réponse du roi, s'en remit aux événements. Bientôt, le roi ayant donné son agrément, l'Impératrice et le roi d'Espagne donnèrent le leur, et le pape fit annoncer à l'abbé de Bernis que sa promotion ne tarderait pas. Rien n'avait encore transpiré à la cour; et l'abbé de Bernis voulait en garder encore le secret, pour ne pas éveiller l'envie; mais l'abbé de Laville, premier commis des affaires étrangères, lui déclara qu'il n'y avait rien de plus pressé pour assurer l'effet de la promesse, que d'en faire un remerciement public; que cette publicité serait la plus forte barrière contre l'envie; que le secret cesserait bientôt de l'être, et qu'alors l'envie pourrait faire suspendre jusqu'à la mort du pape l'exécution d'une pro-

messe que le successeur n'acquitterait peut-être pas; au lieu que le roi, ayant reçu un remerciement public, croirait sa gloire intéressée à la promotion. L'abbé de Bernis suivit le conseil, et fit bien : car, peu de temps après, sa persévérance pour la paix l'ayant rendu incommode, le roi pressa même la promotion, pour sacrifier le ministre à la maîtresse. Benoit XIV mourut à la veille de la faire; mais Clément XIII (Rezzonico), son successeur, respecta l'engagement de Benoit. La reconnaissance y contribua encore : Rezzonico devait en partie la tiare à l'abbé de Bernis. Cavalchini allait être élu, lorsque l'abbé lui fit donner l'exclusion, et détermina les suffrages en faveur de Rezzonico, qui, étant Vénitien, mit par son élection le sceau à la réconciliation de la cour de Rome avec la république.

Les plus grands obstacles à la promotion vinrent de Versailles. Tout ce que peut l'envie des ministres, la rage des prélats, la malignité des indifférents, fut mis en œuvre. On alla jusqu'à faire passer au pape les vers les plus scandaleux, dont on faisait l'abbé de Bernis l'auteur. L'excès de la calomnie en empêcha l'effet. Le pape s'en expliqua ouvertement.

Au milieu de toutes les traverses qu'on employait contre l'abbé de Bernis, et dans le temps même où il voyait déjà baisser son crédit, il déclara hautement, en plein conseil, que les retards qu'on mettait à sa promotion le touchaient moins que le manque d'égards de la part du pape pour la recommandation du roi; qu'il renonçait donc au chapeau. Pour qu'on n'en doutât point, il lut la lettre par laquelle il l'annonçait au pape, la remit au roi en le suppliant de l'approuver et de donner ordre qu'elle parût. Le roi prit la lettre, et dit que, si la promotion ne se faisait pas avant le 3 d'octobre, il lui permettait d'y renoncer. Le roi était apparemment instruit de ce qui se passait à Rome, car la promotion se fit le 2.

Je ne m'arrêterai pas davantage sur cette intrigue de cour.

J'aurai encore occasion de dévoiler quelques-uns de ces manèges vils des courtisans, qui les regardent comme des chefs-d'œuvre de politique, parce qu'ils ne sont ni capables, ni dignes d'employer la vérité et la droiture, qui déconcertent cependant toutes les petites finesses. Combien en ai-je encore vu, en d'autres circonstances, qui, par un amour-propre risible et un secret sentiment de leur nullité, s'annoncent comme étant faits pour le grand, sans en fournir d'autres preuves que l'aveu naïf de ne pouvoir saisir les moindres détails !

Je ne m'étendrai pas non plus sur nos malheurs, que nos ennemis célébreront assez.

Récapitulons seulement nos sottises, car nous n'avons presque rien à imputer à la fortune, et nous verrons pourquoi un système, bon ou mauvais, mais approuvé par tout le conseil, approuvé du public, où chacun voulait d'abord avoir eu part, a échoué dans l'exécution.

Commençons par la jalousie de Rouillé, ministre des affaires étrangères, qui, ne se voyant plus que le représentant dans un système dont l'abbé de Bernis est le vrai mobile, continue à donner à nos ministres dans les cours étrangères des instructions, sinon contraires, du moins peu conformes au nouveau plan.

Machault voit avec chagrin dans l'abbé de Bernis un rival qui partage ou va lui ravir la confiance du roi et de madame de Pompadour.

D'Argenson, ministre de la guerre, uniquement occupé d'étendre son département, voulait armer toute la France sur terre, et ruiner par là le ministre de la marine. Hardi dans ses projets, timide dans les moyens d'y tendre, il veut faire son fils officier général ; et, n'osant le faire passer par-dessus ses anciens, ce qui n'aurait pas fait crier longtemps, il fait une multitude d'officiers généraux qui surchargent, embarrassent les armées, dévorent les approvisionnements par le luxe, et

ruinent les finances. Tous les gens du métier l'accusent d'avoir perdu le militaire. Il faudra bientôt imaginer un titre supérieur à celui de maréchal de France, devenu trop commun. Sans être avide d'argent pour lui-même, il a obéré l'État par les fortunes immenses qu'il a procurées dans les vivres, les hôpitaux, à mille de ses créatures, indépendamment du brigandage de sa famille. Avec beaucoup d'esprit et le goût qu'il avait inspiré pour lui au roi, il aurait pu se maintenir en place. D'ailleurs, dégagé de tout principe moral, le bien et le mal lui sont indifférents; mais, par faiblesse de caractère, il obéit souvent à la passion d'autrui, et s'est perdu. Il a voulu concourir avec la comtesse d'Estrade pour détruire la marquise de Pompadour, à qui la comtesse devait tout. Il s'est cru si affermi auprès du roi, qu'il s'est refusé aux avances de la marquise. Elle a fini par le faire exiler le même jour que le fut Machault, par d'autres motifs qui n'avaient pas plus de rapport à l'État que ceux de la disgrâce du comte d'Argenson. L'abbé de Bernis eut le courage de représenter que, dans la situation des choses, deux ministres expérimentés étaient une perte considérable.

Le comte d'Argenson avait des talents dont il faisait usage quand son intérêt le permettait.

Machault, avec moins d'esprit et plus de caractère, était estimé dans la marine; il s'y était même fait aimer. Cet homme fier et glacial avait accueilli les marins plus que n'avaient jamais fait ses prédécesseurs. Il avait aussi un avantage qu'ils n'avaient pas eu : le crédit de se faire donner l'argent nécessaire à ses entreprises. Les marins, qu'on voyait très-rarement à la cour, commençaient à s'y montrer, et ne sont peut-être aujourd'hui que trop assidus dans un lieu dont l'air est dangereux pour tous les genres de devoirs. Ils en emportent chez eux ce goût de luxe qui les oblige à préférer l'argent à l'honneur.

Ces deux ministres furent remplacés par les sujets les plus incapables : Moras pour la marine, le marquis de Paulmy pour la guerre.

Le maréchal de Belle-Isle, qui succéda au marquis de Paulmy, suspendit, à la vérité, l'inclination secrète qu'il avait toujours eue pour le roi de Prusse ; mais son indiscrétion habituelle a souvent nui à un plan dont le succès dépendait du plus grand secret.

Berryer, avec la grossièreté de son caractère, passe de la police de Paris à la cour, dont il prend la fausseté, sans la politesse. Il est chargé de la marine. La marquise de Pompadour, passionnée pour le nouveau système, en veut l'exécution et en traverse les moyens. Elle devient jalouse de l'abbé de Bernis, dès qu'elle voit le roi avoir pour lui une estime personnelle. Il est le seul agent politique, et peut se faire instruire des choses nécessaires. L'état des finances ne lui fut communiqué que peu de mois avant son exil. Machault, Séchelles, Moras, Boulogne, tous les contrôleurs généraux qui se sont succédé n'ont songé qu'à enrichir eux ou leurs créatures.

Tels ont été les premiers acteurs ; voyons les instruments. Le maréchal d'Estrées, nommé général, craint que le prince de Soubise, qui commande une réserve, ne lui soit substitué par la faveur ouverte de madame de Pompadour. Soubise, qui aurait toujours eu à la cour la considération due à un grand seigneur estimable par sa probité, respectueux pour son maître dont il est aimé, s'il se fût borné à cette existence honnête, veut, sans talents militaires, devenir maréchal de France, connétable, s'il peut, et ministre. La protection, malgré ses fautes, l'a aussi avancé que des victoires l'auraient pu faire. Le maréchal d'Estrées gagne, presque malgré lui, la bataille d'Hastenbeck ; il craint de s'engager trop avant ; il ne suit qu'avec timidité un plan contre lequel il est prévenu par Pui-

sieux, son beau-père, et par Saint-Severin, qui n'avaient adopté qu'avec répugnance un système qui rectifiait le traité d'Aix-la-Chapelle, leur ouvrage.

Ajoutons l'impatience du courtisan français dans les guerres qui l'éloignent de Paris pendant l'hiver. Les généraux ont toujours désiré de porter la guerre en Flandre pour leur commodité. La plupart de nos officiers se prêtaient à regret à des opérations dirigées contre le roi de Prusse, qu'ils s'étaient fait un tic d'exalter, au lieu d'en imiter la vigilance et l'économie. Le public, depuis longtemps frondeur de la cour par la faiblesse et les fautes réelles du Gouvernement, devint Prussien, comme il avait été Autrichien dans la guerre précédente.

Maillebois, ennemi de la marquise pour son compte et pour celui du comte d'Argenson, son oncle, homme d'esprit et de talent, favorise toutes les fautes des généraux pour les remplacer.

Le maréchal de Richelieu, ennemi actif et passif de la marquise, jaloux de Soubise, général de ruelle, protecteur et modèle en grand de la maraude, applaudi par le soldat dont il est l'exemple, chanté par Voltaire, sent qu'il ne peut réaliser ce fantôme de gloire; traite avec le roi de Prusse, au lieu de le combattre; ne veut que de l'argent, détruire le système, décrier la marquise, déplacer l'abbé de Bernis, parvenir au ministère, pour gouverner par l'intrigue.

Contades voit froidement ou avec complaisance les sottises d'autrui, qui peuvent le faire arriver au commandement. Il perd une bataille qu'il devait gagner; du moins, le roi de Prusse, bon juge en cette partie, a-t-il dit, après avoir examiné depuis les différentes positions des armées, qu'il ne concevait pas comment Contade avait été battu. Celui-ci prétend avoir été trahi. Malheureusement pour nos généraux, ils se

font croire dans leurs accusations réciproques, et jamais dans leurs apologies.

Broglic, né avec le talent militaire, veut perdre tout concurrent, et cet esprit a été celui de tous nos généraux. Son frère, homme incompatible avec tout collègue, oblige le comte de Saint-Germain, bon officier, mais tout aussi exclusif, à s'expatrier.

Nous ne nous sommes pas mieux conduits sur mer que sur terre. Pendant six mois nous avons laissé nos vaisseaux en proie à la piraterie des Anglais, sans oser faire de représailles.

Notre ministère prétendait, disait-il, faire éclater notre modération aux yeux de toute l'Europe; mais la modération est la vertu du fort et la honte du faible. Lorsque nous avons voulu recourir à la vengeance, nous avons déjà perdu dix mille matelots. La victoire de la Gallissonnière a été pour nous un exemple sans émulation.

Le sacrifice, injuste ou non, que les Anglais ont fait de Byng aux cris de la nation, a ranimé l'esprit de leur marine, et nous a montré ce que nous devions faire avec plus de justice. Les coupables ne nous manquaient pas.

Le maréchal de Conflans perd notre flotte, celle des Anglais étant tout au plus égale à la nôtre; il brûle un vaisseau qui était une citadelle flottante; il ose s'en vanter comme d'un exploit. Quel est son châtement? De n'être point présenté au roi, et d'aller journellement en public affronter les mépris qu'on ose lui marquer. Il se plaint des officiers qui servaient sous lui; ceux-ci récriminent, et tout se borne là. Sur terre et sur mer, nulle rivalité de gloire; ce sont des procès par écrit. Les mesures sont partout aussi mal prises que mal exécutées. Les vaisseaux de transport sont séparés de la flotte, parce que le petit orgueil du duc d'Aiguillon ne lui permet pas d'être subordonné dans Brest. Voilà ce qui l'engage à mettre

les vaisseaux de transport à Quiberon, pour y commander seul, au hasard de tous les périls de la jonction. C'est par une présomption pareille qu'il a fait perdre Belle-Isle. Les états de Bretagne, voyant l'importance de cette place, l'avertissent un an d'avance de pourvoir à sa sûreté, et offrent les approvisionnements nécessaires. Il répond avec une vanité puérile et une ironie amère, à une députation qu'il doit respecter, qu'il est obligé aux états de vouloir bien lui apprendre son métier. Il en avait pourtant besoin, puisqu'il a laissé prendre Belle-Isle faute des précautions offertes. Il n'a pas même profité de quatorze jours que l'échec des Anglais, à leur première descente, lui avait laissés, pour jeter des tronpes dans l'île, qui n'est qu'à quatre lieues de la terre ferme. On a vu ailleurs le peu de part qu'il a eu à l'affaire de Saint-Cast, qui lui a cependant procuré une médaille à sa gloire. Les médailles modernes rendent bien suspectes les anciennes.

Dans nos colonies, les gouverneurs et les intendants ne s'accordent que pour exercer les monopoles les plus scandaleux. Le cri public oblige enfin d'en rechercher quelques-uns; la protection payée sauve la plupart; et ceux dont une mort infâme devait faire un exemple, subissent des peines si légères, qu'elles ne peuvent effrayer personne.

On confie la défense de Pondichéry à un étranger avide d'argent, et d'une tête malsaine, Lally. Il n'exerce sa férocité que contre ceux qu'il doit défendre. Il livre ou vend la place, il refuse même la capitulation offerte par l'ennemi. La trahison est si visible qu'on est obligé, en France, de le mettre en prison. N'avons-nous pas vu des capitaines de vaisseau éviter le combat, ou se mettre hors d'état de le soutenir, parce que les marchandises dont ils faisaient commerce chargeaient leurs navires au point de rendre inutile leur plus forte batterie?

Malgré tant de fautes d'inepties, de brigandages, d'intrigues et de disgrâces, le système politique devait avoir une

base bien posée, puisqu'il a subsisté dans son entier jusqu'à la mort de l'impératrice de Russie, Elisabeth. Le roi de Prusse, couvert de gloire, jugeait lui-même que sa perte n'était que différée, lorsque la mort de cette princesse donna pour alliés à Frédéric ceux qu'il avait pour ennemis.

Mais ce n'a pas été uniquement à la cour de France que les intérêts particuliers ont contrarié ceux de l'État. Les Autrichiens étaient aussi opposés à l'alliance, dès son origine, que nous avons pu l'être après nos disgrâces. L'impératrice elle-même s'est trompée en portant la guerre en Silésie, sous prétexte que c'était le véritable objet. Son ressentiment précipité contre le roi de Prusse l'empêchait de voir qu'en prenant Magdebourg et Stettin, on réduisait ce prince à demander la paix en offrant la Silésie.

Quoique les projets de l'impératrice n'aient pas réussi, ses mauvais succès n'ont pas été sans gloire, parce que le comte de Kaunitz a toujours dirigé seul le système politique auquel le militaire a constamment été subordonné, comme instrument; au lieu que tout ce qui a été employé parmi nous a pu, sinon gouverner, du moins traverser le Gouvernement.

Ce n'est pas que la cour de Vienne n'ait quelquefois déferé à de petits intérêts de cour.

Le commandement a été donné au prince Charles, par égard pour l'Empereur, son frère, et à Daun, dont la femme est la favorite de l'impératrice. On ne lui conteste pas les talents militaires; mais sa lenteur, son indécision, les ménagements réciproques du prince et du général, ont souvent tenu les ordres en suspens, et l'armée était alors gouvernée par les subalternes.

L'impératrice de Russie, avec le dessein d'accabler le roi de Prusse, était traversée dans ses projets par la jeune cour.

Le grand-duc instruisait le roi de Prusse de toutes les mesures de la czarine; et les alliés se communiquant leurs desseins respectifs, le roi de Prusse les apprenait par la Russie.

Bestuchef, élevé à Londres et livré aux Anglais, gouvernait et trompait facilement une princesse ennemie des affaires et abandonnée à ses plaisirs. Une excellente milice sans généraux, sans art pour les subsistances, ne pouvait jamais tirer parti de son courage.

En Suède, le roi était gouverné par la reine, sœur du roi de Prusse, et du même caractère, qui traversait toutes les opérations.

Le Danemark fut toujours flottant entre la jalousie contre la cour de Vienne, les puissances catholiques, et l'inquiétude sur le roi de Prusse.

Dans l'Empire, le roi de Prusse et les Anglais excitaient les protestants, et l'on avait dû s'y attendre, et que l'armée impériale aurait absolument l'esprit prussien; on lui donne pour général le prince de Saxe-Hilpershausen, partisan presque ouvert du roi de Prusse.

La reine d'Espagne, gouvernant le roi son mari, Ferdinand VI, l'empêche de se déclarer dans le temps où cela pouvait être utile au système. Le duc de Choiseul engagea depuis le roi Charles III, successeur de Ferdinand, par le pacte de famille, lorsque l'Espagne ne pouvait plus unir que sa faiblesse à la nôtre, et partager nos pertes.

Les Anglais craignent si peu cette réunion, qu'ils voulaient, même avant le pacte, déclarer la guerre à l'Espagne; aussi le public appela-t-il ce traité *les folies d'Espagne*. Cette puissance y a perdu sa marine et des richesses immenses qu'ont fourni à nos ennemis les moyens de continuer la guerre et de dicter impérieusement les conditions de la paix.

Tel est le tableau raccourci de l'origine, du cours et de la fin de la guerre.

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES

CONTENUS

DANS LES DEUX VOLUMES.

- Aguesseau (d'), procureur général, puis chancelier. I, 205, 206, 217, 218, 256, 260, 261, 302, 326, 342. — II, 82, 92, 144.
- Aguesseau de Valjouan (d'). I, 302, 303.
- Aigle (le marquis de l'). I, 200, 201.
- Aiguillon (le duc d'). II, 306, 307, 328.
- Albani, neveu de Clément XI. I, 198. — II, 110.
- Albe (le duc d'). II, 78.
- Albérone (Jules). I, 166, 168, 169, 174, 275, 276, 281, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 344, 345, 346. — II, 16, 18, 24, 36, 47, 54, 55, 56, 57, 58, 66, 72, 73, 109, 110, 127, 137.
- Albret (la duchesse d'). I, 304.
- Aldovrandi, nonce du pape. I, 333.
- Alexandre, fils de Pierre et d'Eudoxie. II, 208.
- Alexis, fils de Michel Romanow. II, 205.
- Alexis Petrowitch. I, 197. — II, 208, 214, 215, 224, 225.
- Alfeudeyl (d'), prétendu père de l'impératrice de Russie Catharine. II, 211.
- Aligre (d'), garde des sceaux. I, 342.
- Alincourt (la marquise d'). II, 237.
- Allatius (Leo). I, 243.
- Amelot. I, 204, 261, 262.
- Amiot. II, 126.
- Ancenis (le duc d') II, 17.
- Augoulême (Françoise de Narbonne, duchesse d'). I, 180.
- Angrand de Fontpertuis. I, 189.
- Anjou (le duc d'), oncle de Charles VI. I, 185.
- Anne d'Autriche. I, 139, 151, 153, 217.
- Aune de Bavière, princesse de Condé. I, 147.
- Anne, fille de Pierre I^{er}. II, 214, 221, 232.

- Anne, fille d'Yvan Romanow. II, 205, 228, 229.
- Anne, reine d'Angleterre. I, 159, 185.
- Anson. II, 305, 306.
- Antin (le duc d'). I, 156, 298, 300, 319, 220, 321, 322. — II, 3, 103, 105, 199, 200.
- Apraxin. II, 230, 231.
- Apraxin (Marthe Mathowna). femme de Fœdor Romanow. II, 205.
- Arcey (le marquis d'). I, 248.
- Artemberg (le chevalier d'). I, 258.
- Argenson (Marc-René de Voyer d'). I, 138, 140, 194, 223, 339, 342, 352. — II, 3, 59, 83, 101.
- Argenson (d'), intendant de Maubeuge. II, 97.
- Argenson (Marc-Pierre d'), ministre de la guerre. II, 258, 259, 266, 271, 276, 277, 281, 298, 302, 324, 325, 327.
- Argenton (Marie - Louise - Madeleine-Victoire Lebel de la Boissière de Séry, comtesse d'). I, 334.
- Armenonville (Joseph-Jean-Auguste Fleuriau d'). I, 284. — II, 59, 144.
- Armentières-Confais (le marquis d'). I, 163.
- Arnauld (Antoine). I, 189, 193.
- Arnauld (Henri). I, 193.
- Arnauld (Robert). I, 193.
- Arpajon (la marquise d'). I, 333.
- Arseniow (Barbara). II, 222.
- Artagnan (d'). II, 159, 160.
- Asfeld (Claude Bidal d'). II, 12, 20.
- Asturies (le prince des), roi d'Espagne sous le nom de Louis I^{er}. II, 119, 123, 124, 137, 196, 250, 251.
- Asturies (la princesse des). V. Montpensier (M^{lle} de), fille du régent.
- Aubeterre (le comte d'). II, 270.
- Aubigny. II, 307.
- Aubry, avocat au parlement II, 46, 47.
- Augeard, intendant de l'abbaye de Celles. I, 336.
- Auguste, roi de Pologne. II, 51, 197, 198, 272, 274, 275, 293.
- Aumont (le duc d'). I, 360.
- Auvergne (le cardinal d'). I, 123, 200.
- Auvergne (le comte d'). I, 266.
- Avaugour (M. d'). I, 141.
- Avanx (d'). II, 267.
- Aydie (l'abbé d'). I, 195. — II, 16.
- Aydie (le chevalier d'). I, 273. — II, 16.
- Aydie (le comte d'). II, 16.
- Bade (Auguste-Jeanne-Marie de), femme du duc d'Orléans, fils du régent. II, 199.
- Bafos. I, 188.
- Bailly (l'abbé). I, 148.
- Barail (le vice-amiral du). II, 291.
- Barbezieux, fils de Louvois. I, 230, 231, 232.
- Barbier, auteur du *Journal*. I, 257. — II, 23, 75, 87.
- Barcos de Saint-Cyran. I, 193.
- Barillon (le président). I, 217.
- Baunes (Renaud de), archevêque de Bourges. II, 126.
- Bavière (le comte de). I, 266.

- Beaufremont (le marquis de). L. 342, 343.
- Beaufremont (la comtesse de). I. 299.
- Beaujeu (la dame de). L. 185.
- Beaujolais (M^{lle} de), fille du régent. II. 165, 196.
- Beauveau (le marquis de). I. 143. — II. 199.
- Beauvillier (le due de). I. 143, 144, 153, 158, 193, 333. — II. 18, 116.
- Belle-Isle (Charles - Louis - Auguste Fouquet, comte de). II. 158, 162, 163, 168, 169, 283, 285, 301, 304, 326.
- Belle-Isle (la maréchale de). L. 224.
- Belle-Isle (Lonis-Charles-Armand Fouquet, chevalier de). II. 200.
- Belluga, évêque de Murcie. II. 47, 48.
- Beuolt XIII. II. 100.
- Benolt XIV. II. 313, 321, 323.
- Benolt, curé de Saint-Germain-en-Laye. II. 129.
- Benserade. I. 248.
- Bentivoglio, nouce du pape. I. 230, 282, 283. — II. 35, 43, 99.
- Béringhen (le chevalier de). I. 310. — II. 12, 186, 187.
- Bernard (Samuel). I. 130.
- Bernia (François Joachim de Pierres, comte de). II. 259, 261, 264, 265, 268, 269, 270, 271, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 283, 286, 288, 289, 298, 299, 301, 302, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327.
- Berri (Charles, duc de). I. 137, 151, 153, 156, 157, 177, 239, 253, 254, 283.
- Berri (la duchesse de), fille du régent. I. 158, 253, 254, 265, 271, 272, 273, 274, 284, 317, 335. — II. 24, 28, 32.
- Berryer (Nicolas-René). II. 302, 326.
- Bertelot de Moutchène. II. 238.
- Bertelot de Pléueuf. II. 39, 169, 170.
- Bertelot de Pléueuf (madame de). II. 169.
- Berwick (Jacques de Fitz-James, due de). I. 257. — II. 20, 30, 158.
- Bestuehef. II. 230, 231, 278, 331.
- Bethune (le marquis de). I. 224.
- Bezons (Jacques Bazin de). I. 347. — II. 3, 69.
- Bezons, archevêque de Bordeaux, puis de Rouen. II. 12, 69.
- Bignon (l'abbé). I. 270.
- Bignon, prévôt des marchands. I. 130.
- Biren (Jean-Ernest de), duc de Courlaude. II. 229, 231.
- Birou (le maréchal de). II. 125.
- Biron (le maréchal de). I. 124, 272, 310. — II. 166.
- Biron (le baron de). II. 126, 166.
- Bissi, évêque de Meaux. I. 196, 199, 200, 202, 203, 211, 212, 221, 282, 303. — II. 53, 152, 153, 154, 155, 174.
- Blainmont (le président de). II. 8, 10, 62, 94.
- Blois (mademoiselle de). Voyez aussi au mot *Conti-Vallière* (la princesse de). I. 122, 147, 249.
- Bloudel, ministre de France à Vienne. II. 254.

- Blouin, valet de chambre de Louis XIV. I, 191, 192, 211, 319.
- Bligh. II, 306.
- Boccalini. I, 132.
- Boileau. II, 181.
- Boisjournin, auteur des *Mélanges*, I, 124, 141, 334.
- Bolingbroke (milord). I, 151, 152, 154, 155, 185.
- Bonamour. I, 350.
- Bonneval (le comte de). I, 124.
- Boniviet (le marquis de). I, 335.
- Bontemps, valet de chambre de Louis XIV. I, 228.
- Bonzi (le cardinal de). II, 118.
- Boscaven. II, 279.
- Bossu (de), archevêque de Malines II, 35.
- Bossuet. I, 140, 144, 241, 333.
- Boudin, médecin des enfants de France I, 135, 136, 343.
- Bouffiers (le maréchal de). I, 124, 125.
- Bouillon (le cardinal de). I, 123.
- Bouillon (la duchesse de). II, 199.
- Bouillon (le chevalier de). I, 266.
- Boulduc, apothicaire de Louis XIV. I, 191, 214.
- Boulogne (de). II, 301, 326.
- Bourbon (le duc de), beau-frère de Charles V. I, 184, 185.
- Bourbon (le duc de), premier ministre sous Louis XV. I, 156, 222, 291, 299, 353, 354, 357, 358, 359. — II, 1, 3, 4, 17, 21, 23, 39, 85, 86, 94, 95, 102, 104, 105, 120, 121, 168, 170, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 196, 197, 200, 201, 203, 233, 234, 235, 236, 237, 241.
- Bourgogne (le duc de). I, 134, 135, 142, 143, 144, 145, 147, 164, 186, 195, 196, 283, 343. — II, 18, 139.
- Bourgogne (Louise Adélaïde de Savoie, duchesse de). I, 134, 135, 142, 148, 186, 239, 240, 342. — II, 49, 141, 190.
- Bourseis. I, 193.
- Bourvalais. I, 286, 336.
- Bouthiller de Chavigny. II, 3.
- Boutin de Valonse. II, 126.
- Bontot d'Aubigny. I, 161, 162, 163.
- Boyer, évêque de Mirepoix. I, 194. — II, 317, 318.
- Bracciano (le duc de). I, 160.
- Bradock. II, 279, 280.
- Brancas (le maréchal de). I, 156, 169, 172. — II, 8, 247, 249, 231.
- Brancas (le duc de). I, 272. — II, 68.
- Bréhan (le marquis de). II, 285, 286.
- Bretagne (le duc de), fils du duc de Bourgogne. I, 134, 135, 144.
- Breteuil (le baron de). I, 205.
- Breteuil, intendant de Limoges. II, 170, 171, 172.
- Brigault (l'abbé). II, 17.
- Brissac (le duc de). II, 61, 104.
- Brissac (de), major des gardes du corps. I, 237, 238.
- Brogie (le duc de). I, 272.
- Brogie (le comte de). II, 145.
- Brown (le comte de). II, 275.
- Brulart de Sillery, évêque de Soissons. I, 203, 204.
- Brunn (le comte de). II, 292, 293.
- Brunswick (Ferdinand de). II, 274, 282, 298, 303, 304, 308.
- Brunswick-Bevern (Antoine Ulric prince de). II, 229, 230, 292, 298.

- Brunawick-Wolfenbuttel (Charlotte), femme d'Alexis Pétrowitch. II, 214.
- Buis, plénipotentiaire hollandais. I, 133.
- Bussy, (de). II, 63, 64.
- Bussy, secrétaire du maréchal de Richelieu. II, 290.
- Buvat, employé de la Bibliothèque du roi. II, 14.
- Byng (Georges), amiral. II, 36.
- Byng (le capitaine), plus tard amiral. II, 36, 272, 273, 290, 328.
- Callières, secrétaire du cabinet. I, 305.
- Calvin. I, 173.
- Cambis (le comte de). V. Villeron.
- Campredon, ministre de France en Russie. II, 197, 212, 213.
- Canillac. I, 272, 305, 347. — II, 3, 12, 22, 148, 149.
- Capres-Bournonville (le baron de). I, 163.
- Carignan (la princesse de). II, 21.
- Carignan (le prince de). II, 86.
- Carlos (don), infant d'Espagne. II, 163, 192, 196.
- Carpegus (le cardinal). I, 198.
- Cassini (le cardinal). I, 198.
- Castanès. II, 13.
- Castille-Villemareuil (Marie-Madeleine de), veuve de Fouquet. I, 300.
- Castries (l'abbé de). II, 31, 118.
- Catherine, fille d'Alexis Romanow. II, 205.
- Catherine, fille d'Yvan Romanow. II, 205, 229.
- Catherine I^{re}, impératrice de Russie et femme de Pierre I^{er}. II, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 217, 218, 219, 221, 224, 225, 227.
- Catherine II, impératrice de Russie. II, 232.
- Catinat. I, 120, 121, 271.
- Canche. II, 8.
- Cauchereau, acteur de l'Opéra. I, 335, 338.
- Cavoye (Louis d'Oger, marquis de). I, 214.
- Caylus (Jean-Anne de Tubières, marquis de). I, 183.
- Caylus (Marthe-Marguerite de Murcay-Villette, marquise de). I, 183, 210, 267.
- Cellamare (le prince de). I, 172, 253, 257, 295. — II, 13, 14, 15, 16, 23, 79.
- Cereste-Branças (le comte de). I, 303. — II, 19, 132.
- Chalais (de), neveu de madame des Ursins. I, 169.
- Chalais (Talleyrand, prince de). I, 138, 160.
- Chambonas, évêque de Viviers. II, 12.
- Chamillard (Michel de). I, 122, 125, 126, 130, 231.
- Chamilly (Noël Bouton, marquis de). I, 270.
- Chamlay (de). I, 230.
- Champigny, trésorier de la Sainte-Chapelle. II, 130.
- Charles (l'archiduc). I, 173.
- Charles V. I, 184.
- Charles VI. I, 184.
- Charles VII. I, 185.
- Charles IX. I, 180.
- Charles I^{er}, roi d'Angleterre. I, 231.
- Charles II, roi d'Angleterre. II, 251.

- Charles II, roi d'Espagne. I, [138](#), [151](#). — II, [56](#).
- Charles VI, empereur d'Allemagne. I, [160](#). — II, [194](#), [214](#), [215](#), [225](#).
- Charles XII, roi de Suède. II, [19](#), [198](#), [211](#), [214](#).
- Charlotte-Élisabeth de Bavière, mère du régent (madame). I, [122](#), [250](#), [259](#), [257](#), [258](#), [265](#), [270](#), [271](#), [317](#), [341](#), [343](#). — II, [9](#), [29](#), [39](#), [40](#), [77](#), [111](#), [112](#), [120](#), [141](#), [165](#).
- Charolais (le comte de). I, [291](#), [356](#). — II, [86](#), [105](#), [165](#).
- Charost (le duc de). I, [153](#). — II, [105](#), [161](#), [162](#), [166](#).
- Chartres (le duc de), fils du régent. II, [71](#), [115](#), [165](#), [166](#), [167](#), [168](#), [184](#), [200](#).
- Châteauneuf (Castagnères de). II, [85](#).
- Château-Regnaud (François-Louis de Rousselet, comte de). I, [299](#).
- Châtelux (Beauvoir de). II, [145](#).
- Châtillon (le marquis de). I, [143](#).
- Chaulieu. I, [308](#).
- Chaulnes (le duc de). I, [122](#), [304](#), [350](#). — II, [105](#).
- Chausseraie (mademoiselle). I, [206](#), [209](#). — II, [62](#), [64](#), [65](#).
- Chauvelin. I, [205](#), [206](#), [342](#). — II, [301](#).
- Chevigny (Théodore de). II, [143](#), [174](#), [175](#).
- Chevert (François de). II, [285](#), [304](#).
- Chevreuse (le duc de). I, [153](#). — II, [287](#).
- Chirac (Pierre). I, [343](#). — II, [31](#), [151](#), [178](#), [181](#).
- Choin (Emilie). I, [141](#), [142](#).
- Choiseul (le duc de). I, [163](#). — II, [270](#), [297](#), [307](#), [309](#), [311](#), [312](#), [313](#), [314](#), [315](#), [316](#), [321](#), [322](#), [331](#).
- Christine, reine de Suède. I, [224](#).
- Clément XI. I, [146](#), [173](#), [195](#), [197](#), [230](#), [306](#), [328](#), [330](#), [332](#). — II, [36](#), [50](#), [58](#), [66](#), [109](#), [111](#).
- Clément XII. II, [100](#).
- Clément XIII (Rezzonico). II, [313](#), [323](#).
- Clermont (le comte de). II, [303](#), [304](#).
- Clermont (Marie-Anne de Bourbon, dite mademoiselle de). II, [102](#).
- Clermont-Tonnerre, évêque de Noyon. I, [244](#).
- Clermont-Tonnerre (Mgr de), évêque de Langres. II, [163](#).
- Coaslin (madame de). II, [262](#).
- Coëdic (du). II, [79](#).
- Coëlogon (Alain-Emmanuel de). I, [299](#), [300](#).
- Coëlogon de Mejusseaume. I, [350](#).
- Coigny (de). II, [12](#), [168](#).
- Colbert. I, [197](#), [225](#), [243](#).
- Côme III de Médicis. I, [341](#). — II, [72](#).
- Condé (Henri-Jules de Bourbon, prince de). I, [147](#), [149](#), [244](#). — II, [112](#).
- Condé (Marie-Thérèse de Bourbon). I, [147](#).
- Coudé (Louis III de Bourbon, prince de). I, [204](#).
- Coutade, major des gardes. I, [268](#). — II, [2](#), [327](#).
- Conti (Louis-Armand, prince de). I, [147](#), [156](#). — II, [34](#), [62](#), [69](#), [102](#), [104](#), [105](#).
- Conti (François-Louis de Bourbon, prince de). I, [147](#), [291](#). — II, [3](#), [21](#).

- Conti (le cardinal de). II, 107.
 Conti-Vallière (la princesse de).
 I, 141, 147, 235, 319. — II, 21.
 Corneille. I, 339.
 Coubert (le comte de). I, 130.
 Confians (le chevalier de). II, 82.
 Confians (la marquise de). II, 179.
 Courcillon (madame de). II, 16.
 Courson, intendant de Bordeaux.
 I, 323, 324, 325, 326.
 Courtanvaux, capitaine des cent-
 suisses. I, 257.
 Courtenay (le prince de). I, 208.
 Courtin, intendant de Picardie.
 I, 122.
 Conston jeune. II, 176.
 Couture, professeur à l'Université
 de Paris. II, 176.
 Creuille (de). II, 301.
 Crillon, évêque de Vence. I, 203.
 Crozat. I, 334, 335.
 Cmberland (Guillaume-Auguste,
 duc de). II, 272, 988, 289, 303.
 D'Alembert. II, 45.
 Damezagua, lieutenant des gardes
 du corps de Philippe V. I, 168,
169.
 Damlens, assassin de Louis XV.
 II, 76, 281, 321.
 Dandigné (l'abbé). II, 63.
 Dangeau (madame de). I, 183,
210, 238.
 Daniel (le P. Gabriel). I, 180,
181, 216.
 Daubenton (Guillaume). I, 174,
175, 176, 177, 197, 198, 262,
294, 295, 296, 333, 345. —
 II, 127, 128, 129, 130, 131.
 Daun (le comte de). II, 292, 330.
 Delloye, éditeur. I, 142, 165.
 Demarsy (M.). II, 87.
 Dentu, éditeur. I, 936.
 Déon (le chevalier). II, 204.
 Desgranges, maître des cérémonies. II, 4.
 Desmarais, grand fauconnier. I,
304.
 Desmarets (Nicolas). I, 127, 130.
 Destouches (Philippe Néricault-).
 II, 67, 68, 167, 175.
 Destouches-Canon. II, 45.
 D'Inghet, concierge du Palais-
 Royal. II, 8.
 Dietrich. II, 204.
 Dipi, interprète des langues orien-
 tales. I, 205.
 Dodart. I, 343.
 Dodun (le président); dépnis, con-
 trôleur général. I, 351.
 Dolgorouki (le prince). II, 226,
227.
 Dombes (Louis-Auguste de Bour-
 bon, prince de). I, 177. — II,
12.
 Dorothee Sophie, femme d'O-
 doard Farnèse. I, 166.
 Dorsanne (l'abbé). I, 196.
 Doucin (le P. Louis). I, 219,
305.
 Douglas (le colonel). I, 268, 269.
 Dubois (Guillaume), abbé, puis
 cardinal. I, 248, 249, 250, 251,
255, 257, 267, 270, 271, 275,
280, 281, 291, 298, 305, 322,
338, 341, 352, 353, 357, 360.
 — II, 11, 13, 14, 15, 20, 23,
34, 40, 42, 44, 45, 46, 51, 52,
54, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 72,
77, 82, 89, 90, 91, 92, 93, 95,
101, 106, 107, 108, 110, 111,
112, 119, 120, 121, 122, 130,
131, 141, 142, 143, 144, 145,
147, 148, 150, 152, 153, 154,
158, 160, 162, 164, 166, 167,

- 171, 172, 173, 175, 176, 179, 188, 192.
 Dueange. II, 89.
 Duels, auteur des *Mémoires secrets*. I, 119, 136, 194, 195, 197, 198, 209, 214, 240, 263, 274, 301. — II, 167, 187.
 Ducrèvy, évêque du Mans. I, 203.
 Duguay-Trouin (Beué). II, 272.
 Dulibois. I, 314. — II, 15, 16, 159, 160.
 Dumesnil. II, 298.
 Dumoulin. II, 112.
 Duvois (le comte de). I, 185.
 Duplessis. — V. *Bussy* (de).
 Duras (le duc de). II, 269, 270, 290.
 Duras (le maréchal de). I, 121.
 Duterne. — V. *Étampes* (le chevalier d').
 Duval (la), fille d'Opéra. I, 220.
- Efflat (le marquis d'). I, 261, 347. — II, 3, 22.
 Egmont (Aune d'). II, 78.
 Elisabeth, fille du czar Pierre I^{er}. II, 197, 204, 214, 226, 230, 231, 232, 274, 278, 330.
 Euseuada (l'). II, 73.
 Eschoudy. II, 232.
 Estang (l'). — V. *Étampes* (le chevalier d').
 Étampes (le chevalier d'). II, 75.
 Estrades (le maréchal d'). I, 248.
 Estrées (le maréchal d'). I, 257, 261, 319, 322. — II, 3, 106, 277, 279, 281, 282, 284, 287, 326.
 Estrées (l'abbé d'). I, 161, 163, 172, 305.
 Eu (Louis-Charles de Bourbon, comte d'). I, 177.
- Èvreux (le comte d'). II, 12, 168.
 Evry (d'). II, 80.
- Fabert (le maréchal). I, 271.
 Fahreni (le cardinal). I, 197, 198, 262.
 Fagon (Gui-Crescent). I, 135, 136, 137, 192, 211, 343.
 Fagon, intendant des finances. I, 357.
 Falconnet (Camille). II, 113.
 Farnèse (Elisabeth), reine d'Espagne. I, 166.
 Farnèse (François). I, 166.
 Farnèse (Odoard). I, 166.
 Favaneourt. II, 17.
 Fénelon. I, 144, 333. — II, 116.
 Ferdinand, fils de Philippe V. II, 250, 331.
 Ferrant, capitaine au régiment du roi. I, 266, 267.
 Feydau de Calande. II, 10.
 Fillou (la). II, 13, 14.
 Fitz James (le duc de). II, 20.
 Fleix (la comtesse de). I, 309.
 Fleuri (mademoiselle), fille du Dauphin et de la Raisin. II, 141.
 Fleury (André-Hercule de), cardinal et premier ministre. I, 194, 201, 283, 300. — II, 21, 111, 116, 117, 118, 120, 162, 163, 173, 192, 237, 240, 241, 242, 244, 249, 278, 313, 316, 317.
 Fleury (Claude), confesseur de Louis XV. I, 283. — II, 128, 129.
 Florence (la), actrice de l'Opéra. II, 8, 119.
 Flote. I, 139, 171.
 Fontanges (Marie-Angélique Sco-

- raille de Roussille, duchesse de). I, 237.
- Fontanieu. II, I.
- Fontenay. I, 248. — II, 145.
- Fontenelle (Bernard le Bovier de). I, 339. — II, 90.
- Fontevault (l'abbesse de). I, 236.
- Forbin-Janson (Tonssaint de). I, 200, 201, 282. — II, 50.
- Forcade, commis des parties cassnelles. I, 274.
- Fortin de la Hoquette, archevêque de Sens. I, 270, 271.
- Foucault de Magny. II, 17.
- Fonquet. I, 225, 300.
- Fonquernx, procureur général de la chambre de justice. I, 286.
- François de Savoie, dit le Prince Eugène. I, 123, 124, 125, 130, 131, 138, 144, 159, 232. — II, 101, 294.
- Frédéric II, roi de Prusse. II, 275, 292, 294, 296, 330.
- Gacé, fils du maréchal de Matignon. I, 266.
- Gaillard (le P. Honoré). I, 282.
- Galles (le prince de), fils du roi Georges. II, 99.
- Gamache (l'abbé de). II, 89, 90, 91.
- Gamache (M. de). I, 144.
- Garus. II, 31.
- Gaston, frère de Louis XIII. I, 179, 326, 341.
- Caumont. II, 83.
- Georges I^{er}, roi d'Angleterre. I, 185, 267, 268, 280, 281, 292, 293, 298, 313, 330. — II, 34, 66, 67, 97, 175, 256.
- Georges II, roi d'Angleterre. II, 278.
- Georges III. II, 306.
- Gesvres (le cardinal de). II, 51, 179.
- Gesvres (le duc de). I, 321.
- Giovenazzo (le duc de). I, 172, 295.
- Girard. II, 313.
- Girardin, capitaine aux gardes. I, 266, 267.
- Gisors (le comte de). II, 304.
- Giudice (le cardinal del). I, 172, 174, 175, 294, 295, 330.
- Glebow. II, 210, 215, 216.
- Gluck, archiprêtre de Riga. II, 211, 213, 221.
- Godeau, curé de Saint-Côme. I, 251.
- Golsard (Marie-Anne). I, 260.
- Gondrin (la marquise de). I, 156. — II, 187.
- Gonzague (Marie de). I, 223.
- Gorge d'Antrague. II, 181.
- Gouffier (de). I, 335.
- Gourgues (le président de). I, 249.
- Gozzadini (le cardinal). I, 167.
- Grammont (le duc de). I, 244, 303.
- Grammont (le comte de). I, 123.
- Grandpré. — V. *Etampes* (le chevalier d').
- Griffet (le P. Henri). I, 216.
- Grimaldo. I, 293. — II, 72, 73, 124, 125, 133, 193, 194.
- Groësqner (du). I, 350.
- Grotzka (Euphémie), femme de Fédor Romanow. II, 205.
- Guéménée (la princesse de). I, 309.
- Gnérét, curé de Saint-Paul. II, 76.
- Guer-Pontcaillet (de). II, 79.
- Gnèche (le duc de). I, 223, 255, 257. — II, 3.

Guillaume III, roi d'Angleterre.

I, 120, 231, 232. — II, 141.

Gustave-Adolphe, roi de Suède.

I, 224.

Haddik (le général). I, 293.

Hamont. I, 193.

Harcourt (le duc d'). II, 173.

Harlai (de), archevêque de Paris.

I, 228.

Harlai (le P. P. de). I, 149, 178.

Hausset (madame du). II, 260.

Hautefort (le marquis d'). II, 254,

255.

Hautefort (le chevalier d'). II, 10.

Hawke (l'amiral). II, 290.

Heinsius (Antoine). II, 100.

Helvétius (Adrien). II, 112, 113.

Helvétius, auteur du livre de

l'Esprit. I, 131.

Hénault (le président). I, 227,

348.

Hennequin. I, 344.

Henri III. I, 151.

Henri IV. I, 179, 180, 240, 248,

300. — II, 125, 267.

Hermani. II, 204.

Hermant. I, 193.

Hesse (le prince de). II, 19.

Holborn (l'amiral). II, 291.

Holderness (milord). II, 291.

Holstein (le duc de). II, 19.

Holstein-Gottorp (le duc de). I,

341.

Hombert, chimiste. I, 155.

Horn (Antoine-Joseph, comte de).

II, 75, 76, 78, 79.

Horn (Maximilien-Emmanuel,

prince de). II, 78, 79.

Horn (Philippe-Emmanuel,

prince de). II, 78.

Howe. II, 306.

Hübner. II, 211.

Huissen (le baron de). II, 204,

223.

Humières (le duc d'). I, 163.

Innocent XI. I, 160.

Innocent XIII. II, 109.

Isembourg (le prince d'). II, 304.

Isengben (le maréchal d'). II, 78.

Jacques II. I, 149, 159, 231, 257,

267, 270. — II, 33.

Jacques III. — V. *Saint-Georges*

(le chevalier de).

Jannel, intendant général des

postes. II, 203, 204.

Jansenius. I, 188.

Jarente de Genas-d'Orgeval (Louis-

François-Alexandre de). I, 195.

Jarente de Labruyère (Louis-

Sextius de). I, 195, 201.

Jeannin (le président). I, 300.

Joly de Fleury, avocat général au

parlement. I, 205, 206, 217,

218, 256, 260, 303.

Jonsac d'Aubeterre. I, 267.

Jonanna. II, 231.

Jouvency (le P. Joseph). I, 262.

— II, 50.

Jumonville. II, 279.

Kaizerling, envoyé de Prusse en

Russie. II, 209, 210.

Kannitz (Wenceslas, prince de).

II, 255, 263, 330.

Keith (le maréchal). II, 292, 293.

Kniphausen (le baron de). II, 258,

261.

Knowless (Catherine), femme de

Law. II, 97.

Königsmark (le comte de). I, 339.

- Königsmark (la comtesse de). II, 272.
- Kurakin. I, 312, 313, 316. — II, 197, 217.
- La Beaumelle. II, 33.
- La Berthière. I, 248.
- La Billarderie. II, 17.
- La Boissière (de). II, 301.
- La Boulaie. I, 123.
- Lachaise (François d'Aix de). I, 190, 191, 194, 228, 241.
- La Chalotais. II, 307.
- La Croix, receveur général des finances. I, 141.
- La Fare (le marquis de). I, 308. — II, 68, 159.
- La Fare (l'abbé de). II, 51, 119.
- La Fare-Lopis (l'abbé de). II, 51, 52, 53.
- La Ferté (le P. Louis de). I, 282, 283.
- La Ferté (la maréchale de). I, 178, II, 112, 113.
- La Feuillade (Louis de). I, 122, 123. — II, 200, 201.
- Lafitteau, évêque de Sisteron. I, 196, 229, 283. — II, 43, 44, 66, 106, 107, 149, 150, 151.
- La Force (Henri-Jacques Nompur de Caumont, duc de). I, 357. — II, 3, 42, 95, 99, 104, 105, 106.
- La Gallissonnière (Roland-Michel Barris de). II, 272, 328.
- Lagrange-Chancel. I, 136, 254, 273. — II, 21, 22.
- La Grange d'Arquien (Marie-Casimir de), reine de Pologne. I, 223, 224.
- La Jonchère. II, 170.
- La Jonquière. I, 123.
- La Haye, écuyer du duc de Berri. I, 254, 284.
- La Houssaye, conseiller d'État. I, 260, 261.
- Lallemant (le P. Jacques-Philippe). I, 219.
- Lally (de). II, 329.
- Lamballe (le comte de). I, 310.
- Lambilly. I, 350.
- Lamoignon. I, 197, 205, 321. — II, 6, 186.
- Lamoignon (le président de). I, 161.
- Lamoignon de Basville. I, 323, 325.
- Lamothe. I, 123.
- Laucelot. I, 193.
- Langallerie (des Gentils, marquis de). I, 123.
- Langie (Pierre de), évêque de Boulogne. I, 203.
- Languet, évêque de Soissons. II, 53, 54.
- Languet, curé de Saint-Sulpice. II, 26.
- Lanti (de), neveu de madame des Ursins. I, 169.
- La Peyronie. II, 174.
- La Porte-Vésins. I, 207.
- Lapoukin (Abraham). II, 216.
- Lapoukin (Eudoxie-Theodora), femme de Pierre I^{er}. II, 208, 209, 210, 215, 216, 217, 225, 229.
- La Roche, garde de l'estampille de Philippe V. II, 126.
- La Roche-Aymon, archevêque de Narbonne. I, 128, 135.
- La Rochefoucauld (le cardinal de). I, 194. — II, 61.
- La Rochefoucauld (le duc de). II, 85.
- La Rochefoucauld (la marquise de). I, 338.

- La Rochepot. I, 302.
 La Rue (le P.). I, 148, 282.
 Lassé (de). II, 103.
 La Tour (le P.). I, 149.
 La Tour-d'Auvergne (le prince de).
I, 123, 124.
 La Tour-d'Auvergne (l'abbé de).
II, 43.
 La Trémouille (le cardinal de). I,
198. — II, 65, 89.
 Lauftez. II, 123.
 Lauraguais (la duchesse de). II,
286.
 Lauzun (le duc de). I, 184, 268,
272, 273. — II, 28.
 Lauzun (la duchesse de). I, 184.
 La Vallière (le duc de). II, 166.
 La Vallière (la duchesse de). I,
147, 231, 235, 237.
 La Varenne, gouverneur de la Mar-
 tinique. I, 322, 323.
 Laville (l'abbé de). II, 322.
 La Vrillière (le duc de). I, 259.
 La Vrillière (le marquis de). II, 3,
49, 50, 81, 95, 96, 182.
 Law (Guillaume). I, 264, 288, 289,
338, 339, 342, 347, 351, 352,
357, 360. — II, 11, 42, 46, 61,
62, 74, 77, 80, 81, 82, 83, 86,
92, 94, 95, 97, 100, 101, 102,
103.
 Le Bas de Montargis. I, 335.
 Leblanc (Claude). II, 11, 15, 16,
23, 44, 59, 84, 93, 96, 144,
158, 168, 169, 170, 200, 201,
238.
 Leblanc (l'abbé). II, 44.
 Le Brun, empirique de Marseille.
I, 215.
 Leeznaka (Marie-Catherine-Sop-
 hie-Félicité-Marie), reine de
 France. II, 198.
 Lède (le marquis de). I, 346.
 Lefort, ministre de Pierre I^{er}. II,
209, 212.
 Legendre, négociant à Rouen. II,
61.
 Legrand, huissier au Châtelet. II,
35, 36.
 Legros. I, 344.
 Lemaistre. I, 193.
 Lemaistre de Saey. I, 193.
 Le Marchand (Augustin), corde-
 lier. I, 138.
 Lemontey. I, 234. — II, 17, 41,
79, 119.
 Lenain, doyen du parlement. I,
156.
 Lenain de Tillemont. I, 193.
 Lenglet-Dufresnoy. II, 14.
 Lenormand d'Étioles. II, 259.
 Le Peletier des Forts (Michel-Ro-
 bert). II, 83, 102, 288.
 Le Peletier de La Houssaye (Félix).
II, 101, 103, 144.
 Le Pelletier de Souzy. II, 3.
 Le Petit de Verno. I, 207.
 Le Roi, abbé de Haute-Fontaine.
I, 193.
 Lescure (M. de). I, 136, 254,
336. — II, 22.
 Lestocq (Jean-Hermann). II, 230,
231.
 Letellier (Michel), chancelier de
 France. I, 226, 241.
 Letellier (Michel), confesseur du
 roi Louis XIV. I, 129, 191,
192, 193, 194, 195, 196, 197,
198, 199, 200, 201, 202, 203,
204, 205, 206, 209, 210, 211,
212, 214, 216, 218, 219, 221,
241, 258, 260, 261, 262, 305.
— II, 49, 60, 65.
 Letourneux. I, 193.
 Lévi (le duc de). II, 166.
 Lévi (madame de). I, 183, 240.

- Lewenveldeu (le comte). II, 224.
 L'Hôpital (madame), maîtresse de poste. I, 268, 269.
 Ligne (le prince de). II, 78.
 Lignières (le P. de). I, 282. — II, 129.
 Longueville (Charles-Paris d'Orléans, duc de). I, 178.
 Longueville (le chevalier de). I, 178.
 Longueville (l'abbé de). I, 178.
 Lorraine (le duc de). I, 340, 341.
 Lorraine (la duchesse de). I, 340.
 Lorraine (le chevalier de). I, 121.
 Lorraine (le prince Charles de). I, 304. — II, 292, 293, 298, 330.
 Lottier. I, 169.
 Louis le Gros. I, 298.
 Louis XI. I, 385.
 Louis XII. I, 185.
 Louis XIII. I, 151, 153, 214, 217, 258, 296, 341, 342. — II, 18, 88.
 Louis XIV. I, 119, 120, 123, 125, 129, 130, 131, 134, 137, 140, 143, 147, 150, 152, 153, 155, 156, 159, 160, 161, 162, 164, 172, 173, 178, 179, 184, 185, 188, 189, 191, 193, 198, 204, 216, 217, 221, 223, 224, 227, 229, 231, 232, 233, 234, 235, 240, 242, 243, 244, 245, 251, 255, 256, 258, 259, 260, 265, 267, 278, 282, 284, 285, 309, 312, 319, 326, 333, 342, 343, 347. — II, 18, 21, 101, 114, 125, 136, 138, 141, 165, 166, 188, 192, 208, 288, 294, 297.
 Louis XV. I, 119, 134, 135, 155, 160, 195, 259. — II, 18, 23, 114, 165, 188, 198, 276, 277.
 Louis XVI. II, 269, 276.
 Louis, Dauphin de France, fils de Louis XVI. I, 126, 134, 135, 140, 141, 142, 143, 148.
 Louvile, gentilhomme de la chambre de Philippe V. I, 292, 293, 296.
 Louvois. I, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 240, 241, 245, 333.
 Louvois (l'abbé de). I, 270.
 Lucas (le P.). I, 149.
 Luchet, auteur de l'*Histoire de MM. Paris*. II, 190.
 Luc-Vintimille (le comte de). I, 159, 260, 261.
 Lussy (le chevalier de). II, 232.
 Luther. I, 173.
 Luxembourg (le chevalier de), ensuite prince de Tingry, puis maréchal de Montmorency. I, 124.
 Luynes (le duc de). I, 193. — II, 105.
 Lyghins. II, 136.
 Lynar (le comte de). II, 288.
 Macanuas. I, 174, 177, 176.
 Machault d'Arnonville (Pierre-Charles de). I, 339. — II, 21.
 Machault d'Arnouville (Jean-Baptiste). II, 258, 259, 296, 269, 276, 277, 281, 324, 325, 326.
 Madame, belle-sœur de Louis XIV. I, 207, 209.
 Maffei (le comte), vice-roi de Sicile. I, 278, 279.
 Maillehois. I, 304.
 Maillebois (Yves-Marie Desmarts, comte de). II, 289, 327.
 Mailly, archevêque de Reims. I, 221. — II, 49, 50, 52, 53, 54, 105, 117.

- Mailly (le comte de). II, [49](#).
 Mailly (la comtesse de). II, [49](#).
 Maine (Louis-Auguste de Bourbon, duc du). I, [136](#), [137](#), [156](#), [177](#), [178](#), [180](#), [183](#), [184](#), [185](#), [210](#), [217](#), [222](#), [223](#), [255](#), [256](#), [257](#), [267](#), [291](#), [310](#), [311](#), [337](#), [348](#), [349](#), [353](#), [355](#), [356](#), [358](#), [359](#), [360](#). — II, [2](#), [4](#), [5](#), [6](#), [9](#), [10](#), [12](#), [13](#), [17](#), [22](#), [23](#), [33](#), [36](#), [37](#), [57](#), [62](#), [164](#), [166](#), [168](#).
 Maine (Anne-Louise-Bénédicta de Bourbon, duchesse du). I, [177](#), [257](#), [307](#), [309](#), [311](#), [337](#), [356](#). — II, [9](#), [10](#), [13](#), [17](#), [22](#), [23](#), [36](#), [37](#), [62](#), [64](#), [79](#), [80](#).
 Maintenon (madame de). I, [121](#), [125](#), [136](#), [137](#), [142](#), [146](#), [148](#), [160](#), [161](#), [164](#), [170](#), [181](#), [182](#), [183](#), [187](#), [192](#), [196](#), [204](#), [210](#), [211](#), [212](#), [213](#), [214](#), [215](#), [227](#), [228](#), [229](#), [230](#), [231](#), [235](#), [237](#), [238](#), [239](#), [240](#), [254](#), [263](#), [264](#), [285](#), [319](#), [320](#). — II, [33](#), [34](#), [49](#), [135](#), [152](#), [297](#).
 Maisons (le président de). I, [221](#).
 Maisons (la présidente de). I, [122](#).
 Mausfeldt, ambassadeur d'Allemagne à Madrid. I, [138](#).
 Marnis (Mathieu), avocat au parlement. I, [357](#). — II, [70](#), [75](#), [87](#), [145](#).
 Marbœuf (M. de). I, [195](#).
 Marcieu (le chevalier de). II, [56](#), [57](#), [58](#).
 Maréchal (Georges). I, [135](#), [136](#), [191](#), [193](#), [211](#). — II, [112](#), [195](#), [196](#).
 Marie, fille d'Alexis Romanow. II, [205](#), [216](#).
 Marie-Thérèse d'Autriche, femme de Louis XIV. I, [151](#), [153](#). — II, [125](#), [136](#).
 Marie-Christine de Bavière, Dauphine. I, [126](#).
 Marie d'Este, veuve de Jacques II. I, [159](#).
 Margou (l'abbé de). I, [337](#).
 Marguerite-Louise, mademoiselle d'Orléans, fille de Gaston, frère de Louis XIII. I, [342](#). — II, [72](#).
 Marlborough (Jean Churchill, duc de). I, [123](#), [124](#), [125](#), [130](#), [131](#), [144](#), [152](#), [155](#), [185](#). — II, [101](#), [294](#).
 Marlborough (lord). II, [305](#), [306](#).
 Marr (le comte de). I, [267](#).
 Marsan (la comtesse de). II, [282](#), [285](#).
 Marsin. I, [123](#).
 Massei, nonce du pape. II, [99](#), [100](#).
 Massillon (Jean-Baptiste). I, [334](#). — II, [71](#).
 Malignon (la maréchale de). I, [315](#).
 Maulevrier (l'abbé de). I, [305](#).
 Maulevrier-Langeron (le marquis de). II, [123](#).
 Maurepas (la comtesse de). II, [49](#).
 Maurepas (M. de). II, [259](#), [276](#), [301](#), [302](#).
 Mauséra (le marquis de). I, [133](#).
 Mazariu (le cardinal de). I, [201](#), [224](#). — II, [82](#), [151](#), [238](#), [241](#), [267](#).
 Meaupeou (René-Charles de). II, [281](#).
 Meckelbourg (Elisabeth de), duchesse de Brunswick-Bevern. II, [229](#), [230](#).
 Ménager. I, [301](#).
 Meuguy (Guillaume). I, [260](#). — II, [92](#), [96](#).
 Ménières (le président de). II, [321](#).
 Ménéil (le chevalier du). II, [17](#), [18](#).

- Menzikow. II, 212, 213, 214, 221, 222, 224, 225, 227, 228, 229.
- Merci (le général). I, 138.
- Mesmes (le bailli de). I, 308.
- Mesmes (le P. P. de). I, 157, 305, 348. — II, 64, 183.
- Michetet (J.). I, 134. — II, 54.
- Milastowski (Marie), femme d'Alexis Romanow. II, 205.
- Miltain. I, 357.
- Mitte (Lanrent de). II, 75, 76.
- Mirandote (le duc de la). I, 172.
- Mirepoix (Charles-Pierre-Gaston-François de Lévis, duc et maréchal de). II, 256, 257.
- Modène (Marie de). I, 267. — II, 33.
- Modène (le prince de). II, 40, 71, 72.
- Moëns, chambellan de Catherine, impératrice de Russie. II, 218, 219, 221.
- Moëns (Anne). II, 209, 210.
- Moté (Mathieu). I, 348.
- Molière. I, 233.
- Molina. I, 188.
- Monsieur, frère de Louis XIV. I, 122, 179, 233, 248, 249, 250, 265. — II, 129.
- Montaran. II, 38.
- Montauhan (madame de Bantrunogent, princesse de). I, 158. — II, 178.
- Montausier (le duc de). I, 140, 333. — II, 116.
- Moutbazou (le duc de). I, 233.
- Montcalm (le marquis de). II, 280, 291.
- Montchevreuil. I, 228.
- Monteillano (la duchesse de). II, 140.
- Montelion. II, 13.
- Montespan (le marquis de). I, 235.
- Montespan (madame de). I, 122, 137, 156, 178, 204, 227, 235, 236, 250, 298.
- Montesquiou (Pierre de). I, 349, 350.
- Monti. I, 296, 297.
- Montlouis (de). II, 72.
- Montmorency (Floris de). II, 78.
- Montmorency (Joseph de), seigneur de Nivelles. II, 78.
- Moutmorency (Philippede). II, 78.
- Montpensier (le duc de). I, 327.
- Montpensier (mademoiselle de), cousine de Louis XIV. I, 273. — II, 30.
- Montpensier (mademoiselle de), fille du régent. II, 71, 119, 123, 139.
- Moras (Peirene de). II, 281, 301, 326.
- Mordeunt (le général). II, 290.
- Moreau de Séchelles (Jean). II, 200, 266, 276, 326.
- Mortemart (le duc de). II, 105, 234.
- Morville (Charles Jean-Baptiste Fleurian, comte de). I, 284. — II, 112, 143, 166.
- Mouchy (la marquise de). I, 274. — II, 25, 26, 27, 31, 32.
- Mongault (l'abbé). II, 167, 168, 184.
- Munich (le comte de). II, 230.
- Nadasti (le général). II, 298.
- Nangis (le marquis de). II, 187.
- Nantes (Louise-Françoise de Bourbon, dite mademoiselle de). I, 204.
- Nariskin (Nathalie), femme d'Alexis Romanow. II, 205.

- Navailles (le maréchal de). I, 248.
 Neale (le marquis de). I, 314.
 Nesmond (de), évêque de Bayeux. I, 270.
 Nestezuranoy (Yvan). II, 204, 223.
 Neubourg (Marie-Anne). I, 170.
 Nicole. I, 193.
 Niert, valet de chambre de Louis XV. II, 234.
 Nieves (madame de), *signora de honor*. II, 139.
 Nivernais (Louis-Jules Barbon Mancini-Mazarini, duc de). II, 260, 269, 290, 302.
 Noailles (le cardinal de). I, 194, 196, 200, 201, 202, 203, 206, 208, 211, 212, 216, 221, 260, 282, 283, 305, 307, 346. — II, 11, 26, 49, 52, 53, 66, 70, 92, 93, 94, 118, 129, 130, 131, 164.
 Noailles (le maréchal de). I, 186, 218. — II, 239.
 Nonilles (le duc de). I, 153, 217, 218, 257, 263, 266, 269, 304, 324, 325, 326, 338, 339, 340, 352. — II, 3, 105, 143, 148, 187.
 Noailles (la maréchale de). I, 227.
 Noailles (la comtesse de). I, 335.
 Noailles (madame de). I, 304.
 Nocé (de). II, 68, 145.
 Nodl (le P.). I, 148.
 Nogent. I, 226.
 Noirmoutiers (le duc de). I, 170.
 Novion (le premier président de). II, 185, 186.
 Noyant. I, 350.
 O (le marquis d'). II, 10.
 O (madame d'). I, 183, 210.
 Ogier. II, 288, 301.
 Olonne (la duchesse d'). I, 178.
 Oppède (le chevalier d'). I, 334.
 Orléans (Marie d'), fille de Monsieur, et reine d'Espagne. I, 138.
 Orléans (la duchesse d'), femme du régent. I, 253, 307, 317, 336. — II, 9, 29, 40.
 Orléans (le duc d'), fils du régent. — V. *Chartres* (le duc de).
 Orléans (Louise-Adélaïde d'), abbesse de Chelles. I, 335.
 Orléans (Jean-Philippe, dit le chevalier d'), fils naturel du régent. I, 284, 334.
 Ormesson (d'). I, 304. — II, 83.
 Ormond (Jacques Butler, duc d'). I, 131, 152, 186.
 Orry. II, 72, 73, 193.
 Ossone (le duc d'). I, 156. — II, 123, 125, 126.
 Ostermann (le comte d'). II, 226, 229, 230.
 Oxford (Horley, comte d'). I, 185.
 Ozanne. I, 197.
 Parabère (la comtesse de). II, 70, 187.
 Parascowic, fille d'Yvan Romanow. II, 205.
 Pâris aîné, garde du trésor royal. II, 190.
 Pâris-Duverney. II, 282, 283, 284, 285.
 Pâris de Montmartel. II, 180.
 Pascal. I, 193.
 Passarini. II, 111.
 Patino. II, 73, 193, 249, 250, 252.
 Panlet, supérieur du séminaire

- des Bons-Enfants. II, [129](#).
 Paulmy (Autoine-René de Voyer d'Argenson, marquis de). II, [281](#), [284](#), [298](#), [299](#), [326](#).
 Pécoil. II, [60](#).
 Pellegrine (la), camériste de la reine d'Espagne. II, [250](#).
 Penhièvre (le duc de). I, [156](#), [310](#). — II, [305](#).
 Perelle. II, [91](#).
 Péreuse (de). II, [303](#).
 Petitpied. I, [344](#).
 Phalaris (la duchesse de). II, [181](#), [182](#), [187](#).
 Philippe, duc d'Orléans, régent. I, [122](#), [135](#), [136](#), [137](#), [139](#), [140](#), [151](#), [153](#), [156](#), [157](#), [171](#), [182](#), [184](#), [189](#), [210](#), [211](#), [213](#), [215](#), [217](#), [219](#), [221](#), [222](#), [223](#), [247](#), [248](#), [249](#), [250](#), [253](#), [254](#), [255](#), [256](#), [257](#), [264](#), [267](#), [290](#), [343](#). — II, [159](#), [166](#), [170](#), [174](#), [175](#), [180](#), [181](#), [182](#), [183](#), [187](#), [188](#), [198](#), [320](#).
 Philippe II, roi d'Espagne. II, [78](#), [263](#), [278](#).
 Philippe IV. I, [153](#). — II, [125](#), [138](#).
 Philippe V, roi d'Espagne. I, [120](#), [131](#), [132](#), [133](#), [134](#), [137](#), [139](#), [149](#), [150](#), [151](#), [152](#), [153](#), [156](#), [157](#), [159](#), [160](#), [164](#), [171](#), [173](#), [174](#), [256](#), [257](#), [264](#), [276](#), [278](#), [281](#), [292](#), [297](#), [345](#). — II, [20](#), [47](#), [48](#), [55](#), [56](#), [72](#), [73](#), [119](#), [123](#), [124](#), [125](#), [126](#), [128](#), [129](#), [135](#), [136](#), [139](#), [140](#), [143](#), [193](#), [194](#), [196](#), [246](#), [249](#), [250](#), [251](#).
 Philippe le Bon, duc de Bourgogne. I, [185](#).
 Philippe-Guillaume, électeur palatin. I, [166](#).
 Piémont (le prince de). II, [39](#).
 Pierre 1^{er} (le czar). I, [311](#). — II, [197](#), [204](#), [205](#), [206](#), [207](#), [209](#), [210](#), [214](#), [218](#), [222](#), [223](#), [225](#), [226](#), [228](#), [229](#), [230](#).
 Pierre III, empereur de Russie. II, [232](#).
 Pierre, fils d'Alexis Petrowitch. II, [221](#), [225](#), [228](#).
 Piré. I, [350](#).
 Piscatori (Laura). II, [54](#), [55](#), [133](#).
 Poirier. I, [343](#).
 Polignac (le cardinal de). I, [150](#), [257](#), [343](#). — II, [90](#).
 Pompadour (le marquis de). II, [16](#).
 Pompadour (la marquise). II, [255](#), [259](#), [260](#), [262](#), [263](#), [264](#), [265](#), [266](#), [270](#), [271](#), [276](#), [282](#), [283](#), [284](#), [285](#), [297](#), [298](#), [302](#), [303](#), [309](#), [310](#), [311](#), [312](#), [313](#), [314](#), [315](#), [316](#), [317](#), [324](#), [325](#), [326](#).
 Pomponne (Simon Arnauld, marquis de). I, [125](#).
 Poutchartrain (Louis Phelipeaux, comte de). I, [127](#), [128](#), [139](#), [156](#), [181](#), [214](#), [260](#), [357](#).
 Poutchartrain (la chancelière de). I, [342](#).
 Popoli (le duc de). I, [295](#). — II, [140](#).
 Porto-Carrero (l'abbé de). II, [13](#), [14](#), [15](#).
 Pouschkin (le comte). II, [204](#).
 Prie (le marquis de). II, [170](#).
 Prie (la marquise de). II, [39](#), [169](#), [170](#), [185](#), [186](#), [188](#), [189](#), [191](#), [192](#), [198](#), [200](#), [202](#), [233](#), [234](#), [235](#), [237](#), [238](#).
 Prior. I, [156](#).
 Prondre, financier. I, [335](#).

- Pitt. I, 336, 337.
 Pucelle (René). I, 260. — II, 96.
 Puisieux (le marquis de). II, 259,
266, 284.
 Puttelaoge (le comte de). — V.
 Lussy (le chevalier de).
 Puysegur (Jacques-François de
 Chastanet, marquis de). I, 120.

 Qoesnel (Pascal). I, 190, 193,
196, 198, 203, 259, 262. —
 II, 60.
 Quoiaolt. I, 232.
 Quincy (le marquis de). I, 216.

 Racine. I, 225.
 Raisio (la). I, 141.
 Rancoveri, évêque de Borgo.
 I, 275.
 Rathery (M.). II, 97.
 Ravechet, syndic de Sorbonne.
 I, 307.
 Razomooski (les frères). II, 231.
 Reiglet (le P.). I, 274.
 Reinold, colonel des gardes
 soisses. I, 223.
 Reoaud. I, 139, 171.
 Retz (le cardinal de). I, 347. —
 II, 109.
 Revel. II, 297.
 Riehelieu (le cardinal de). I, 320,
342. — II, 151, 241, 267.
 Richelieu (Louis François-Armand
 de Plessis, duc de). I, 266,
272. — II, 14, 23, 24, 37,
38, 40, 41, 82, 242, 244, 245,
272, 282, 283, 284, 285, 286,
287, 289, 293, 295, 298, 300,
303, 327.
 Ricoart, Intendant de la Marti-
 oique. I, 323.
 Rieox (le président de). I, 130.
 Riom (le comte de). I, 272, 273,
274. — II, 16, 25, 26, 28, 29,
30, 32.
 Robec-Mootmoreocy (le prince
 de). II, 77.
 Rohinet (le P.). I, 165, 166, 174,
175, 176.
 Rochebonne, évêque de Noyon.
 II, 105, 163.
 Rochefort (le président de). I, 350.
 Rohan (le prince de). I, 304. —
 II, 133, 138, 139, 142, 158,
163.
 Rohao (la prioresse de). II, 16.
 Rohao (le cardinal de). 200, 201,
202, 203, 208, 210, 211, 212,
216, 217, 221, 237, 282, 283.
 — II, 34, 52, 70, 71, 118, 130,
150, 152, 158, 163, 200.
 Rohao-Guémenee (l'abbé de). II,
118.
 Romanow (Alexis). II, 205.
 Romanow (Fédor). II, 205.
 Romanow (Michel). II, 204.
 Romanow (Yvan). II, 205, 206,
228.
 Roseo, prétendu père de l'impé-
 ratrice de Russie Catherine.
 II, 211.
 Rothembourg (le comte de). II,
246, 247, 249.
 Roüllé. II, 266, 271, 273, 278,
280, 309, 324.
 Roüllé du Goudray (Hilaire).
 I, 263, 266, 284, 285.

- Roujault (Nicolas-Étienne). I, 260.
- Rousseau (J.-B.). I, 285.
- Rulhière (de). I, 240, 241.
- Sabran. II, 305.
- Sabran (la comtesse de). I, 254.
— II, 8.
- Saillans (le marquis de). II, 23, 24.
- Saint-Aignan (le duc de). I, 292, 293. — II, 16, 18, 19, 105, 127.
- Saint-Albin (l'abbé de), fils du régent. II, 8, 118.
- Saint-Contest (M. de). I, 159, 310, 341.
- Saint-Florentin (Louis Phélypeaux, comte de). II, 49, 266.
- Saint-Georges (le chevalier de). I, 144, 159, 174, 267.
- Saint-Germain. II, 328.
- Saint-Laurent. I, 248, 249.
- Saint-Martin. II, 10.
- Saint-Pierre (Charles-Irénée Castel de). I, 343.
- Saint-Pierre (la duchesse de). I, 156, 345.
- Saint-Pouange. I, 226.
- Saint-Séverin (M. de). II, 259, 266, 284.
- Saint-Simon (le duc de). I, 136, 149, 153, 154, 165, 198, 203, 218, 322, 324, 325, 326, 346, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358. — II, 3, 4, 7, 9, 17, 22, 32, 37, 70, 83, 97, 105, 106, 110, 119, 123, 124, 125, 126, 127, 131, 132, 143, 144, 149, 152, 156, 162.
- Sainte-Marthe. I, 193.
- Santa-Cruz (le marquis de). II, 138, 139.
- Sapieba (le comte). II, 224.
- Sartine (de). II, 196, 127.
- Saxe (Manrice de), maréchal de France. II, 272.
- Saxe-Hilperhausen (le prince de). II, 296, 297, 331.
- Scaglione. II, 108.
- Scarron. I, 215.
- Scheremetow (le feld-maréchal). II, 212.
- Schevalow (Peters). II, 231.
- Schevalow (Yvan). II, 231, 232.
- Scoti (le marquis). II, 250.
- Séguier (le chancelier). I, 342.
- Seneçay (la marquise de). I, 309.
- Senecterre (le marquis de). II, 34.
- Sérone, médecin. I, 230.
- Servi. II, 136.
- Servien (Abel). I, 300. — II, 267.
- Servien (l'abbé). I, 300.
- Shrewsbury (le duc de). I, 156, 186.
- Shrewsbury (milady). I, 203.
- Sicile (Roger, duc de). I, 276.
- Silva (Jean-Baptiste). II, 113, 237.
- Simon, fils d'Alexis Romanow. II, 205.
- Sobieski (Jean). I, 201, 223, 224, — II, 199.
- Solssons (Louis de Bourbon, comte de). I, 179.
- Solssons (la comtesse de). I, 138, 226.
- Solticof (Parascowie), femme d'Yvan Romanow. II, 205.

- Sophie, fille d'Alexis Romanew. II, 205, 206, 207.
- Soubise (le maréchal de). II, 123, 277, 281, 282, 284, 295, 296, 297, 303, 304, 310, 326, 327.
- Soubise (madame de). I, 237. — II, 33, 34.
- Sonlavié. I, 272. — II, 14, 37.
- Staal (madame de). II, 18.
- Stairs (lord). I, 186, 255, 267, 268, 269, 270, 280, 281, 283. — II, 34, 74.
- Stanhepe (lord). I, 298, 336. — II, 72.
- Stanislas, roi de Pologne. II, 51, 198, 199, 224.
- Staremborg (le comte de). II, 255, 258, 262, 263, 265.
- Stuart (Louise-Marie), fille de Jacques II. I, 149.
- Strickland (l'abbé). II, 243, 244.
- Talhenët (Lemeyne, dit le chevalier de). II, 79.
- Tallard (Camille d'Hestun, duc et maréchal de). I, 202, 260. — II, 3, 22, 122.
- Tencin (Guérin de). II, 44, 45, 46, 47, 106, 107, 108, 109, 150, 321, 322.
- Tencin (madame de). II, 45.
- Tercier (Jean-Pierre). I, 131.
- Tessé (René de Froulay, comte de). I, 284, 314, 315, 322. — II, 187, 196, 231.
- Théodosie, fille d'Alexis Romanew. II, 205.
- Thésul (l'abbé de). II, 43.
- Thianges (la marquise de). I, 236.
- Tiesenhansen. II, 213.
- Tilladet. I, 226.
- Tinnagnas. II, 127.
- Torcy (le marquis de). I, 152, 161, 186, 257, 298. — II, 3, 110, 147.
- Toulouse (Louis-Alexandre de Bourbon, comte de). I, 156, 177, 178, 181, 222, 291, 300, 340, 341, 349, 324, 326, 335, 356, 357, 358, 359. — II, 2, 3, 9, 10, 164, 166, 168, 187.
- Tournemine (le P. René-Joseph). I, 219.
- Trémouille (le duc de la). I, 305.
- Trémeuille (le cardinal de la). I, 344.
- Tresmes (le duc de). I, 321. — II, 21.
- Tressan (de), évêque de Nantes. II, 65, 66.
- Tréveux (le P. du). I, 282, 296.
- Trudaine, prévôt des marchands. II, 84, 85.
- Trudaine. I, 302.
- Turenne. I, 150, 227, 230, 333.
- Turget (mademoiselle). II, 18.
- Turménies. II, 85, 86.
- Ulrique-Éléonore, reine de Suède. II, 12.
- Ursins (la princesse des). I, 132, 139, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 172, 173, 174, 175, 176, 292, 294. — II, 72, 73, 247.

- Uxelles (Nicolas de Blé, marquis d'). I, 301, 302, 347. — II, 3, 22, 123.
- Valero Leza. I, 175, 176.
- Valincourt. I, 181. — II, 9.
- Valois (mademoiselle de), fille du régent. II, 39, 40, 41, 71, 243.
- Valori (Louis-Heuri-Gui de). II, 229.
- Van Schevalow. II, 204.
- Varangeville (Roque de). I, 122.
- Vasu, valet de chambre. I, 133.
- Vaubourg. I, 302.
- Vaudemout (le prince de). I, 120.
- Vaudreuil (le marquis de). II, 280, 291.
- Vauréal, évêque de Reunes. I, 132.
- Vaurouy (l'abbé). II, 129.
- Vauxcelles (l'abbé de). I, 119, 195.
- Veudôme (César de). I, 179.
- Vendôme (le duc de). I, 169, 179, 275, 276. — II, 190.
- Vendôme (le grand prieur de). I, 251, 308.
- Venier. II, 179.
- Ventadour (la duchesse de). I, 134, 206, 210, 212, 213, 304, — II, 113, 123, 166.
- Vergennes (M. de). II, 143.
- Vermandois (le comte de). I, 235, 237.
- Vermandois (Henriette - Louise - Marie - Françoise - Gabrielle de Bourbon, dite mademoiselle de). II, 196, 197.
- Verneuil (le duc de). I, 180.
- Vertou. I, 314, 322.
- Vérue (la comtesse de). I, 134, — II, 103.
- Vésius (le marquis de). I, 207.
- Vessière (l'abbé de). II, 46.
- Vesterloo (le comte de). II, 242, 243.
- Victor-Amédée, duc de Savoie. I, 121, 133, 134, 160, 192, 278, 279, 329, 340. — II, 39, 100.
- Vieuville (le duc de la). I, 248.
- Vilette (de). I, 267.
- Villacerf. I, 226.
- Villars (le maréchal de). I, 125, 150, 152, 159, 210, 260, 261, 301, 318, 336, 342, 359. — II, 3, 4, 22, 85, 114, 122.
- Villars (la maréchale de). I, 122, 318.
- Villars (madame de), sœur du maréchal. I, 336.
- Villebois, favori de Pierre le Grand. II, 219, 220, 221.
- Villemorien. II, 98.
- Villemur (de). II, 293.
- Villena (le marquis de). I, 331, 332.
- Villeroi (le maréchal de), gouverneur de Louis XIV. I, 232.
- Villeroi (le maréchal de). I, 121, 211, 262, 263, 285, 286, 319, 327, 337, 352, 354, 358, 359, 360. — II, 3, 4, 5, 6, 22, 62, 85, 103, 112, 113, 116, 119, 120, 121, 122, 129, 130, 131,

354 INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES.

- | | |
|--|---|
| <u>142</u> , <u>149</u> , <u>152</u> , <u>158</u> , <u>162</u> , <u>237</u> ,
<u>297</u> . | <u>128</u> , <u>143</u> , <u>181</u> , <u>183</u> , <u>261</u> , <u>202</u> ,
— II, <u>169</u> . |
| Villeroi (de), archevêque de Lyon.
II, <u>191</u> . | Walpole (Horace). II, <u>235</u> , <u>239</u> . |
| Villeron. II, <u>50</u> . | Yvan IV. II, <u>229</u> , <u>232</u> . |
| Vittebant, sous-précepteur de
Louis XV. J, <u>285</u> , <u>286</u> . | Ziervers. II, <u>231</u> . |
| Vivant, curé de Saint-Méry. II,
<u>130</u> . | Zinzendorf, chancelier de l'Em-
pire. II, <u>242</u> . |
| Voltaire. I, <u>198</u> . — II, <u>113</u> , <u>204</u> ,
<u>214</u> , <u>221</u> , <u>259</u> , <u>327</u> . | Zinzendorf (l'abbé de). H. <u>242</u> ,
<u>243</u> , <u>244</u> . |
| Voysin (Daniel-François). I, <u>125</u> , | |

FIN DE L'INDEX ALPHABÉTIQUE.



7494 — Paris, imprimerie de Jouaust et fils, 338, rue S.-Honoré.

005687136

Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage, contenant les titres détaillés de ces ouvrages, les noms des auteurs, un aperçu de leur sujet, leur valeur et leur prix dans les ventes, l'indication de ceux qui ont été poursuivis ou qui ont subi des condamnations; par M. le C. d'****. SECONDE ÉDITION, revue, corrigée, augmentée notamment d'un index alphabétique. In-8 de XII-406 pages. Prix. . . 25 fr.

P.-L. JACOB, bibliophile. **Dissertations bibliographiques.** In-12, papier vergé, tiré à 255 exemplaires. 7 fr. 50

Ce volume contient : La Farce de Pathelin et ses suites. — La Pronostication de maître Albert Songecreux, biscaïen. — Une Lettre fautive de Rabelais. — Un Poète savoyard à la suite de la Pléiade. — Le Vritable Auteur du *Moyen de parvenir*. — Le Comte de Permission. — L'Occasion perdue recouverte est-elle de Corneille? — Les Manuscrits de l'abbé de Choisy. — Les Biographies de Molière. — A propos d'un exemplaire du *Tartuffe*, de Molière. — La Bibliothèque de Molière.

GUST. BRUNET. **Fantaisies bibliographiques.** In-12, papier vergé, tiré à 250 exemplaires. 7 fr. 50

Ce volume contient : Un Catalogue de livres singuliers que jamais nul bibliophile ne verra. — Des Études sur les bibliothèques du cardinal Dubois, de M. Libri, de Montesquieu, de J.-A. de Thon, de Paris en 1698, de Grolier, sur Jamet le jeune et sa bibliothèque. — *Letture forete e chiribizzose*, etc. — Tableau des mœurs du temps, de la Popelinière. — Zolot et ses deux scolies. — Notes sur quelques livres facétieux. — Organt, poème de Saint-Just. — Contes joyeux, etc. — *Opuscula Elisii Calentii*. — Lettre d'un gentilhomme françois à dame Jacqueline Clément. — De quelques traductions burlesques de divers poètes anciens, etc.

ED. TRICOTEL. **Variétés bibliographiques.** In-12, papier ordinaire, tiré à 200 exempl., 6 fr., et pap. de Hollande, tiré à 50 exempl. . . . 9 fr.

Ce volume contient : Les Maîtresses des poètes au XVI^e siècle. — Quelques Listes en vers de livres rares. — Sonnets inédits de GAEVIN, sur Rome. — Le Voyage du printemps, de Claude BINET. — La Composition et vertus du bonnet cornu. — Quelques Vers de PIBAC. — Discours satyrique de ceux qui écrivent d'amour, par Nicolas LE DIGNÉ. — Les Touches, de TABOURNOT. — Vers de DU PESSON sur la mort de Marie Stuart. — Une Satire inédite contre Henri IV. — Vers sur la mort de Gabrielle d'Estrees. — Quelques vers de Jean ALARY. — Le Petit Olympe d'Issy, par BOUTKAOUX. — De quelques poésies peu connues sur la mort de Henri IV. — Vers inédits de RÉGNIER. — Vers inédits de DU MONSTIER. — Estienne Durand. 1590-1618. — Le Cabinet des Muses, 1619. — La Satyre du temps, à Théophile. — Du Bartas, Angot et André Chénier. — La Pauvreté des Muses, satire. — Une Satire de DU LORENS. — Les Chansons du SAVOYARD. — Les Délices de la poésie galante, 1666. — Une Satire inédite de BOILEAU DESPRÉAUX, ou la Satire des satires. — La Vie, les œuvres, le procès et la fin tragique de Claude LE PETIT, etc.

SOUS PRESSE : **Bibliographie anecdotique du jeu des échecs.** 1 vol. in-12.

RARITÉS BIBLIOGRAPHIQUES.

Collection d'ouvrages français curieux, des XVI^e et XVII^e siècles, en vers ou en prose, littéraires, facétieux ou historiques, et devenus très-rares, réimprimés rigoureusement dans toute la pureté des textes, et enrichis de notes, par les soins d'une société de bibliophiles. Tirage, 100 exempl. numérotés, pet. in-12, pap. vergé. — Les derniers ouvrages parus sont : les *Touches du Seigneur des Accords*, livres 4 et 5, 1 vol. in-12; le *Livre de Matheolus*, tiré à 100 exemplaires, petit in-12 et 30 ex. in-8, prix : 30 fr.; le *Trésor des joyeuses inventions et paragon de poésies*, tiré à 100 exemplaires, prix : 8 fr.; la *Guerre des masles contre les femelles*, prix, 12 fr.

Sous presse : **Les OEuvres de Maynard.** Réimpression faite par les soins de M. P. Blanchemain. 1 vol. petit in-12.



